

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°195

JUIN 2001

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 30 FF — Etranger : 35 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01-48 24 64 64

Fax : 01-48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail : bulletin@fikp.org

Sommaire :

- **LA VISITE EN FRANCE DE N. BARZANI**
- **IRAN : RÉÉLECTION SANS SURPRISE DE M. KHATAMI**
- **LA TURQUIE SE RESOUT À PAYER £2,5 MILLIONS AUX 247 VICTIMES KURDES DU DISTRICT DE LICE**
- **PARIS : LA VISITE MOUVEMENTÉE DU PRÉSIDENT SYRIEN**
- **INTERDICTION DU PARTI FAZILET, TROISIÈME FORCE POLITIQUE TURQUE**
- **L'IRAK ACCUSE LES AVIONS ALLIÉS DE LA BASE AÉRIENNE D'INCIRLIK D'AVOIR TUÉ 23 CIVILS**
- **STRASBOURG : LE CONSEIL DE L'EUROPE MAINTIENT LA TURQUIE "SOUS SURVEILLANCE DÉMOCRATIQUE"**
- **ANSI QUE....**

LA VISITE EN FRANCE DE N. BARZANI

LE Premier ministre du Gouvernement régional kurde d'Erbil a effectué du 11 au 14 juin une visite diplomatique à Paris afin d'informer les responsables politiques français de la situation actuelle au Kurdistan irakien et de solliciter le soutien de la France pour la pérennisation de l'expérience d'auto-administration kurde.

La visite a commencé par un déjeuner de travail offert en son honneur par le Directeur du Proche-Orient et d'Afrique du Nord du Quai d'Orsay avec la participation de plusieurs hauts diplomates de cette direction. Puis la délégation kurde a été reçue conjointement par le conseiller diplomatique du Premier ministre français et le conseiller pour le Moyen-Orient de M. Védrine pour une discussion politique approfondie.

Le Premier ministre kurde a indiqué à ses interlocuteurs français que grâce au rétablissement de la paix interne dans la région kurde, depuis novembre 1997, et grâce aux 13% des revenus du programme "pétrole contre nourriture" de l'ONU affectés aux trois gouvernorats sous administration kurde, la situation économique, sanitaire et éducative ne cesse de s'améliorer dans le Kurdistan irakien. "La population qui reprend progressivement espoir reste toujours préoccupée par l'absence de garanties pour l'avenir. Le maintien de la protection aérienne de la région kurde et l'affectation de 13% des revenus de la

vente du pétrole irakien sont indispensables à la survie de l'actuelle expérience d'auto-administration kurde. Pour les Kurdes il est d'une importance vitale que tout débat, tout arrangement sur les sanctions ou sur l'avenir de l'Irak prenne en compte ces deux demandes fondamentales de la population kurde" a ajouté M. Barzani qui a rappelé que c'est la France du Président Mitterrand qui avait été à l'origine de la fameuse résolution 688 de l'ONU sur le devoir d'ingérence qui a permis l'instauration d'une zone de protection kurde. "Paris doit dès lors veiller à la poursuite de cette protection en attendant l'instauration en Irak d'un régime démocratique garantissant à la population kurde un statut fédéral".

Le conseiller du Premier ministre français a indiqué que Lionel Jospin, qui connaît de longue date la question kurde, est très sensible au sort du peuple kurde. "Pour le Gouvernement français qui défend le respect de la diversité culturelle et les droits des minorités, les Kurdes irakiens doivent jouir de tous leurs droits légitimes dans un Kurdistan démocratique au sein d'un Irak démocratique. La diplomatie française prendra en compte les demandes légitimes de la population kurde que vous venez d'exprimer. Vous pouvez rassurer à ce sujet votre peuple. Il nous faut chercher ensemble avec nos amis et alliés les moyens d'améliorer le sort des populations civiles irakiennes tout en assurant la protection du peuple kurde" a-t-il poursuivi, avant d'appeler à la poursuite d'un dialogue régulier entre responsables kurdes et français.

Le Premier ministre kurde a ensuite rendu visite à Bernard Kouchner, ministre délégué à la Santé et ami de longue date de la cause kurde. Il l'a informé des développements récents au Kurdistan et sollicité son aide, notamment auprès des hauts

responsables de l'ONU qu'il connaît bien, pour que les revendications des Kurdes irakiens reçoivent toute l'attention qu'elles méritent lors des débats sur les sanctions et l'avenir d'Irak. Tout en promettant de faire ce qu'il pourrait B. Kouchner a rappelé que les Kurdes devraient d'abord s'aider eux-mêmes en réglant leurs différends par le dialogue démocratique et en assurant leur unité. "Vos amis étrangers seront d'autant plus enthousiastes à vous aider que si vous vous montrez capables de vous unir et de gouverner votre région dans le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques" a-t-il ajouté.

Avant de quitter Paris, M. N. Barzani a été l'hôte d'un dîner-débat présidé par Mme Mitterrand. Une trentaine de personnalités et de députés dont François Loncle, président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale ont participé à ce dîner auquel l'ancien ministre des

Affaires étrangères Roland Dumas a également tenu à assister. La veille, le Premier ministre kurde avait participé à un autre dîner-débat avec des personnalités kurdes et quelques amis de longue date de la cause kurde.

De son côté, le vice-Premier ministre du Gouvernement régional kurde de Souleimanieh, M. Adnan Mufti a effectué fin juin une visite à Paris, dans le cadre d'un périple européen. Au cours de cette visite il a été reçu au Quai d'Orsay par le sous-directeur du Proche-orient et d'Afrique du Nord. Le 22 juin, il a participé à un débat, organisé par le Forum irakien, dans une salle de l'Assemblée nationale sur "la situation au Kurdistan et en Irak". Le 23 juin, il a participé à une rencontre-débat avec la communauté kurde organisée par l'Institut kurde. Le 25 juin, il a été reçu par Mme Mitterrand, présidente de la Fondation France-Libertés (Voir revue de presse p. 92, pour un récit plus détaillé de cette visite).

IRAN : RÉÉLECTION SANS SURPRISE DE M. KHATAMI

LE président iranien Mohammed Khatami a remporté avec une forte majorité de 77% des voix l'élection présidentielle du 8 juin. Cette victoire était attendue et prédite par la plupart des observateurs de la scène politique iranienne. Les autres candidats en lice, approuvés par la hiérarchie chiite faisaient office de figurants de la vitrine "démocratique" du régime ou de repoussoir.

Cette élection sans surprise a été caractérisée par un taux d'abstention record. Sur les 42 millions d'électeurs inscrits seulement 28 millions ont jugé utile de se rendre aux urnes. Un Iranien

sur trois a donc boycotté le scrutin. Cette abstention record s'explique par la désillusion d'une partie de la population qui ne croit plus à la capacité du président Khatami à promouvoir les réformes démocratiques qu'il promet lors de ses campagnes électorales. Malgré la forte majorité dont il dispose au *Majlis* (Parlement) et dans les conseils municipaux, le président iranien s'est montré incapable de s'opposer sérieusement à la mainmise sur les leviers essentiels du pouvoir des organes non élus truffés de prélats conservateurs. Il n'a même pas pu empêcher que ses fidèles partisans, voire certains de ses ministres, soient traînés dans la boue et embastillés pour délit d'opinions

réformatrices par les tribunaux d'un "pouvoir judiciaire" contrôlé par le clergé chiite ultra-conservateur.

Dans le régime théocratique de la République islamique la Constitution confère au Guide de la Révolution, l'ayattollah Khamenei, un pouvoir absolu et à vie sur le législatif, l'exécutif et le judiciaire. Les lois ne peuvent être promulguées qu'après l'avis favorable d'un Conseil de surveillance non élu, formé de prélats. Le président et le Parlement élus par le peuple disposent dans ce système de prérogatives dont les limites sont fixées par le haut clergé chiite.

Le président Khatami, s'appuyant sur sa légitimité populaire a depuis 1997 bien essayé de faire évoluer ce système, à injecter une dose de démocratie dans la République islamique. Ses efforts ont suscité une certaine décrispation de la société et une libération de la parole. Cependant une fraction croissant de la population réalise que le système lui-même n'est ni amendable ni réformable. C'est elle qui a boudé la dernière élection présidentielle.

La réélection du président Khatami intervient dans une période où l'Iran est aux prises avec une grave crise économique et sociale. Le régime semble à bout de souffle. Tirailé entre les aspirations réformatrices de ses électeurs (jeunes, femmes etc.) et la camisole de force d'un clergé conservateur considérant la moindre réforme comme une atteinte aux principes fondateurs de la République islamique le président Khatami risque de se trouver, tout au long de son second mandat sur le fil du rasoir. La course d'obstacles va commencer déjà par la formation de son gouvernement qui avant d'être investi par le Majlis doit obtenir l'approbation du Conseil de surveillance islamiste !

LA TURQUIE SE RESOUT À PAYER £2,5 MILLIONS AUX 247 VICTIMES KURDES DU DISTRICT DE LICE

LA Turquie a décidé d'allouer 2,5 millions de livres sterling aux 247 victimes de la ville de Lice, province de Diyarbakir, qui accusaient auprès de la Cour européenne des droits de l'homme, l'armée turque d'avoir perpétré, le 22 octobre 1993, un massacre dans la ville. Première affaire collective auprès de la Cour de Strasbourg concernant la Turquie, le litige était arrivé en phase de jugement, mais la Turquie a préféré un règlement à l'amiable pour éviter une humiliation juridique. Reste que le montant concédé par Ankara constitue la plus importante somme jamais payée par la Turquie.

Le 22 octobre 1993, l'armée turque avait pris d'assaut le district de Lice, 15 civils avaient été tués et 22 autres avaient été blessés, 400 maisons et 250 négoce avaient été incendiés et détruits. Les autorités turques ont toujours nié la responsabilité de ces événements

qu'elles ont attribué au parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). La ville de Lice est toujours une ville interdite, fermée à toutes les visites des observateurs, des parlementaires et des défenseurs des droits de l'homme. Aux dernières élections municipales, la ville a été emportée par le candidat du parti de la démocratie du peuple (HADEP), Zeynel Bagir, qui, proclamé persona non grata par l'armée dans le district, n'a jamais pu franchir Lice intra-muros.

Alors qu'après huit ans de procédures judiciaires, la Turquie a préféré un règlement à l'amiable au niveau de la Cour européenne des droits de l'homme, les autorités judiciaires turques n'ont pas avancé d'un pas, puisque l'affaire est toujours en instruction auprès de la cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir. De plus, la Cour européenne des droits de l'homme reste saisie de l'affaire de 250 autres victimes des massacres de Lice.

PARIS :

VISITE MOUVEMENTÉE DU PRÉSIDENT SYRIEN

LE président syrien Bachar el-Assad a effectué du 25 au 27 juin une visite d'Etat en France. Au cours de cette visite de trois jours, entourée d'une grande solennité, le jeune président syrien a été reçu par son homologue français Jacques Chirac, par le Premier ministre ainsi que par le nouveau maire de Paris. Au menu des entretiens, la situation au Proche-Orient, le Liban, les perspectives d'une relance éventuelle du dialogue israëlo-arabe et l'ouverture de l'économie syrienne sur le monde extérieur. La France se dit

désireuse d'accompagner sur la voie des réformes et œuvrer pour un accord d'association entre l'Union européenne et la Syrie pour faire évoluer ce pays pétrifié par trente ans de dictature absolue du général Assad.

Le président syrien qui lors de son accession en pouvoir avait fait des promesses de démocratisation, restées sans lendemain, a essayé, lors de cette visite très médiatisée, d'améliorer l'image déplorable de son pays et de son régime. Dérogeant aux habitudes hautaines de son père, il a accepté d'être

auditionné par la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale et de participer à une conférence de presse où nombre de questions peu amènes lui ont été posées. Sa réception à l'Hôtel de ville de Paris a été très chahutée par certains conseillers de Paris lui reprochant l'occupation militaire du Liban et ses propos récents hostiles aux juifs.

La communauté juive, à l'appel du CRIF, a menée une vaste campagne contre cette visite et organisé devant l'Assemblée nationale une manifestation qui a rassemblé plusieurs milliers de personnes. La communauté kurde s'est également mobilisée pour rappeler à l'opinion le sort des Kurdes en Syrie.

En effet, le 1,5 million de Kurdes de Syrie, qui peuplent les districts de Djézireh, Koban (Aïn Arab) et de Kurd Dag, continuent d'être privés de droits culturels et linguistiques élémentaires. Ils ne sont toujours pas autorisés à publier de livres et des journaux dans leur langue, ils ne possèdent aucune école kurde, aucune émission en kurde à la radio ou à la télévision, ils n'ont pas le droit de créer leurs propres associations et partis.

Cette situation de déni de droit est particulièrement tragique pour les quelques trois cent mille "sans papiers" kurdes. Il s'agit des habitants de 332 villages kurdes de Djézireh qui dans les années 1960 ont été arbitrairement déchus de la nationalité syrienne dans le cadre d'une politique d'arabisation consistant à créer "une ceinture arabe" large de 10 à 15 km tout au long des frontières turque et irakienne afin de couper les districts kurdes de Syrie des territoires contigus du Kurdistan turc et irakien.

Ces Kurdes "sans papiers", qui ne sont ni expulsables ni intégrés vivent en

étrangers clandestins dans leur propre pays. Tolérés, ils ne peuvent se marier à la mairie, occuper un emploi public, être admis dans des hôpitaux et écoles publiques, avoir un compte bancaire à leur nom, voyager à l'étranger. Ces Kurdes espéraient que le nouveau président syrien ferait un geste en leur faveur pour les réintégrer. Aucun pas n'ayant été fait en ce sens, la plupart d'entre eux, sans avenir et sans espoir,

dans leur pays, tentent d'émigrer vers l'Europe.

La communauté kurde de France et les organisations de défense des droits de l'homme ont appelé les autorités françaises à faire pression sur le président syrien pour la réintégration de ces Kurdes dans leur citoyenneté et pour que Damas reconnaisse enfin des droits culturels élémentaires à sa minorité kurde.

INTERDICTION DU PARTI FAZILET TROISIÈME FORCE POLITIQUE TURQUE

LA Cour constitutionnelle a, le 22 juin, dissous le parti de la Vertu (Fazilet), troisième force politique du pays avec 102 députés au Parlement, le parti Fazilet (Vertu) est, la 23^{ème} formation politique interdite en Turquie depuis la fondation de la Cour constitutionnelle en 1962. Le Fazilet est le quatrième parti islamiste, lié à l'ex-Premier ministre Necmettin Erbakan, le patron de l'islam politique turc, à être interdit depuis 1972 après ceux de l'Ordre national (MNP), du Salut national (MSP) et de la Prospérité (Réfah).

L'interdiction du parti d'opposition islamiste de la Vertu (Fazilet) compromet les aspirations européennes d'Ankara en ternissant son image en matière de respect de la liberté d'expression et de la démocratie, estiment les analystes. Elle montre qu'une partie de l'establishment turc ne désarme pas dans sa lutte contre l'islam politique, posé en menace principale pour la République laïque par l'armée. Même si le Premier ministre Bulent Ecevit en personne avait ouvertement exprimé ses réticences et son inquiétude sur les conséquences d'une telle mesure pour la stabilité du pays plongé dans une

grave crise économique. Le chancelier autrichien Wolfgang Schuessel, de passage à Ankara, avait, le 21 juin, prévenu qu'une interdiction du parti ne serait pas accueillie "favorablement" par l'Union Européenne (UE), ajoutant qu'il "faut être très prudent dans les démocraties pluralistes" avec ce genre de décision. La dissolution du Fazilet va placer la Turquie en position délicate au cours du Conseil d'association Turquie-UE, organe de dialogue politique qui se réunit une fois par an, et qui aura lieu mardi prochain à Luxembourg pour faire le point sur le processus d'adhésion. "Le problème, c'est que les Turcs interdisent les partis politiques en fonction de ce qu'ils pourraient faire, et non de ce qu'ils font", souligne une analyste européenne.

Plus de dix partis de gauche, dont le Parti Communiste Uni de Turquie (TBKP) et le parti Socialiste (SP), ont été dissous depuis les années 60 sous l'accusation d'activités communistes, interdites en Turquie jusqu'en 1990.

La Cour constitutionnelle a également interdit une série de partis pro-kurdes. Le cas le plus célèbre est celui du Parti de la Démocratie (DEP) le 15 juin 1994. Quatre membre du DEP, dont Mme Leyla Zana, lauréate en 1995 du prix

Sakharov du Parlement européen pour la liberté de pensée, purgent actuellement des peines de 15 ans de prison. D'autres partis pro-kurdes, notamment le Parti du Travail du peuple (HEP) et le Parti de la Liberté et de la Démocratie (OZDEP) ont également été dissous pour séparatisme. En février 1999, un parti pro-kurde modéré, le Parti démocratique des masses (DKP), dirigé par un ancien ministre, Serafettin Elci, a été interdit pour " atteinte à l'unité de la Turquie et

prôné les différences régionales et ethniques dans son programme "

Le Parti pro-kurde de la Démocratie du peuple (HADEP), qui a succédé au DEP et qui plaide en faveur d'une solution pacifique à la question kurde, fait actuellement l'objet d'une procédure de dissolution devant la Cour pour ses liens présumés avec le PKK, une accusation qu'il rejette catégoriquement.

un appareil, ce qui a été démenti par les Etats-Unis.

Le ministère de la Défense britannique a aussi nié avoir tiré sur des cibles irakiennes. " *C'est faux. Ni les Américains ni nous-mêmes n'avons lâché de bombe hier ou aujourd'hui* ", selon un communiqué. " *C'est une autre tentative des autorités irakiennes pour désinformer leur public* ".

Les avions des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne effectuent des patrouilles au-dessus des zones d'exclusion aérienne du sud et du nord de l'Irak, créées après la Guerre du Golfe en 1991. Le régime de Saddam Hussein ne reconnaît pas ces zones et considère ces vols comme des violations de son territoire. Depuis décembre 1998, les accrochages sont quasi-quotidiens. Le raid de mercredi intervient alors que le Conseil de sécurité de l'ONU s'appête à examiner une proposition américano-britannique prévoyant une levée de l'embargo sur les biens de consommation destinés aux civils mais une stricte interdiction des biens considérés comme liés au domaine militaire.

L'IRAK ACCUSE LES AVIONS ALLIÉS DE LA BASE AÉRIENNE D'INCIRLIK D'AVOIR TUÉ 23 CIVILS

L'Irak a affirmé, le 20 juin, que des bombardements américano-britanniques sur un terrain de football du nord de l'Irak ont fait vingt-trois morts et onze blessés, alors que les autorités américaines et britanniques ont nié avoir tiré durant les deux derniers jours.

L'agence de presse irakienne INA a rapporté que des avions alliés ont tiré sur la localité de Tall Afar, à 440 km au nord-ouest de Bagdad, sans préciser l'heure à laquelle est survenue l'attaque. Les victimes ont été enterrées, a ajouté l'agence de presse.

Un porte-parole des forces américaines à la base aérienne d'Incirlik, dans le sud de la Turquie, d'où sont partis les vols alliés, a démenti tout bombardement. " *Nous avons volé aujourd'hui (20 juin), mais nous n'avons (...) rien lâché* ", a affirmé le major Scott Vadnais. Le major Ed Loomis, responsable des relations publiques auprès du commandant américain en Europe, situé à Stuttgart (Allemagne), a assuré que les troupes américaines n'avaient effectué aucun bombardement. " *Nous avons volé hier (19 juin), dans le cadre d'une mission de routine dans la zone d'exclusion*

aérienne ", a-t-il simplement reconnu. Mais il a ajouté que l'appareil " *a achevé sa mission sans lâcher de bombe et est revenu sans dommage à la base. Les allégations irakiennes sont totalement fausses* ". INA avait rapporté, le 20 juin, que les forces alliées avaient tenté de bombarder une installation civile dans le nord de l'Irak, mais qu'elle avait été dissuadée par la défense aérienne irakienne. Bagdad a affirmé avoir touché

STRASBOURG :

LE CONSEIL DE L'EUROPE MAINTIENT LA TURQUIE "SOUS SURVEILLANCE DÉMOCRATIQUE"

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a, le 28 juin, décidé de maintenir la Turquie sous " *surveillance démocratique* ", malgré " *d'importants progrès constatés* ". Au chapitre des satisfactions, les parlementaires ont relevé le " *Programme national pour l'adoption de l'acquis communautaire* ", en vue de l'adhésion à l'Union européenne, le cessez-le-feu annoncé du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), des réformes constitutionnelles (comme la

suppression du juge militaire dans les cours de sûreté de l'Etat) et judiciaires notamment.

Mais de nombreux progrès restent à accomplir : éradiquer la torture, améliorer les conditions de garde-à-vue, abolir la peine de mort, modifier la loi sur le terrorisme qui ouvre la voie à l'arbitraire sur les " *délits d'opinion* ", lever l'état d'urgence dans les quatre provinces du Sud-Est, briser l'isolement des détenus des prisons dites de type F qui font la grève de la faim depuis

plusieurs mois. Le rapporteur, Andras Barsony [ndlr : Hongrie, socialiste], a même affirmé au cours du débat que les conditions de détention dans les prisons turques étaient de bien meilleure qualité que dans beaucoup d'autres prisons européennes. Allez comprendre pourquoi alors les prisonniers turcs font des grèves de la faim !

Mais l'Assemblée a aussi condamné l'interdiction du Parti islamiste de la Vertu, principal parti d'opposition du pays, troisième force au Parlement turc jusqu'à sa dissolution, en adoptant un amendement qui avait été rédigé avec l'accord de ses cinq groupes politiques. La décision de la Cour constitutionnelle turque d'interdire ce parti est "contraire aux principes de la démocratie pluraliste" et "de nature à contribuer à l'instabilité politique au moment où la Turquie entreprend d'importantes réformes", selon les parlementaires. Selon Andras Barsony, "il faut changer la Constitution pour que de tels faits ne se reproduisent pas". "Une partie de la Constitution turque, fondée sur des principes datant de l'instauration de la République turque en 1923, n'est pas conforme aux critères en vigueur au Conseil de l'Europe" souligne le rapport qui demande à ce qu'Ankara collabore avec la commission de Venise [ndlr : Commission créée pour assister les anciens pays communistes à élaborer une Constitution conforme aux critères occidentaux]. Par ailleurs, le quotidien turc *Hurriyet* accuse, à la Une de son édition du 29 juin, Oya Akgonenç, députée islamiste de la Vertu (FP - dissous) et représentante de la Turquie au Conseil de l'Europe, d'avoir causé, par son absence, le vote, dans un des rapports du Conseil, des mots "le peuple kurde" au lieu de "citoyens turcs d'origine kurde", expression officielle d'Ankara. "Oya Akgonenç, du parti Fazilet, étant dans les coulisses pour défendre son parti dissous, le terme

"peuple kurde" est entré dans un des rapports du Conseil de l'Europe", écrit *Hurriyet*. Les parlementaires du parti de l'Action nationaliste (MHP - ultranationaliste) sont rapidement montés au créneau. Huseyin Kalkan (MHP) a déclaré : "Y a-t-il une différence entre elle et Leyla Zana ?... Vous arrivez ici avec l'argent de l'Etat et vous critiquez la Turquie à droite et à gauche. C'est immoral."

En outre, l'Assemblée reproche au gouvernement turc de refuser d'exécuter certains arrêts de la Cour européenne, notamment l'arrêt Loizidou, du nom d'une Chypriote grecque dépossédée de ses biens

dans la partie nord de l'île, au moment de l'intervention de l'armée turque en 1974.

Il s'est pourtant trouvé quelques défenseurs de la Turquie dans l'Assemblée, tel le conservateur britannique John Taylor qui a affirmé qu'il ne se trouvait pas dans le camp des "casseurs de sucre" sur le dos de ce pays. Toutefois, l'Assemblée a rejeté la plupart des amendements turcs qui tentaient d'affaiblir ses critiques et notamment un amendement demandant la fin de la "procédure de suivi" (monitoring), le système de "surveillance démocratique" mis en place dans les pays jugés les plus fragiles.

ANSI QUE....

• **LE MINISTRE TURC DE L'INTÉRIEUR LIMOGÉ APRÈS UNE QUERELLE AVEC MESUT YILMAZ.** Le ministre considéré comme le champion de la lutte anti-corruption en Turquie, Sadettin Tantan, a démissionné, le 6 juin, après avoir été rétrogradé du portefeuille de l'Intérieur à celui des Douanes.

Cette démission soulève des interrogations sur l'avenir de la lutte qu'il avait engagée depuis deux ans contre la corruption, l'un des fléaux de la Turquie, qui s'est engagée à remettre son économie en ordre au terme d'un programme d'austérité conclu avec le Fonds monétaire international (FMI) suite à une grave crise en février. Ses enquêtes avaient par contre plongé son propre parti dans l'embarras.

"Je démissionne car j'estime que la pratique dont j'ai fait l'objet est incompatible avec mes principes et mon approche de la politique" a déclaré le très populaire homme politique dans une déclaration écrite. Il s'est dit

"déterminé" à continuer à lutter contre "toute forme d'injustice", remerciant l'opinion publique pour son "grand soutien" à son travail.

M. Tantan a également quitté son parti de la Mère-patrie (ANAP), troisième partenaire de la coalition du Premier ministre Bulent Ecevit. Il était entré en désaccord avec le chef de l'ANAP, Mesut Yilmaz, sur des enquêtes anti-corruption sans précédent qui ont provoqué en avril 2001 la démission du ministre de l'Energie Cumhuriyet Ersumer, membre du même parti.

La corruption, le troisième problème le plus important du pays, après l'inflation et le chômage. A tort ou à raison. M. Tantan était perçu comme le Monsieur Propre par la population. En le limogeant l'ANAP donne le signal qu'il n'est pas vraiment du côté de la lutte anti-corruption, dans un pays où la confiance dans les hommes politiques est déjà au plus bas. La démission étale une fois de plus au grand jour la faiblesse du système turc des partis, où le chef a un

contrôle absolu sur son organisation.

Les partis d'opposition de la Juste Voie (DYP) et de la Vertu (Fazilet), ont apporté leur soutien à M. Tantan.

M. Yilmaz avait récemment laissé entendre qu'il pourrait limoger son ministre auquel il reprochait son indépendance vis-à-vis du parti. " *C'est le peuple qui choisit les députés mais c'est moi qui choisis les ministres* ", avait-il déclaré demandant aux " *traîtres* " de quitter le parti. Les investigations menées par M. Tantan — un ancien policier réputé pour son honnêteté qui s'est lancé dans la politique dans les rangs de l'ANAP en 1994 — dans les milieux mafieux et son acharnement à lutter contre la corruption ont fait de lui un héros aux yeux de l'opinion publique turque. Certains membres du parti dont M. Yilmaz accusaient M. Tantan de transformer la Turquie en un véritable Etat-policier.

Son successeur, Rustu Kazim Yucelen, a assuré dans une première déclaration aux journalistes qu'il lutterait avec autant d'acharnement contre la corruption.

• **BILAN DU MOIS DE MAI 2001 DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME AU KURDISTAN.** Osman Baydemir, responsable de l'Association turque des droits de l'homme (IHD) à Diyarbakir, a, le 13 juin, rendu public le bilan de mai 2001 des violations des droits de l'homme au Kurdistan. Au cours d'une conférence de presse, M. Baydemir a attiré l'attention sur l'augmentation des affrontements armés dans la région : " *Au mois de janvier 7, en février 1, en mars 11, en avril 13, en mai 23 personnes ont perdu la vie dans des combats* ". Il s'est dit par ailleurs circonspect sur les dernières déclarations officielles relatives à la mort de 20 combattants du PKK dans le district de

Yedisu, province de Bingol en mai 2001. M. Baydemir n'hésite pas à parler d'" *exécutions extrajudiciaires* " et souligne qu'une enquête est en cours avec un contre rapport médical. Voici le rapport de mai 2001 des violations des droits de l'homme :

- Nombre de placements en garde-à-vue : 111
- Nombre de personnes torturées : 39
- Nombre d'arrestations : 23
- Nombre de publications interdites dans la région sous état d'urgence (OHAL) : 17
- Nombre de pièces de théâtre et de communiqués de presse interdits : 4

• **LES FEMMES KURDES POURSUIVIES PAR LA JUSTICE TURQUE POUR AVOIR DÉNONCÉ LES VIOLS ET LES HARCELEMENTS AU KURDISTAN.** La Cour de sûreté de l'Etat (DGM) d'Istanbul a, le 28 juin, procédé à l'audience de cinq femmes ayant participé en tant qu'intervenantes à une conférence contre le harcèlement sexuel et le viol. 19 femmes, dont Fatma Kara, Nahide Kilici, Zeynep Owayolu, Fatma Karakas et Kamile Cigci, sont également poursuivies par le tribunal correctionnel de Beyoglu pour " *séparatisme* ". Les deux juridictions leur reprochent d'avoir mentionné les termes de " *provinces kurdes* " et " *femmes kurdes* " au cours de cette conférence tenue le 15 juin 2000. Au cours de l'audience, Me Gulizar Tuncer, avocat de la défense, a contesté le chef d'accusation en déclarant " *les femmes kurdes comme d'autres sont victimes de viol. Raconter cela ne constitue en rien une infraction. Les procureurs des cours de sûreté de l'Etat peuvent ne pas reconnaître le peuple kurde, mais ils ne peuvent nier la réalité kurde* ". De nombreux observateurs étrangers ont assisté à

l'audience qui a été repoussée au 17 octobre 2001.

• **UNE " HISTOIRE DU KURDISTAN " INTERDITE EN TURQUIE.** La Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul a ordonné la saisie du livre " *Histoire du Kurdistan* ", publié par les éditions Avesta et réalisé par des académiciens de l'Institut d'orientalisme russe. La cour a soutenu que " *de la page 9, préambule du livre et jusqu'à la dernière page, soit la page 359, le livre n'est qu'une propagande contre l'Etat et la nation turcs et porte atteinte à l'intégrité indivisible du pays* ".

L'éditeur, dans un communiqué de presse daté du 25 juin, a dénoncé la saisie et s'est étonné de constater qu' " *un livre de 390 pages ait été lu en une heure et puis interdit* ".

• **LE PRÉSIDENT TURC OPPOSE SON VÉTO À LA LOI RENFORÇANT LE CONTRÔLE DES MÉDIA.** Le président turc, Ahmet Nejdet Sezer, a, le 18 juin, opposé son veto à la loi relative au Conseil supérieur de la radio et de la télévision (RTUK) adoptée par le Parlement turc en considérant que la loi en question conduirait à une monopolisation des médias et que les amendes infligées en cas d'infraction sont susceptibles de porter atteinte à la liberté de l'expression.

La nouvelle loi sur l'audiovisuel soumettait également l'Internet turc à une censure appliquant les règles de la presse écrite. Le texte est renvoyé devant le Parlement turc et si les parlementaires choisissent à nouveau de voter la loi dans les mêmes termes, le président n'aura plus d'autre choix que l'entériner.

LE PARLEMENT TURC ADOPTE UNE LOI CENSURANT L'INTERNET. Le Parlement turc a, le 7

juin, adopté une loi qui introduit des sanctions pour la diffusion d'informations mensongères ou de diffamation sur l'Internet et renforce les pénalités pour les radios et télévisions. Après un déluge de critiques en Turquie et à l'étranger, le gouvernement a cependant enlevé du projet de loi initial un article controversé demandant à tous les sites Internet de soumettre leurs pages aux autorités pour contrôle avant publication. Dans une lettre ouverte adressée au Premier ministre Bulent Ecevit, l'Institut international de la presse (IPI), basé à Vienne, avait, le 5 juin, condamné cet aspect du projet de loi, y voyant " *une restriction de la liberté des médias et d'expression* ".

La loi, qui amende les dispositions existantes, stipule que la propagation de fausses informations, la diffamation et autres actes de même nature sur les sites seront passibles d'amendes allant jusqu'à 100 milliards de livres turques (environ 85.000 dollars). Les amendements rendent en principe plus difficile la suspension temporaire de chaînes de radio ou télévision, une pratique courante en Turquie, pour atteinte à la pudeur, à la vie privée, à la structure familiale turque et aux règles morales générales ainsi que pour séparatisme. Le Haut Conseil de l'audiovisuel (RTUK), organisme de contrôle controversé, pourra d'abord suspendre le programme concerné — et non toute la chaîne — puis infliger une amende allant jusqu'à 200.000 dollars en cas de récidive. En cas d'une troisième infraction dans une période d'un an pour les mêmes motifs, la chaîne en question pourra voir sa licence révoquée pendant une période allant jusqu'à un an. En outre, les partis politiques, syndicats ou associations ne pourront pas créer des chaînes de télévision ou de radio. Depuis sa création en 1994, le RTUK a déjà suspendu pendant des laps de temps divers quelque 500 chaînes de radio et de

télévision, selon les chiffres officiels. Outre les cinq chaînes de la télévision d'Etat TRT, la Turquie compte 13 chaînes privées nationales et plus de 200 chaînes locales. Le nombre de radios privées est estimé à environ 2.500.

• **PREMIÈRE BAVURE DANS UNE PRISON DE TYPE F À SINCAN, ALORS QUE LA GRÈVE DE LA FAIM COMPTE SA 26^{ÈME} VICTIME.**

Selon le quotidien turc *Milliyet* du 25 juin, le Parquet de Sincan a ouvert une instruction contre sept gardiens de prison accusés d'avoir passé à tabac Mehmet Günes, détenu dans la prison de type F de Sincan. La bavure a été révélée lorsque M. Gunes, de retour d'un entretien avec son avocat, a été transporté aux urgences de l'hôpital Numune. Prétextant une fouille surprise, les sept gardiens ont battu le détenu dans sa cellule à l'abri des regards. Transporté aux urgences, les médecins ont demandé qu'il reste sous observation mais un commandant de la gendarmerie se trouvant sur place, jugeant qu' " *il n'a rien* " l'a renvoyé en prison. Le médecin légiste a donné trois jours d'arrêt de travail au détenu. Le Parquet, tout en décidant d'ouvrir une instruction contre les sept gardiens, a conclu que le gendarme avait accompli sa mission en renvoyant le détenu en prison. En apprenant l'instruction, les sept gardiens ont décidé de porter plainte contre le détenu en soutenant que : " *ce n'est pas nous qui l'avons passé à tabac mais c'est lui qui nous a battus* " !

C'est la première affaire mettant directement en cause les prisons de type F dont l'établissement reste toujours très contesté, les prisonniers craignant de faire objet de torture et de sévices dans des cellules. Une grève de la faim lancée depuis 253 jours continue dans les prisons turques. Fin juin, 26 personnes avaient perdu la vie : Zehra Kulaksiz étant décédée le 29 juin des suites de 223

jours de grève de la faim. Les prisonniers contestent les nouveaux établissements, constitués de cellules, dit de type F, et revendiquent les prisons composées de dortoirs, où ils craignent moins les comportements arbitraires de l'administration pénitentiaire.

• **LA COMMUNAUTÉ ASSYRO-CHALDÉENNE BARRICADÉE AU KURDISTAN.** Le quotidien turc *Milliyet* du 15 juin dénonce sous le titre de " *la pensée d'Hitler persiste* ", l'oppression subie par la communauté assyro-chaldéenne du Kurdistan du fait des décisions discrétionnaires et arbitraires du ministère de l'Intérieur turc. Selon le quotidien, le ministère turc de l'Intérieur a interdit tout accès de la région jusqu'à la fin de l'année 2001, particulièrement aux étrangers désireux de s'y rendre pour des recherches scientifiques et le tourisme. Un jour après la destitution du ministre de l'Intérieur, les autorités régionales ont été informées que cette décision a été modifiée sous certaines conditions. Alors que le Premier ministre Bulent Ecevit avait promis l'autorisation de retour des Assyro-chaldéens dans leur région, le ministère de l'Intérieur reste sourd à cela. Dans la nouvelle décision, il est stipulé que " *les étrangers devraient informer les autorités 48 h à l'avance* ", que " *les tours opérateurs devraient être en relation directe avec la gendarmerie* ", qu' " *il est interdit d'y séjourner la nuit* ", que " *les visites devront être effectuées accompagnées d'un guide* ".

• **CIVILS KURDES VICTIMES DE L'EXPLOSION D'UNE MINE AU KURDISTAN.** Cinq combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan, dont trois d'origine syrienne, ont été, le 6 juin, tués par l'armée turque lors d'affrontements dans la province

d'Hakkari. Les affrontements ont opposé une unité de soldats en patrouille dans une région rurale et un groupe de combattants dans cette province frontalière avec l'Irak et l'Irak.

Par ailleurs, trois civils ont été tués et cinq autres blessés à Silopi, le 12 juin, à la frontière avec l'Irak, par l'explosion d'une mine. Un camion transportant dans sa remorque des ouvriers qui devaient travailler dans les champs au petit village de Derebasi a sauté sur une mine. Les victimes ont trouvé la mort sur le coup.

Le 27 juin, trois combattants du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués par l'armée turque lors d'affrontements dans la province de Diyarbakir. Deux soldats ont par ailleurs été blessés par l'explosion d'une mine dans la province de Sirnak.

• **LE PRIX DES DROITS DE L'HOMME HELLMANN-HAMMETT 2001 DÉCERNÉ À SANAR YURDATAPAN.** Le Comité d'observation des droits de l'homme dont le siège est à New-York, a décidé de

décerner le prix Hellmann-Hammett 2001 à Sanar Yurdatapan pour ses activités en faveur de respect des droits de l'homme en Turquie.

Sanar Yurdatapan est le président de la Campagne pour la liberté de l'expression en Turquie. Une cour militaire devrait se prononcer sur cette campagne où 16 personnalités ont cosigné un livre contenant 60 articles écrits par des prisonniers de conscience, condamnés auparavant par la justice turque. Les 16 intellectuels sont poursuivis sur le fondement de l'article 162 du code pénal turc interdisant toute reproduction d'une publication préalablement condamnée par les autorités.

• **277 MIGRANTS CLANDESTINS, MAJORITAIREMENT KURDES, INTERCEPTÉS EN TURQUIE.** Les garde-côtes turcs ont, le 23 juin, intercepté en mer de Marmara 277 migrants clandestins, majoritairement kurdes, dont 35 femmes et 22 enfants, à bord d'un cargo ukrainien qui devait se rendre en Italie. Les garde-côtes avaient reçu des renseignements selon lesquels des candidats à l'émigration quittaient

des chalutiers pour embarquer sur un cargo en mer de Marmara, au large de la province turque de Tekirdag (nord-ouest).

• **L'ARMÉE TURQUE VEUT PASSER LA MAIN À LA GENDARMERIE AU KURDISTAN.** Fikret Bila, journaliste au quotidien *Milliyet*, annonce dans ses colonnes du 28 juin "une nouvelle période dans le Sud-est", en prenant en considération l'annonce de la délégation de compétence dans les régions kurdes de l'armée de terre au commandement de la gendarmerie. Le journaliste indique que le 1er septembre 2001, les compétences d'ordre public confiées jusqu'alors au 6^{ème} Corps-d'armée, basé à Adana, commandant dans six provinces, seront transmises à la gendarmerie et que la région sous le contrôle du 9^{ème} corps d'armée fera de même par la suite. Le journaliste souligne que le ministre turc de l'Intérieur, Rüstü Kazım Yücelen, a annoncé la décision "au vu des succès obtenus dans la lutte contre la terreur" dans les régions.

- JUIN 2001 - LE MONDE DIPLOMATIQUE

LUTTE ENTRE THÉOCRATIE ET DÉMOCRATIE

La société iranienne n'a plus peur

Elu en 1997 grâce à ses promesses de réformes politiques, conforté par la victoire des modérés aux élections législatives, le président Mohamed Khatami n'en affronte pas moins une forte opposition. Arc-bouté aux postes-clés de la structure du pouvoir, le clergé conservateur multiplie les fermetures de journaux, les interpellations et les arrestations d'intellectuels et de membres de l'opposition progressiste et libérale. Toutefois, à la veille de l'élection présidentielle du 8 juin, M. Khatami bénéficie d'un allié de poids : le dynamisme de la société.

Par notre envoyé spécial **ÉRIC ROULEAU** *

TÉHÉRAN, ce soir-là, paraissait en fête. D'innombrables voitures, dans lesquelles se serraient parents et enfants, mais le plus souvent occupées par des bandes d'adolescents, embouteillaient les grandes artères. Le son strident des avertisseurs se mêlait au brouhaha montant de la marée humaine qui avait envahi la chaussée et les allées piétonnières. Pourtant, cette journée étant chômée, les centres commerciaux, les cafés, les restaurants, les fast-foods à l'américaine étaient fermés. La masse populaire, pour la plupart de jeunes gens, avançait lentement tandis qu'ici ou là des attroupements se constituaient, des conversations visiblement empreintes de bonne humeur s'engageaient timidement entre garçons et filles. Ces dernières, en nombre, étaient vêtues non pas du tchador, conforme aux canons de l'islam rigoriste, mais de robes en couleur à manches longues ; visage dévoilé, parfois fardé ; leur foulard « islamique » noué négligemment autour de la tête laissait néanmoins échapper quelques mèches soigneusement mises en valeur. Des couples se tenaient pudiquement par la main ou par le bras. Le spectacle, naguère insolite, n'étonne plus dans un pays où les mœurs n'ont cessé d'évoluer irrésistiblement sous le regard réprobateur mais résigné des gardiens de l'orthodoxie islamique (1).

Brusquement, la fête se transforma en violents affrontements. Une nuée de basij, les miliciens urbains, s'abattit sur la foule. En chemise et en pantalon noirs, une écharpe de la même couleur nouée autour du cou, les uns à pied, d'autres circulant en mobylette, ils se ruèrent sur les jeunes flâneurs, les frappant à coups de gourdin, arrêtant ceux qui refusaient de se disperser pour les entasser dans des cars de police.

Interrogé, l'un des miliciens s'écrie : « Ces voyous sont venus ici pour flirter ! » Ce soir-là, les Iraniens commémoraient l'Achoura, le martyr de l'imam Hussein, tué avec un groupe de partisans au VII^e siècle par la puissante armée du calife Omar, considéré par les insurgés comme étant un usurpateur. Unaniment vénéré par les musulmans de rite chiite, l'imam Hussein symbolise le sacrifice



ISABELLE ESHRAGI-VU

AVOIR VINGT ANS, ÊTRE UNE FEMME

suprême dans la lutte contre la tyrannie et l'injustice. La journée de deuil national est marquée, dans la matinée, par des scènes d'autoflagellation collective et, dans la soirée, par des processions de fidèles munis de bougies. Le comportement des jeunes Téhéranais ce soir-là ne correspondait évidemment pas à cette pieuse tradition. L'un d'eux prend à témoin l'étranger de passage et hurle : « Nous sommes des croyants tout autant que ces brutes ! Mais ils veulent nous imposer leurs dogmes, confisquer la moindre des libertés auxquelles nous avons droit ! Oui, ils ont bien compris que notre manière de célébrer l'Achoura était aussi et surtout une manifestation contre la dictature ! »

L'événement est exceptionnel. Un pacte implicite de non-agression s'est instauré entre les forces de l'ordre et les jeunes. Ces derniers s'abstiennent de

* Journaliste.

s'opposer activement au système théocratique, évitent par exemple grèves et manifestations - qui se sont soldées ces dernières années par des bains de sang - en échange de quoi les miliciens renoncent à s'ingérer dans la sphère privée des citoyens. Ainsi les antennes paraboliques, interdites par la loi, ont-elles proliféré d'un bout à l'autre du territoire. Ainsi encore les cassettes audio ou vidéo, contenant pour la plupart films et séquences musicales d'origine occidentale, tout autant sacrilèges, sont-elles vendues sur la voie publique, dans l'apparente indifférence des miliciens. Ces derniers n'interviennent pas non plus quand les jeunes organisent dans l'intimité des foyers de bruyantes soirées dansantes, des concerts de musique rock ou pop, au cours desquels la consommation d'alcools de contrebande n'est pas rare, le tout dans une parfaite promiscuité entre garçons et filles.

Campagne de répression

TOUT se passe comme si l'establishment puritain s'était accommodé d'une contre-culture qu'il ne pouvait éradiquer sans mettre en péril la paix civile. En effet, un Iranien sur deux est âgé de moins de 18 ans, trois sur quatre ont moins de 35 ans ; la grande majorité des jeunes, les femmes en particulier, constituent la masse électorale qui a assuré les victoires des réformistes aux divers scrutins électoraux. Délaissant le front social, les conservateurs ont privilégié celui de la politique, en s'en prenant en particulier à la presse indépendante dont le rôle s'était révélé décisif. Pendant la période de grâce qui suivit l'élection du président Mohamed Khatami en mai 1997, plusieurs centaines de publications, quotidiens ou revues de contenu politique, culturel ou social avaient été autorisés à paraître, conformément aux libertés inscrites dans la Constitution. Enhardis, les journalistes ne se privaient plus de défier le pouvoir et ses dogmes. Les tabous, et ils étaient nombreux, tombaient les uns après les autres. Des membres éminents du clergé, des philosophes, défendaient des thèses « révisionnistes », celles d'un islam ouvert aux concepts des droits de la personne, de la démocratie et d'une laïcité qui n'avouait pas son nom.

Les mesures d'intimidation eurent peu d'effet : quelques journaux furent fermés, mais ils réapparaisaient aussitôt sous un nouveau titre ; destitué de ses fonctions par un Parlement alors dominé par les conservateurs, le ministre de l'intérieur, Abdallah Nouri, un mollah progressiste, et l'un des principaux dirigeants réformistes, fut aussitôt remplacé par un proche du président. Des assassinats en série d'opposants, à l'automne de 1998, se soldèrent par des résultats inverses à ceux escomptés. Le président Khatami parvint à imposer l'ouverture d'une enquête et l'inculpation des auteurs des crimes, tous membres des services de renseignements, dont trois furent condamnés à mort. Dans la foulée, le chef de l'Etat obtint le limogeage du ministre des renseignements, un homme lige de l'ayatollah Ali Khamenei, le « guide suprême », successeur de l'imam Khomeiny, et son remplacement par un modéré. L'événement était sans précédent : de monnaie courante dans l'histoire de la République Islamique, les assassinats politiques, souvent déguisés en accidents ou en crimes de droit commun, n'avaient jamais été reconnus, encore moins sanctionnés.

Les conservateurs constataient pendant la première phase du mandat présidentiel que M. Mohamed Khatami marquait des points, que la société civile ne cédait pas du terrain malgré le harcèlement des médias contestataires. Le pouvoir théocratique s'effritait progressivement tandis que s'approchaient les élections législatives de février 2000. Les réformistes avaient déjà remporté deux victoires spectaculaires lors des scrutins présidentiel (mai 1997) et municipaux (février 2000),

recueillant à chaque fois quelque 70 % des suffrages. Les mesures prises par les conservateurs pour fausser le score des législatives furent de même contre-productives. Le raz-de-marée réformiste attribua les deux tiers des sièges aux partisans du changement, suscitant un début de panique dans le camp conservateur. En catastrophe, l'Assemblée sortante amenda - entre les deux tours - la loi sur la presse. Ainsi, désormais, les publications interdites ne peuvent plus refaire surface sous un titre différent, tous les journalistes qu'elles employaient n'ayant plus le droit de se faire embaucher ailleurs. Et, quand la majorité réformiste adopta ultérieurement un projet de loi annulant les amendements, le « guide suprême », l'ayatollah Khamenei, mit son veto en arguant que le texte était contraire aux préceptes de l'islam. La nouvelle majorité était désormais ligotée.

La quatrième et dernière année du mandat présidentiel fut marquée, à partir du printemps 2000, par une campagne de répression sans précédent depuis la mort en 1989 de l'imam Khomeiny. L'ayatollah Khamenei déclara sans ambages que l'islam légitimait la violence dès lors que ses préceptes étaient bafoués. L'ayatollah Mesbah Yazdi, le chef de file de l'extrême droite, l'avait précédé en proclamant dans ses prêches que le recours à la violence était « obligatoire » si la République islamique ne pouvait être défendue autrement, « même si des milliers de personnes devaient en périr ». Ajoutant que tout bon musulman devait, de sa propre initiative, « abattre sur-le-champ » tout mécréant qui « insulterait l'islam ou le Prophète ».

L'appel au meurtre fut entendu par un jeune étudiant qui, entre les deux tours des élections, tira à bout portant sur le stratège de la victoire réformiste, M. Saïd Hajjarian, conseiller et ami personnel du président Khatami. Atteint à la colonne vertébrale, assis sur un fauteuil roulant, parvenant à peine à s'exprimer, le leader réformiste évoquait récemment avec le sourire la « sollicitude » du « guide suprême » qui le reçut ce printemps, un an après l'attentat, pour lui souhaiter un bon rétablissement. M. Saïd Hajjarian explique qu'il a refusé de demander réparation à la justice, comme l'autorise le droit islamique, car il estime que son agresseur n'avait été que l'instrument du « donjon des fantômes ». L'expression, couramment utilisée par les opposants, désigne le lieu mythique où de hauts personnages gèrent, dans l'ombre, la campagne de terreur.

Aucun n'a cédé au chantage

La répression va de pair avec l'intimidation. Outre la fermeture définitive d'une trentaine de publications, plusieurs vagues d'arrestations s'abattent sur diverses catégories de la société civile : journalistes, avocats, universitaires, dirigeants estudiantins, éditeurs, membres du clergé, hommes politiques. Inculpés, selon le cas, pour des activités, des écrits ou des propos jugés séditionnels, certains sont condamnés à de longues peines de prison à l'issue de procès publics ou tenus à huis clos ; d'autres sont incarcérés dans des lieux inconnus de leurs familles et de leurs avocats. Tous sont soumis, les yeux bandés, à d'interminables interrogatoires musclés et sommés de faire amende honorable en se « confessant » devant les caméras de télévision.

Aucun d'eux n'a cédé au chantage. Tous ont confirmé leurs convictions et leur droit de les exprimer. Ce fut le cas du hodjatleslam Hasan Yousefi-Eshkevari, un théologien de renom, auteur d'une monumentale encyclopédie du chiisme, accusé d'apostasie pour avoir soutenu que l'Etat et la reli-

glon devraient être séparés, que la voile n'était pas une obligation islamique pour les femmes (il a été condamné à la peine capitale, à l'issue d'un procès à huis clos) ; de M. Mashallah Shemsol-Vaezin, le dynamique rédacteur en chef d'une succession de quotidiens interdits, qui justifia sa décision de publier un article appelant, au nom de l'islam, à la suppression de la peine de mort (il purge une peine de prison de trente mois en attendant de comparaître pour d'autres « crimes ») ; de M. Akbar Ganji, le plus populaire des journalistes réformistes, un pieux musulman, célébré pour ses dénonciations du « fascisme islamique » et pour son dernier ouvrage à clefs, intitulé « Les éminences grises », des ayatollahs dont il a révélé les noms lors de son procès, les accusant d'avoir télécouronné une centaine d'assassinats au cours de la dernière décennie (ce qui lui a valu dix ans de prison, réduits à six mois par la cour d'appel de Téhéran) ; de M. Ezzatollah Sahabi, un septuagénaire gravement atteint de troubles cardiaques, ancien membre du conseil de la révolution instauré en 1979 par l'imam Khomeiny, qui soutenait dans ses écrits que la révolution a été dévoyée par les adeptes d'un islam totalitaire.

Fin mai 2001, on ignorait son sort tout autant que celui de ses congénères, une soixantaine de responsables politiques appartenant à la mouvance des « nationalistes religieux », arrêtés ce printemps. Adversaires de longue date du système théocratique, bien que tolérés jusqu'ici par le pouvoir, ils

sont inculpés de complot pour renverser le régime par la force, crime passible de la peine capitale. Deux formations ont été ciblées, le Mouvement des musulmans militants, de tendance sociale-démocrate, dirigé par le Dr Habibollah Peyman, arrêté, et le Mouvement pour la liberté, du Dr Ibrahim Yazdi, ministre dans le premier gouvernement républicain, hospitalisé aux Etats-Unis pour un cancer, qui a annoncé qu'il se présenterait devant ses juges dès la fin de son traitement.

La répression est orchestrée par le tout-puissant « pouvoir judiciaire » qui relève exclusivement du « guide suprême » tout en fonctionnant d'une manière quasi autonome. Il dispose de ses propres services de renseignements et de police, de lieux secrets de détention ; ses agents assument les fonctions, alternativement ou simultanément, de substitut de parquet, de procureur et de juge. Il gère un éventail de tribunaux dits révolutionnaires, cléricaux, de presse, de droit commun. Les inculpés n'assistent pas toujours à leur « procès » : dans ces cas, un procureur ou un juge se charge de les informer, dans leur cellule, de la sentence prononcée à leur encontre.

Accusé de violer la Constitution et les lois en vigueur, notamment par la majorité parlementaire, le président du pouvoir judiciaire, l'ayatollah

Hashemi Shahroudi, a rétorqué que seuls les membres du clergé étaient habilités à interpréter les textes. Il se réfère ainsi à ses collaborateurs, pour la plupart des religieux qui appartiennent à l'école théologique de Haqqani. Celle-ci, autrefois prestigieuse institution dirigée par des ayatollahs relativement éclairés, s'est transformée ces dernières années en pépinière d'obscurantistes d'extrême droite qu'une autorité religieuse progressiste qualifiait en notre présence de « talibans » iraniens. Leur influence s'étend à l'ensemble de l'appareil de l'Etat, y compris au cabinet du Guide suprême, et jusqu'au sein de l'empire médiatique de Keyhan, dirigé par un ancien des services de renseignements, M. Hossein Shariat-Madari. Leur chef de file est l'ayatollah Mesbah Yazdi, l'apologiste de la violence et des assassinats politiques, lequel dispense son enseignement précisément à l'école Haqqani, dans la ville sainte de Qom.

Malgré tout, les « éminences grises » ne font plus peur. Certes, des militants politiques plus ou moins clandestins prennent des précautions inhabituelles pour s'entretenir avec le journaliste de passage : ils évitent de prendre rendez-vous dans les lieux

publics, débranchent leur téléphone portable et exigent l'anonymat avant l'entretien. Mais ils font exception. Les journalistes travaillant dans la presse indépendante – sept quotidiens ainsi que diverses publications réformistes ont survécu à l'hécatombe – ne se privent pas de critiquer le régime, dans des termes il est vrai moins agressifs qu'auparavant. Les responsables politiques rencontrés, même ceux en liberté provisoire, s'expriment avec une surprenante

sérénité. Les déclarations menaçantes de hauts personnages de l'Etat suscitent le plus souvent la dérision ou une franche bonne humeur. L'assurance des réformistes tient en grande partie à leur conviction que la violence étatique discrédite davantage le régime et qu'elle est vouée à l'échec.

Ils s'inquiètent, en revanche, de l'effet qu'aurait la répression sur l'électorat. Ne va-t-elle pas confirmer l'impuissance du président Khatami à protéger ses propres partisans, et grossir ainsi les rangs des abstentionnistes au scrutin présidentiel du 8 juin ? La plus grande des organisations estudiantines – 2 500 000 membres – a reproché publiquement sa passivité au chef de l'Etat ; des slogans l'appelant à démissionner ont été parfois scandés par des manifestants dans l'enceinte de l'université.

Les raisons du « ras-le-bol » ne manquent pas. Le taux du chômage – 20 %, selon des estimations indépendantes – n'a pas baissé pendant le premier mandat de M. Khatami, tout comme le taux d'inflation (17 %) ; les diplômés des grandes écoles se résignent à occuper des postes subalternes et rêvent de s'expatrier ; l'an dernier, selon les chiffres officiels, plus de 200 000 personnes appartenant aux classes moyennes ont quitté définitivement le pays pour rejoindre les trois millions d'émigrés. Les services de santé ont sonné l'alarme, indiquant que les troubles psychiques – dépression, schizophrénie – ont atteint des proportions exorbitantes parmi les jeunes, condamnés à mener une double vie, l'une publique dictée par les contraintes d'un islam puritain, l'autre clandestine conforme à une contre-culture qu'ils pratiquent dans l'intimité des foyers.

Les sociologues s'inquiètent de la consommation grandissante des drogues, en particulier l'héroïne,

Quelques dates

1979

1^{er} février : retour de l'imam Khomeiny en Iran.

1^{er} avril : la République islamique est proclamée.

4 novembre : des « étudiants islamiques » envahissent l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran et prennent en otages cinquante-deux Américains qu'ils détiendront pendant 444 jours.

1980

22 septembre : l'armée irakienne attaque l'Iran.

1981

2 octobre : l'hodjatoleslam Ali Khamenei est élu à la présidence de la République.

1986

16 août : M. Khamenei est réélu.

22 novembre : l'ayatollah Hossein Ali Montazeri est désigné comme le successeur de l'imam Khomeiny.

1988

Juillet : fin de la guerre avec l'Irak.

1989

14 février : fatwa de l'imam Khomeiny contre Salman Rushdie.

27 mars : l'imam Khomeiny écarte l'ayatollah Montazeri de sa succession.

3 juin : mort de l'imam Khomeiny. Ali Khamenei lui succède.

28 juillet : Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, président du Parlement depuis 1980, est élu chef de l'Etat avec 94,5 % des suffrages.

1992

Avril : le président Ali Akbar Hachémi Rafsandjani est réélu pour un nouveau mandat de quatre ans, avec 63 % des voix.

1997

Mai : élection à la présidence de Mohamed Khatami.

2000

Février : victoire des réformistes aux élections municipales.

importées à bas prix d'Afghanistan (au total, l'Iran compte plus de deux millions de drogués identifiés) ; les responsables politiques, de droite ou de gauche, déplorent une dangereuse polarisation : d'une part, des jeunes, frustrés par l'impuissance des réformistes, appellent à une politique volontariste visant à changer radicalement le régime ; de l'autre, des jeunes se dépolitisent, lisent peu, ne s'intéressent qu'aux programmes de variétés diffusées par des chaînes de télévision internationales, écoutent exclusivement les radios étrangères (la BBC, la Voix de l'Amérique, Radio Israël) et, en réaction à la propagande officielle, nourrissent une admiration sans nuances à l'égard des Etats-Unis, perçus comme étant la patrie des libertés, de la culture et de l'abondance, tout en manifestant une apparente indifférence à l'égard du militantisme antisioniste des dirigeants.

Les femmes qui, avec les jeunes, constituent le fer de lance du mouvement réformiste, poursuivent, pour leur part, un combat inébranlable (2). Elles constatent avec amertume que le Parlement, élu l'année dernière, compte moins de femmes que le précédent (onze sur 290 députés, contre quatorze dans l'Assemblée antérieure, à dominante conservatrice), que les partis et les organisations progressistes sont contrôlés par des hommes, que certains dirigeants ou parlementaires réformistes les traitent avec condescendance. « *Nombre d'entre eux nous conseillent de modérer nos revendications, de patienter jusqu'à l'instauration de la démocratie !* » s'indignent deux responsables féministes, Mahboubeh Abbas Ghollzadeh, une militante islamiste, et Sarvanez Vafa, une laïque convaincue (terme qu'elle récuse pour des raisons évidentes). « *Ces sexistes, ajoute cette dernière, oublient que nous les avons élus pour émanciper en priorité la société.* »

Nos deux interlocutrices admettent cependant que, sous l'impulsion des mouvements féministes, les députés de la majorité ont adopté plusieurs textes tendant à supprimer des pratiques discriminatoires dans les domaines du mariage, du divorce, de l'héritage, mais sans succès puisque le Conseil des gardiens - l'organisme chargé de vérifier la validité « islamique » de toute législation - leur avait opposé son veto. « *Notre objectif le plus urgent, déclarent-elles à l'unisson, est de relever à 15 ans*

l'âge réglementaire du mariage des filles, que la charia (la législation islamique) fixe à 8 ans et 9 mois, une disposition que nous considérons comme étant une forme de pédophilie légalisée. »

Leur seule divergence porte sur la charia : l'islamiste estime qu'elle devrait s'adapter aux exigences de la vie moderne puisque « *le Seigneur et son Prophète sont favorables à l'égalité des sexes* », l'autre se prononçant pour une législation fondée sur la « *raison* » mais « *conforme aux valeurs spirituelles* ».

Les deux militantes rendent hommage néanmoins au président Khatami qui, lui, soutiennent-elles, œuvre sincèrement en faveur de la promotion féminine. Il a, entre autres, nommé une femme à la vice-présidence de la République, créé dans chaque ministère un service chargé de veiller aux intérêts du deuxième sexe, fourni de généreux financements à des dizaines d'ONG féministes, tout en associant certaines d'entre elles à l'élaboration du plan quinquennal.

Comme un référendum

VU de Téhéran, le bilan du premier mandat du président Khatami n'est pas aussi négatif qu'il peut paraître à première vue (*lire page 16*). Surtout si l'on tient compte des facteurs qui défavorisent les réformistes : une Constitution dualiste, comportant tout à la fois des dispositions démocratiques et théocratiques, tout en attribuant à ces dernières une position dominante dans la gestion de l'Etat ; les faiblesses d'un jeune mouvement rénovateur, rassemblant dix-huit partis et organisations, incapables de se donner une stratégie et une direction communes ; un président qui s'est contenté d'être le porte-parole et non le chef du mouvement. M. Mohamed Khatami est surtout un intellectuel humaniste, passionné de philosophie et de morale, dépourvu d'ambitions personnelles, qui a été propulsé à son corps défendant sur une scène politique particulièrement



ISABELLE ESHRAGH-VU

AU STADIUM, À TÉHÉRAN

complexe et déroutante. Excédé par les « illusions entretenues à l'étranger », l'ayatollah Khamenei n'a peut-être pas eu tort de s'exclamer récemment que l'Iran n'est pas l'Union soviétique et M. Khatami n'est pas son M. Gorbatchev. Les dirigeants conservateurs « rationnels », comme on les désigne en Iran, en seraient persuadés. Ils estiment que M. Mohamed Khatami, source incontournable de légitimité populaire, serait d'autant plus inoffensif s'il devait être réélu avec une majorité relativement restreinte.

Redoutant un taux élevé d'abstentionnistes au scrutin du 8 juin, surtout en l'absence d'un candidat conservateur crédible, les réformistes ont tenté de mobiliser la population en attribuant un autre sens à la compétition : il ne s'agissait plus seulement d'une

élection présidentielle, répétaient-ils, mais d'un « référendum ». Ils laissent ainsi clairement entendre que le choix était fondamentalement entre la démocratie et la théocratie. Tout un programme pour le second mandat de M. Mohamed Khatami.

ÉRIC ROULEAU.

(1) Lire « En Iran, islam contre islam », *Le Monde diplomatique*, juin 1999.

(2) Lire Azadeh Kian, « Des femmes iraniennes contre le clergé », *Le Monde diplomatique*, novembre 1996.

Bilan présidentiel

« **G**LOBALEMENT positif » pour les dirigeants du mouvement réformiste, le bilan du premier mandat présidentiel de Mohamed Khatami est pour le moins contrasté. De l'avis général, conservateurs et réformistes confondus, sa politique étrangère a été couronnée de succès. Promoteur du « dialogue des civilisations », il a réussi en moins de quatre ans à mettre un terme au terrorisme pratiqué à l'étranger, à se dissocier de la « fatwa » de l'imam Khomeiny condamnant à mort l'écrivain « apostat » Salman Rushdie, à normaliser les relations de la République islamique avec la quasi-totalité des pays de la planète, des Etats membres de l'Union européenne à ceux du Golfe, de l'Arabie saoudite à Cuba. Une certaine détente s'est instaurée entre Téhéran et Washington, même s'il est vrai que leurs relations n'ont pu être rétablies. M. Khatami a cependant développé une étroite coopération avec la Russie, qui fournit à l'Iran armements et savoir-faire pour le nucléaire civil.

En revanche, réformistes et conservateurs, à l'unisson, reprochent au président une politique économique brouillonne, ne satisfaisant ni les partisans d'un capitalisme d'Etat ni les adeptes de la libre entreprise. L'absence d'un Etat de droit, le comportement d'une bureaucratie tatillonne et corrompue, ont découragé les investisseurs potentiels du secteur privé, étrangers ou locaux. Le plan quinquennal, bien que valable, est imparfaitement mis en œuvre, faute d'exécutants compétents. La bonne santé des finances publiques ne fait pas illusion : les 10 milliards de dollars qui ont été versés l'année fiscale écoulée aux réserves monétaires ont été générés par la hausse des prix du pétrole, sans que ce pactole inespéré ne serve pour autant au développement ou à l'amélioration des conditions sociales. On reproche au président Khatami – convaincu qu'aucune réforme fondamentale ne peut être entreprise avant la démocratisation du régime – d'avoir négligé les questions économiques.

C'EST précisément là où le bât blesse. Les institutions théocratiques sont restées intactes, alors que les dispositions libérales de la Constitution ont été systématiquement ignorées ou violées. Le président Khatami s'en est plaint l'année dernière au Parlement auquel il a adressé un rapport énumérant 120 violations flagrantes de la loi fondamentale. Cela n'a, bien sûr, servi à rien. Chargé de veiller à la bonne application de la Constitution, celle-ci ne lui donne pas les moyens d'intervenir concrètement pour assurer son intégrité.

Paradoxalement, le président Khatami est résolument hostile à l'amendement d'une Constitution qu'il juge inique. Toute tentative de la modifier, a-t-il déclaré, équivaldrait à une forme de « trahison ». Une telle entreprise, nous explique son directeur de cabinet, M. Mohamed Ali Abtahi, déboucherait sur des résultats

inverses à ceux souhaités, puisque les conservateurs contrôlent tous les rouages de révision. De même, tenant compte du rapport des forces, le président s'oppose à tout mouvement de rue qui se solderait au détriment des partisans du changement. A-t-il ainsi condamné le mouvement réformiste à la paralysie ?

M. Ali Reza Khatami, frère cadet du président et secrétaire général du Front de la participation, qui regroupe la quasi-totalité des formations réformistes, ne le pense pas : « Nous avons enregistré des succès indéniables, la société civile a commencé à se structurer, de nombreuses formations politiques ont été légalisées, quelque 4 000 ONG ont été créées, des centaines de publications indépendantes ont vu le jour, sept cents dans les villes, un millier en province ; nous avons organisé, pour la première fois dans l'histoire, des élections locales et municipales, déclenchant un processus de décentralisation démocratique. Nous sommes devenus en quelque sorte une force de dissuasion, et le temps joue en notre faveur. »

THÉORICIEN et stratège du mouvement réformiste, M. Saïd Hajjarian abonde dans le même sens. « La production culturelle, déclare-t-il, a progressé quantitativement et qualitativement dans tous les domaines, au cinéma, au théâtre, dans la littérature ; nous avons métamorphosé le climat politique au point que nos adversaires se sentent obligés d'adopter notre vocabulaire, de se référer à la suprématie de la loi, au pluralisme, au respect des droits de l'homme, et ils n'invoquent plus la volonté divine qu'en dernier recours. »

Le directeur du cabinet du président Khatami, M. Mohamed Ali Abtahi, défend, de même, le bilan présidentiel : « On oublie trop vite, déclare-t-il, que nous avons repris en main le ministère des enseignements, que nous l'avons épuré avant de lui interdire de se livrer à des opérations terroristes à l'étranger et à des assassinats politiques à l'intérieur, ou même de prêter son concours au pouvoir judiciaire et aux tribunaux dits révolutionnaires. Au regard des acquis, le prix que nous en payons – une centaine d'arrestations et la fermeture d'une trentaine de publications – est à nos yeux relativement modeste. En tout cas, nous sommes confiants que nos adversaires n'arriveront jamais à contenir le torrent de la modernité qui est en train d'inonder notre pays. »

Plus nuancé, M. Saïd Hajjarian murmure : « Il nous reste quand même à accomplir des tâches cruciales, celles de donner à notre mouvement une direction unifiée, une stratégie commune, les moyens de modifier le rapport des forces en notre faveur. L'histoire universelle nous a appris que même les acquis révolutionnaires ne sont pas irréversibles... »

E. R.

Two tortured Kurds share sympathies but not vision

By Jeffrey Fleishman
INQUIRER STAFF WRITER

DIYARBAKIR, Turkey —

One is young; the other old. Their political ideals were different, but their torture was the same: Turkish police beat and kicked them, crushed their testicles, deprived them of sleep, and hung them by their arms for hours.

Abdurahman Gelikbilek is gray-haired and defiant, with prayer beads threading his twisted fingers. Haci, who was afraid to reveal his full name, has a smooth face and the long black sideburns of a hipster. Both men are Kurds. And both represent the challenges Turkey faces in finding stability in its Kurdish-dominated southeast, where 15 years of civil war have left villages in ruins and killed 37,000 people.

Haci places his hope in peaceful negotiation. But Gelikbilek, who has lost more and has the scars to prove it, is willing to

resume the battle if the Turkish government does not improve the lives of the country's 12 million Kurds.

The fighting largely ended in 1999 when most of the Kurdistan Workers Party (PKK) guerrillas agreed to a cease-fire and slipped across the border into Iraq. The jailed PKK leader, Abdullah Ocalan, facing a death sentence, urged Kurds to seek civil rights through democracy and dialogue. The Turkish government — which has persecuted Kurds for decades — has resisted any solution that would recognize a separate Kurdish identity.

Gelikbilek's and Haci's claims of torture have been filed with the European Court of Human Rights and with Tur-

key's Human Rights Association. The Turkish government does not comment on specific charges of abuse. It considers Gelikbilek and Haci terrorist sympathizers. Haci is charged with crimes against the state and could face 15 years in prison.

"The Turkish army and police killed 15 people in my family," said Gelikbilek, whose words came swift and pointed. "Eleven of them were fighters with the PKK and four of them disappeared. ... The Turks have arrested and tortured me three times. They killed my son. They burned my village. What more can they do except kill me?"

Like most of the 3,500 Kurdish villages destroyed across the southeast, Gelikbilek's hometown of Tepecik was torched by government forces. Throughout the war, the Turkish military pummeled villages sympathetic to the PKK. The PKK attacked villages and murdered farmers

The Turkish government has resisted any solution that would recognize a Kurdish identity.

THE PHILADELPHIA INQUIRER

Friday, June 1, 2001



TARIK TINAZAY / Agence France-Presse

Supporters of the pro-Kurdish People's Democracy Party make victory signs during a demonstration outside congress in Ankara, Turkey, in support of imprisoned Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan.

it believed supported the government. The result was three million refugees fleeing the countryside for larger cities such as Diyarbakir, where the population soared from 300,000 to 1.1 million.

Unemployment here is 70 percent. Two and three families share tiny apartments with no running water. Children use dirt alleys as toilets, and dogs and old men take turns sifting trash bins for food. Shirts and pants are mended so often they seem held together by jagged stitches of mismatching threads.

Such was the world Gelikbilek and his clan found in Diyarbakir. The family never hid its devotion to the PKK, considered a terrorist organization by Turkey and the West. Gelikbilek sent two of his sons into the hills to fight. He acted as a liaison between the PKK and the people. This came at a cost. In 1994, Gelikbilek's brother went missing. His swollen body was found eight days later in a garbage dump on the city's outskirts.

The police said the murder was the work of Kurdish village guards opposed to the PKK.

"No, the special police killed my brother," Gelikbilek said. "They were seen taking him away. They have also tortured me. Look," he added pulling down his lower lip. "They

yanked out 11 of my teeth. ... I still support the PKK. Some of them are still in the mountains. I don't believe Turkey really wants to sit down and settle things with the Kurds. ... But it can't afford another war. If war starts again, it will be much bloodier

than the last one."

Haci has fewer scars and less rage than Gelikbilek.

His family also has connections with the PKK. Haci's brother joined the rebels in the early 1990s after the Turkish military attacked the family's home with machine guns. His brother disappeared into the hills and was later captured and sentenced to life in prison.

"That is when I became aware of my identity. I became sympathetic to the PKK," said Haci, looking down a hallway, worried that special police might have followed him to a meeting with a journalist. "The Kurds found in the PKK the reason for their existence. We became aware of ourselves."

His passion for the PKK was strong, but not enough for him to join the rebels in their mountain strongholds. Haci graduated from high school and passed the entrance exam to Ankara Univer-

sity. His Kurdish heritage and his family's links to the PKK denied him enrollment. He says Turkish authorities told him that his fortunes would change if he joined the Turkish nationalist political party.

"How could I do that?" he said.

Haci worked construction in Ankara and later drifted back to Diyarbakir. On Sept. 5, 2000, undercover police spotted Haci on the streets and chased him into an alley. He was handcuffed, blindfolded, and arrested for his PKK sympathies. Haci said police wanted him to give them the whereabouts of certain PKK guerrillas.

"They tortured me for three days," Haci said. "They kicked me and broke my fingers and a bone in my back. My face was swollen. They kept telling me I was a Turk, that all who lived in Turkey were Turks. I said, 'No I'm a Kurd.' They took me to a jail, and I stayed there for 70 days. I was released by a judge. I'm charged with being a member of the PKK, but I never signed a confession. I am not a member.

"I told the police I didn't believe in war. I told them I want democratic change. I told them they have to accept my identity as a Kurd."

Security Council Agrees to Delay Vote on Iraq

By Barbara Crossette
New York Times Service

UNITED NATIONS, New York — The five major powers on the Security Council have agreed to postpone for 30 days a vote on a more generous trade policy for Iraq.

The extension will give experts time to evaluate a list of items that the United States wants to prevent Saddam Hussein's government from buying unimpeded.

A meeting on Wednesday in Budapest of Secretary of State Colin Powell and his counterparts from three of the other major powers — Britain, France and Russia — appeared to have resulted in a compromise that will extend

the existing "oil for food" program for Iraq for a much shorter period than Russia had been seeking.

Britain and the United States wanted no extension, but aimed for a vote this week on a plan to lift restrictions on the sale of civilian goods to Iraq while trying to tighten controls on oil smuggling and military purchases. The current program faces a renewal deadline of midnight Sunday.

Iraq immediately threatened again to cut off oil production if the one-month extension was adopted. The program is usually renewed every six months.

"Iraq will not deal with it," Ambassador Mohammed Aldouri told reporters on

Thursday as the council considered the extension.

"Consequently, Iraq will not conclude any oil contract based on it, and this resolution will be for us just another dead resolution."

Diplomats and some United Nations officials said the Iraqi threat, if carried out, might not disrupt the oil market as much as Mr. Saddam might expect.

This year, Iraq withheld oil from the market, and prices dropped, a diplomat said.

A temporary extension of the oil for food program, under which Iraq may sell unlimited quantities of oil to buy a wide range of goods, would give a divided Security Council some time for negotiations.

Still, diplomats expect some sharp debate over the American list of goods that Washington wants to monitor.

GLOBALIZATION MAGNIFIES IRAQ'S REGIONAL DIFFERENCES

RFE/RL IRAQ REPORT

Vol. 4, No. 19, 1 June 2001

A report prepared by Joseph Braude of the Pyramid Research Advisory Service notes that the demands of globalization are exacerbating differences between the Baghdad-controlled central portions of the country and the Kurdish controlled north.

After the Gulf War, the fixed-line telephonic network was almost completely destroyed. Braude writes that "the rehabilitation of Iraq's fixed-line network requires investments exceeding \$1 billion over an implementation period of 7-10 years," according to the UN Office of the Iraq Program on 4 May. As of 25 April 154 bids for telecommunications sector contracts in Iraq worth \$279 million were submitted to the UN's 661 Committee, which oversees the Iraqi government's commercial transactions. Some 83 contracts totaling \$71 million were approved and 71 worth \$208 million were either rejected or placed on hold.

In Kurdistan, a mobile phone service using digital trunking to connect to the public switched telephone network (PSTN) will be unveiled in June by Kurdish entrepreneurs. The PSTN is being rebuilt with fiber-optic cable, and Internet connectivity through Turkey allows for low cost international calls via voice-over IP.

Braude notes that "the advent of digital trunking and new fiber-optic cable infrastructure in Iraqi Kurdistan reflects new alliances between entrepreneurs that transcend tribal politics." After linking the Sulaymaniyah network to Irbil's, a UN-supported local telecoms venture called the Asia Company will bring several mountainous rural areas into a system of mobile telephony. Salahuddin University in Irbil is one of several institutions in the region offering high-speed Internet access to students and employees. In Baghdad-controlled Iraq, extreme poverty and intensive control over information are hindering developments similar to that of Kurdistan.

The political ramifications of the mobile telephone project have attracted attention. In an interview published in Sulaymaniyah's "Al-Ittihad" on 11 May, Faruq Mala Mustafa, executive director of the Asia Company, said that "the mobile phone project in Irbil Governorate will be launched next month so that both governorates (Sulaymaniyah and Irbil) will be connected by mobile phones. Thereby, we will precede politics in uniting the people of the two administrations by covering the entire region and ensuring its contact with the outside world through this important network. We are pleased that we have succeeded in extending constructive and fruitful cooperation bridges between the two administrations and taking big steps towards uniting them. We have the full support of the leaders of the two parties, led by Jalal Talabani (PUK) and Mas'ud Barzani (KDP)." (David Nissman)



KURDS DEMAND POLITICAL GUARANTEES

RFE/RL IRAQ REPORT

Vol. 4, No. 19, 1 June 2001

Kurdish visits to Western capitals have been intended to extract political and security guarantees, according to London's "Al-Hayat." But so far, these efforts have not been crowned with enormous success. The U.S. and Britain have pledged to ensure that the Kurdish administration continues to receive at least the same share -- 13 percent -- of the oil-for-food program goods as it has in the past. France has sent some positive signals, the paper said, promising to help provide assistance to keep the Kurdistan Regional Government functioning. But encouraged by even this show of support, Irbil and Sulaymaniyah have stepped up their contacts with Baghdad both to dispel Iraq's concerns that Kurdish unity presages a confrontation with Baghdad and also to gain more support from that quarter. (David Nissman)



June 4, 2001

Iraq Follows Up Threat to Halt Oil

By SAMEER N. YACOUB Associated Press

BAGHDAD, Iraq (AP) - Iraq followed up on its threat to halt most oil exports, stopping the flow early Monday to all but neighboring Turkey and Jordan.

The indefinite halt was meant to protest a U.N. Security Council decision to extend by one month instead of the usual six months the program under which Iraq can sell oil. Baghdad has chafed at U.N. controls over its oil exports - its sole foreign exchange earner - that stem from sanctions imposed for Iraq's 1990 invasion of Kuwait.

War and sanctions have crippled the Iraqi economy, leaving many Iraqis dependent on government rations financed by the U.N.-supervised oil exports. Iraq has cash reserves, but it was unclear how long it could survive without further sales. It had been pumping about 3 million barrels a day.

Sources close to the Iraqi Oil Ministry, speaking on condition of anonymity Monday, said pumping oil through an Iraqi-Turkish pipeline to Turkey's Mediterranean port terminal at Ceyhan stopped at 8 a.m. local time. Exports through Iraq's southern al-Bakr oil terminal were also shut off, the sources said.

The sources said oil exports by road tankers to Turkey and Jordan were not affected. Iraqi Oil Minister Amer Mohammed Rashid had said Sunday that exports to Iraq's neighbors would not be affected by the protest.

Saudi Arabian Oil Minister Ali Naimi said Saturday that the Organization of the Petroleum Exporting Countries was ready to cover any shortfall in world oil production following Iraq's halt. Other OPEC (news - web sites) nations are pumping at top capacity, but Naimi said Saudi Arabia alone is capable of covering any shortage.

A delegation headed by the Iraqi Oil Ministry's senior undersecretary, Taha Humud Musa, was dispatched to Vienna, Austria, for a regular OPEC meeting that starts Tuesday. Rashid, speaking to reporters Sunday, played down the meeting's importance, saying OPEC ministers have already agreed not to change production.

Asian and Middle East crude spot prices rose after Iraq stopped exports, Dow Jones Newswires reported Monday.

But Dow Jones quoted traders as saying the impact of Iraq's decision was mitigated by the OPEC pledge to fill any gap. In addition, some buyers had already stopped buying Iraqi crude after Iraq first imposed a surcharge fee last December.

Rashid had announced Saturday that Iraqi oil exports would stop Monday and would not resume until the Security Council agreed on the usual six-month extension of the oil-for-food program. Rashid said Iraq has produced 3 million barrels of oil per day for the past two years, of which 2.3 million barrels per day were exported under the U.N. oil-for-food program.

The one-month oil-for-food renewal announced Friday was a stopgap to give council members time to study a plan - proposed by Britain, backed by the United States and rejected by Baghdad - to amend the sanctions against Iraq.

Since 1996, the oil-for-food program has allowed Iraq to use its oil earnings to buy humanitarian goods. Most other trade with Iraq is banned under the sanctions.

The so-called smart sanctions proposal would allow civilian goods to flow freely into Iraq - except for goods that appear on a U.N. list of items that could be used for military purposes.

The plan also permits commercial and cargo flights into and out of Iraq as long as they are inspected at their departure points. It is designed to tighten border controls around Iraq and to curb oil smuggling and illegal Iraqi surcharges.

Iraq wants all sanctions lifted.



Rumsfeld Thanks U.S. Troops in Iraq

By ROBERT BURNS
Associated Press - June 4, 2001

INCIRLIK AIR BASE, Turkey (AP) - Inside a stuffy aircraft hangar on this sun-baked airfield, Defense Secretary Donald H. Rumsfeld thanked U.S. and allied troops Monday for patrolling the skies over northern Iraq despite what he called a growing threat from Iraqi air defenses.

"Your resolve helps keep that still-dangerous regime in check," Rumsfeld told a couple of hundred U.S., British and Turkish troops at this staging base for aircraft enforcing a "no fly" zone over Iraq.

After speaking from a hangar platform framed by U.S., British and Turkish flags, Rumsfeld mingled with the troops and posed for pictures near an Air Force A-10 attack plane on display outside. The presence of the A-10, which is deployed here for combat search and rescue missions, was a reminder of the possibility that one day, Iraq may attain its goal of downing an American or British pilot. Some U.S. military commanders question whether the risk of an Iraqi success is worth the benefit of keeping Iraqi aircraft from flying. The Bush administration is reviewing all aspects of its policy toward Iraq.

"We've been very fortunate that we've not had a loss," Rumsfeld said.

His visit here was his first with U.S. troops abroad since he became defense secretary in January. In remarks earlier in the day in Ankara, the Turkish capital, Rumsfeld said the help China and other nations are giving Iraq to improve its air defenses has raised the risk of an allied pilot being shot down.

"The risk grows to the extent that other nations assist Iraq in strengthening its military capabilities, its air defense capabilities," Rumsfeld said after meeting with Foreign Minister Ismail Cem at his Ankara residence.

Rumsfeld cited China as an example, noting U.S. allegations - denied by the Chinese government - that Chinese workers were in Iraq early this year to install fiber-optic cables intended to give Iraq's air defense network a greater capability to zero in on U.S. and allied planes. The Pentagon (news - web sites) cited the fiber-optics project as one reason for launching a bombing raid against Iraqi radar and other air defense sites in southern Iraq in February. Although American and British planes for more than two years have periodically attacked elements of Iraq's air defenses in both the south and north, Rumsfeld cited Iraq's "increasing capabilities" and said the risk of losing a pilot cannot be ignored.

A U.S. Air Force fighter pilot, who spoke under ground rules that prohibit the use of his name or rank due to security concerns, told reporters at Incirlik that he has flown over northern Iraq several times a week since February and has witnessed an increasing volume of anti-aircraft artillery fire.

"The threat has increased significantly," the pilot said. "In the past five months it has been greater than what we've seen in the past."

He said virtually every allied mission encounters Iraqi air defense fire, although his description of Iraq's poorly guided surface-to-air missiles as "science projects" suggested that it might take a lucky hit for Iraq to down an allied plane. Iraq is said to be reluctant to turn on air defense radars to provide better guidance because once they are active, the radars are vulnerable to U.S. attack.

The United States flies Air Force F-16 fighters and F-15 attack planes from Incirlik are supported by a wide variety of reconnaissance aircraft, refuelers, AWACs command and control planes and electronic jamming aircraft. British pilots fly Tornado GR-1 attack planes, and Turkey flies support planes.

While at Incirlik, Rumsfeld received a classified briefing from Air Force Brig. Gen. Edward Ellis, the American commander of Operation Northern Watch, as the air patrol mission is known.

He described the mission of U.S. and allied pilots as "not a great thing to have to do, it's not a pleasant thing to have to do." They have been doing it since shortly after the 1991 Gulf War.



Steps taken towards reconciliation in northern Iraq Talabani, Barzani said to visit Ankara jointly in mid-June

Ankara - Turkish Daily News
June 4, 2001 SAADET ORUC

The leaders of the rival Iraqi Kurdish groups received an invitation from Ankara to jointly visit the Turkish capital, Kurdish sources in Suleymaniya in northern Iraq reported on the weekend. Reliable Turkish Daily News sources based in Suleymaniya, in the Patriotic Union of Kurdistan (PUK)-controlled area, confirmed that both leaders, Jalal Talabani and Massoud Barzani, have been invited and the visit will take place mid-June.

The agenda of the scheduled meeting is the revitalization of the Ankara peace process, sources close to the Turkish military comment. The sharing of revenue gained from the Habour border gate, the smart sanctions issue, which is said to displease both of the rival Iraqi Kurdish parties, and the second border gate are expected to be raised at the meeting. Sources claim that the Kurdistan Democratic Party's (KDP's) unexpectedly getting closer to Iran and the Kurdistan Workers' Party (PKK) elements in northern Iraq will also be touched on at the meetings in Ankara.

Turkish Foreign Ministry officials, when asked by the TDN, said that although there might be some premature plans, there was nothing concrete on the issue. The Turkish Foreign Ministry has been following a policy of "hush-up" on Iraq for a while. Kurdistan Democratic Party (KDP) and PUK representatives in Ankara refrained from confirming the visits, despite the messages from Suleymaniya where the headquarters of PUK leader Jalal Talabani is based.

Considerable steps towards reconciliation

Important steps are being taken towards the reconciliation of the two rival Iraqi Kurdish groups.

Regarding the situation of the Internally Displaced People (IDP), a solution is about to be reached as a result of the meeting which took place on Saturday in Erbil with the participation of security officials. The security commission meetings have been held regularly, and will continue to do so, since the beginning of 2001.

Turkey has been concerned about the recent developments in northern Iraq and a circular has been published by the prime ministers office on Iraqi affairs, stating that any attempt to establish of a Kurdish state will be considered as a "casus belli." No matter, top officials at the Foreign Ministry denied the report the Hurriyet daily published, with the full text of the secret document signed by top officials in Ankara.



4 June 2001 Press release

Kurdistan Regional Government - KRG : European Union Representation KRG Delegation visit to the EU

From 5 - 7 June 2001, A Kurdistan Regional Government delegation headed by H.E. Nechirvan Barzani, prime minister will meet and discuss with Belgium and Netherlands governments issues pertaining to the present status and future of the Iraqi-Kurdistan following 10 years *Cede-facto* existence.

The delegation includes Hoshyar Zebari, Director of International Relations Bureau of Kurdistan Democratic Party - KDP, Dr. Shafiq Qazzaz, Minister of Humanitarian Aid & Co-operation, Safeen Dizayee, KDP representative in Ankara and Burhan Jaf, Head of KRG-EU mission in Brussels. During the visit, the delegation will meet with the Belgium ministry of Foreign Affairs, the Flemish parliament, the Belgium Federal parliament, committee of foreign affairs in the European parliament, the Green/ALE and SPE group at the European parliament. The delegation will also meet the foreign affairs commission of the Dutch parliament as well as officials at the Netherlands Ministry of Foreign Affairs.

For further information, please contact: Burhan Jaf on 02-513 72 28 or mobile 0477 377 807.
Kurdistan Regional Government - KRG European Union Representation Rue Belliardstraat 20 1040 Brussels
Tel: (02) 513 72 28 Fax: (02) 513 36 79 Email: krg.eu@wol.be



Le durcissement turc sur la question chypriote risque de devenir un casse-tête pour les Quinze

Ankara réclame la reconnaissance de deux Etats indépendants

Les dirigeants civils et militaires d'Ankara multiplient les mises en garde contre une adhésion à l'Union européenne de la République de Chypre

— seul Etat internationalement reconnu mais qui, depuis l'occupation du nord de l'île par l'armée turque en 1974, ne peut exercer sa souveraineté

que sur la partie sud, où vit la communauté chypriote grecque. Le président turc propose un divorce à l'amiable, « à la tchécoslovaque ».

ISTANBUL

de notre correspondant

Rejetant la solution fédérale proposée pour Chypre par les Nations unies, le premier ministre turc Bülent Ecevit a suggéré un divorce à l'amiable, « à la tchécoslovaque », pour les communautés turque et grecque qui se partagent l'île méditerranéenne. « Les Tchécoslovaques se sont serré la main et se sont séparés. Ils poursuivent maintenant chacun leur propre voie, sans problème, a fait valoir le chef du gouvernement turc ; pourquoi déploie-t-on autant d'efforts pour réunir deux peuples à Chypre qui ont des différences de langage, de religion et de nationalité ? »

Alors que la République de Chypre, représentée par son gouvernement grec et seul Etat chypriote internationalement reconnu, avance à grands pas en direction de l'Union européenne, la Turquie durcit le ton. « Si l'administration chypriote grecque est admise au sein de l'Union européenne en tant que représentante de toute l'île, ceci ouvrira la voie à des troubles sérieux », a récemment averti

Ismail Cem, le ministre turc des affaires étrangères. Rejetant tout compromis, le Conseil national de sécurité turc a réitéré, le 28 mai, la position d'Ankara : « Un accord acceptable pour les deux parties à Chypre dépend de la reconnaissance de l'égalité souveraine des deux Etats sur l'île. » La communauté internationale tente depuis près de trois décennies de convaincre les deux camps de former une fédération. La République turque de Chypre du Nord (RTCN, auto-proclamée), dirigée par Rauf Denktas, avait décidé, à la fin de l'année dernière, avec l'appui d'Ankara, d'abandonner une série de négociations indirectes menées sous l'égide de l'ONU. Rauf Denktas affirme qu'il ne reprendra pas les pourparlers tant que la partie turque de l'île, au nord, n'est pas reconnue officiellement comme un Etat indépendant.

Ce problème pourrait devenir un casse-tête pour l'Union européenne dans les mois à venir. Günter Verheugen, Commissaire européen chargé de l'élargissement, a récemment affirmé que la ques-

tion chypriote menaçait l'élargissement de l'Union et constituait le plus grand obstacle à l'intégration de la Turquie. Les autorités d'Ankara, pour qui Chypre est une cause nationale, n'excluent pas la possibilité d'annexer la RTCN, avec laquelle elles ont des relations de plus en plus proches, si les Chypriotes grecs entrent dans l'Union européenne.

RÉSISTANCE AU DIALOGUE

Le récent verdict de la Cour européenne des droits de l'homme, qui a condamné la Turquie pour diverses violations commises à la suite de l'intervention armée de 1974, n'a fait qu'envenimer l'atmosphère et renforcer la résistance au dialogue des nationalistes turcs. « La décision de la Cour européenne ne reflète pas les réalités de Chypre », a déclaré M. Ecevit.

En 1998, la Turquie avait déjà refusé de payer des dommages à une réfugiée chypriote grecque, comme l'y avait condamné la Cour. Ankara, qui maintient une présence militaire de 30 000 hommes sur l'île, affirme que la RTCN

est un Etat indépendant et que la Turquie ne peut dès lors être tenue pour responsable d'aucune violation.

Les Chypriotes turcs ne sont pas unanimes sur la position à adopter. L'été dernier, une dispute avait éclaté entre le commandant militaire turc de l'île et Mustafa Akinci, ministre de la RTCN, qui voulait placer la police et les pompiers sous contrôle civil et avait remis en question l'influence des militaires turcs.

La semaine dernière, la coalition au pouvoir dans le nord s'est effondrée en raison de différends sur la solution au problème du statut de l'île. C'est donc sans le Parti de libération communautaire, dirigé par Mustafa Akinci, que le premier ministre Dervis Eroglu formera son nouveau gouvernement — vraisemblablement plus nationaliste, plus proche des vues de Rauf Denktas, et dès lors inflexible sur une question à laquelle l'Union européenne va bientôt se trouver confrontée.

Nicole Pope

Ankara assouplit sa position sur la coopération OTAN-UE

A Budapest, la Turquie a laissé entendre qu'elle n'entraverait plus le lancement de la défense européenne

BUDAPEST

de notre envoyé spécial

Le blocage maintenu depuis des mois par la Turquie sur les « arrangements permanents » entre l'Alliance atlantique et l'Union européenne (UE), qui tient de facto en otage la mise en œuvre d'ici à 2003 de la défense européenne, est en train de se relâcher. Devant la presse de son pays, Ismail Cem, ministre turc des affaires étrangères, parle même d'« accord de principe ». Lord Robertson, le secrétaire général de l'Alliance atlantique, se contente d'évoquer des « signaux

positifs », tandis qu'Hubert Védrine et Joschka Fischer, respectivement ministres français et allemand des affaires étrangères, continuent de demander à la Turquie de cesser son obstruction, estimant qu'elle est contre-productive pour un pays qui souhaite adhérer un jour à l'UE.

La « question turque » a été l'un des sujets dominants de la réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN, qui s'est achevée mercredi 30 mai à Budapest. Lors des discussions entre chefs d'Etat et de gouvernement de l'OTAN,

qui se retrouvent le 13 juin, à Bruxelles, les Européens espèrent que le président Bush exercera à cette occasion une pression décisive sur le premier ministre turc, Bülent Ecevit. Pourquoi Ankara fait-il preuve d'une telle obstination ? Les diplomates turcs soulignent que sur les seize scénarios de crise qui justifieraient une intervention de la force européenne de réaction rapide de 60 000 hommes — prévue par l'« objectif global » de l'Initiative européenne de défense —, treize affecteraient l'environnement géopolitique de la Turquie.

« DROIT DE REGARD »

D'où les revendications en forme de veto (les décisions à l'OTAN sont à l'unanimité) d'Ankara. En substance : « Nous ne sommes pas n'importe quel pays de l'OTAN. Nous devons avoir un droit de regard sur l'accès des Européens aux ressources de l'Alliance. » La Turquie prend prétexte de son statut un peu privilégié dans l'Union de l'Europe occidentale (le « bras armé » de l'UE, dont l'existence militaire a été virtuelle), pour exi-

ger d'être associée de la même façon aux décisions des Quinze.

Ankara se fonde notamment sur le traité de Washington d'avril 1999, qui prévoit que les alliés européens non membres de l'UE seront associés aussi pleinement que possible « sur la base des arrangements de consultation existant au sein de l'UEO ». M. Cem souligne que son pays n'autorisera pas les Européens à utiliser les forces turques au service de l'OTAN si ceux-ci ne lui permettent pas de participer aux décisions concernant leur emploi. Les Européens rappellent, pour leur part, que le traité de Washington a été suivi par celui de Nice, en décembre 2000, lequel prévoit une large « consultation » des pays partenaires.

La « question turque » est d'autant plus complexe qu'Ankara ne dit pas toute la vérité : la Turquie redoute que l'Union décide de lancer, sans les moyens de l'OTAN (ce qui la priverait d'émettre des réserves), une opération dont elle serait exclue à la demande de la Grèce, dans une région hautement

sensible comme la mer Egée ou les environs de Chypre. Des émissai-

De vraies consultations entre Washington et ses alliés

Les discussions, à Budapest, entre les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN sur le projet américain de défense antimissile ont-elles été tendues, au risque de créer une « division » au sein de

l'Alliance ? A lire les comptes rendus de la presse anglo-saxonne, on serait tenté de le croire. Tel n'est pas l'avis de Lord Robertson, le secrétaire général de l'OTAN, qui, interrogé mercredi 30 mai par *Le Monde*, a qualifié de « totale absurdité » une telle thèse, d'autant plus, a-t-il ajouté, qu'il n'y a pas eu « la moindre proposition américaine sur la table ».

Cette version est confirmée au Quai d'Orsay, où l'on considère que « la réunion a abouti à de bonnes conclusions », que « le rôle de la dissuasion a été rappelé » et que

« tout cela augure de la poursuite d'un dialogue confiant et constructif avec Washington ». Elle est aussi celle de Colin Powell, le secrétaire d'Etat américain, satisfait des « vraies consultations » avec les alliés. - (Corresp.)

res britanniques et américains se sont relayés à Istanbul pour expliquer comment les dispositions de Nice entreraient en vigueur.

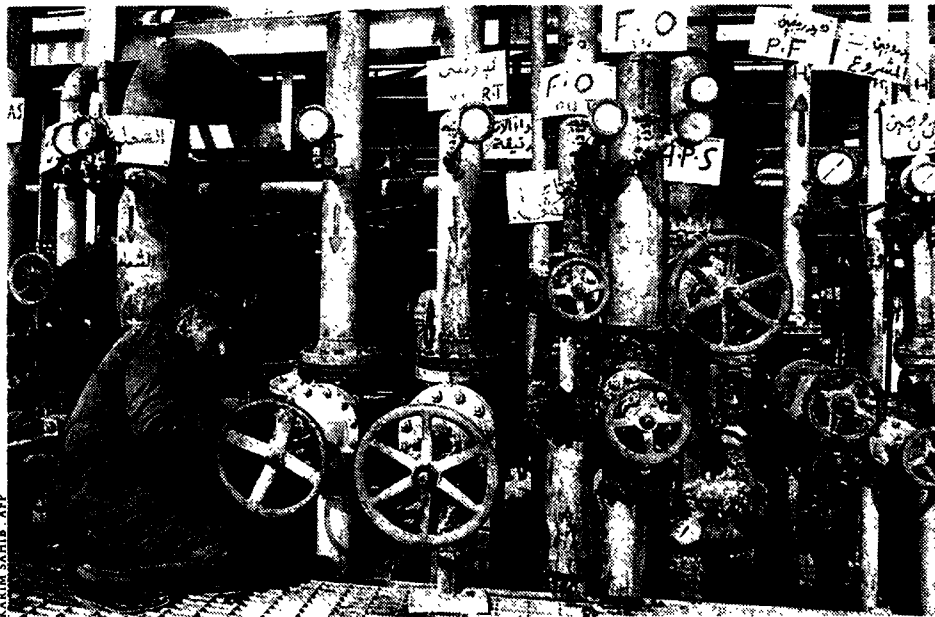
Les autorités turques commencent à se montrer plus réceptives. M. Cem souhaite que soit prévue

une « participation active » de la Turquie dans le mécanisme de consultation de l'UE. Jusque-là, les Européens n'ont pas de raison de penser que Washington se sert des objections d'Ankara pour retarder la mise en œuvre de la défense européenne, un projet qui ne suscite pas l'enthousiasme du Pentagone. A toutes fins utiles, M. Védrine a mis les points sur les « i » : « Les Européens ne laisseront pas ce projet être bloqué, sous quelque prétexte que ce soit. »

Laurent Zecchini

L'Opep suspendue aux vannes de l'Irak

Le cartel pétrolier examine la situation aujourd'hui.



La raffinerie Dora, à Bagdad. L'Irak produit 2,3 millions de barils de brut par jour.

Ce devait être une réunion sans histoire. Mais la décision surprise de l'Irak de fermer ses robinets de brut pour un mois a tout chamboulé. La conférence de l'Opep qui se tient aujourd'hui à Vienne va donc porter sur les mesures à prendre pour éviter un dérapage des prix. Le mot d'ordre étant: pas de précipitation.

« Il nous faut voir et attendre ce qui se passe », a affirmé hier le secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs de

« Si Bagdad reprend vite ses livraisons, cet épisode ne bouleversera pas l'équilibre du marché. »

Un représentant de l'Opep

pétrole, le Vénézuélien Ali Rodriguez. Dans l'immédiat, pas question d'augmenter la production de l'Opep pour compenser les 2,3 millions de barils de brut/jour irakiens qui manqueront sur le marché. « Pour le

moment, l'offre est suffisante pour répondre à la demande », a souligné Ali Rodriguez. De fait, l'impact de la décision ira-

kienne, qui a pris effet hier matin, ne s'est fait sentir jusqu'ici que sur le marché à terme. Après avoir grimpé lors des premières

transactions, les cours sont d'ailleurs redescendus à la mi-journée. Vers 18 heures, à Paris, le baril de Brent cotait 29,20 dollars contre 29,48 à l'ouverture.

Les pays du cartel, traumatisés par l'effondrement des cours du brut en 1998 qui avait sinistré leurs économies, ne veulent pas se hâter pour relever leurs quotas et risquer d'être confrontés à une chute des prix quand l'Irak rouvrira les

vannes. Bagdad, qui a un besoin crucial de l'argent du pétrole, peut reprendre à tout moment ses exportations.

Tout dépendra donc de la durée de la coupure des robinets irakiens. « Si Bagdad reprend rapidement ses livraisons, cet épisode ne bouleversera pas l'équilibre du marché », estime l'Opep. Sinon, a assuré hier le ministre du Pétrole des Emirats arabes unis, la production augmentera. Quoi qu'il en soit, a assuré une source du Golfe, « nous ne laisserons pas les marchés être pris en otage » par l'Irak. L'Irak a conditionné la reprise de ses exportations à une reconduction pour six mois du programme « pétrole contre nourriture » de l'ONU, au lieu de celle d'un mois décidée par le Conseil de sécurité des Nations unies ●

(D'après AFP)

Pétrole: ONU confirme que l'Irak a suspendu ses exportations de brut à Ceyhan



lundi 4 juin 2001,

NEW YORK (Nations Unies), 4 juin (AFP) - L'ONU a confirmé lundi que l'Irak avait suspendu ses exportations de pétrole au terminal turc de Ceyhan, sur la Méditerranée, mais que deux chargements se poursuivaient à Mina el-Bakr, sur le Golfe.

"Nous pouvons confirmer que les chargements ont été arrêtés à Ceyhan, en Turquie", a dit le porte-parole Fred Eckhard.

L'Irak comme les autorités turques avaient annoncé que les exportations avaient cessé depuis le port turc de Ceyhan, auquel il est relié par un oléoduc.

En revanche, le porte-parole a indiqué que "le chargement de deux navires se poursuivait à Mina al-Bakr, cette opération ayant commencé avant l'entrée en vigueur de la mesure d'arrêt".

L'Irak a décidé de priver le marché de 2,3 millions de barils par jour afin de s'opposer à un projet de sanctions dites "intelligentes" proposé par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne.

Le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan a déclaré, un peu plus tôt, avoir peu de moyens de pression sur Bagdad.

"Je ne pense pas pouvoir faire quoi que ce soit", a-t-il dit aux journalistes qui l'interrogeaient sur l'arrêt des exportations irakiennes. "L'Irak est un Etat souverain, et s'il décide de fermer le robinet du pétrole, nous pouvons faire pression sur lui pour qu'il change d'avis, mais seul le temps dira s'il le fait ou non", a-t-il souligné.

Le président du Conseil pour le mois de juin, l'ambassadeur du Bangladesh, Anwarul Chowdhury, a déclaré aux journalistes que les experts devaient se réunir lundi pour travailler sur le projet de révision des sanctions. "Comme président du Conseil, j'ai l'intention de le pousser vigoureusement" afin de parvenir à un accord avant le 3 juillet, a-t-il dit.

La crise économique a mis plus de 358.000 Turcs au chômage en 3 mois



lundi 4 juin 2001

ISTANBUL, 4 juin (AFP) - La crise économique qui secoue la Turquie depuis plusieurs mois a mis plus de 358.000 personnes au chômage au cours du seul premier trimestre de l'année 2001, indique l'Institut National des Statistiques (DIE), dans un rapport cité par l'agence Anatolie.

Le nombre des personnes officiellement à la recherche d'un emploi est passé de 1,451 million à 1,809 million entre le 31 décembre 2000 et le 31 mars 2001, soit une augmentation de 24,7%, dit DIE.

Selon DIE, le taux officiel du chômage aurait ainsi augmenté de 8,3% à 8,6%, même si ces chiffres passent pour être loin de refléter la véritable situation de l'emploi en Turquie, où l'économie dite "informelle" est en outre très importante.

En février, le DIE avait déjà annoncé que le programme de stabilisation économique mis en place en décembre 1999 avec le Fonds Monétaire International (FMI) avait coûté 120.000 emplois au cours du second terme de l'an 2000.

En novembre, une première crise financière due au manque de liquidités dans le secteur bancaire, avait incité le FMI et la Banque Mondiale à voler au secours d'Ankara, avec une aide de 10 milliards de dollars.

Puis, le 22 février, une profonde crise de confiance envers le gouvernement a poussé la Turquie à abandonner la parité fixe de la livre turque face aux devises, et à renoncer à son plan de lutte contre l'inflation.

En mai, le FMI a accordé un nouveau crédit d'aide de 8 mds USD à la Turquie, mais l'activité économique demeure en léthargie.

Plus de 400 immigrants clandestins débarquent dans le sud de l'Italie



ROME, 5 juin (AFP) - 8h44 - Environ 430 immigrants clandestins, essentiellement des Kurdes, ont débarqué lundi soir sur la côte italienne, à proximité de Crotona, dans l'extrême sud de la péninsule, a-t-on appris mardi auprès de la capitainerie du port.

Parmi ces immigrants se trouvent 46 enfants, dont un bébé d'un mois, et 42 femmes, selon la même source qui précise que tous sont en bonne santé.

Le navire sur lequel ils sont parvenus en Italie, le Velcam To.Cino, long d'une trentaine de mètres, est parti il y a plusieurs jours de Turquie. Les candidats à l'immigration en Italie ont payé chacun entre 2.000 et 2.500 dollars pour le voyage, selon les premiers éléments d'enquête.

Tous les immigrants ont été transférés dans un centre d'accueil local, à Isola Capo Rizzuto.

Plus de 3 ans de prison requis contre l'ex-chef présumé du PKK en Allemagne



DUESSELDORF (Allemagne), 6 juin (AFP) - 17h36 - Le parquet fédéral allemand a requis mercredi plus de trois ans de prison (39 mois) à l'encontre de l'ancien chef et coordinateur présumé du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en Allemagne, où cette organisation est interdite.

Sait H., 36 ans, est accusé d'avoir dirigé le PKK en Allemagne de mai 1999 (BIEN: mai) à mars 2000, sous le nom de code "Mehmed". Interdit depuis 1993, le PKK est considéré depuis août 1996 comme une organisation terroriste par les autorités allemandes.

Le parquet reproche à l'accusé, outre la direction d'une organisation criminelle, d'avoir fait entrer clandestinement des cadres du PKK sur le territoire allemand et d'avoir enfreint la législation sur le droit d'asile.

Sait H. serait entré, muni d'un faux passeport, le 12 mai 1999 à l'aéroport de Duesseldorf (ouest). Il serait selon le parquet fédéral un "cadre professionnel" du PKK et aurait géré la collecte de fonds en faveur de l'organisation ainsi que procédé à des nominations à la tête du parti.

Il avait d'abord dirigé la région centre du PKK en Allemagne, la plus importante des divisions regroupant notamment les grandes villes de la Ruhr selon le Parquet, avant de diriger l'ensemble des régions. A ce titre, il figurait parmi les plus hauts dirigeants du PKK, en tant que membre de sa direction européenne, affirme l'accusation.

Il avait été arrêté 10 mois après son arrivée sur le territoire allemand à la frontière avec les Pays-Bas.

Les avocats de l'accusé demandent sa libération immédiate, arguant qu'il avait déjà purgé 14 mois de détention préventive. Le jugement est attendu pour le 20 juin.

Les arrestations de "dirigeants présumés" du PKK se sont multipliées en Allemagne après la condamnation à mort du chef du PKK Abdullah Ocalan par la Turquie en juin 1999. Le PKK "représente toujours une importante menace pour la sécurité intérieure de l'Allemagne", selon le Parquet.

Les Kurdes irakiens attendus bientôt pour des pourparlers à Ankara



ANKARA, 6 juin (AFP) - 15h30 - Les dirigeants des deux factions rivales kurdes du nord de l'Irak sont attendus bientôt à Ankara pour des pourparlers avec des responsables turcs au sujet de leur région qui échappe au contrôle de Bagdad depuis la guerre du Golfe en 1991, a indiqué mercredi un diplomate turc.

Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) doivent avoir des pourparlers trilatéraux avec les responsables turcs.

La date de la rencontre n'a pas encore été fixée, a précisé à la presse le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères, Huseyin Dirioz.

Longtemps rivaux, le PDK et l'UPK ont convenu récemment d'un certain nombre de mesures visant à rétablir la confiance en prévision de la mise en application, reportée à plusieurs reprises, de l'accord de paix signé en 1998 sous les auspices des Nations unies.

La situation dans le nord de l'Irak, frontalier des régions du sud-est de la Turquie, intéresse directement la Turquie à la fois pour des raisons économiques et militaires.

La visite des dirigeants kurdes coïncide avec le projet de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis de rendre "intelligent" le régime de sanctions imposé depuis onze ans au régime irakien en abolissant l'embargo sur le commerce civil tout en le renforçant sur les armes et en empêchant la contrebande favorisée par le programme actuel de l'ONU, Pétrole contre nourriture.

Cette contrebande est une source importante de revenus pour le régime de Saddam Hussein mais également pour le sud-est de la Turquie et le Kurdistan irakien par lesquels elle transite.

Cinq rebelles kurdes tués par l'armée lors d'affrontements dans le sud-est



DIYARBAKIR (Turquie), 7 juin (AFP) - 11h39 - Cinq rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan ont été tués par l'armée turque lors d'affrontements dans la province d'Hakkari (sud-est), a-t-on appris jeudi de source officielle à Diyarbakir.

Les affrontements ont opposé mercredi une unité de soldats en patrouille dans une région rurale et un groupe de rebelles, dans cette province frontalière avec l'Iran et l'Irak, a précisé un communiqué des autorités responsables de l'état d'urgence à Diyarbakir (sud-est).

Trois des rebelles tués étaient d'origine syrienne, précise le communiqué, ajoutant que "les opérations de sécurité continuent dans la région".

Le PKK a mené pendant quinze ans une guérilla armée contre le régime turc en vue de créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde.

Mais il a annoncé l'arrêt des combats et son retrait de Turquie à partir de septembre 1999, s'engageant à prôner une règlement pacifique, à l'appel de son chef Abdullah Ocalan, jugé en Turquie et condamné à mort pour trahison et séparatisme.

Technology: Turkey adopts law to restrict Web content

The Associated Press

ISTANBUL, Turkey (June 7, 2001 08:51 a.m. EDT) - Turkey's parliament passed a law Thursday that subjects the Internet to the same restrictions as print media. But lawmakers abandoned plans to require official permission to set up a Web site.

The law provides for fines of up to \$85,000 for Web sites that publish "untrue news, insults and similar material."

However, the government abandoned clauses in an earlier draft of the law that would have required permission from local government authorities to set up a Web site in Turkey and have forced the owners of Web sites to provide printed copies of the site to a local prosecutor every day.

The law also contains clauses that bar individuals or firms from owning a majority share in a television or radio channel that has more than 20 percent of the average annual national audience. It imposes fines on channels that violate broadcasting standards instead of the previous practice of temporary closure.

A controversial clause revokes a ban on media owners entering state tenders. Opposition parties had argued the ban should be maintained, saying its removal could lead to a dangerous convergence of interests between politicians and media owners.

Risk to Pilots Over Iraq Rising, Rumsfeld Says

Defense Secretary Visits Air Base in Turkey

The Associated Press

INCIRLIK AIR BASE, Turkey — The help Iraq has received from China and other countries to strengthen its air defenses is raising the risks to U.S. and British pilots flying over northern and southern Iraq, Defense Secretary Donald Rumsfeld said Monday.

After meetings with senior Turkish government officials in Ankara, Mr. Rumsfeld visited Incirlik Air Base in south-central Turkey and spoke with U.S. pilots who patrol the northern zone and told him of the heightened danger.

"The risk grows to the extent that other nations assist Iraq in strengthening its military capability, its air defense capability," Mr. Rumsfeld said.

Speaking to reporters in Ankara, Mr. Rumsfeld gave as an example American assertions that Chinese workers were in Iraq early this year to install fiber optic links in Iraq's air defense network. The Pentagon cited those sophisticated communications links as a main reason for bombing targets in and around Baghdad in February.

Mr. Rumsfeld said President George W. Bush plans for now to stick with the Clinton administration's policy of regularly patrolling the skies over Iraq to contain Saddam Hussein's forces.

Some, including U.S. military commanders, have questioned whether the air patrols are worth the risk of having an American or British pilot captured by Iraqi forces. No planes have been lost in the 10 years since the no-flight zone enforcement began in the aftermath of the Gulf War, but Iraqi air defenses regularly fire on allied planes with surface-to-air missiles and anti-aircraft artillery.

■ For U.S., NATO Remains Focus

James Dao of The New York Times reported earlier from Ankara:

Any efforts to realign United States defense strategies and resources toward Asia would not come at the expense of the NATO alliance, according to Mr. Rumsfeld.

"Any suggestion that the United States is going to and wants to or might turn away from Europe is fundamentally

flawed in logic," Mr. Rumsfeld told reporters aboard his plane en route to Europe for his first extended overseas trip on behalf of the Bush administration.

With his weeklong, seven-nation tour scheduled to culminate in a meeting of NATO defense ministers in Brussels on Thursday, Mr. Rumsfeld made clear that one of his primary missions would be to reassure European allies about his review of Pentagon policies.

People who have seen parts of a strategic study prepared for Mr. Rumsfeld say it concludes that the United States must address emerging threats in Asia. That conclusion in turn has raised concerns among NATO officials that Mr. Rumsfeld intends to shift American troops, planes and aircraft carriers from Europe to the Pacific.

Mr. Rumsfeld said that although there was a need to address the growing economic and military importance of Asia, America's commitment to NATO should not be reduced.

"I think the Asia thing is overemphasized," he said, referring to reports about his review. "Asia is different than

Europe. And how you are arranged for Europe is one thing, and how you ought to be arranged for Asia is conceivably something else. The distances are different, the needs are different, the circumstances are different, and it would be unwise for the United States to not recognize those distinctions." But, he added, "It's perfectly possible for the United States to address that in a way that in no way diminishes the importance of the Atlantic alliance."

Pact Could End Turk Objection To EU Force

By Michael R. Gordon
New York Times Service

LONDON — Diplomats from Britain, the United States and Turkey have drafted an agreement that would eliminate one of the main barriers to the establishment of a new European defense force.

Under the draft accord, Turkey would withdraw its objections to a proposed European Union force of 60,000 members.

Turkey would not be given a veto over military activities undertaken by the European Union, but it would have a voice in the organization's deliberations about the use of military force as well as a potential role in managing military operations, especially those near Turkish territory.

The compromise, which was hammered out in secret talks in Istanbul late last month, has yet to be formally approved by the European Union or Turkey. But diplomats hope a final agreement can be reached by mid-June when

President George W. Bush visits Europe and a European Union summit meeting is held.

The question of Turkey's role has merged as one of the main barriers to the establishment of the new rapid reaction force, which European Union nations hope to develop by 2003.

Turkey is not member of the 15 member European Union. As a result, Turkey has sought to maintain some control over the union's operations in its region, especially since Greece, its rival, is an EU member.

What has made Turkey's objections so important is that the European Union would like to be able to use NATO's bases, aircraft, planning capabilities and other assets in conducting major military operations. As a NATO ally, Turkey is a position to block that.

The United States has an important stake in the issue as well. To maintain NATO's primary role and avoid confusion, it wants the European Union to rely on NATO's planners and, generally, coordinate closely with the alliance. That would be precluded, U.S. officials say, if the Turkish issue was not resolved and the European Union went its separate way.

But it was the British who have played the key role. As the United States closest European ally and one of the prime movers behind the new European Union force, the British are in a special position to bridge the gap.

The Istanbul talks centered on a British paper, which was presented by Emvr

Jónes Party, the political director of the British Foreign Office, and which developed previous EU understandings to try to address Turkey's concerns.

The compromise covers European NATO members who are not members of the European Union, like Turkey. Under the proposed arrangements, such nations will have "interlocutors" who will meet periodically and in the event of crises with the European Union's Special Political Committee.

These nations will also have military liaison officers who be permanently attached to the European Union defense staff.

The key elements of the British paper, however, are the procedures it outlines for managing a military operation. If it looks like a military operation is likely, a special Committee of Contributors would be convened.

The committee would be able to review the commander's plans and oversee the day-to-day management of the operation. Turkey would be a member if an operation was planned for its region. The committee was provided for in early European Union agreements, but to address Turkish concerns the British considerably expanded its powers.

Under the compromise, Turkey would also have the right to participate in any operation that used NATO assets. The compromise also contains a political assurance that the European Union force will not intervene in the political disputes of NATO allies, a reference to

Greek-Turkish disputes.

The next step is for the British to present the compromise to the rest of the European Union and for Turkey to given

its final verdict. The resolution of this issue would not resolve all the questions about the EU's relationship to NATO, but it would remove a major irritant.



Hasan Sarbakshian/The Associated Press

ART OF CONTINUITY — Women near a Tehran mural Friday. It pays tribute to the Iran's religious leaders of the past two decades: Ayatollah Sayed Ali Khamenei, left, and Ayatollah Ruhollah Khomeini, right.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, JUNE 5, 2001

Election Rally Displays Limits On Khatami's Reforms in Iran

New York Times Service

TEHRAN — Before a cheering crowd that had gathered to proclaim their alliance with President Mohammed Khatami, Marzieh, 15, covered in the black garb required by government edict, walked onto the podium.

"I am a first-time voter," she said in a shaking voice, "and the daughter of a political prisoner, Mohammed Bastehnegar." Tears began streaming down her cheeks, and Mr. Khatami gave the girl a fatherly pat on the shoulder as the rest of her message was drowned out by the chants of 10,000 high school students.

"Political prisoners must be freed!" the audience demanded.

But except for Mr. Khatami's soothing words, there was not much the president could do for the girl. Mr. Khatami, a reformer who has led a movement for greater political and civil freedom in Iran

since his landslide election in 1997, has proven powerless to prevent the arrest of dozens of his allies: his outspoken interior minister, Abdollah Nouri, reformist journalists, student leaders and political activists.

As the president seeks re-election on Friday, the slow-motion crackdown by hard-line Islamic clerics, who hold real power, has become one of Mr. Khatami's most daunting weaknesses, one that has haunted his campaign.

At the Saturday rally, Mr. Khatami could only ask his youngest constituents — the voting age is 15 — to be patient.

"High goals require hard work," he said. "You must not be fatigued by the obstacles." He stressed that Iran's youth should demand "freedom, dignity, peace and faith," adding that "all Iranians must enjoy freedom."

Mr. Bastehnegar and 20 others close to religious groups were arrested in

March on vague charges of plotting to overthrow Islamic rule. More than a dozen of them have been held in solitary confinement in a notorious detention center controlled by the hard-line judiciary.

According to relatives, their health has badly deteriorated under the duress of their imprisonment. Mr. Bastehnegar's diabetes has worsened.

Another prisoner, Mohammed Maleki, 67, suffers from heart problems.

"Both men must be in the hospital rather than solitary confinement," said Ahmed Bourghani, a reformist member of Parliament.

Nargess Mohammadi, wife of another political prisoner, Taqi Rahmani, said her husband was under "the most awful psychological torture without access to outside news."

Her only hope has been the efforts of reformist members of Parliament, who have pressed the judiciary to justify his imprisonment. The judiciary has so far refused to respond.

While Mr. Khatami's election appears certain since there are no serious rivals who match his popularity, he is hoping

to draw a large turnout as evidence of popular support for his reform movement. The hard-liners have stepped up their attacks on reformers before the vote, apparently in an attempt to cripple Mr. Khatami's support.

Ali Shakourirad is a member of Parliament who has been part of the effort to open a dialogue with the judiciary over

the arrests. More than 150 members of Parliament have signed a letter and demanded that the judiciary justify its actions.

But the judiciary, he said, did not see itself as accountable to Parliament. "Instead, we listen to the families of prisoners and, as legislators, recognize their rights," he said.

Still, Mr. Bourghani said, "an irreversible trend has begun." Since Mr. Khatami's election, reformers have given hundreds of talks to promote concepts of democracy, individual freedom and the rule of law.

Khatami Renews Democracy Pledge

By Molly Moore
Washington Post Service

TEHRAN — President Mohanmed Khatami Iran said Tuesday that he would invigorate efforts to bring greater democracy to Iran in his next administration after a brutal first term in which his reform program was crippled by hard-line conservatives and "weaknesses and shortcomings" in his own government.

Mr. Khatami, in only the second press conference he has conducted in Iran since his election four years ago, offered his frankest assessment yet of the failures of his presidency even as he cautioned the opposition's disregard of public demands for greater freedoms would lead to an explosion.

In a warning to both conservative forces attempting to block democratic reforms and to young Iranians impatient for faster change, Mr. Khatami said, "I will not surrender to violence and extremism in this country."

Mr. Khatami, who is expected to win easy reelection on Friday in a field of 10 candidates, has fluctuated between assailing and pleading with conservative Islamic forces that have thwarted reforms over the last four years by shutting down newspapers, imprisoning outspoken political leaders, intellectuals and

writers, forcing some of his top advisers and cabinet members out of office, and killing legislation.

But Tuesday, his most candid public self-assessment of his last four years, Mr. Khatami shouldered much of the blame for his administration's failures.

"There have been certain weaknesses and shortcomings in the government," he said, adding that if he is re-elected, "I will try to create a better cabinet of ministers and a more efficient administration."

At the same time, Mr. Khatami lashed out at critics, including some of the strongest supporters of the reform movement, who have accused the moderate cleric of being a weak president unwilling to stand up to conservative forces.

"I don't accept that I was a passive person, an inactive president, that certain people were imposed on me," Mr. Khatami said. "I've tried to make necessary choices. I may have made mistakes, maybe my judgment has not been correct, but nothing has been imposed on me."

Mr. Khatami's efforts to institutionalize democracy and grant greater personal liberties to Iranians has been hampered by the country's dual system of government in which the elected president and Parliament are subject to controls

imposed by conservative clerics with veto power over legislation and control over the powerful judiciary and military and security forces.

Most of those clerics answer to the country's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, who Mr. Khatami is careful to never criticize.

Although Mr. Khatami said he believed the democratic changes now in motion in Iran were irreversible, he repeatedly stressed that patience and moderation were critical to a peaceful transition from the strict Islamic society that emerged after the country's 1979 revolution to a 21st century Islamic democracy.

Mr. Khatami also said that while Iran was prepared to improve relations with the United States, Washington has to take the first step.

"As long as the policymakers of the United States are under the influence of certain lobbies and continue to overlook the interests of their own nation and companies and economy, it is very clear that they have to change policies," he said.

Mr. Khatami's comments appeared to be a reference to supporters of Israel who, along with others, are urging the U.S. Congress to renew sanctions on foreign firms that invest in Iran's oil and gas industry that otherwise would expire in August.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, JUNE 6, 2001

Saudis Vow To Make Up Oil Shortfall By Baghdad OPEC Ministers Decide Output Won't Change Despite Iraqi Cutoff

By William Drozdiak
Washington Post Service

VIENNA — The Organization of Petroleum Exporting Countries decided Tuesday to freeze current levels of oil production and postpone until next month any emergency action to compensate for a shortfall in the world market left by Iraq's decision to halt oil

exports.

OPEC oil ministers said ample inventories and relatively stable prices suggested that a suspension of Iraq's oil exports, totaling about 2 million barrels a day, may not cause a serious disruption in the world energy outlook. The ministers said they would review the situation again in early July to determine whether they should increase output to make up for the Iraqi shortfall.

"I can assure you there will be no shortages in the market," said Ali Naimi, Saudi Arabia's oil minister. "The market is now in balance and we will take measures to keep it in balance."

During a recent visit to Washington, Mr. Naimi said he was reassured to see that U.S. oil inventories were now at their highest levels in two years. Even though American gasoline prices reached record levels last month in some parts of the country, Mr. Naimi said the large stocks should help bring gasoline prices down in coming months. "It's a very healthy development," he said.

Mr. Naimi said his country, which is the world's biggest oil exporter, stands ready to expand production well above its present level of 7.9 million barrels a day if Iraq refuses to resume oil exports

soon. "We do not know what Iraq's game plan is," he said. "Will this last a day, a week, a month? We just don't know. But we can't jump up and down over a decision that may be reversed tomorrow."

Iraq suspended nearly all of its exports Monday to protest a British proposal, backed by the United States, for the United Nations Security Council to shore up economic sanctions against Saddam Hussein's regime. The new plan would allow the free flow of civilian goods to Iraq but clamp down on illicit trade in smuggled oil and products that could be used for military purposes.

The so-called smart sanctions are designed to punish Mr. Saddam and his inner circle by cracking down on its illegal oil trade, which is estimated to funnel as much as \$2 billion a year directly to the Iraqi dictator. The British plan would replace an existing program in which earnings from Baghdad's oil sales are placed in an escrow account that can be used to purchase food and medicine.

While the oil-for-food program has prevented Mr. Saddam from diverting most of Iraq's oil revenues for military purposes, Britain and the United States are urging fellow Security Council members — Russia, China and France

— to endorse the new plan by early July in order to impose tighter policing of the smuggling routes that provide crucial financial support for Mr. Saddam's regime.

Iraq says that it will review its suspension of oil exports in light of the Security Council decision next month. Despite the loss of sales, Iraq does not appear to be under financial duress because it is now estimated to hold at least \$12 billion in the UN escrow account.

In addition, Oil Minister Amir Rashid said Iraq will continue to sell about

300,000 barrels of crude a day at discounted prices to its neighbors Turkey, Syria and Jordan. Those sales, plus other oil deliveries smuggled out through Iran, provide the direct payments to Mr. Saddam that the United States is trying to stop. The U.S. has promised to compensate Iraq's neighbors if they cooperate with the "smart" sanctions plan.

Even though oil prices have increased 22 percent this year, OPEC ministers are worried that if they move too hastily to fill the void left by Iraq's suspension they might unleash a sudden glut that would cause prices to plummet. Only two years ago, prices fell as low as \$10 a barrel when OPEC decided to

increase production just as the Asian financial crisis was causing a sharp drop in demand.

"OPEC and the market need time to assess if Iraq's decision will really end up causing a crisis," said Obeid bin Saif Nassir, oil minister of the United Arab Emirates.

After raising production on four successive occasions last year, OPEC ministers have trimmed output by 2.5 million barrels a day this year in order to keep prices above \$25 a barrel at a time when the United States, Europe and Japan are suffering an economic downturn. The cartel's 10 members are now pumping 24.2 million barrels a day, which accounts for about 40 percent of the world's oil supply.

Regardless of what Iraq does, market analysts say OPEC will need to start increasing production later this summer to keep prices below \$30 a barrel in anticipation of an expected surge in demand ahead of next winter and a possible economic recovery in the United States.

"Right now there's plenty of oil available on the open market but supplies will get much tighter in a month's time," said Gary Ross, a prominent New York-based oil consultant. "Unless OPEC starts pumping more oil next month, there's a danger it could misread the situation in a way that will lead to much higher prices in the fall."

The price of Brent crude for July delivery rose 42 cents a barrel to \$29.68 in Tuesday in London.

Turkey: A Corrupt System Finds the Medicine Hard to Take

By Thomas L. Friedman

ISTANBUL — I thought Madonna had arrived. The place was the Ulus restaurant on an Istanbul bluff overlooking the Bosphorus. The commotion started with police sirens blaring. Then there was a gaggle of a dozen television cameras and reporters, flashes popping. A murmur started to spread through the restaurant. Then the doors flew open, the reporters cleared a path and the star walked in: Turkey's minister of economy, Kemal Dervis, had arrived for dinner.

"Everywhere I go they follow me," shrugged Mr. Dervis sheepishly. This scene tells you everything you need to know about the unusual drama playing out in Turkey today.

Quite simply, Turkey's economy is on the brink of disaster. In mid-February the currency was devalued by 25 percent in one day. It was the culmination of decades of mismanagement and corruption, in which politicians used state banks and factories to pass out patronage and their patrons then used the money to buy and support the politicians.

With little fanfare, the Bush team, which came to office swearing that it would never do bailouts, as President Bill Clinton did, quietly arranged for a \$17 billion rescue package for Turkey from the IMF and the World Bank. But on one con-

dition — that this time Turkey get real. Because there would be no next time.

Turkey's feckless and squabbling politicians had no choice but to look for someone outside the political system who knew Turkey, knew economics and was not corrupt.

Enter Mr. Dervis, a respected economist and vice president of the World Bank. The cabinet anointed him economic czar, with authority to drive through 15 reform laws that Turkey promised the IMF and the

United States it would pass in return for loans — laws to end subsidies, create open bidding for government contracts and sell off state-owned assets, such as the telephone company. If implemented, they will produce a revolution in Turkish politics.

And that is the drama. The politicians know that they have to carry out these reforms. But they also know that in destroying the patronage system they will be undercutting their power bases and elevating Mr. Dervis, of whom they are insanely jealous. The public is widely rooting for the untainted, soft-spoken Mr. Dervis to succeed, hence the fascination with his every move.

When he got up to use the restroom at the Ulus restaurant the elderly lady attendant handed him a towel and whispered, "Please don't quit."

But at the same time, people fear losing control of their lives

to the IMF. "I really appreciate what the IMF is doing," says Aysuda Kolemen, a student at Istanbul Bilgi University, "but I know that they are not doing it for me personally, so in the future they are likely to do things that I may not like or approve of, but I don't have a say in it. So I feel powerless, because any power I have as a citizen has now been transferred to some international technocrats."

So Mr. Dervis is constantly, and so far deftly, walking a tightrope between coaxing his countrymen to do the right thing and not appearing to be a foreign agent. It's not easy. He regularly has to remind his cabinet colleagues, "But we promised the IMF ..."

After the government slashed wheat subsidies, Agriculture Minister Husnu Yusuf Gokalp was asked why, and he said, alluding to Mr. Dervis, "You should pose that question to those having breakfast at the Hilton [with foreign bankers]."

Last Thursday was a typical day. At 10 a.m. the minister for privatization, Yuksel Yalova, declares that he will not sign a law — which Turkey promised the IMF it would pass — ending subsidies to tobacco farms, which employ 600,000 people. At 11 a.m. Turkey's currency

and stock market plunge. At noon IMF officials complain. At 2 p.m. Prime Minister Bulent Ecevit repudiates Mr. Yalova. At 2:30 p.m. Turkey's markets recover. At 4 p.m. Mr. Yalova is forced to resign.

The last act of this drama is still to be written. Andrew Finkel, a longtime analyst here, remarked to me that for decades Turkey's politicians had enjoyed "power without responsibility" — lining their pockets without worrying about the future. Now, he says, they have "responsibility without power."

They deserve it, but they may not be up to it. Stay tuned. This is going to get interesting.

The New York Times.

En Iran, la rente pétrolière est captée par une minorité

Le secteur informel, qui représente près de 30 % du PIB, assure des compléments de revenu à de nombreux salariés

La campagne présidentielle bat son plein en Iran et les critiques les plus importantes faites au président Khatami concernent l'état de l'économie. Pourtant, l'environnement macroéconomique paraît très favorable. Le taux de croissance est passé de 2,4 % en 1999 à 5,9 % en 2000, et l'inflation de 20 % à 13 % ; la balance commerciale dégage un excédent et la dette extérieure a été ramenée à près de 7 % du PIB. Mais ces résultats ne sont que la conséquence mécanique de la hausse du prix du pétrole depuis 1999.

Surtout, ces évolutions macroéconomiques cachent une réalité plus sombre. Le chômage est élevé, le taux officiel - estimé à 13 % en 1999 - étant sûrement sous-évalué. En outre, il touche surtout les jeunes, qui constituent l'essentiel de la population (près de 70 % des Iraniens ont moins de 30 ans) : le marché du travail a enregistré 600 000 nouveaux arrivants en 2000. Le problème est d'autant plus explosif que ceux-ci ont en général un bon niveau d'éducation, du fait d'un réel effort de formation mené par les autorités depuis la révolution en 1979.

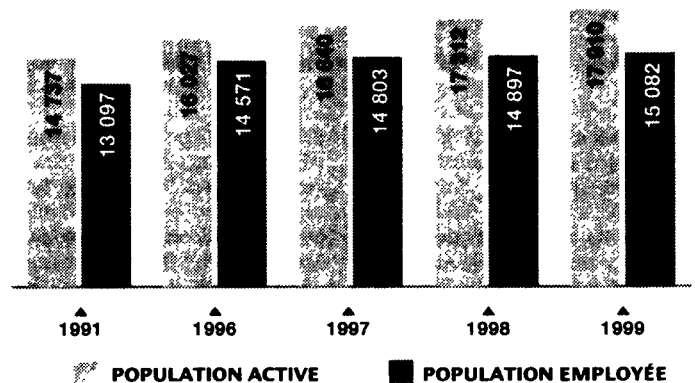
La situation économique globale des jeunes est extrêmement mauvaise. A la difficulté de trouver un emploi s'ajoute celle de vivre et de fonder une famille avec, pour la grande majorité, le très maigre salaire qu'assure un emploi classique. Ces difficultés s'ajoutent au phénomène d'appauvrissement d'une large partie de la population

iranienne : tous ceux qui ont des revenus fixes ont souffert d'une inflation moyenne de près de 20 % depuis la révolution, avec des pointes à 50 % au début des années 1990.

Mais le fait le plus mal ressenti par la population est l'accroissement des inégalités. Comme toujours, l'inflation élevée et l'effondrement de la valeur externe de la monnaie ont permis l'accumulation d'énormes profits. Structurellement, une économie rentière comme celle de l'Iran, basée sur le recyclage de la rente pétrolière, offre d'énormes profits à celui qui fait fructifier ses bonnes relations avec l'Etat. Ce mode de fonctionnement a été exacerbé après la révolution, du fait du rôle accru de l'Etat dans l'économie et d'un dérèglement global des prix relatifs (avec notamment la mise en place d'un système de change à taux multiples). Au total, celui qui arrive à obtenir certains avantages (allocations de change au taux officiel, licence d'importation, crédits bancaires à taux subventionnés, autorisation de créer une usine, nomination à un poste de direction, etc.) peut devenir extrêmement riche.

Dans un tel système, la distinction entre secteur public et privé devient très floue. Le secteur privé ne peut véritablement fonctionner sans avantages accordés par l'Etat. Et l'Etat se « privatise » en agissant, par la corruption ou en récompensant des alliés politiques, au bénéfice de certains. Evidemment, ce sont d'abord les familles et les alliés politiques qui en bénéficient. Ainsi parle-t-on depuis quelque temps en Iran des *aghazadeh*, c'est-à-dire des personnes qui ont réussi économiquement grâce à

▼ Des créations d'emplois insuffisantes en milliers de personnes



Source : Banque centrale d'Iran

leur situation familiale. De même, les *bazaris* (grands marchands) ont très largement profité du système économique mis en place.

Cependant, définir précisément les gagnants est difficile, dans une société de négociation permanente comme la société iranienne. Ce qui est sûr, c'est que les réseaux les plus « performants » mélangent intérêts politiques et économiques, et reposent sur leur capacité à bénéficier de relations privilégiées avec l'Etat. En sont exclus tous les *outsiders* qui ne peuvent ou ne veulent les intégrer : jeunes, « experts » issus de la classe moyenne, petits fonctionnaires, ouvriers, etc.

FUITE DES CERVEAUX

Pourtant, le système économique fonctionne toujours tant bien que mal. La rente pétrolière, bien qu'inégalement répartie, permet, du fait de son ampleur, de limiter les déséquilibres macroéconomiques. Le secteur informel (près de 30 % du PIB) assure des compléments de revenu à de nombreux salariés. Et une certaine cohésion sociale a permis d'éviter un dérèglement généralisé du système.

Cependant, la paupérisation d'une partie croissante de la population, la répartition toujours plus inégale des revenus, la sous-utilisation du potentiel humain minent peu à peu la cohérence économique et sociale du pays. Le chômage

des jeunes, même si ce n'est pas la seule raison, explique une partie de la hausse du nombre des drogués ces dernières années. De même, la corruption devient endémique dans l'ensemble de la société. Les tensions sociales croissantes ont donné lieu à un certain nombre de grèves et de manifestations qui sont toutefois restées localisées. On constate aussi une reprise de la fuite des cerveaux : près de 220 000 experts ou spécialistes auraient quitté l'Iran en 1999.

Le président Khatami n'a engagé aucune véritable action pour s'attaquer à ces problèmes structurels. Il est vrai que la tâche est gigantesque, car il faudrait modifier un mode de fonctionnement économique et politique historiquement ancré dans la société iranienne. Pourtant, certains réformateurs ont compris la nécessité d'effectuer des changements. A la surprise générale, le Parlement iranien a voté un certain nombre de lois importantes dans le domaine économique (par exemple la nouvelle loi sur l'investissement étranger). Cependant, nul ne sait s'ils auront, compte tenu de l'opposition de tous ceux à qui les rentes profitent, la capacité de les mettre en œuvre.

Thierry Coville
Economiste au Centre
d'observation économique (COE)
de la CCI de Paris

IRAN La société face aux mollahs

■ En Iran comme à l'étranger, chacun a cru en 1997 que l'élection du "libéral" Mohammad Khatami signifiait un tournant pour la république islamique. Quatre ans plus tard, le bilan est décevant. Sur le plan économique, le gouvernement n'a pas pu réformer : l'inflation continue, l'industrie nationalisée est peu productive et le chômage important, explique la revue iranienne *Aftab*. Seule la hausse du prix du pétrole depuis un an a sauvé le pays...

■ Sur le plan politique, le pouvoir réel échappe toujours au Président, malgré un Parlement majoritairement réformateur. Le Guide suprême, Ali Khamenei, et ses acolytes conservateurs gardent la haute main sur la justice et les forces de l'ordre. La droite du régime, se sentant menacée, n'a pas hésité à employer la manière forte à l'égard des étudiants, de la presse indépendante et des militants réformateurs, analyse le magazine *Gozareh*. La jeunesse, qui a élu Khatami, votera sans doute encore pour lui le 8 juin. Mais sans l'enthousiasme manifesté en 1997.



Démocratie ou totalitarisme ?

Les élections permettent de prendre le pouls de l'opinion, mais le despotisme des religieux demeure.

AL HAYAT
Londres

L'histoire moderne de l'Iran est jalonnée par quatre événements très importants. Il s'agit tout d'abord de la révolution constitutionnelle, survenue au début du XX^e siècle ; ensuite, en 1941, de l'abdication, sous la contrainte des Alliés, du chah Reza Pahlavi, en raison de ses sympathies proallemandes, suivie de son remplacement par son fils ; puis vinrent la nationalisation du pétrole par Mossadegh, dans les années 50, et le ren-

versement de ce dernier par un coup d'Etat fomenté par le général Zahedi, en collaboration avec la CIA ; enfin, la révolution islamique, lancée par l'ayatollah Khomeyni en 1979.

Les deuxième et troisième événements ont nourri l'identité nationale iranienne d'une certaine rancœur à l'égard de l'Occident qui a ensuite évolué vers une méfiance généralisée vis-à-vis de tout ce qui était étranger. Les premier et quatrième événements ont jeté les bases d'un pouvoir et de son fonctionnement : en effet, la révolution constitutionnelle a doté l'Iran d'un système électoral et d'une Constitution, tandis que le khomeynisme a appris au peuple iranien que le changement pouvait également venir de la rue. De la rencontre de ces deux éléments contradictoires est sorti le système électoral actuel, qui est un subtil mélange de sélection et d'élection.

L'élection implique des candidatures et exclut la tricherie, tandis que la sélection se manifeste par l'interdiction de personnalités considérées comme "suspectes", ce qui maintient le combat électoral sous l'égide de la théorie du "Velayat é Faqih" [théorie instaurée par Khomeyni, affir-

mant la primauté politique de la plus haute autorité religieuse du pays]. Cet alliage très particulier a donné naissance à un mélange étonnant de démocratie et de totalitarisme. La tyrannie du régime iranien, bien plus acceptable que celle qui écrase aujourd'hui les sociétés arabes voisines de l'Iran ou que celles des ex-pays socialistes, n'en reste pas moins du despotisme.

Dans ces conditions, les élections en Iran ressemblent plutôt à une sorte de recensement de la population qu'à une réorganisation du pouvoir qui permettrait de voir aboutir les désirs du peuple. Les élections permettent dès lors aux Iraniens de prendre connaissance du poids des différents groupes sociaux dans le pays, ainsi que de leurs aspirations et des transformations en cours. La société iranienne peut ainsi exprimer ce qu'elle a dans le ventre, mais elle doit ensuite se soumettre au diktat du Velayat é Faqih, véritable clé de voûte du système.

Hazem Saghie

■ Elections

Plus de 4,2 millions d'électeurs iraniens de plus de 16 ans (66 % de la population) vont pouvoir aller voter le 8 juin pour élire leur futur président pour

un mandat de quatre ans. Au même moment se dérouleront des élections parlementaires partielles dans 14 circonscriptions où 68 candidats sont en concurrence.

Comme en 1997, les Kurdes voteront Khatami

Il n'y a aucune raison pour que les Kurdes iraniens s'abstiennent de voter lors de l'élection présidentielle du 8 juin. Ils s'étaient déjà mobilisés en masse il y a quatre ans pour élire Khatami et approuver son programme de réformes. D'ailleurs, le mouvement de réformes, malgré tous les problèmes, a été porteur d'éléments positifs pour le peuple kurde : tout d'abord, les élections municipales, premières du genre depuis la révolution islamique, ont permis aux Kurdes d'obtenir une représentation au niveau local. En outre, dans plusieurs villes, des postes de direction sont désormais occupés par des Kurdes : le gouverneur de la province du Kurdistan est maintenant un Kurde. Depuis l'élection de Khatami, le nombre de publications – dans les domaines culturel, social ou politique – en langue kurde n'a cessé d'augmenter. Avant le 2 de Khordad 1376 [date

de l'élection de Khatami en 1997, selon le calendrier iranien], les intellectuels kurdes n'avaient jamais eu l'occasion de s'exprimer aussi librement en kurde.

La création d'un réseau associatif motivé par la défense des réformes montre bien que le peuple kurde n'acceptera jamais la guerre et la violence comme mode de résolution de la question kurde en Iran. Les Kurdes iraniens ont bien compris que c'est en se battant pacifiquement, sur le plan politique, qu'ils pourront le mieux défendre leurs intérêts. Dans ces conditions, le prétexte de l'instabilité ne peut plus être avancé pour refuser au Kurdistan iranien la construction de nouvelles écoles, d'universités et d'un véritable tissu industriel capable de résorber un tant soit peu le problème du chômage, très important dans la région.

Khaled Ahmadian,
Morooz (extraits), Téhéran

On a voulu faire de Khatami un saint...

Le président élu en 1997, à la surprise générale, a déçu. Les réformes n'ont pas avancé et la droite continue de mener le pays. Pourquoi ce gâchis ? Le magazine iranien *Gozarech* donne les clés.

GOZARECH (extraits)
Téhéran

Le premier mandat de Khatami touche à sa fin. Au cours de ces quatre ans, il a dû faire face à plusieurs types d'arbitrages : des arbitrages politiques (face à ses amis ou à ses opposants), populaires (face aux revendications de la population), et des arbitrages avec les intellectuels, qui ont commenté ses réussites et ses échecs. Ses opposants mettent en cause – ouvertement ou de manière détournée – son impuissance, notamment dans les domaines économique et culturel, et le rendent responsable de la crise de l'emploi, de la réduction du pouvoir d'achat, de la fermeture des usines. En outre, certains opposants considèrent qu'en matière de politique culturelle le gouvernement Khatami a préparé le terrain à un relâchement des mœurs, à l'immoralité et au manque de respect pour les principes religieux. Ces critiques sont répétées à longueur de journée à la télévision, à la radio, dans les sermons religieux et dans la plupart des journaux, monopolisés par les conservateurs.

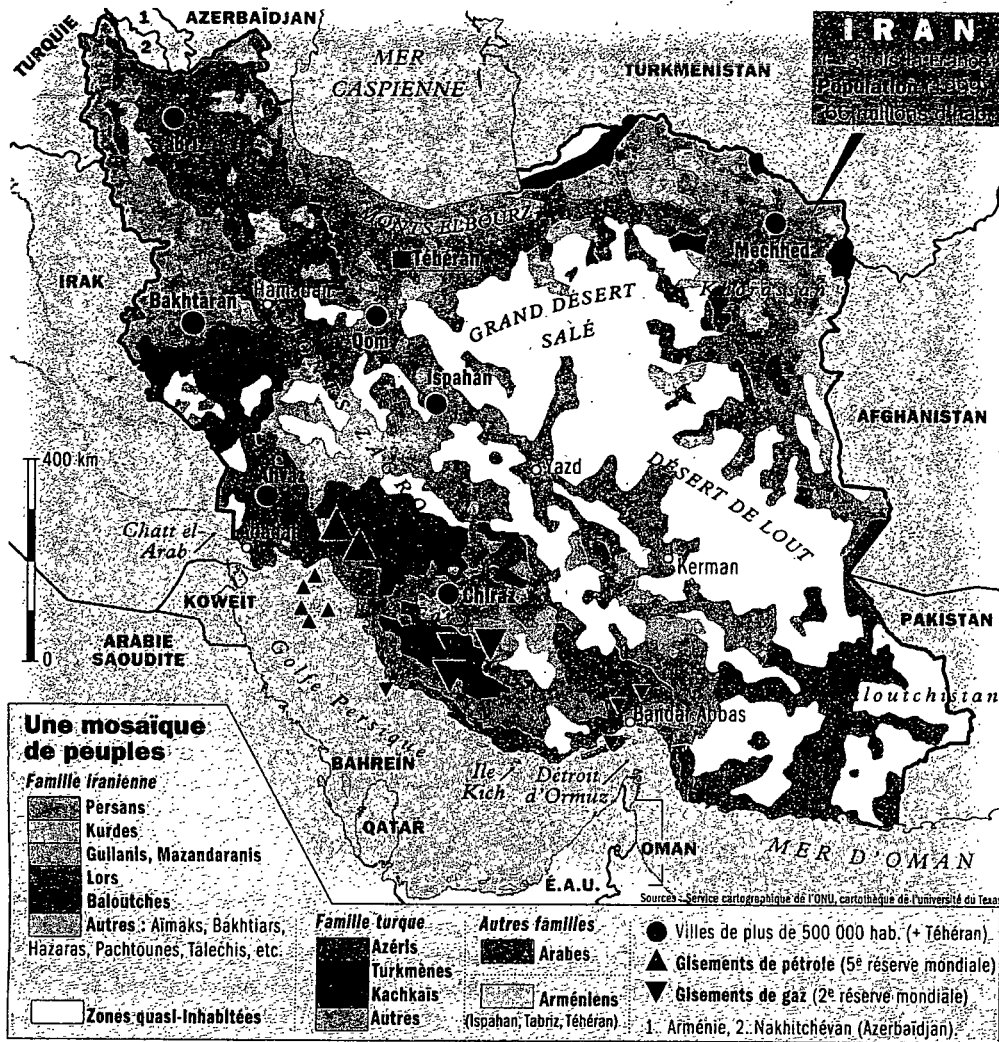
Pour les partisans de Mohammad Khatami, au contraire, l'action du président offre à l'intérieur comme à l'extérieur du pays un visage plus réel de l'islam et d'un gouvernement islamique et populaire. Ces sympathisants, qui ne peuvent s'exprimer qu'à travers leurs propres publications, estiment que la fin de l'isolement international du pays est le fruit des actions menées par le gouvernement. Ils sont moins éloquents sur les résultats économiques [qui sont mauvais] et, pour justifier la situation actuelle, ils mettent en avant les crises politiques répétées provoquées par les opposants à Khatami.

Les appréciations populaires sont différentes. Parmi la jeunesse, les étudiants, qui ont joué un rôle capital dans le succès des réformateurs, tiennent aujourd'hui plusieurs discours. Certains pensent que Khatami s'est laissé faire lors des crises et a ainsi manqué des occasions importantes. D'autres estiment qu'il avait les mains liées et qu'on l'a empêché de conduire les réformes qu'il avait promises. Parmi les autres jeunes du pays, on peut également constater cette dualité d'appréciation, mais cette fois à propos

de thèmes comme l'emploi, le mariage, l'accès aux loisirs, etc.

Il existe aussi un troisième groupe, qui considère Khatami comme faisant partie intégrante du pouvoir en place et qui n'attend pas de lui une prise de position forte sur les questions essentielles. Pour certains observateurs, Khatami était bien conscient du fait que les autres groupes politiques, y compris les fondamentalistes, le considéraient comme une soupape de sécurité pour endiguer les revendications de la population, et c'est pour cette raison qu'ils l'ont toléré dans un premier temps. D'autres pensent que, si le président avait su combattre fermement à la fois les opposants aux réformes et ses propres partisans radicaux, il aurait pu paver la route pour de vraies réformes. Quant aux économistes, ils condamnent l'inactivité du président pour réformer une économie peu productive, très centralisée, monopolisée par le secteur public et contrôlée par les rentiers. Les politologues, eux, remarquent l'absence de Mohammad Khatami dans les moments critiques, lorsque les lois ou les principes de la Constitution étaient bafoués...

Quelle est la réalité ? Si nous voulons être justes dans nos critiques, il faut rappeler les conditions qui ont conduit, en 1997, à l'élection de Mohammad Khatami, avec 70 % des voix. Avant cette date, les réussites électorales de la droite lui avaient donné les pleins pouvoirs au sein du législatif (le cinquième Parlement) et du judiciaire. Une seule personne, à la tête de l'exécutif, Hachemi Rafsandjani, pouvait résister au monopole total de la droite. Il était le père spirituel des technocrates et a permis qu'un nouveau mouvement politique puisse se faire entendre, notamment dans le domaine économique. Lors de la présidentielle de 1997, si le candidat de droite Nategh Nouri avait été élu, tous les leviers du pouvoir auraient été dans les mêmes mains. C'est pour cette raison que l'ensemble des formations et des tendances favorables aux réformes, malgré leurs oppositions



delà des groupes et des factions ? Hélas non ! Son gouvernement fut le résultat d'une alliance, et il a même dû accepter la collaboration de certaines personnalités du passé. Les postes clés comme celui de l'Economie sont restés dans la main des technocrates proches d'Hachemi Rafsandjani. L'Iran sortait à peine de huit ans de guerre, et l'anarchie née de la révolution et de la libéralisation de l'économie, qui a démarré en 1991, a accouché d'une classe de nouveaux riches et d'une économie de l'ombre qui existe toujours. Il était clair que la marge de manœuvre de Mohammad Khatami dans les questions économiques restait extrêmement restreinte. Les crises à répétition (assassinats en série de intellectuels, répression des étudiants, interdiction de la quasi-totalité de la presse réformatrice, arrestations massives) infligées aux réformateurs n'ont pas laissé d'espace au gouvernement Khatami pour qu'il puisse s'occuper d'économie.

Malgré l'attitude réfléchie de Khatami et sa foi dans des réformes par étapes, certains de ses partisans se sont aventurés sur des terrains extrémistes. Leur radicalisme et des actions prématurées de certaines personnalités proches de Khatami ont directement menacé la droite. Quand la droite s'est vue écartée de l'exécutif, elle a eu recours, elle aussi, à des "méthodes éliminatoires". Petit à petit, des personnes proches de Khatami ont été écartées par la droite et même emprisonnées, car les conservateurs jouissent toujours d'un autre soutien important, celui des membres du clergé, qui ne partagent pas la vision réformatrice du gouvernement concernant les questions religieuses, le gouvernement islamique et la gestion du pays.

Difficile, donc, de faire le bilan du gouvernement Khatami sans prendre en compte tous ces éléments. Chacun peut, selon ses goûts, dire que Khatami s'est résigné, qu'il n'avait pas la volonté, qu'il faisait lui-même partie de ce jeu ou qu'on ne lui a pas laissé les mains libres. Certes, il n'est pas une victime et il a fait des erreurs. Mais, comme ce fut une erreur d'en faire un héros en 1997, ce serait erroné aujourd'hui de lui faire endosser tous les échecs, le désordre et les défaillances. Si nous avions prêté attention dès le départ au fait que Seyyed Mohammad Khatami est un religieux poursuivant le chemin tracé par l'imam Khomeyni pour la république islamique d'Iran et allant au-devant de bien des obstacles, nous n'en aurions pas fait ce saint que nous sommes aujourd'hui en train de juger hâtivement.

internes, se sont mobilisées pour soutenir un candidat unique. La victoire de Khatami, bien que savamment préparée, a été une surprise, même pour ceux qui avaient dirigé sa campagne. Nul doute qu'il est porteur d'une vision philosophique. Mais, s'il avait su que la campagne préélectorale allait le doter d'une aura presque mythique aux yeux du peuple, il se serait peut-être retiré ou, du moins, il aurait demandé un peu de modération. Ces campagnes ont créé de telles attentes chez les électeurs que toute personne sensée pouvait estimer qu'il n'était pas possible de les réaliser, ni par Khatami et ses partisans, ni en l'espace de quatre courtes années, dans un environnement aussi hostile.

Mais, dans une telle effervescence, personne n'avait le temps ni l'envie d'évaluer froidement la situation. Le battage publicitaire de l'alliance soutenant Khatami (le Front du 2 Khordad) et certaines erreurs tactiques de la droite ont donc conduit Khatami à la victoire, avec 20 millions de votes en sa faveur. Ces 20 millions d'électeurs donnaient-ils le pouvoir à Khatami de former un gouvernement de professionnels, au-



Bruno Schenck/SIPA

Une presse bâillonnée et des politiques muets

Quarante publications interdites depuis quinze mois, 1 500 journalistes au chômage ou en prison... Cette répression n'a guère ému le clan des réformateurs, souligne le mensuel indépendant "Reportage".

GOZARECH (extraits)

Téhéran

Au printemps 2000, une information étonnante était diffusée : la cour de justice ordonnait la fermeture "provisoire" de quelques journaux. Une partie de la presse réformatrice indépendante, qui avait échappé jusque-là à la censure, a alors essayé d'analyser les dimensions politiques et légales de cette décision. Nous avons appris que la loi qui avait permis d'interdire les journaux était héritée de l'ancien régime [celui du chah] et qu'elle avait pour but à l'époque de combattre les toxicomanes, les bandits et les criminels. Des juristes indépendants ont essayé de discuter avec les autorités en soulignant l'in-

compatibilité juridique de la décision prise avec les autres lois en vigueur dans le pays. Mais, selon les censeurs, cette fermeture de journaux mettait fin à des activités qui menaçaient la sécurité et la santé morale de la société. On était encore dans le feu de ce débat lorsque est arrivé le choc de la deuxième vague des interdictions [au début 2001]. Des quotidiens comme *Assr-e Azadegan*, *Bamdad-e no*, *Aftab-e Emruz*, *Payam-e Azadi*, *Arya*, *Azad* et des revues comme *Iran-e farda*, *Payam-e Hajar*, *Aban*, *Arzesh* ont été bannis. Pour l'heure, on compte donc quarante quotidiens et revues fermés "provisoirement" sans que personne ne sache jusqu'à quand durera cette période dite "provisoire". Des centaines de journalistes, des dizaines de directeurs de presse, des écrivains et des dessinateurs de presse ont été appelés à comparaître devant la justice. La société a connu des tensions politiques aiguës et la presse a vécu de nouveau une page noire de son histoire.

Que pensez-vous, lecteurs, de tout cela ? Passons sur le fait que le pouvoir (ou du moins une partie du pouvoir), pour servir ses propres intérêts, a ainsi mis sur le carreau plus de 1 500 journalistes. Oublions, de manière "provisoire", que ces braves journalistes, cléricaux ou non, révolutionnaires et serviteurs de la révolution, ont été présentés par certains représen-

tants du pouvoir comme ennemis du peuple. Nous avons entendu bien d'autres injures : il fut un temps où les journalistes étaient accusés de gagner des valises pleines de dollars pour les services qu'ils rendaient à l'étranger ! Personne n'a plus la force de répondre à d'aussi dérisoires accusations.

Nous n'avons pas oublié que les promesses de soutien et les rares slogans de solidarité lancés par les réformateurs ne sont pas traduits en actes. Petit à petit, on a oublié ces journaux, les prisonniers journalistes et leurs problèmes politiques et financiers. Il ne s'agit pas de pointer du doigt les coupables. Mais ne doit-on pas rappeler que la presse, au lieu de s'autocensurer, a fait preuve de courage dans le passé pour soutenir le mouvement des réformes ? Elle a ouvertement critiqué le bilan de toutes ces années et de tous ces messieurs. Est-ce parce que le tirage de la presse officielle devenait embarrassant pour ses commanditaires ou est-ce plutôt en raison du malaise de ces politiques qui risquaient de perdre la face et la confiance de la population que la solution la plus facile fut choisie, c'est-à-dire casser la presse ?

Mais peut-être devrions-nous cesser de nous plaindre du fait que personne, au sein du pouvoir, même parmi les plus révolutionnaires, ne supporte la moindre critique... Les journalistes n'attendent pas des médailles de courage, mais ils méritent plus que l'abandon dans lequel ils sont plongés aujourd'hui.

Les trois plaies de l'économie iranienne

Chômage, bureaucratie incompétente, industrie subventionnée... Face à ces défis, il faut réformer, affirme la revue iranienne *Aftab*, au risque de bousculer les conservateurs.

AFTAB

Téhéran

Les réformes réussiront quand les gens en auront assez de continuer comme par le passé et quand les autorités ne pourront plus gouverner comme auparavant. L'échec de certains projets réformateurs tient au fait que la population n'est pas

encore à bout de souffle. Les réformes ont-elles été prématurées ? On peut adopter trois attitudes face aux conservateurs. Engager un travail pédagogique de longue haleine pour les convaincre de la nécessité du changement, tenir un discours tonique qui mobilise l'opinion publique contre eux, les obligeant à se retirer, ou bien attendre avec une patience d'or qu'ils démontrent leur "incapacité" à gérer les affaires.

Combien d'années faudra-t-il attendre ? A notre avis, si nous n'engageons pas de réformes structurelles immédiatement, d'ici trois ou quatre ans, il ne sera plus possible de maîtriser l'économie iranienne, ce qui signifiera par définition la fin de toute possibilité de manœuvre pour les conservateurs au pouvoir. L'Iran devrait en effet faire face à trois crises importantes dans son proche avenir, liées à la hausse du nombre de demandeurs d'emploi et

à l'inefficacité de la bureaucratie, liées aussi à la fermeture de ses industries déficitaires et à l'enjeu de l'adhésion ou non de l'Iran à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Jusqu'en 1971, on comptait en moyenne 1 million de naissances par an en Iran et, durant les dix années qui ont suivi, 2 millions. Pendant les années 90, nous avons connu une baisse de la natalité, stabilisée à 1,3 million de naissances, mais la situation change de nouveau. Aujourd'hui, les jeunes couples souhaitent avoir leur premier enfant durant les trois premières années de vie commune et le deuxième durant les six premières années. Or nous allons bientôt atteindre 1 million de mariages par an... Si la politique de natalité reste telle qu'elle est, nous reviendrons rapidement au rythme de 2 millions de naissances annuelles.

Quelles en seront les conséquences ? Le marché du travail devra, dans les cinq ans à venir, accueillir annuellement au moins 2 millions de nouveaux demandeurs d'emploi. Or, selon la Fondation des statistiques de la Banque centrale, l'an dernier, seulement 340 000 nouveaux emplois ont été créés en Iran. Si nous continuons ainsi, dans les cinq années à venir, 8,3 millions

de personnes ne trouveront pas de travail et donc de moyens d'existence. Il s'agira d'une armée de chômeurs, selon les propos récents du président Khatami, à laquelle les responsables devront faire face. Mais ne vaut-il pas mieux parler d'une armée d'instabilité, annonçant une explosion sociale ? La bureaucratie étatique, avec ses structures actuelles, aura-t-elle l'intelligence et la capacité de créer des emplois pour la jeunesse ? Saura-t-elle intégrer cette nouvelle force de travail ? A l'heure actuelle, l'administration fonctionne en sureffectif et engage des dépenses non fondées dans les secteurs qu'elle monopolise. Il est évident que le secteur privé pourrait prendre en charge ces activités d'une manière plus économe. Incontestablement, la bureaucratie sera dans l'incapacité totale de répondre aux défis du chômage. Des réformes de l'administration semblent urgentes et inévitables si nous souhaitons maîtriser la crise de l'emploi ; sinon, la jeunesse saura, à sa manière,

imposer ce changement.

Durant cette même période, l'élément décisif sera le fait d'adhérer ou non à l'Organisation mondiale du commerce. En 1995, l'OMC a fixé un délai de dix ans aux divers pays du monde pour appliquer les réformes qu'elle a définies. Il ne reste que peu de temps à l'Iran pour les accomplir, c'est-à-dire pour instaurer la concurrence dans son économie en éliminant les industries inefficaces et en se défaisant du système des subventions. Il est temps que les diverses tendances politiques s'expriment à ce sujet. Elles sont en mesure de comprendre le tort qu'une non-adhésion à l'OMC nous porterait en nous isolant davantage de l'économie internationale.

Le moteur de l'industrie iranienne tourne grâce à l'injection ouverte ou masquée de subventions. Pendant longtemps, l'industriel accompli était celui qui excellait dans le système D pour décrocher des aides gouvernementales. Ce système – reposant sur les

magouilles, le monopole et la corruption – cache l'inefficacité du secteur industriel. Le pays a besoin de réformer profondément ce secteur. Certes, la fermeture d'usines se traduira par une nouvelle vague de licenciements. Mais, si nous n'engageons pas dès aujourd'hui des réformes, nous serons obligés de pratiquer une thérapie de choc de dernière minute, porteuse, par définition, de crises graves.

Le problème de l'emploi n'est pas abordé de manière sérieuse par le budget cette année. Comment pourrait-on alors se préparer pour les 8 millions de demandeurs d'emploi dans les quatre à cinq ans à venir ? L'action des réformateurs a probablement été prématurée. Leur stratégie devrait désormais reposer à la fois sur une pédagogie à long terme et sur un effort pour créer un dialogue démocratique avec les conservateurs. Sinon, il faudra attendre le point de non-retour, avec une crise sociale. Alors les conservateurs n'auront plus rien à offrir à la population.

Hossein Adeeab

La jeunesse préfère la musique pop au chant des muezzins

AL HAYAT
Londres

DE TÉHÉRAN

En 1982, les trottoirs des grandes avenues de Téhéran proches de l'université et du théâtre de la ville grouillaient de vendeurs en tout genre qui offraient aux passants toutes sortes de produits. A l'époque, les oreilles des promeneurs déambulant devant ces étalages résonnaient des chansons de chanteuses et de chanteurs iraniens, dont les cassettes étaient vendues en toute liberté. Mais, quelques semaines plus tard, les autorités décidèrent d'interdire la vente de la musique sous toutes ses formes au nom de la morale révolutionnaire islamique et, en deux jours, les trottoirs se vidèrent des vendeurs de cassettes et de tout leur matériel audio.

Aujourd'hui, la situation a complètement changé, et il n'est pas rare de voir passer sur les mêmes avenues de jeunes frimeurs dans leurs Jeep "Sahar", de fabrication iranienne (imitation du modèle américain Wrangler), écoutant à pleine puissance, fenêtres grandes ouvertes, les derniers hits de la musique occidentale. Pourtant, depuis la victoire de la révolution islamique (1979) et la répression culturelle (qui démarre en 1982), la radio et la télévision officielles iraniennes n'avaient plus diffusé que de la musique correspondant au climat politique révolutionnaire et austère. En outre, il y a peu de temps encore, il était risqué de se promener avec sur

soi des cassettes de chanteurs étrangers ou iraniens d'avant la révolution, même si la radio et la télévision avaient commencé petit à petit à diffuser de la musique douce moderne, ainsi que de la musique classique occidentale.

Mais, aujourd'hui, la radiotélévision iranienne a changé son fusil d'épaule et décidé de suivre la tendance d'une société en profonde mutation, ne fût-ce que pour pouvoir en même temps continuer à faire passer le discours politique officiel. Ainsi, la radiotélévision d'Etat, non contente de diffuser les chanteurs célèbres à l'époque du chah, tels Daryouch ou Ebi, a carrément favorisé, produit et diffusé la reprise de vieux titres par de nouveaux chanteurs. Dans ces conditions, écouter de la variété iranienne en République islamique d'Iran aujourd'hui n'inspire plus la moindre crainte. Mais la radiotélévision iranienne ne s'est pas arrêtée là ; maintenant, elle diffuse même la musique assourdissante de groupes de musique occidentaux tels que Metallica, tout en supprimant leurs paroles – idem pour Pink Floyd, Céline Dion, Michael Jackson ou Madonna, dont la musique est désormais diffusée sur ses ondes.

Cette tendance a donné un coup de fouet à la production locale de musique pop iranienne. Il y a dès lors actuellement grosso modo deux genres de musique pop iranienne. La première se distingue par des paroles à tendance religieuse et patriotique, et elle est bien représentée par un chanteur comme Ali Reza Assar, que la télévision iranienne n'a pas hésité à diffuser à l'occa-

sion du pèlerinage à La Mecque. Ce dernier donne ainsi à ses mélodies un contenu spirituel et poétique en y intégrant des poésies de Djelaleddin Roumi ou de Hafez de Chiraz. Si certains conservateurs s'en sont pris à ce genre de musique, on trouve néanmoins parmi ces chanteurs d'authentiques révolutionnaires, comme Mohammad Esfahani, qui a été membre des Gardiens de la révolution (Pasdarans).

LES TEXTES DES CHANSONS D'ELTON JOHN TRADUITS EN PERSAN

Il y a ensuite un autre genre de pop iranienne, directement héritée de celle des stars en exil, vivant pour la plupart en Californie, et qui en est même devenue l'exacte réplique. La production de ces chanteurs "de l'intérieur" commence d'ailleurs à toucher les Iraniens vivant à l'étranger, bousculant de la sorte la notoriété des "chanteurs de Los Angeles", qui n'ont dès lors d'autre solution que de rentrer, pour certains, ou bien faire des concerts le plus près possible des frontières de l'Iran, pour d'autres, par exemple à Dubaï, dans le Golfe, pour tenter de garder un lien avec leur public potentiel et sauver ainsi leur fonds de commerce.

Parallèlement à cela, on voit apparaître un peu partout en Iran des livres qui ont reçu l'aval du ministère de la Culture et de la Guidance islamique, reprenant les paroles des hits occidentaux les plus connus – ainsi, *Candle in the wind*, d'Elton John, particulièrement apprécié y compris par certains hommes de religion – avec les paroles originales en anglais et leur traduction en persan. La presse publie également de plus en plus d'articles sur cette musique de variétés, ainsi que sur les nouveaux chanteurs iraniens et leur style de vie, contribuant ainsi à en faire des stars désormais adulées par la jeunesse.

Hassan Fahas

PROFILS

Neuf candidats face à Khatami

Pour l'élection présidentielle, la droite n'a pas pu se mettre d'accord sur une personnalité pour tenter de battre Khatami.

Parmi les candidats conservateurs, on distingue :

■ **Hassan Ghafourifard, 58 ans**, titulaire d'un doctorat en électricité et technique nucléaire, ancien ministre de l'Energie, président du Comité olympique. Parmi les conservateurs, il est l'un des rares à avoir fait une critique de la droite après l'échec de celle-ci en 1997.

■ **Ali Fallahian, 52 ans**. Clerc, diplômé de la madrasa Haghani de Qom, commandant des Comités de la révolution islamique en 1978. Premier procureur spécial des clercs, ancien ministre du Renseignement entre 1989 et 1997, accusé d'être impliqué dans les assassinats commis à l'extérieur de l'Iran, il est le candidat de la droite pure et dure.

■ **Ahmad Tavakoli, 50 ans**, titulaire d'un doctorat en économie de l'université de Nottingham, en Grande-Bretagne, ancien ministre du Travail. Ancien candidat face

à Rafsandjani lors de la présidentielle de 1993, ce conservateur modéré prône une modernisation de l'économie.

■ **Abdollah Jassbi, 57 ans**, docteur en analyse de productivité obtenu à l'université d'Aston, en Grande-Bretagne, plusieurs fois vice-Premier ministre, président de l'Université libre islamique.

Parmi les centristes et réformateurs :

■ **Ali Shamkhani, 46 ans**, l'un des fondateurs et commandants des pasdarsans (Gardiens de la révolution). Commandant des forces terrestres et maritimes en 1989. Actuellement ministre de la Défense, il a joué un rôle important en faveur de Khatami en 1997. Sa candidature, soutenue par les forces militaires, a surpris son entourage réformateur.

■ **Seyyed Mohammad Khatami, 57 ans**, clerc, hodjatoleslam (le titre le plus haut avant celui d'ayatollah), directeur du groupe de presse Kayhan, ministre de la Culture sous la présidence d'Hachemi

Rafsandjani, il a été élu président en 1997 grâce aux votes des jeunes et des femmes.

■ **Seyyed Mahmoud Mostafavi Kashani, 59 ans**, fils de l'ayatollah Seyyed Abolghassem Kashani, avocat. Il n'a jamais occupé de poste au sein de l'administration. Déjà candidat à la présidentielle en 1985, ce modéré se présente comme indépendant des partis.

■ **Seyyed Mostafa Hashemitaba, 52 ans**, ingénieur du textile, ancien directeur de la télévision nationale, ancien directeur de l'Organisation du développement industriel. Actuellement vice-président, ce "technocrate" est proche d'Hachemi Rafsandjani.

D'autres candidats moins connus se présentent :

■ **Seyyed Mansour Razavi, 59 ans**, docteur en gestion d'ingénierie de construction, membre du Conseil islamique de la ville de Téhéran.

■ **Seyyed Shahabeddin Sadr, 40 ans**, médecin. Ancien représentant de Téhéran au Parlement, membre du Conseil de surveillance audiovisuelle.

(Source : Kayhan, Londres)



Hasan Ghafourifard/AP



Mohammad Seyyed/AP



Mohammad Seyyed/AP



Seyyed Mostafa Hashemitaba/AP

IRAN Assuré de remporter le scrutin d'aujourd'hui, le président réformateur a besoin d'être réélu avec une forte participation populaire

Khatami en quête d'une nouvelle légitimité

Téhéran : Serge Michel

Le président Mohammad Khatami, candidat à sa propre succession, est certain de remporter aujourd'hui le scrutin présidentiel. Il est crédité de 70 % des intentions de vote, laissant à ses neuf rivaux conservateurs le soin de se partager le reste des voix. Ses jeunes partisans ont anticipé sa victoire en défilant tout la nuit de mercredi à jeudi dans les rues du nord de Téhéran.

La principale inconnue est donc le taux de participation. En 1997, Khatami avait été élu avec 20 millions de voix, un chiffre de-

venu le symbole de l'osmose entre le président réformateur et la population avide de changements. Parviendra-t-il à réaliser aujourd'hui un aussi bon score ? Il y a aujourd'hui plus d'électeurs (42 millions au lieu de 36,5 en 1997) mais moins de raisons d'aller voter : pour certains parce que le résultat est connu d'avance, pour d'autres parce qu'ils ont été déçus.

La voie empruntée par Khatami est, il est vrai, des plus étroites. Elle est bordée d'un côté par ses adversaires conservateurs, qui ont déployé depuis quatre ans toute leur énergie à mettre ses amis en prison, à bloquer ses réformes et à effacer les rares succès de son bilan. De

l'autre côté, il y a les attentes d'une société qui réclame du travail et des libertés. Les moins de 24 ans représentent plus de la moitié de la population, ils sont souvent indifférents à l'idéologie officielle datant de la révolution et de la guerre contre l'Irak et pourraient un jour perdre patience.

Pour l'heure, comme beaucoup d'Iraniens, les jeunes font encore confiance à Khatami. « *Il n'avance pas à la bonne vitesse, disent-ils, mais au moins dans la bonne direction.* » Le président prône une « *démocratie religieuse* », un modèle politique unique dans le monde musul-

man, mais n'a jamais explicité son projet. Quel sera dans une « *démocratie religieuse* » le rôle des politiciens libéraux, laïcs et nationalistes aujourd'hui en prison ? Quel sera celui des femmes, aujourd'hui éliminées de la course présidentielle ? Et, surtout, quelle sera la répartition du pouvoir entre les institutions élues mais faibles, comme la présidence ou le Parlement, et les institutions non élues, voire semi-divines, comme le Guide suprême, la Justice, le Conseil des gardiens ou le Conseil de discernement, qui détiennent aujourd'hui l'essentiel du pouvoir ?

« *Il n'avance pas à la bonne vitesse, mais au moins dans la bonne direction* »

Des questions toujours taboues. Tout au long de la campagne électorale, les neuf candidats conservateurs n'ont cessé de critiquer le bilan de Khatami, qualifié de « nul ». Il est vrai que l'embellie économique des deux dernières années (baisse de la dette extérieure, stabilisation de l'inflation) n'est due qu'à la hausse des prix du pétrole et qu'elle n'a pas amélioré le quotidien des 65 millions d'Iraniens.

Mais, pour beaucoup, le succès des réformes consiste à avoir changé lentement, mais sûrement, le climat politique. La justice, par exemple : avant

Khatami, elle arrêtait à sa guise. Aujourd'hui, quand elle procède à des arrestations, elle se perd en justifications et ne convainc personne. Parallèlement, apparaissent de nouveaux acteurs au sein de la société civile, comme les familles des prisonniers politiques. Hier condamnées au silence, elles organisent désormais des conférences de presse.

L'autre succès de Khatami consiste à avoir placé la droite conservatrice dans une position de plus en plus inconfortable. Très impopulaires, les conservateurs ont été incapables d'aligner pour ces élections un candidat et un programme crédibles. Du

coup, leurs succès tactiques contre le président pourraient cacher une grande faiblesse et beaucoup de divisions.

Une partie d'entre eux songe à une nouvelle plate-forme au centre, avec la bénédiction du Guide suprême, Ali Khamenei, qui a fait cette semaine l'éloge des réformes. « Sans le vote populaire, le système ne vaut rien », a-t-il déclaré.

Mais cette droite « raisonnable » devra rompre avec les ultraconservateurs qui prônent l'usage de la violence pour « sauver l'islam ». Un déchirement entre conservateurs qui pourrait être aussi mouvementé que leur lutte contre les réformateurs ces quatre dernières années.

« On ne peut plus revenir en arrière »

Fariba Adelkhah est anthropologue chargé de recherches à l'Institut de sciences politiques à Paris. Elle a publié en France plusieurs ouvrages, notamment *Etre moderne en Iran et La Révolution sous le voile, femmes islamiques d'Iran*, aux éditions Karthala. Elle se consacre cette année à l'étude de l'économie informelle en Iran.

Propos recueillis à Téhéran par Serge Michel

« Avant, explique Fariba Adelkhah, les fonctionnaires gagnaient bien plus qu'un marchand du bazar ou qu'un paysan. Aujourd'hui, c'est le contraire. Un instituteur doit cumuler plusieurs jobs pour survivre. » D'où l'effervescence du marché informel : on estime qu'il concerne par exemple 40 à 50 % des importations et une bonne part des exportations non pétrolières. « A ce niveau, ce n'est plus de la contrebande, parce qu'on n'agit plus en catimini. »

Parallèlement, Fariba Adelkhah souligne le développement de réseaux informels de solidarité, où les femmes sont particulièrement actives. « Elles passent leur temps à organiser des loteries ou des prêts sans intérêt, pour aider une malade du cancer, une vieille femme ou pour financer le trousseau d'une mariée sans ressources. » Le contexte de ces réunions est souvent re-

ligieux, mais sans mollah : « Le clergé est en train de perdre le monopole du religieux au fur et à mesure que la société civile se structure », dit-elle.

Fariba Adelkhah souligne l'habileté du président Khatami à « surfer » sur une demande sociale de liberté et de rêve qui existait bien avant son arrivée au pouvoir en 1997. « Sous Khatami, dit-elle, l'horizon s'est élargi. C'est un discours chaleureux, dans l'air du temps, qui évoque l'amitié entre les hommes et la beauté des fleurs. Il a dit : "La pluralité est une force", "Vous avez des droits", "On va discuter". Cela fait évidemment plus rêver que le discours de monopole de la droite, qui n'a plus de ténors incontes-

tables. » Pour autant, la chercheuse refuse de laisser à la gauche dite réformatrice le monopole du changement. D'abord, parce que les conservateurs ont bien dû consentir aux libertés quelque temps. « Avec la mainmise qu'ils ont sur le système, rien ne leur aurait été plus facile que d'imposer le retour à un ordre plus rigoureux. »

Ensuite, parce que la droite a, elle aussi, évolué. « L'expérience des droites européennes prouve que le conservatisme peut être modernisateur. Même les bas-sidji (miliciens islamiques) se rendent bien compte qu'au mariage de leur sœur il faut de la musique pour qu'on s'amuse. Ils n'ont plus envie d'empêcher les jeunes de regarder Titanic en vidéo, mais aimeraient qu'ils regardent aussi des films sur la guerre et les martyrs. »

Enfin, parce que Khatami n'est sans doute pas celui que l'Occident a voulu voir : « Il a réussi à apparaître en rupture, mais il incarne plutôt une continuité, parfaitement acceptable pour le système en place. Il est lui-même profondément religieux. »

A propos des jeunes, dont l'enthousiasme pour les réformes fait la force du président sortant, Fariba Adelkhah estime que leurs aspirations sont plus « de droite » qu'on ne l'imagine. Elles se résument ainsi : famille, université, travail, mariage. Ce conservatisme social est un mouvement de fond, qui s'appuie sur deux valeurs traditionnellement de

droite : l'espace privé et la famille.

« L'espace privé est à géométrie variable, dit-elle. Avant, il ne s'agissait que des quatre murs de la maison. Désormais, le privé peut englober l'espace professionnel, les amis, le voisinage », où l'intervention de l'Etat n'est plus légitime. L'intrusion de bas-sidji dans des célébra-

tions privées est ainsi devenue rarissime et les forces de l'ordre se sont policées : « Jusqu'en 1995, on vous arrêtait à la porte. Aujourd'hui on vous envoie une lettre. »

Autre valeur montante : la famille. « Dans les cercles du pouvoir, on voit apparaître les frères, les femmes ou les enfants des grandes figures politiques. Parallèlement, la société s'organise aussi autour de la famille. »

« Le pouvoir, après l'élection de Khatami en 1997, s'est montré hésitant et a perdu son consensus, notamment en matière religieuse, dit Fariba Adelkhah. La société iranienne a énormément profité de ce que les différentes factions dirigeantes soient occupées à régler des comptes entre elles. Maintenant, on ne peut plus revenir en arrière. Les évolutions sociales ne sont pas une parenthèse, elles sont incontournables. »

« Jusqu'en 1995 on vous arrêtait à la porte. Aujourd'hui, on vous envoie une lettre »



Khatami faces the polls in a confident but cautious mood

An untested politician sweeps to power by a landslide in the spring of 1997, ending the conservatives' long reign with a message of the New Left. Four years on, he faces the electorate once more, confident of victory but worried about voter apathy. President Mohammad Khatami of Iran goes to the polls tomorrow after a last campaign blitz to win the decisive mandate needed to give his reform programme a new lease of life.

After a slow start, election fever is seizing Tehran. At night the capital's main Val-i-Asr avenue is a stream of car-honking Khatami supporters handing out leaflets and celebrating in advance a victory they are sure is theirs.

Yesterday, a mosque in north Tehran was packed as Mr Khatami (above) urged voters to go and determine their destiny, promising jobs for the generation born since the 1979 Islamic revolution.

Golnar, a 35-year-old businesswoman, was in tears on seeing her idol, described by some as the "designer cleric" with his charismatic smile, immaculate robes and well-trimmed beard.

"Freedom doesn't mean taking this off," she said, pointing to her headscarf. "It means

Guy Dinmore says election fever is overtaking voter apathy in Tehran

freedom of expression and thought. Now we have newspapers. Khatami is different from the other mullahs. They can't stop him because he has the people behind him."

"They" are the conservative establishment and the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, who have tried to impede reforms through non-elected institutions, such as the judiciary and clerics on the Council of Guardians who can block legislation. Over the past year, more than 40 liberal publications have been shut down and scores of political activists arrested.

Although Ayatollah Khamenei - elected for life in 1989 by a body of mostly conservative ayatollahs - holds the real reins of power, elections in Iran are important. Voters are seen to be renewing the popular legitimacy on which the Islamic system was founded, while determining the future course of Iran within the constraints of the revolutionary constitution.

For this reason, opposition groups, mostly in exile, are lobbying for a low turnout. They seem likely to be disappointed, although the lack of a

prominent rival to challenge Mr Khatami could keep some of his supporters at home.

The Council of Guardians disqualified more than 800 would-be candidates, eliminating all women and anyone with a whiff of secularism. Reformists more radical than Mr Khatami were also removed, leaving him to face a field of nine, ranging from the centrist defence minister, Rear Admiral Ali Shamkhani, to the headline former intelligence minister, Ali Fallahian.

Conservative parties, destroyed in three elections since 1997, were unable to find a candidate willing to oppose Mr Khatami, but, through their newspapers and religious institutions, have backed Ahmad Tavakoli, a former labour minister.

Opinion polls vary, but Mr Khatami's campaign managers are hopeful of securing close to the 20m votes he won in 1997. That would avoid an embarrassing second round run-off between the top two candidates. There are fears, however, that hardliners might try to reduce Mr Khatami's vote or even accuse his supporters of fraud to undermine the result.

With a voting age of 15, activists are focusing on "first time" voters who make up 7m of the 42m-strong electorate.

Mahmood's Sandwich Index is an interesting indicator. On a good Friday, with a local football derby, Mahmood sells 8,000 sandwiches to fans pouring out of the nearby Martyr Shirudi stadium.

That stadium has also hosted campaign rallies. After Mr Khatami's, Mahmood sold nearly 3,000 sandwiches. Supporters of Abdullah Jasbi, a conservative academic, bought only 10 as Mr Jasbi provides food to his followers "who then hold up pictures of Khatami," laughs Mahmood. Rear Admiral Shamkhani totted up less than a dozen sandwiches, as many of his supporters were bused in and out of his rally by drivers in military uniform.

The rear admiral, also in uniform with medals from the Iran-Iraq war, promised a government of "national action", playing on Mr Khatami's main perceived weakness, that of a poor manager who has failed to lift Iran's economy.

At Tehran's Stock Exchange, many are sure of a Khatami victory, although some say Mr Tavakoli might manage the economy better.

Le pouvoir turc freine la lutte contre la corruption

Le ministre de l'intérieur, Saadettin Tantan, en pointe dans le combat contre les fraudes, a été relégué à la direction des douanes

ISTANBUL

de notre correspondante

Le ministre Saadettin Tantan, qui avait lancé une croisade contre la corruption, a été évincé de son poste à la tête du ministère de l'intérieur et relégué à une fonction ministérielle de moindre importance à la direction des douanes. Rüstü Kazım Yücelen, un proche du vice-premier ministre Mesut Yılmaz, reprend le portefeuille de l'intérieur.

Très populaire, Saadettin Tantan, un ancien chef de police à la réputation intègre, avait récemment été accusé par son chef de parti, le vice-premier ministre Mesut Yılmaz,

d'avoir trahi le Parti de la mère patrie (ANAP) en autorisant la gendarmerie à ouvrir une enquête sur des fraudes au ministère de l'énergie, contrôlé par l'ANAP. Plusieurs bureaucrates de haut rang ont été arrêtés à la suite de l'investigation, et le ministre de l'énergie, Cumhur Ersümer, un proche allié de Mesut Yılmaz, avait été forcé de démissionner. L'Assemblée nationale avait néanmoins décidé de ne pas poursuivre une enquête contre Ersümer, qui est protégé par son immunité parlementaire.

La corruption chronique en Turquie est considérée par les institu-

tions internationales comme une des causes principales des crises financières qui ont ébranlé le pays en novembre et février derniers. Un récent rapport de la chambre de l'industrie d'Ankara, cité par la Banque mondiale, suggère que les contrats publics sont souvent attribués aux compagnies qui offrent aux partis politiques des « donations » pouvant atteindre 15 % de la valeur du contrat.

Ces remous politiques contribuent à maintenir un climat d'incertitude qui affecte les marchés financiers, en dépit de l'accord conclu le 15 mai avec le Fonds monétaire international. Une délégation du FMI, actuellement en Turquie pour évaluer la mise en application du programme de redressement, s'est plainte que le gouvernement ait déjà dévié des buts qu'il s'était fixés. « Certaines cibles promises ont été dépassées. Il y a un peu d'inquiétude dans ce domaine », a admis le Tunca Toskay, responsable du commerce extérieur, après son entretien avec la délégation du FMI. Pour éviter des troubles sociaux, le gouvernement avait consenti aux employés

du secteur public des augmentations de salaire supérieures aux taux décidés avec le Fonds. Sous la pression du Parti d'action nationaliste (MHP), le gouvernement a également fixé pour le blé un prix officiel plus élevé que ne le prévoyait le programme économique.

Bien que les trois dirigeants de la coalition aient signé la lettre d'intention adressée au FMI, afin de permettre à la Turquie de recevoir l'aide financière d'urgence dont elle avait grand besoin, le programme économique, qui prévoit de couper les liens entre les partis politiques et les institutions économiques du pays, rencontre une forte opposition. La semaine dernière, Yüksel Yalova, un autre membre de l'ANAP, responsable des privatisations, avait dû quitter le gouvernement après avoir publiquement émis des doutes sur la privatisation du tabac. Yılmaz Karakoyunlu remplacera M. Yalova.

Nicole Pope

ÉDITORIAL

L'Iran vote

LES Iraniens votent, librement. Quarante-trois millions d'entre eux élisent vendredi 8 juin leur président. Ils le font dans des conditions proches d'une vraie démocratie. Au Proche-Orient, c'est déjà très singulier. Dans les parcs de Téhéran, on discute volontiers politique, sans crainte ; on parle aux journalistes, sans tourner la tête par-dessus son épaule ; on affiche ouvertement ses préférences, sans mentir. Le mérite en revient très largement au président sortant, le réformateur Mohammad Khatami, qui sollicite un deuxième mandat. Le scrutin n'en a pas moins lieu dans une atmosphère de très grand désenchantement.

Chez les jeunes et les femmes, dans les élites intellectuelles et économiques du pays, les déçus du khatamisme sont nombreux.

Ce n'est pas que la personnalité de ce grand religieux soit moins séduisante. L'homme est sans doute l'un de ceux qui, dans cette région, a le plus réfléchi à l'adaptation de la tradition islamique à la démocratie. Ce politique prudent, grand charmeur, ennemi de toute violence, maintient le cap d'un programme défini il y a quatre ans lors son élection : restaurer l'Etat de droit ; libérer la société civile du carcan hérité de la révolution de 1979 ; assurer la modernisation de l'économie. Sur cette affiche, M. Khatami avait recueilli en juin 1997

plus de 70 % des suffrages.

Mais M. Khatami n'a réalisé qu'une infime partie de son programme. S'il a disposé d'une majorité de députés au Majlis, le Parlement, il a perdu la bataille

qui comptait pour imposer ses réformes. Dans la complexe et bizarre structure institutionnelle duale qui est celle de l'Iran islamique, la réalité du pouvoir appartient très largement au Guide de la révolution, l'ayatollah Ali Khamenei. Ce dernier dispose d'une force armée, avec les Gardiens de la révolution, d'une force de frappe économique énorme avec les grandes fondations religieuses, enfin du contrôle absolu sur le pouvoir judiciaire.

Au service du clan le plus conservateur du clergé, cette puissance économique-judiciaire a tenu M. Khatami en respect. Une bonne partie de la presse

réformatrice a été fermée ; nombre d'intellectuels, de journalistes, de dirigeants étudiants sont emprisonnés ; les réformés ont été torpillés ou tués dans l'œuf. Dans leur vie quotidienne - des modes vestimentaires aux loisirs -, les 63 millions d'Iraniens se sont forgé un espace de liberté. Mais ils restent à la merci de l'arbitraire de tel ou tel mollah, grand ou petit chef religieux. Ce n'est pas l'Etat de droit, c'est toujours la mollaharchie. Et l'économie ne se porte bien que par la grâce du cours élevé du baril de pétrole.

Des dix candidats en lice, M. Khatami devrait l'emporter tranquillement. Mais le niveau d'abstention donnera la mesure du désenchantement à son égard. Contre les conservateurs, M. Khatami s'est toujours refusé à en appeler à la violence, à la rue. C'est son honneur. Il compte sur le temps, la patience. En Perse, est-ce déraisonnable ?

L'ancien régime vit dans le souvenir à « Téhérangeles »...

LOS ANGELES (Californie)

de notre envoyé spécial

Bienvenue à « Téhérangeles », où le temps s'est arrêté. Il suffit de marcher sur Westwood Boulevard pour se retrouver subitement à Téhéran... en 1976. C'est ici, au centre d'un des quartiers riches de Los Angeles, que vivent encore les derniers bastions de l'ancien régime. Ils alimentent la flamme de la nostalgie. Arrivés à la fin des années 1970, avec, selon des Américains, « des valises pleines de cash », ces Iraniens de la première génération ont aussitôt investi dans l'immobilier. Ils occupent donc les plus belles villas de Beverly Hills et font leurs courses dans des supermarchés iraniens, mangent dans des restaurants iraniens, se font coiffer dans

des salons de beauté iraniens, écoutent des radios iraniennes dans leurs voitures de luxe et passent leurs soirées à écouter ensemble de la musique iranienne.

Pour la plupart monarchistes, ces quelques dizaines de milliers d'Iraniens, qui ne se sont jamais assimilés à la société américaine et qui, pour la plupart, parlent encore mal l'anglais, ont créé un véritable « petit Iran » au cœur de Los Angeles, où ils ont amené avec eux les mêmes préoccupations qu'au « temps du chah » : vêtements, bijoux, voitures et, le gossip, les cancans, les potins... Surtout le gossip...

L'économie de « Téhérangeles » repose surtout sur les Iraniens juifs. Ils font vivre l'industrie de la musique. « Une des raisons pour lesquelles la grande majori-

té des Iraniens sont venus à Los Angeles, explique Ardeshir Farah, un musicien reconnu, c'est parce que les chanteurs y étaient, ils ont suivi leur musique. » En effet, la musique fait partie intégrante de la vie quotidienne des Iraniens. C'est aussi la musique de Los Angeles qui lie les Iraniens des Etats-Unis aux Iraniens d'Iran. Les dizaines de disques produits chaque année par des chanteurs et chanteuses iraniens à Los Angeles se retrouvent tout de suite en Iran.

C'est aussi une chanteuse qui a réussi à galvaniser la diaspora iranienne. A cinquante-trois ans, Googoosh est connue de tous. Elle a débuté sa carrière à l'âge de trois ans, et, après vingt-deux ans passés en Iran, où le régime interdit la voix des femmes, elle a commencé, en 2000, une série de concerts dans tous les pays où ont émigré les Iraniens, en remplissant chaque fois des salles de 10 000 à 20 000 places.

« NOUS AVONS TOUS PLEURÉ ET PLEURÉ »

Parlant du concert de Googoosh à New York, où le

Nassau Coliseum était plein à craquer, l'écrivain Setareh Sabety se souvient : « Ce soir, tout le monde y était, riches, pauvres, monarchistes, communistes, dentistes, princesses, gauche, droite. Nous étions tous là, et nous avons tous pleuré et pleuré, pas pour Googoosh, mais pour l'Iran, ce qui, en vingt-deux ans, n'était jamais arrivé ! »

Très à la mode sont aussi les poètes millénaires de l'Iran. A Los Angeles comme ailleurs, les jeunes et les moins jeunes d'ailleurs passent deux, voire trois ou quatre soirées par semaine, à participer à des classes de poésie pour lire Hafiz, Rumi, Saadi et Ferdossi. Les Iraniens de « Téhéran » font tout pour se distinguer du régime islamique, qu'ils abhorrent et dont ils ont « honte », ils ne se disent plus « iraniens » mais « persans ».

Afsané Bassir Pour

Prince Reza Pahlavi, fils du dernier chah d'Iran « Les Iraniens ne soutiennent plus le régime, le moment du changement est venu »

Dans un entretien au Monde, le fils du dernier chah d'Iran, dont le régime a été renversé par la révolution islamique de 1979, qualifie la prési-

dentielle du 8 juin de « farce » électorale. Le prince alerte la communauté internationale sur la nécessité de faire pression sur le régime afin

d'obtenir des réformes. « Les Iraniens sont près de 70 millions à réclamer la liberté », « Ecoutez-les », conclut-il.

WASHINGTON

de notre envoyée spéciale

« Tout d'abord, une question plutôt de forme que de fond, comment faut-il s'adresser à vous ? Je demande cela car, pour la grande majorité des Iraniens en dehors du pays, vous êtes le chah.

- Je suis Reza Pahlavi, je laisse le choix du titre aux autres.

- Quel jugement portez-vous sur l'élection présidentielle du 8 juin en Iran ?

- Je ne prévois aucun changement. Une fois encore, le régime fait tout pour manipuler le peuple en prétendant organiser des élections légitimes, alors que les Iraniens savent désormais que ce n'est qu'une farce.

- Mais, il y a quatre ans, les Iraniens ont massivement participé aux élections...

- Je pense que les Iraniens ont voté alors contre l'establishment. Mohammad Khatami s'est fait élire car il a promis la réforme, qui était, il y a quatre ans, la seule expression d'un mouvement progressiste. Aujourd'hui la situation est différente, car il n'a pas pu tenir ses promesses. Et, en sa qualité de plus haute autorité gouvernementale, il n'a aucun pouvoir, ni même le contrôle de la radio et de la télévision. Pire, M. Khatami a été incapable de prendre des positions fermes face aux éléments plus durs du régime. A la moindre secousse, il s'est toujours rangé du côté du régime.

- Vous parlez souvent de la nécessité d'un référendum. Comment l'envisagez-vous ?

- Je pense que, pour y parvenir, il faut que la communauté internatio-



PRINCE REZA PAHLAVI

nale commence à faire pression sur le régime. Par exemple, les Américains ne devraient pas envisager de lever des sanctions contre ce régime sans conditions. Les Européens, qui parlent d'une expansion des investissements en Iran, devraient eux aussi, en échange, réclamer certaines réformes, par exemple : libérer les étudiants, lever la censure sur les journaux et, pourquoi pas, organiser un référendum.

- Comment convaincre les Occidentaux ?

- C'est une question de conscience. Mon rôle désormais est d'attirer l'attention sur le fait que les Iraniens réclament une solution démocratique et qu'ils ne croient plus aux réformes promises. En dehors du pays, mon rôle est celui de catalyseur permettant une unité d'action. Aujourd'hui, le moment est venu pour la gauche comme pour la droite, républicains et monarchistes, de trouver une unité d'action.

- Vous dites que vous ne représentez pas l'ancien régime, que représentez-vous ?

- C'est vrai, je ne me présente pas comme le représentant d'une institution particulière mais com-

me un catalyseur qui a pour but la démocratie dans son pays.

- Etes-vous aussi soutenu en Iran ?

- Je suis en contact permanent avec beaucoup de personnes en Iran, des gens qui sont au sein même du régime, je parle des pasdaran, des bassidjis - des gardiens de la Révolution, des officiers ou des religieux -, à qui je dis : vous n'êtes pas obligés de chavirer avec ce navire qui prend l'eau.

- Vous dites cela avec beaucoup d'assurance...

- Je le dis avec conviction car nous savons que les Iraniens ne soutiennent plus le régime. En quatre ans ils ont beaucoup appris désormais avec la haute technologie, il existe un véritable lien entre les Iraniens et le reste du monde. Je pense donc que le moment du changement est venu. Je pense évidemment à une transition sans violence comme nous avons pu le voir récemment en Serbie. Mon inquiétude évidemment est que, dans ce cas-là, le régime opte pour la violence.

- Quel est votre message à la communauté internationale ?

- Je dis, écoutez les Iraniens. Pendant vingt-deux ans, vous avez oublié les Iraniens, ils sont près de 70 millions aujourd'hui à réclamer la liberté, qu'on les écoute. Je dis à l'Occident : le pétrole qui coule dans vos oléoducs n'est pas plus important que le sang qui coule dans les veines des Iraniens.

- Avec le recul, qu'est-ce qui, à votre avis, justifie la révolte du peuple iranien en 1979 ?

- Il est évident que beaucoup d'erreurs et d'excès ont été com-

mis avant la révolution. Je ne nie pas cela, au contraire. Il y avait évidemment un manque de liberté politique, je ne nie pas non plus que la révolte a été populaire, mais ceux qui ont fait la révolution ne voulaient pas ce résultat, l'Iran a régressé depuis vingt-deux ans. Cela dit je préfère parler de l'avenir, l'Histoire jugera ce qui s'est passé à l'époque.

« Mon rôle, désormais, est d'attirer l'attention sur le fait que les Iraniens réclament une solution démocratique »

- Quel est, à votre avis, le système politique le mieux adapté pour l'Iran d'aujourd'hui ?

- La question devra être décidée par les Iraniens. Ce qui compte pour moi est le contenu du régime, qui doit être basé sur des principes démocratiques. Dans ce schéma, la forme est secondaire, une république ou une monarchie constitutionnelle, peu importe, ce qui compte est que le régime soit démocratique.

- Quel serait votre rôle dans une république ?

- Celui du citoyen engagé. »

Propos recueillis par Afsané Bassir Pour

«L'IRAN EST PRÊT POUR UNE DÉMOCRATIE LAÏQUE»

L'ancien président iranien Bani Sadr évoque les enjeux du scrutin et la possible démocratisation du régime. Interview.

L'ancien président Bani Sadr occupe une place très particulière dans l'histoire de l'Iran: il fut en effet le premier président de la République islamique instaurée dans ce qui fut l'empire perse après la révolution de 1979 et la destitution du dernier shah d'Iran, Mohammed Reza Pahlavi. Mais très vite, ce démocrate musulman se trouva mis en difficulté face à l'autoritarisme de l'ayatollah Khomeiny et à la dérive dictatoriale d'un régime marqué par la domination des mollahs les plus conservateurs et le fanatisme des pasdaran. Menacé de mort, il dut fuir son pays en 1981, il y a tout juste vingt ans.

Bani Sadr vit depuis lors dans une villa mise à sa disposition par le gouvernement français à Versailles. Une villa transformée en forteresse surveillée jour et nuit par une batterie de caméras et gardée en permanence par des policiers, car l'ancien président iranien a été à plusieurs reprises la cible de tentatives d'attentat. Il ne peut quitter son refuge que sous bonne escorte. Ce qui ne l'empêche pas de recevoir ses visiteurs avec une délicieuse hospitalité et une franche bonne humeur.

Le président Bani Sadr a mis à profit ces vingt années de réclusion forcée pour étudier et écrire. Il vient tout juste de mettre la dernière main à un ouvrage monumental de 2000 pages consacré à un sujet toujours brûlant: la démocratie. Cinq tomes qui décortiquent le concept et sa mise en œuvre, en Occident et en Orient. L'auteur y étudie en particulier le rôle des partis et les raisons de leur dépérissement, qu'il attribue surtout au fait qu'ils sont devenus «des instruments de pouvoir et non plus des lieux d'expression populaire». Il se prononce pour une «démocratie participative» car «une société qui ne crée par d'alternative réalisable à laquelle le peuple puisse participer stagne». Un principe qui se vérifie en Occident, mais aussi dans son propre pays, où «la libre expression de la pensée», point nodal de sa théorie démocratique, est très loin d'être assurée.

Vingt ans après la révolution islamique dont vous fûtes un acteur de premier plan, quel regard portez-vous sur ses résultats?

Bani Sadr. Nous avons fait la révolution avec quatre objectifs: la liberté, l'indépendance – car le pays était dominé par les Anglo-Américains –, le progrès et l'islam vu comme un discours de liberté. C'est au nom de



L'ancien président iranien Bani Sadr.

ces quatre principes que je me suis présenté à l'élection présidentielle. Et j'ai, dès ce moment, mis en garde la population contre le risque d'une dictature des mollahs. La veille de l'élection, Khomeiny a adressé un message au Conseil de la révolution et demandé que je renonce à ma candidature pour que l'actuel vice-président Habibi – un intégriste – reste seul en lice. J'ai refusé et bien que l'élection ait été entièrement organisée par les mollahs, j'ai eu 76 % des voix et Habibi 3,5 % (il y avait 25 candidats – NDLR).

Aujourd'hui, la situation est exactement la même. Un candidat intégriste n'obtiendrait pas davantage. Cela signifie que la deuxième génération est restée fidèle aux principes et aux objectifs de la révolution qui n'ont toujours pas été réalisés.

Comment jugez-vous le président Khatami?

Bani Sadr. Il y a quatre ans, il s'est présenté comme un candidat du changement, mais il n'a pas réussi à réaliser les changements promis. La répression est devenue plus forte, les partis qui étaient tolérés, comme celui de Medhi Bazargan, sont aujourd'hui interdits. Il y a beaucoup d'arrestations et de procès. On leur reproche d'avoir voulu pénétrer les institutions pour changer le régime de l'intérieur. En fait, les dirigeants du régime ont peur qu'il leur arrive ce qui est arrivé en URSS. Ils ont peur d'une conjonction entre certains courants réformateurs à l'intérieur du régime et d'autres qui se trouvent à l'extérieur. Pour empêcher que ne se crée ainsi une troisième force susceptible de changer la nature du régime, ils ont entrepris de supprimer les mouvements extérieurs. C'est ce qui explique la vague d'arrestations de ces derniers mois. En réalité, le régime est dans l'im-

pas, il a peur d'une alternative et il panique. Quant à M. Khatami, dont il ne fait aucun doute qu'il va être réélu, ou bien il réussit les réformes promises dans les quatre années qui viennent, ou bien la volonté de changement s'exprimera autrement.

Pourquoi semblez-vous si certain de la réélection de M. Khatami?

Bani Sadr. Parce qu'en réalité il est le candidat des deux camps, des réformateurs et des conservateurs. Il est le seul crédible. Si on avait voulu lui opposer un véritable candidat de droite, on l'aurait trouvé. On lui en oppose neuf, dont aucun n'a de poids réel! Le problème c'est que, dans ces conditions, le vote sera forcément ambigu puisqu'il n'y a pas de vrai choix. Il y a quatre ans, c'était un vote de contestation. Ce n'est plus le cas. Il y a un risque d'abstention. Selon un sondage réalisé par nos amis, il pourrait n'y avoir que 50 % de votants, dont deux tiers pour Khatami. Un sondage officiel prévoit, lui, 70 % de votants, dont 80 % pour Khatami. C'est pourquoi le Parlement vient d'adopter en catastrophe une loi qui permet de voter avec des cartes d'identité sans photos et qui autorise aussi 5 millions d'italiens de l'étranger à voter.

Pensez-vous Khatami sincère dans sa volonté de changement?

Bani Sadr. Je pense que oui. Il n'est pas un démocrate laïc, mais il n'est pas non plus pour la dictature des mollahs. À mon avis, il ne croit pas au gouvernement du guide (Velayat Faqhi), mais il ne peut rien faire car il est prisonnier de ce régime et préfère malgré tout rester au pouvoir. La question est de savoir jusqu'à quand il pourra rester silencieux en laissant ses partisans payer le prix fort: il y a tous les jours des arrestations parmi ceux qui le soutiennent, les journalistes sont en prison et les étudiants subissent la torture. Tout ce qui a joué en sa faveur est sévèrement réprimé et il se tait. Même les rénovateurs religieux paient le prix fort. Il a reconnu lui-même qu'il n'avait pas pu faire grand-chose pour améliorer le sort des femmes. Quant aux ouvriers qui avaient voté pour lui parce qu'il n'appartenait pas à l'oligarchie mafieuse, leur situation s'est aggravée, ils ne sont plus payés depuis des mois parfois. C'est pourquoi ses proches lui avaient conseillé de ne pas se représenter. Il a longtemps hésité mais a finalement cédé à la

pression de Khomeiny qui lui a demandé de le faire.

Vous avez parlé d'une éventuelle «troisième force» susceptible de changer le régime. De quoi se compose-t-elle?

Bani Sadr. Comme je l'ai dit, elle réunit des gens du régime et de l'extérieur, depuis la gauche jusqu'au parti libéral, en passant par les courants, un laïc, dont les dirigeants sont en prison, et un religieux. Parmi les religieux, certains sont opposés au Velayat Faqhi et se retrouvent eux aussi en prison, comme Abdollah Nouri ou Kadivar, qui vient tout juste d'en sortir. D'autres, comme l'ayatollah Montazeri, l'un des religieux les plus prestigieux, en résidence surveillée à Qom, disent qu'il faut limiter le pouvoir du guide à un simple rôle de surveillance. Tous réclament un changement de constitution. Tous se prononcent pour la démocratie et un régime qui tire sa légitimité de la souveraineté populaire. En fait, le principal changement, c'est que les gens ne se tournent plus vers les religieux. Désormais, la référence, c'est l'université et les intellectuels. Pas les mollahs, qui sont rejetés par le peuple.

Comment voyez-vous l'avenir?

Bani Sadr. Avec optimisme. Je pense vraiment que l'Iran est le seul pays du monde musulman à avoir les cadres nécessaires pour le diriger vers la démocratie. Et que le peuple iranien est prêt à accepter la laïcité. Même les mollahs la demandent. Mais cela n'est pas particulier à l'Iran: dans la plupart des pays musulmans, si on laissait les gens voter librement, ils voteraient contre un régime religieux.

PROPOS RECUEILLIS PAR
FRANÇOISE GERMAIN-ROBIN

Khatami, the Reluctant Candidate, Looks Like a Winner in Iran

By Molly Moore
Washington Post Service

TEHRAN — It started with the incumbent's saying he really did not want to serve another term. Television news programs refused to cover the front-runner. Negative campaign advertisements were banned, and candidates never mentioned opponents by name.

Just 20 days after Iran's presidential race started, with President Mohammed Khatami breaking into tears when he registered his candidacy and saying he would rather do something else, the campaign officially ended Thursday.

But however brief and sedate, at least by Western election standards, the Iranian campaign has mirrored the struggles of a nation torn between the ideology of a 22-year-old Islamic revolution that has lost its luster and the aspirations of a new generation eager to see Iran join the 21st century world.

The outcome of the Friday election is not in doubt: Mr. Khatami is expected to defeat nine other candidates easily. One conservative Iranian newspaper described the contest as a battle between "one gladiator and nine soldiers."

The only question is the role apathy could play in lowering the turnout of voters, especially those who gave Mr. Khatami a landslide victory four years ago but have become disenchanted by his failure to force more wide-ranging changes during his first term.

Although this was a race without media blitzes or high-paid political consultants, the campaign and its candidates epitomized some of the extraordinary changes in Iranian cultural and political attitudes after four years of clashes between reformist and conservative forces.

Even conservative candidates have espoused greater freedoms. In comparisons that would have been considered sacrilegious four years ago, some suggested Iran should look to the U.S. Constitution as a model for guaranteeing individual rights.

"I was stunned by this phenomenon," said Hadi Semati, a political scientist and consultant to Mr. Khatami's campaign.

Ali Shamkhani, who is both Mr. Khatami's opponent and his defense minister, said "all the

candidates are talking about freedom of expression."

"They think it will help them collect votes," he said. "It's political expediency, but that's good enough. There is no contradiction between Khatami's point of view and mine — there are only distinctions."

At the few campaign appearances Mr. Khatami made, none of them outside Tehran, youthful supporters have greeted him with the kind of frenzied enthusiasm that would be accorded a pop star in the West. In return, Mr. Khatami has exhibited the personal touch that has endeared him to Iranians accustomed to aloof, inaccessible leaders.

At an open-air rally attended by about 30,000 people last week, numerous individuals charged the stage, shouting that they wanted to talk to Mr. Khatami. Each time, he urged his nervous security guards to go easy. "Leave him! Leave him!" Mr. Khatami admonished on every occasion. "Get his name and address. Get his number. I want to speak with him!"

The conservative-controlled judiciary attempted to cancel the rally, the largest gathering of Mr. Khatami's campaign, saying it was illegal for candidates to use government property for electioneering. But the president's campaign insisted it had paid a fair market price to rent the soccer stadium, and the rally was permitted.

During a youth rally at a sports hall last Saturday, where Mr. Khatami made a surprise appearance, supporters threw roses to him and released white doves with pictures of him tied to their legs.

Mr. Khatami responded by tirelessly tossing roses and rose petals back at the crowd. Beneath him, the stage was covered in a thick blanket of white chicken feathers symbolizing peace.

The impassioned chants of his supporters make Western slogans seem petty in comparison: "Freedom of thought — always, always!" "Free the political prisoners!" "Khatami! You are the only hope for the youth!"

Even so, the campaign has been far less energetic than the race four years ago that swept Mr. Khatami to an unexpectedly overwhelming victory with promises of major change and greater liberties. Now, even Mr. Khatami has expressed disappointment and weariness after a term in which conservative forces shredded many of his changes.

But responding to Western media reports characterizing the campaign as dull and nearly invisible, Mr. Khatami's campaign chief, Ali Shakorirad, said: "It's a cultural difference between Iran and other countries. At this point, if we increased the volume of propaganda, it would become anti-propaganda. As soon as people here think someone is craving power, they turn their back on him."

Some Khatami supporters have accused the government institutions that are under the control of the conservatives, such as the Guardian Council, which sets the rules for electioneering, and the state-run television and radio, of restricting campaign activities and coverage in hopes of lowering voter interest and turnout on election day.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, JUNE 8, 2001

RFE/RL IRAQ REPORT Vol. 4, No. 20, 8 June 2001

KURDS PREPARE FOR CHANGED POLITICAL SCENE IN IRAQ

The "reconciliation" between the Kurdish parties administrating the Kurdish Regional Government (KRG) is driven by a review of priorities in anticipation of the possible consequences of the failure of the ongoing negotiations between Baghdad and the United Nations on the new sanctions system and in preparation for the expected political changes, according to a commentator from Irbil writing in London's "Al-Hayat" of 29 May.

The rapprochement and coordination between the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) has descended to deeper levels than the differences in views over the distribution of customs revenues, unification of the two administrations, and the reactivation of the KRG parliament.

Current Kurdish moves toward coordination with Baghdad are a result of increased confidence in the Kurdish establishment and the Kurds' success in establishing a solid defense system that can handle any conventional attack by Baghdad on Kurdistan. Over the last two years, Kurdish military leaders both trained a semi-professional military force and exploited the international market to obtain good weapons in the same way as Iraq, namely, by using the smuggling networks. Thus, the defense network resulting from these efforts became an actual deterrent to attacks from the Baghdad-controlled areas.

At the same time, the Kurdish leaders are aware that they cannot rely on firm Western stands toward the Iraq issue. These caused them to turn to Baghdad with specific initiatives. In this context, PUK leader Jalal Talabani made the teaching of Arabic compulsory at the start of the next school year and promised not to use any regional party for developing oil production from wells in his areas.

The major stumbling block remaining between the KDP and PUK is the question of the unification of the PUK and KDP administrations. Leader of the KDP Mas'ud Barzani said to "Al-Hayah" that "I personally do not see any problem in the presence of the two administrations at the crucial transitional stage." But Talabani disagrees. (David Nissman)



SULAYMANIYAH DISPATCH: Food Fight The New Republic

by Michael Rubin Post date 06.07.01 | Issue date 06.18.01

The Azad pharmacy in Sulaymaniyah is stocked with medicines. So is the Shara pharmacy next door. In the cool early evening hours, the street bustles with shoppers, some of whom drift inside. They hand over prescriptions, pay the equivalent of a few cents, and walk out with antibiotics for their wives or medicine for their children. Down the street, shops sell watermelons, cheese, vegetables, and meat. Even the liquor stores have large inventories. Mazdas and Mercedeses are becoming more common on the newly paved roads; in the wealthier areas, it is not uncommon to see BMWs. Sony PlayStation has become the latest craze, even among housewives. None of which would be particularly noteworthy, except that Sulaymaniyah is in Iraq.

For years Saddam Hussein has loudly complained that U.N. prohibitions on the sale of Iraqi oil, imposed when Iraq invaded Kuwait in 1990, are starving his people. To prove his point, Saddam has taken foreign reporters and diplomats on tours throughout greater Iraq, where the citizenry does indeed seem to be suffering mass deprivation. And his public relations campaign has borne fruit, eroding public support for sanctions in Europe and in the United States and contributing to the Bush administration's recent proposal to radically scale them back.

But Sulaymaniyah, a city in northern Iraq with approximately 500,000 inhabitants, tells a different story. Indeed, across a crescent-shaped slice of northern Iraq, the picture is the same: The shops are stocked, and the people are eating. Northern Iraq lives under exactly the same international sanctions as the rest of the country. The difference here is that local Kurdish authorities, in conjunction with the United Nations, spend the money they get from the sale of oil. Everywhere else in Iraq, Saddam does. And when local authorities are determined to get food and medicine to their people--instead of, say, reselling these supplies to finance military spending and palace construction--the current sanctions regime works just fine. Or, to put it more bluntly, the United Nations isn't starving Saddam's people. Saddam is.

You can see this starkly in a place like Dohuk, about 300 miles northwest of Sulaymaniyah, where a two-story supermarket has arisen from the ashes of an Iraqi Revolutionary Guards base. Shoppers enjoy hamburgers and ice cream in the cafe; elsewhere they buy frozen meat and choose among a wide variety of canned goods from Iran, Turkey, and Europe. Upstairs, shoppers can try on locally made, and even Italian designer, shoes and clothes. At checkout, cashiers swipe each item with infrared scanners.

Northern Iraq has been independent of Saddam (and guarded by U.S. and British patrols) since the Kurdish uprising that followed the Gulf war in 1991. And, under the sanctions regime in place ever since, the north receives 13 percent of Baghdad's oil income and can use the money to finance U.N.-approved projects. Those projects are wide-ranging, and they have transformed northern Iraq. Where Saddam's Baath Party headquarters and political prison were once located, the University of Dohuk now sits. Other cities are building schools, sewage systems, and hospitals. The din of generators is a constant distraction, but it's also a sign of the Kurds' effective administration: Local authorities have built the generators because Baghdad has reneged on its oft-repeated promises to provide the north with adequate electricity. (Indeed, Saddam has gone so far as to deny visas to the U.N. contractors and specialists who are supposed to be building new power plants in the north.)

Even rural areas share in the bounty. New schools and medical clinics grace small villages along rebuilt roads. Westerners may remember the mountainous Halabja region from photographs taken in 1988, during Saddam's infamous Anfal campaign, when the Iraqi regime gassed hundreds of Kurds there. Now Kurdish authorities are clearing the region of mines and introducing agricultural and reforestation programs--programs financed by oil-for-food money. But the most striking proof that the sanctions themselves don't make Iraqis suffer lies in northern Iraq's public health statistics: Infant mortality in the region is actually lower than it was before the United Nations imposed sanctions in 1990. "When I was in primary school, we had to scrounge for food," one university student joked. "Now my mother complains if she can't find truffles in the market."

It could be this way in southern Iraq, too. But incredibly, even as Saddam's regime milks its people's suffering for international sympathy, it sells food abroad that is earmarked for Iraqi citizens. According to the U.S. State Department, in October 1999 Allied patrols in the Persian Gulf stopped three ships that were carrying food out of Iraq. Near the Iranian border, I watched smugglers load sacks of rice and grain (and whiskey) for export. When you throw in the fact that per capita income in Iraq (approximately \$1,000) remains higher than in Syria (\$900) and Yemen (\$270), where few people go hungry, it becomes clear that there's no reason why Iraqis should be suffering--particularly when Saddam's regime has found \$2 billion to build palaces, and even an amusement park for party officials, since the sanctions began. Of course, you won't see these things on the official tour: Unlike the Kurds, who allowed me to travel freely on my own, Saddam's regime insists on carefully managing visits.

This is not to say the sanctions don't affect citizens in the north at all. Although people have food, unemployment is high, and the economy remains weak. Whereas the Iraqi dinar was once worth three dollars, one dollar now buys 18 Iraqi dinars in the streets of northern Iraq. Still, this is far better than in the south, where undisciplined financial practices (such as printing new currency whenever Saddam needs to pay workers) have driven the dinar down to one-hundredth of its value in the north. In fact, in northern cities, most businesses and financial institutions will only accept older issues of the currency--which were minted in Britain rather than Baghdad. One old man jokes that the Iraqi currency used to picture three horses, but now, he says, pointing to Saddam's picture, it pictures just one horse's ass. Elsewhere in Iraq, the comment would get him a firing squad.

Which brings me to the other great advantage of living in northern Iraq: freedom. While the Patriotic Union of Kurdistan administers Sulaymaniyah, and its rival, the Kurdistan Democratic Party, controls Irbil and Dohuk, the major cities are dotted with offices of other political parties--socialist, Communist, Islamist, Assyrian, and Turkoman. In the run-up to the May 26 municipal elections in Dohuk and Irbil, the banners and flyers of rival candidates and parties made the streets look like an American city in October. Many political parties print their own newspapers and operate their own TV stations. Students surf the Internet at northern Iraq's three universities and in the growing number of Internet cafes.

In teahouses and restaurants, patrons tell stories of how they were imprisoned or tortured by Saddam's government. One man was thrown in prison when his seven-year-old child repeated his criticism of the government to a first-grade teacher. Others--the Kurdish and Turkoman former residents of the oil-rich city of Kirkuk--tell stories of how they fled north from Saddam's ethnic cleansing in the oil-rich areas. This winter, hundreds huddled in a tent city outside Sulaymaniyah nicknamed the "Spring of Satan" while northern authorities tried to find them houses; Saddam's government had ejected them, then seized their property and turned it over to functionaries of his ruling Baath Party.

All of which helps explain why, despite the inconveniences, residents here don't want sanctions weakened--they want them strengthened. Indeed, when the Bush administration recently announced it was going to use "smart sanctions" to target the military--not Iraqi civilians--one farmer in a rural village asked rhetorically how the administration could talk about Saddam's war crimes one day and reward him the next. Didn't the United States care that Saddam started two wars and used gas against Iraq's non-Arab population? Then again, whatever doubts northern Iraqis have about American resolve, it's better than the sheer disdain they feel for the French and the Russians, who, they say, sacrifice freedom to win lucrative contracts from Saddam. "Surely they understand that we hate Saddam," says one northern Iraqi deputy minister. "Once he is gone, we won't forget that they wanted to help him."

That attitude applies to military operations, too. Some in the north do criticize American bombing in the south, but only because they think it does not go far enough: They want a sustained military campaign to remove Saddam from power. People here also vigorously support the American- and British-enforced no-fly zones that protect the north's independence. People in Dohuk, just five minutes from Iraqi government lines, visibly relax when they hear Allied sorties flying overhead. They understand that the real menace to their well-being--and to that of their fellow Iraqis--isn't international pressure. It's the dictator to the south.

MICHAEL RUBIN, a visiting fellow at The Washington Institute for Near East Policy, recently returned from nine months in Iraq, where he was a Carnegie Council fellow working at northern Iraq's universities.



The United Islamic Movement of Kurdistan disunited: split between two "Mulla Alis"

KurdishMedia.com June 10, 2001

On 30 May 2001 it was declared that the two wings of United Islamic Movement of Kurdistan (UIM) split between both "Mulla Alis".

The Islamic movement has been dominated by personalities and smaller splinter groups. However, the UIM can be split into two main groups: the group of Mullah Ali Abdulaziz who is originally came from Pris, a village close to Halabja, and Mulla Ali Bapir Watman Agha, who previously controlled a group called "Lashkiri Quran" or "The Army of the Koran". The former wing has been dominated by Mulla Ali Abdul Aziz and his brother Mulla Sidiq Abdul Aziz. Before the year 2000, Sidiq Abdul Aziz led a group known as Nehzei Islami or Islamic Renaissance, which later amalgamated with the more mainstream, hence the name UIM.

Fighting broke out between these wings of UIM and have now split into two main groups. The one of Ali Bapir Watman Agha, was declared as Komallai Eslami Kurdistan or the Islamic Association of Kurdistan, and controlled all the regions that belong to previous IMK, except Halabja and Tewelle. Thus Mulla Ali Abdul Aziz's group, stays as UIM, has no control except for his house in Halabja, which is guarded by "Qarargay Ramazan" - an Iranian amateur military branch. Iranian hardliners have been responsible for dominating these Islamic groups in order to control the Kurdistan de facto state and have an influence in the future of the region.

These are fundamental groups who strongly capitalise on violence. Many people have left Halabja and its provinces because of fear of assassination, torture and abuse by these Islamic groups. And the direct interference of the Iranian regime, by bringing terrorist organisations into the area, has even more frightened civilians.

These Islamic groups have strangled Halabja area in every aspect - economically, culturally and socially. One of the main resources of the people of Halabja and its beautiful mountainous areas has been cut off, as these Islamic groups declared the area alcohol and entertainment free zones. This in turn has stopped tourists to visit these areas; hence a major source of income has been drained. Now people visit other areas for Friday entertainments, such as Qopi-qerakh, Ezmir, Dukan and Qeshqoli. It has always been customary amongst the urban Kurds to spend Fridays, during spring and summer; in one of the holiday resorts particularly those currently controlled by IMK, in particular Serchawe Zalim, Ahmad Awa and Khormal.

These Islamic groups also try forcibly to assimilate non-Muslim Kurds living within Halabja and its surroundings. The town of Halabja historically is a Multi religious society, Jews, Muslims, Kakaees and Christians have always lived together in harmony. It is believed that in the end of 19th century 50 per cent of the population of Halabja were Jews. Now the IMK forces the school children of these non-Muslim communities to practise Islam; otherwise they

would not be allowed to get education. The Islamic groups have never been one homogenous organisation with one strategy for several reasons. They have been created and always heavily dominated by regional powers, in particular Iran and the Gulf states; so any fresh regional conflicts or changes will shake the Islamic groups. Perhaps the fear of winning the reformist in the Iranian election has made the Islamists more vulnerable and their funds may be halted.

More importantly, the Islamic groups have been born and grown in the political Vacuum created in the fight between the Kurdistan Democratic Party (KDP) and Patriotic Union of Kurdistan (PUK), two main political parties sharing power in the South Kurdistan de facto state. Now both parties are in peace and progressing general election, this political vacuum has disappeared, and hence the IKM will be much weaker. Al-Twhid Islamic group, the assassins of late Franso Hariri, leading KDP member, in Erbil last February must also be taken into account. Al-Twhid was a splinter group from IMK (separated in 1988) and has never stopped communication with IMK. It was also reported to KurdishMedia.com in Halabja that the IKM was aware of the Al-Twhid's unfortunate plan. Now while these facts surface, one of these groups tries to distance themselves, to save their future.

They know very well that the KDP has not forgotten or forgiven the assassination of Hariri in cold blood. The IMK also does not want to lose its current prestige position in Kurdistan; they are legal and enjoy sharing power in the Kurdish Regional Government. In recent years, having Iran behind them, they have grown to a size that they challenge the two main Kurdish parties, PUK and KDP.

Recently Thasin, Mullah Ali Abdulaziz's son, took off the picture of Talabani, the head of the Kurdish Regional Governments in Sulemani, in one of the government buildings in Tawella, effectively declaring the town PUK-free area. This is despite that Tawella is the only place in the IMK-controlled areas, where the PUK won the local elections. In another incident, on 11th April 2001 a Greek journalist and a British one accompanied by a PUK member (known as Sabir) received a permission from Kamil Hagi Ali, the head of political office of IMK in Halabja, in order to visit other areas in the region, controlled by IMK. They were not allowed to visit Biare, controlled by UIM. The PUK member in frustration told the Islamists, "Since when you have separated your own government."

Only peace in Kurdistan would eliminate these fundamentalists. And peace cannot be achieved without the PUK and the KDP. Currently Islamists are controlling Justices Ministries in both Kurdish Regional Governments, PUK and KDP; so there is very little chance to eliminate these fundamentalists by legal means. The important question for both parties is that whether these fundamental groups, who are involved in eliminating each other by violence means, should be controlling Justices departments. The only justices these fanatics understand are assassinations of progressive activists, pouring acids on ladies legs, blowing up beauty saloons, discriminating against non-Muslim social and ethnic groups and forcing women to cover-up. These militants do not even respect each other's opinions and they have nothing to do with Islam. Islam is a vehicle for them to lead to power and privileges. The pictures of some of their leaders with prostitutes in Western capitals, an activity strictly made haram by Islam, have been all over Internet pages. There must not be room for these opportunities in any civilised society.

The only solution is to conduct the general election and rebuild one Kurdish government with nation's arm forces. Only in this way, these militant forces, which are supported by foreign powers, will be eliminated.



UK-US, France proposals on Iraq debated

By WILLIAM M. REILLY - 7 June 2001

UNITED NATIONS, June 7 (UPI) -- The Security Council Thursday discussed a British-U.S. and a French proposal on revamping the Iraq sanctions regime, as the panel's president, Bangladesh Ambassador Anwarul Chowdhury, said he thought they could be merged into a single draft proposal sometime next week.

However negotiations on the finer points were not expected to take almost until next month. The council is trying to wrap up talks on a new draft by month's end as the current oil-for-food measure expires July 4. However, there are formidable obstacles that have to be hurdled before then.

After the day's closed-door session in the council chambers, Chowdhury told reporters the council had been briefed on the status of discussions held at the level of experts, "who have been examining the various concepts which are included in the draft earlier proposed by the United Kingdom and the recent draft by France.

"It is possible that by the middle of next week a text will emerge based on the two existing drafts," he said, adding that, "hopefully then concrete negotiations on the text will start." Dhaka's envoy said there was general agreement to wrap up negotiations "within the time-frame of the one-month rollover" in effect.

British Ambassador Jeremy Greenstock, markedly upbeat following the discussions, said there were "some nuances, some differences of approach" but the members agreed on the concept.

That is, to change the 11-year-old sanctions program from blocking everything going into Iraq except that which is approved by the council's sanction committee, to a regime where everything for civilians is approved and only that on a dual-use "goods review list" is screened out.

Greenstock said that negotiations were "very frank" and he felt council members agreed the only way for Iraq to get out of sanctions was for it to abide by Security Council resolutions already passed as to giving up weapons of mass destruction. While he was positive, one of the western diplomats who participated in the talks as to what goods are on that review list was shaking his head in disappointment. He told United Press International the ambassadors in the consultation room were way behind what had already been agreed to.

As an example, he said one envoy wanted to know why Microsoft Windows 98 was being put on the list, when it had been agreed days earlier at the expert level that such general purpose software would not be proscribed.

It was just such concern that threatens a new draft proposal, what goes on the list.

That's one of the reasons for the French proposal, according to another Western Diplomat. "The (British-U.S.) list is 30 pages or more. It is very, very detailed," she told UPI.

The envoy also said the expert-level would be taken up a notch from where it is at U.N. headquarters to a higher level with experts from the five permanent members of the council, Britain, China, France, Russia and the United States meeting in Paris, in an attempt to slim the list.

This same diplomat also said Paris wanted to enable investments in Iraq. Another envoy said he thought the council would approve a move for services to be made available to the Iraqi people and that would surely include investment. The U.S. envoy, deputy Ambassador James Cunningham, was asked about concern now that Iraq has halted oil production in protest to the council passing the current temporary oil-for-food measure and voicing its intent to change the sanctions regime.

"I think it is self-defeating for them to try to use oil as a lever here when it should be used, even by their own lights, for the benefit of the Iraqi people and for their economy which is what we are trying to do," he told reporters. "I find it strange that they would shut off their own lifeline."

During its consultations, the council also considered the latest quarterly report of the U.N. Monitoring, Verification and Inspection Commission. Hans Blix, UNMOVIC executive chairman, told reporters after briefing the panel that he described the Commission's preparedness for going into Iraq as "great," with about 180 people trained as inspectors, and adequate staff at U.N. Headquarters to back up and plan all the operations. He said they were ready to go in as soon as Baghdad would let them.

No inspectors have been in Iraq since December 1998.

Cunningham said Blix also confirmed that the role the council sees for UNMOVIC under the proposed sanctions plan "is both feasible and reasonable as a working proposition and is one that will be able to fit easily into the model that we've proposed in the United Kingdom draft."

Asked what was the likelihood of inspectors ever getting back in Iraq, Cunningham said, "I think there was a clear sense that Resolution 1284 (the sanctions-enabling resolution which established UNMOVIC last December) is the means for dealing with the Iraq situation. There is a road set out in 1284 that requires UNMOVIC to operate and inspectors to return. We can't determine whether or when Iraq will take that road -- that is up to them -- but we want them to."



KDP Source Denies Barzani's Visit To Turkey

The Kurdistan Observer June 12, 2001

A reliable KDP source has denied news suggesting that the KDP president was heading to Turkey this month, reported the London based Arabic newspaper, Al Zaman, today.

On June 4, the Daily Turkish News reported that according to a Kurdish source in Suleymaniya, both Iraqi Kurdish leaders, Barzani and Talabani, have received an invitation from the Turkish government to jointly visit the Turkish capital.

The KDP leader has visited Turkey several times. His last official visit to Ankara was on May 7 of this year.



TURKEY TO OPEN BORDER CROSSING TO BYPASS IRAQI KURDS

Voice of America June 8, 2001

BY AMBERIN ZAMAN

INTRO: Turkish Foreign Minister Ismail Cem says Turkey will open a second border crossing with Iraq. As Amberin Zaman reports from Ankara, the announcement (broadcast overnight on Turkish television) comes only days after U-S Defense Secretary Donald Rumsfeld called on Turkey to cooperate with U-S-led efforts to further isolate the government of Iraqi President Saddam Hussein.

TEXT: Speaking on Turkish state television, Foreign Minister Cem says the new border crossing will be established within two years. Turkish officials say it will be built along a tiny strip of territory where the Turkish, Syrian and Iraqi borders meet.

The same officials say the new border (crossing) will likely bypass areas under the control of Iraqi Kurds, and therefore make direct trade with the Iraqis possible for the first time.

At present, Turkey imports Iraqi diesel and other fuel products through an existing border crossing in the southeastern town of Habur. Turkish truckers carrying the fuel cross through Kurdish territory, controlled by one of the main Kurdish factions in northern Iraq, known as the K-D-P, which levies taxes on the trade.

Though the trade is in violation of U-N sanctions that have been in place against Iraq since its 1990 invasion of Kuwait, the U-S and other Western governments have tolerated it for two major reasons -- It has helped prop up the Iraqi Kurds, and has created employment in Turkey's largely Kurdish regions, which are among the poorest in the country. But that toleration is ending.

Turkey's decision to open a new border crossing comes just as the Bush administration is seeking support for what it calls smart sanctions against Iraq, which include cracking down on the illicit fuel trade, while easing bans on all non-military commercial goods.

Iraqi Kurdish officials say they believe Turkey, with the new border crossing, is seeking to diminish their revenue from the lucrative fuel trade because of Turkish fears that the Iraqi Kurds are moving toward independence, a move that would have repercussions among Turkey's Kurdish population. Turkey had long cooperated with the two main Iraqi Kurdish factions, in exchange for their help in battling Kurd separatist rebels of the Kurdistan Workers Party, or P-K-K.

But Iraqi Kurdish officials say that the Turkish attitude toward them has changed in recent years, ever since the capture of P-K-K leader Abdullah Ocalan in February 1999, and his decision to call off the rebels' 15-year-old insurgency. According to these officials, Turkey believes it no longer needs the Iraqi Kurds and is now urging them to make peace with the central government in Baghdad.



Iran says Iraq not interested in improving ties

Reuters June 6, 2001

TEHRAN, IRAN - Iran accused neighboring Iraq of continued support for armed Iranian rebels Wednesday, saying that Baghdad showed little interest in reducing tensions between the two former foes.

"We have done much in the past four years to reduce tension with Iraq, but the other side does not have the political will to upgrade ties," said Deputy Foreign Minister Mohammad Sadr.

"We repeatedly asked them to stop arming the terrorist monafeqin and not to allow them to carry out cross-border raids," Sadr told Reuters in an interview. Iran refers to the Mujahideen, the main Iranian armed opposition group, as monafeqin, meaning hypocrites. "Regrettably, they took our repeated attempts to reach a solution through dialogue as a sign of weakness and left us with no choice but to hit (Mujahideen) bases in Iraq," he said.

In April, Iran fired several dozen missiles at Mujahideen bases in Iraq and threatened more attacks unless the rebels stopped cross-border raids and bombings deep inside Iran. Sadr denied Baghdad's accusations that Tehran allows Iran-based Shi'ite Muslim dissidents to launch hit-and-run attacks in Iraq.

"Our borders are closed to (Iraqi dissidents). We do not allow them across. We expect Iraq to do the same," Sadr said. "We want close, neighborly relations."

Ties have improved between the two countries which fought a bitter eight-year-long war in the 1980s. Baghdad has re-opened its borders for Iranian pilgrims to visit Shi'ite shrines in Iraq. Sadr criticised the United Arab Emirates for "creating tension" in a territorial dispute over three small but strategic Gulf islands held by Iran but claimed by the UAE.

"The issue of the Persian Gulf islands is a closed case," Sadr said. "We do not intend to respond to the UAE's baseless claims in a manner that could only undermine regional stability and be counter-productive."

He said Tehran had repeatedly invited the UAE foreign minister for talks on resolving any "misunderstandings."

The UAE wants the issue resolved either through direct talks or by the International Court of Justice. Tehran has rejected any mediation or arbitration in the dispute and insists the islands are an integral part of its territory.

"Relations with our neighbors in the Persian Gulf have improved vastly over the past four years -- even with the UAE. The most important issue on Iran's agenda is regional security. This will continue to be our core policy," Sadr said. Moderate President Mohammad Khatami, who has been instrumental in improving ties with Gulf Arab states, is widely expected to win re-election in presidential polls Friday.



Saddam Expecting Military Response

By WAIEL FALEH Associated Press- June 9, 2001

BAGHDAD, Iraq (AP) - Iraq's rejection of a U.S.-backed British proposal to overhaul U.N. sanctions is expected to lead to a military confrontation, President Saddam Hussein (news - web sites) said Saturday.

Saddam did not mention who the confrontation would be with, but in remarks delivered at a Cabinet session, it was clear he was referring to the United States and Britain. "We are approaching a new confrontation ... We must be prepared for it," Saddam said. His remarks were broadcast by state-run television.

"It is necessary to let our people know the details ... the whole truth," added Saddam. "Then when the confrontation occurs, we will be victorious because ... the battle is a battle of national independence."

Saddam's remarks came less than a week after Iraq halted most of its oil exports, stopping the flow Monday to all but his neighbors, including Turkey and Jordan. The indefinite halt was meant to protest a U.N. Security Council decision to extend by one month instead of the usual six months the oil-for-food program under which Iraq can sell its oil.

The shorter renewal is meant to give council members time to study a British plan to alter the U.N. sanctions imposed after Iraq invaded Kuwait in 1990. The proposal, dubbed "smart sanctions" by its supporters, would allow civilian goods to flow freely into Iraq. Goods that appear on a U.N. list of items that could be used for military purposes would be prohibited. Saddam called the proposal a "new plot (that) is part of the tough battle we are facing."

"They want to break the morale of the Iraqis and colonize (Iraq) with new means ... by controlling its resources and by preventing Iraq from developing itself," Saddam said. "The enemies change the names of the plot from sanctions to smart sanctions then to arms control." Saddam said that if the aim of the United States and Britain is to prevent Iraq from obtaining weapons, then "why don't they issue a resolution banning countries from exporting weapons to Iraq."

"Then the issue will be over. ... Then they could punish any country that violates this resolution," Saddam added. U.S. and British warplanes have been patrolling no-fly zones in the north and south of Iraq since the Gulf War (news - web sites), which ended in February 1991 with the end of Iraq's occupation of Kuwait.

Iraq does not recognize the no-fly zones and has been challenging allied aircraft since December 1998. The allies say their planes never target civilians, but Iraq reports that strikes have killed some 300 people and injured more than 800.



Turkish truckers run race for right to haul diesel from Iraq

June 10, 2001

ANKARA, Turkey (AP) – More than 300 Turkish truckers ran a 2.5-kilometer (1.5-mile) race to try to win the coveted prize of a government permit to import sanctions-busting diesel from Iraq, reports said Sunday.

The first ten truckers to cross the finish line Saturday avoided the days-long authorization process it sometimes takes and automatically received a permit to haul cheap Iraqi diesel into Turkey, Radikal newspaper reported.

Even with a permit, though, truckers still often must form long lines at the Habur border crossing between Iraq and Turkey to deliver the diesel. Although the diesel imports violate U.N. sanctions, officials have been turning a blind eye to the trade to support Turkey's impoverished southeast region. About 150 trucks are allowed to cross the border everyday. Turkey says it has lost more than \$30 billion in trade since sanctions were imposed on Iraq in 1990 following its invasion of Kuwait. The trade also helps the economy of the autonomous Kurdish enclave in northern Iraq. The United States, however, is pressing to crack down on the trade which it says is benefitting Saddam Hussein.

The truck drivers say they make about 550 million Turkish lira (\$450) from a single trip to Iraq. The diesel is purchased by Iraqi Kurds from Iraqi refineries and sold to the Turkish truckers. The truckers then sell it to a Turkish government-run depot. Saturday's winner was Salih Ugur, who also won the local government-organized race last year. Nine other truckers also won permits. Last week, Iraq stopped pumping oil through its two U.N.-approved export pipelines to protest a Security Council decision to extend by one month instead of the usual six months the U.N. oil-for-food program. The diesel trade to Turkey, however, has continued.



IMF Urges Turkey to Use Program

By SUZAN FRASER Associated Press -June 11, 2001

ANKARA, Turkey (AP) - The International Monetary Fund (news - web sites) on Monday urged Turkey to implement rapidly measures outlined in an austerity program that calls for the privatization of key industries and cuts in government spending. The IMF approved a \$15.7 billion loan package for Turkey in May to help the country recover from an economic crisis that has seen a 40 percent devaluation of the lira and rising unemployment.

It is scheduled to approve the release of \$1.6 billion of the loan later this month if key measures are implemented. The first \$4 billion of the package was released last month.

Juha Kahkonen, an IMF official, said Turkey had to implement four measures before the IMF board agrees to release the second part of the loan. They include taking steps toward privatizing the Turkish telephone monopoly Turk-Telekom, closing loss-making state-run Emlakbank, deregulating the tobacco industry and adopting a supplementary budget.

"In order to succeed, the program requires full political support of the coalition as well as the strict implementation of the program's measures," Kahkonen told a news conference. In a separate news conference later, Turkey's economy minister Kemal Dervis vowed, "The program will be implemented in its entirety."

Privatization has been controversial in Turkey with the nationalist wing of the three-way coalition government objecting to selling state enterprises. The IMF is concerned that the government may be stalling in privatizing sectors such as telecommunications and banking. A cabinet minister was recently quoted as saying he objected to the closure of Emlakbank.

But Kahkonen was firm. "There is a clear condition to close Emlakbank and transfer all liabilities and assets," he said. The government recently passed a law allowing the sale of Turk-Telekom. Kahkonen said pay raises the government granted to public employees and wheat support prices which the government recently agreed to have already violated the program and warned against further deviations.

Kahkonen said, however, that the government had devised a program to compensate for the extra costs. He would not elaborate.



Deadline Looms for U.N. Iraq Plan

By DAFNA LINZER Associated Press- June 14, 2001

UNITED NATIONS (AP) - Yielding to demands from the major U.N. powers, the United States is trimming down lengthy, technical lists of military-related goods that it wants kept out of Iraqi hands, diplomats said Thursday.

But that may not be enough to push through a joint U.S.-British plan to overhaul Iraq sanctions by a looming July 3 deadline. During Security Council consultations on Iraq Thursday, Russia and China - key Iraq supporters with veto power - said it would be difficult to complete the work necessary for the kind of changes the U.S.-British plan envisions, according to Western diplomats, who spoke on condition of anonymity. A meeting Saturday in Slovenia between Russian President Vladimir Putin (news - web sites) and President Bush (news - web sites) may help speed up negotiations, Western diplomats hope. "We're making progress," said acting U.S. Ambassador James Cunningham. "There's a broad range of support for the concepts in the resolution. We're hoping we can come to an agreement that everyone can support by the end of the month."

If their plan isn't approved July 3, it will be the second deadline blown by Washington and London in an effort to revamp a decade-old embargo and the way sanctions work. The proposed resolution, first submitted on May 22, would allow the free flow of civilian goods to Iraq while tightening the arms embargo and plugging up smuggling routes. The two English-speaking allies were unable to muster the quick support needed to get the plan approved on June 3, when the U.N.'s oil-for-food plan in Iraq was up for renewal. To buy them more time, the Security Council extended oil-for-food by 30 days while negotiators worked on a proposal that all could agree on.

Diplomats from the five permanent members of the Council - Britain, China, France, Russia and the United States - said progress was made at talks this week in Paris. The meeting was proposed by France, worried that U.S.-drafted lists - which include hundreds of items with military applications - could become a stumbling block in the effort to ease the sanctions imposed after Baghdad's 1990 invasion of Kuwait. France, Russia and China all complained that the lists were too long and technical.

As a result of those talks, the United States agreed to shorten the lists but diplomats cautioned that major elements will remain unchanged. The United States and Britain argue that the "controlled-goods" lists are key to preventing Saddam Hussein (news - web sites) from rearming. Also Thursday, U.N. Secretary-General Kofi Annan (news - web sites) recommended transferring \$510 million every six months to the Iraqi Ministry of Oil, saying Iraq's decrepit oil industry is in desperate need of spare parts and financial assistance.

Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran
Democratic Party of Iranian Kurdistan
Member of the Socialist International



1945

حزبی دیموکراتی کوردستانی ئیران
حزب دمکرات کردستان ایران

On the Results of the Presidential Election in Iran

On Friday, 8 June 2001, the presidential election in Iran was conducted. The day after, on Saturday, 9 June 2001, the results were announced, and as it had been predicted, Mr. Khatami won a landslide majority in this election. As you all know, the majority of opposition groups, and the Democratic Party of Iranian Kurdistan among them, and most of the patriotic personalities at home and in diaspora had asked the electorate to refrain from going to the polls and boycotting the election.

The regime's propaganda apparatus as usual conducted excessive self-praising around this election, and considered people's participation as "unparalleled" and a "sign of islamic nation's keen devotion to divine just system". Along with them too, some political analysts assessed the results of this election as a "referendum on reform", something that those known as reformists had claimed before. But, if we analyse the issue realistically that the announced results of the eighth presidential election proved many of the predictions of those who had boycotted the election, for example:

-Despite the fact that the people who were eligible to vote had increased by another 7 million in comparison to the last presidential election, the turn-out according to regime's statistics were 1 million less than the previous presidential election. In other words, 14 million people who were eligible to vote refrained from going to the polls. This is clearly an indication of a huge segment of Iranian populations' disappointment with the election, and over all their disappointment in the fact that their needs and demands are unfulfillable within Islamic Republic.

-As it was expected, Mr. Khatami emerged victorious twice in a row in these elections, and apparently he has obtained even a higher percentage of votes this time. Regardless of the accuracy of the results and figures, there is no doubt that this time Khatami was the favourite candidate for both sides of the power structure, and he won the election as a result of both sides combined votes. Unsurprisingly, the system's leader, (according to some information obtained before the election) very threateningly forced Khatami to re-candidate himself for presidency, as well as urged his supporters as much as he was capable to vote for him. These are all natural; up to now, no one has served to preserve the totality of the system, and as well as portray a colourful image of the regime in international stage better than Khatami.

-Something more important was these statistics that were predictable for most analysts before the election. Although the authorities had no choice but to announce the turn-out less than the previous election, but in the day of election, the regime's propaganda machinery pretended that the turn-out had been unparalleled in the history of the Islamic Republic. Aside from this, they had kept the polling stations fewer, so more voters would vote to cast

their ballot; and three times, apparently some constituencies had run out of ballot. This left many people in the line-ups, so they extended the voting hours to pretend that the turn out had been unexpected. Who can believe that when among the 42 million eligible voters only 28 million bother to vote, not enough ballots would be printed or the polling stations would not receive enough ballots.

We, as part of our responsibility were observing the election process in many Kurdish cities, and in centre, and some major cities in other parts of Iran by our friends, sympathizers, and members. In most of the constituencies, the reality had been much different than what had been reported by the regime's propaganda centres. But, apparently, Islamic Republic needs victory and public interest, but practically such a dream has not yet come true; therefore, they have to make a play out of such a victory by increasing the figures, media tricks and other avenues to deceive public opinion in Iran and in international stage.

In many Kurdish cities, the turn-out was much lower than what was officially reported. Without considering the fact that those who support the regime comprised a small segment of the voters who went to the polls, and the rest either because of later consequences of legal inquiries, loss of subsidies, employment, and admission into public services, the figures that were reported for Kurdistan show that the number of people who voted comparing to the numbers eligible has been one-third, even though the turn-out has been different from region to region.

We, on our behalf salute the bravery and awakedness of the people in Kurdistan and other parts of the country, and present our appreciations that once again they placed their trust in our Party, and also showed their high level of political awareness. We believe, as a few years after the regime's referendum, the Kurdish people and the political groups' stance in regards to boycotting the referendum remained effective, this time, it will be proven even sooner that true power in Iran rests in the hands of "absolute juriscouncil" and fundamentals, and the election of this and that will not change the essential question.

Ofcourse, we hope that such predictions will not come true, and Mr. Khatami and the so-called reformist camp will be better able to do much more to solve the country's economic, political, social, and cultural problems, and more importantly to accommodate the rights and demands of the oppressed minorities in Iran. But, it can be expected that Khatami will show himself even less decisive and able in the second term of his presidency, particularly, because this is his last term in office, and he does not need to attract the electorate and the public opinion.

One more time, we reiterate our belief in the principle that deep change in the benefit of freedom, democracy, social justice, and human rights in the context of current Iranian system is impossible, and we will be delighted if such analysis are contrary.

Democratic Party of Iranian Kurdistan
11 June 2001

LES REFORMES PLEBISCITÉES EN IRAN

Le président sortant Khatami réélu avec 77% des voix.

Téhéran envoyé spécial

Un bilan minuscule pour une victoire majuscule. Quatre ans après son premier triomphe électoral, Mohammad Khatami a dépassé les attentes de ses partisans en obtenant quelque 77 % des suffrages exprimés, selon des résultats officiels. Il dépasse ainsi largement son score de 1997, où il avait gagné 70 % des voix. Un lourd bémol à cette victoire: la participation a beaucoup chuté, tombant à 67 % des électeurs (contre 83 % en 1997). Cette baisse relativise sa victoire par rapport à l'ensemble du corps électoral. Elle traduit aussi une certaine défiance des électeurs, d'autant que le premier personnage du régime, l'ayatollah Ali Khamenei, avait demandé que chaque voix soit considérée comme un signe d'allégeance à la République islamique.

Dans la victoire du président sortant, le vote des jeunes a été fondamental, en particulier celui des 7 millions de nouveaux électeurs. Le mois précédant le scrutin, ses proches s'inquiétaient de ce que nombre des votants de 1997 bouddent le sortant, ce qui aurait fragilisé ensuite sa position face aux conservateurs, qui n'ont toujours pas renoncé à empêcher sa politique de réformes.

Maigre bilan. Une inquiétude compréhensible, car le bilan de Khatami est des plus maigres. La «société civile islamique» est restée sur les fonts baptismaux, les réformes tardent, la crise économique – cadeau empoisonné dont il a hérité – continue de dévaster le pays et à priver toute une jeunesse de perspectives d'avenir. Seule véritable avancée, l'extraordinaire liberté de la presse, sans précédent en Iran, dont il a permis



Samedi à Téhéran, un jeune supporter, arborant deux photos de Khatami collées à ses lunettes, fait le V de la victoire. Le président sortant doit sa réélection aux jeunes.

l'expression au début de son mandat est aujourd'hui sérieusement malmenée: 35 publications, dont 17 quotidiens, ont été fermées et on ne compte plus les journalistes sous les verrous. Pendant son mandat, on a emprisonné les personnalités libérales – comme l'ex-ministre de l'Économie Ezzatollah Sahabi – qui, jusqu' alors, ne l'avaient jamais ou peu été, de même que des députés et ses propres ministres. A cause du nombre d'intellectuels qui

*«Parents et enfants réunis, on a pleuré en voyant Khatami pleurer. Seul mon fils a pu se retenir.»
Hassan, professeur de sociologie*

ont été incarcérés, la prison d'Evin, à Téhéran, est surnommée «l'Université».

Paradoxalement, tous ces échecs, loin de décourager ses partisans, ont contribué à la victoire du président sortant. Ils ont fait de lui une victime du régime et un candidat anti-establishment, transformant aussi le scrutin en un référendum sur la poursuite des réformes. Comme le remarquait samedi soir un partisan d'Ahmed Tavakoli, l'un des neuf candidats conservateurs, en regardant le flot des partisans de Khatami déferler dans certaines rues de Téhéran: «Tous ces jeunes votent pour lui mais en réalité ils sont contre le gouvernement.» Indéniablement, les larmes du

Président lorsqu'il a annoncé sa candidature ont bouleversé les Iraniens et ont remplacé son bilan défaillant. «Parents et enfants réunis, on a pleuré en le voyant pleurer. Seul mon fils a pu se retenir», confirme Hassan, un professeur de sociologie. Même le quotidien en langue anglaise *Teheran Times*, qui s'emploie à clouer Khatami au pilori, se félicitait du chagrin présidentiel, soulignant qu'on ne trouverait pas une telle attitude chez les leaders machos du monde arabe. En revanche, un intellectuel laïque se montre sévère: «D'une élection à l'autre, Khatami a découvert les vertus de la démagogie.»

Soutien. Beaucoup de ceux qui trouvent qu'il a peu fait pendant son mandat ont donc re-

pris le chemin des urnes. «*Bien sûr, j'ai beaucoup de critiques à lui faire mais j'ai voté pour lui, parce que c'est la seule possibilité de survivre*», déclare Ali, un journaliste qui a vu les quatre quotidiens où il travaillait être fermés l'un après l'autre. Les intellectuels emprisonnés, comme le journaliste Akbar Gandji,

qui publia fin 1998 une enquête retentissante sur les «*meurtres en série*» d'intellectuels, sont aussi venus à sa rescousse en signant une lettre de soutien. Le Mouvement de libération de l'Iran (opposition nationale-religieuse), dont les chefs sont aussi en prison, avait appelé à un vote massif en sa faveur. Que vont faire les conservateurs après leur défaite? Cer-

tainement pas se considérer comme vaincus. Certes, le Guide de la République islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, dont la légitimité est d'essence théocratique, avait glorifié par avance le scrutin, le qualifiant d'«*audience divine*». Il avait aussi assuré qu'il donnerait davantage de pouvoir au président élu. D'autres déclarations de chefs

de file des conservateurs n'ont pas la même teneur. «*Tout au long de l'Histoire, les groupes qui avaient la majorité avec eux cherchaient la corruption, alors que les autres voulaient faire de vraies réformes*», a lancé Mesbali Yazdi. «*L'ennemi tente de profiter du processus démocratique, surtout du vote populaire, pour s'infiltrer dans le pays*», a renchéri Askarolladi. **Pas de sang.** Samedi soir, les jeunes khatamistes n'ont pu célébrer la victoire dans le parc Mellat à cause de heurts avec des groupes islamistes. «*Il nous faudra dix ou vingt ans pour que les choses changent. Cette fois, on ne fera pas de révolution, car on ne veut pas de sang, de morts. Même si les mollahs nous frappent, nous jetten en prison, on ne réagira pas. Mais, tôt ou tard, ils seront obligés de nous laisser faire et, alors, ma génération prendra tout le pouvoir*», prédit Koussar, une militante de 17 ans ●

JEAN-PIERRE PERRIN

Félicitations de Paris et Berlin

Le président de la République française, Jacques Chirac, a félicité hier Mohammad Khatami pour sa réélection à la présidence de la République islamique d'Iran, soulignant avoir été «*sensible à la réaffirmation*» de son engagement «*à œuvrer en faveur de la justice sociale et de l'Etat de droit*». Il a exprimé le souhait que la France et l'Iran «*poursuivent leur dialogue constructif*». Le chancelier allemand, Gerhard Schröder, a aussi salué cette victoire en relevant que «*la population iraniennne s'est prononcée à une majorité écrasante pour la poursuite d'une politique de réformes*». «*Le président Khatami est le garant de l'ouverture de son pays et de l'intégration de l'Iran dans la communauté internationale*», a estimé de son côté le chef de la diplomatie allemande, l'écologiste Joschka Fischer. (D'après AFP)

Une participation massive assurée à Mohammad Khatami un triomphe électoral

Les Iraniens ont voté en masse, vendredi 8 juin, à l'occasion de l'élection présidentielle. Cette très forte participation assure un triomphe élec-

toral au président sortant, Mohammad Khatami, qui devrait l'emporter plus largement qu'en 1997. Il s'agit du quatrième revers électoral

consécutif pour les conservateurs, toujours très implantés dans les rouages du pouvoir, et qui pariaient sur l'usure des réformateurs.

TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale

A deux reprises, les opérations de vote pour l'élection présidentielle en Iran ont été prolongées, vendredi soir, 8 juin. Les Iraniens ont ainsi bénéficié de quatre heures de plus que le temps réglementaire pour aller aux urnes. C'est dire s'ils ont été très nombreux à voter. A Téhéran, à toute heure de la journée, y compris lorsque le soleil était à son zénith, les queues se sont étirées sur des dizaines de mètres devant les bureaux de vote, souvent installés dans les mosquées et les écoles, tant dans le nord bourgeois de la ville que dans sa partie sud déshéritée, à l'est comme à l'ouest. Les électeurs, parmi lesquels des jeunes en très grand nombre - ils étaient 8 millions de plus qu'en 1997 à avoir rejoint le corps électoral, au total 42 millions d'électeurs - ont fait preuve d'une patience à toute épreuve. Dans certains centres, l'affluence était telle que la sacro-sainte règle islamique, ou prétendument telle, de séparation des genres a dû être bousculée, hommes et femmes se mêlant,

respectueusement, pour accomplir les formalités du vote.

Le succès du président réformateur sortant et néanmoins candidat, Mohammad Khatami, étant tenu pour acquis, malgré la présence de neuf autres postulants (*Le Monde* du 8 juin), cette participation massive devait lui assurer une victoire écrasante. En début de soirée déjà, avant même la clôture du scrutin, des sources préfectorales le donnaient très largement en tête dans deux grandes villes du Sud, Ispahan et Chiraz - sans doute sur la base de sondages de sortie des urnes. Et les Iraniens installés dans quatre pays d'Asie lui avaient accordé 85 % de leurs voix (résultats définitifs).

Alors que, pendant des années, faire parler un Iranien votant relevait de la véritable gageure, électeurs et électrices, scrutateurs et scrutatrices rivalisaient, vendredi, de disponibilité jusques et y compris les femmes au tchador à la rigueur irréprochable et impressionnante qu'il valait mieux ne pas tenter d'approcher il y a quatre années seulement.

« UN RÉFÉRENDUM »

Cette participation massive des citoyens à la huitième élection présidentielle en République islamique atteste indiscutablement d'une chose : les Iraniens ont pris la véritable mesure et compris la signification du droit de vote. En quatre ans et quatre élections successives, ils ont découvert qu'ils disposent là d'une arme pour se faire entendre, autrement dit d'un certain pouvoir. C'est grâce à 20 millions d'entre eux que Mohammad Khatami - membre du sérail certes mais dont le discours réformateur était alors inédit - avait été porté à la présidence en 1997. Enhardis par cette expérience tout à fait nouvelle en dix-huit ans, et dont ils auraient pu croire qu'elle n'était qu'un accident, les électeurs iraniens ont réédité l'exploit un peu moins de deux ans plus tard en élisant leurs conseils municipaux, puis au printemps 2000 en choisissant leurs députés.

De retour du bureau de vote de son quartier, dans le nord de Téhéran, où elle avait attendu son tour sans rechigner, une jeune femme

d'affaires iraniennne, Nazila Noebashari, jubilait presque. «*Les quatre dernières années ont montré aux gens que, s'ils le veulent, ils peuvent changer les choses, se réjouissait-elle. Je pense que le vote d'aujourd'hui était un référendum sur la volonté du peuple et non sur les réformes elles-mêmes qui continueront de toute façon. En 1997, on pouvait penser que c'était un vote de refus [de la gestion de l'ancienne garde]. Aux municipales, poursuit Nazila Noebashari, on a pu se dire que les Iraniens sur-faïent sur la vague joyeuse de leur premier succès. Quant aux résultats des législatives de 2000, ils traduisaient peut-être la révolte de la population contre un Parlement qui la tenait sous forte pression. Mais la participation massive d'aujourd'hui, conclut-elle, montre que les Iraniens ont appris et ont compris que le cours des choses est peut-être en train de changer. Même ceux qui n'ont pas voté ont compris le sens de leur abstention. C'est l'autre aspect des choses. Et cela, nous le devons à M. Khatami.*»

Mouna Naïm

US increases pressure on Turkish endeavour to go local in defence industry ...

NEWS ANALYSIS ... Turkey challenges US over attack helicopters

Lale Sariibrahimoglu

Annoyed with Turkey's increased search for alternative markets, such as China, South Korea and Europe, in its military procurement programs -- a reflection of deepening Turkish frustration of U.S. denial of critical technology transfer to Ankara -- the United States has retaliated by imposing strict regulations on the installation of non-U.S. made systems on U.S. origin weapons in Turkey's inventory.

The first example of such a U.S. policy was reflected in a policy guideline issued by the United States prompting the Turkish General Staff to cancel its electronic warfare project with the French Thales. The United States imposed strict rules on the installation of French Thales made "Fast 16" electronic warfare (EWs) systems on the U.S. Lockheed Martin made second batch of Turkish F-16s, leaving no room for manoeuvre for the French to integrate its systems with F-16s.

The General Staff decision, authorizing the Turkish Undersecretariat for the Defence Industries (SSM), to start the procedure to cancel the contract with French Thales came on May 29. The General Staff decision came despite the Turkish air force as well as SSM resistance and displeasure of the U.S. decision on EWs. The Turkish air force earlier voiced its concerns in a letter that it wrote to the General Staff stressing that U.S. policy on EWs restricting Turkish ability to manoeuvre in its goal of being able to develop critical technologies locally, would set a precedent for other U.S. related projects.

Indeed air force concerns turned into reality when the United States prepared another general policy guideline, similar to the guideline issued for EWs, this time on mission computer systems to be installed on attack helicopters that Turkey has been negotiating to coproduce with the U.S. company Bell.

Mission computer systems comprise of software that enables the country to own the whole system of identifying foes and friends.

Turkey challenges earlier warning

Both the new U.S. policy imposing strict regulations over the integration of non-U.S. electronic warfare suites and jamming systems on U.S. origin aircraft, and the mission computer systems issue, were discussed in length at a meeting held in Ankara in May with the visiting U.S. Defence Security Cooperation Agency Chief Gen. Tom Walters.

Walters, at that meeting, also warned his Turkish interlocutors that the United States was prepared to issue another guideline concerning the mission computer systems making it more difficult for countries trying to develop them indigenously.

Walters was seeking Turkey to enter into cooperation with U.S. Litton, maker of mission computer systems, in developing that system. Instead SSM, executing the attack helicopter project, decided to contract the development of mission computer systems to local research group the Scientific and Technical Research Council (TUBITAK) and Marmara Research Center (MAM).

During the meeting with Walters, his military interlocutors told the U.S. visitor that they would go ahead with a local company to develop the mission computer.

As an open challenge to the U.S. SSM formally signed a \$26 million contract yesterday in Ankara with TUBITAK-MAM for the development of the system.

But defence industry sources say that as in the case of the EW project, the Turkish military's resistance against United States, Turkey's main supporter in an International Monetary Fund (IMF) struck deal to save Turkey from its current financial crisis, may be broken.

US fears Turkey becoming another Israel

U.S. sources speaking to the Turkish Daily News say that Washington was ready to give Turkey 90 percent of the software source code of mission computer systems. "We (U.S.) can not transfer the

remaining 10 percent of the software source code because it would reveal the vulnerability of the weapons systems," said the same source.

Turkey has been negotiating with U.S. Bell for the coproduction of 145 helicopters in three batches worth about \$4 billion.

U.S. fears that Turkey may set an example by becoming another Israel, which built its indigenous systems on U.S. products but then started cooperating with many countries including U.S.'s adversary China, enlarging its options in developing indigenous technologies.

The United States has mounted pressure on Israel to stop arms exports, as well as cooperation with countries like China and Russia.

The U.S. pressures being imposed on Ankara come at a time when Turkey has been signalling closer military ties with China and South Korea, Russia is also very keen to enter the Turkish arms market in terms of coproduction projects.

L'avocat d'Ocalan exhorte la Turquie à abolir la peine de mort



ANKARA, 14 juin (AFP) - 15h25 - Une commission du parlement turc s'est entendue sur un projet d'amendements constitutionnels qui prévoient l'abolition de la peine de mort mais en exclut le chef rebelle kurde Abdullah Ocalan, et ouvre la voie à des émissions en kurde, a annoncé jeudi son chef Nejat Arseven.

Le projet de la commission, formée par les cinq partis représentés à l'Assemblée, concerne 37 articles de la constitution visant à la rendre conforme aux normes européennes, a expliqué M. Arseven devant la presse.

Il prévoit l'abolition de la peine capitale excepté en "temps de guerre" ou pour "crimes terroristes".

Cela exclut le chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), condamné à mort en 1999 par la justice turque pour trahison et séparatisme.

Son exécution a été suspendue dans l'attente d'une décision de la cour européenne des droits de l'Homme.

Le projet prévoit une levée des restrictions sur l'utilisation d'une langue autre que le turc, notamment le kurde, dans "la propagation des opinions", en référence à des émissions en kurde, à condition qu'elles n'aient pas un caractère séparatiste.

Un compromis sur ce projet est intervenu après de "difficiles" discussions en raison d'oppositions du Parti de l'Action Nationaliste (MHP, extrême droite), membre du gouvernement tripartite, souligne-t-on de source parlementaire.

La Turquie, candidate à l'Union Européenne depuis 1999, doit remplir les critères de Copenhague sur le respect des droits de l'Homme et de la démocratie --abolition de la peine de mort, droit à un enseignement en kurde et réduction du rôle de l'armée dans la vie politique-- pour pouvoir ouvrir des négociations d'adhésion.

Les amendements prévoient l'élargissement de la liberté d'expression et des droits syndicaux, une augmentation du nombre des civils au Conseil national de sécurité, instance réunissant les plus hauts dirigeants civils et militaires à travers laquelle ces derniers pèsent ouvertement sur la vie politique.

Un autre amendement rend plus difficile la fermeture des partis politiques, en définissant une série de critères stricts.

Le projet doit être soumis aux trois partis gouvernementaux et peut encore être modifié avant d'être voté par les députés, vraisemblablement après leurs vacances de juillet à octobre.

Manifestation en marge du procès de l'ex-chef présumé du PKK en Allemagne



DUESSELDORF (Allemagne), 13 juin (AFP) - 14h19 - Plusieurs centaines de personnes soutenant le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont protesté mercredi devant le tribunal de Duesseldorf (ouest), où est jugé l'ex-chef présumé du PKK en Allemagne.

Les manifestants s'élevaient contre l'interdiction depuis 1993 du PKK en Allemagne. Depuis août 1996, il est considéré comme une organisation terroriste par les autorités allemandes.

Les plaidoyers de la défense de Saït H., 36 ans, accusé d'avoir dirigé le PKK en Allemagne de mai 1999 à mars 2000, sous le nom de code "Mehmed", doivent commencer mercredi. Le parquet fédéral allemand a requis le 6 juin dernier plus de trois ans de prison (39 mois) à son encontre.

Iraq Opposition to Get More U.S. Funds By Steven Mufson

Washington Post Staff June 14, 2001

The State Department notified Congress yesterday that it plans to release an additional \$6 million to the Iraqi National Congress, an umbrella of Iraqi opposition groups with broad congressional support.

The money will cover continuing administrative costs of the INC and might further the exile group's efforts to start broadcasting television programs by satellite into Iraq, said Francis Brooke, who represents the INC in Washington. Brooke said that the INC has about 15 people employed to produce television programs for broadcast to Iraq and that it has a contract with Lockheed Martin Corp. to send programs to Iraq by satellite. So far, however, there haven't been any broadcasts.

Brooke said that the INC -- which has offices in London, Washington, Damascus and Tehran -- has expenses of about \$2 million a month. The release of the money comes despite a financial audit of the INC launched last week by the State Department. The department said that the audit was routine but that no new grants would be made while it was taking place. Brooke said the \$6 million was not part of a new grant but part of continuing programs.

The INC previously received a total of just over \$4 million. Brooke said that money has been spent.

Many members of Congress, and some members of the administration, have advocated more vigorous support for the INC and efforts to oust Iraqi leader Saddam Hussein.



New Turkish Ruling Limits Trade With Iraqi Kurdistan

Kurdistan Observer June 13, 2001

By Diyar Gekhsi

The Turkish government recently introduced new travel restrictions on Turkish citizens visiting Iraqi Kurdistan through the strategic Khabur Crossing. The new ruling forbids Turkish traders and visitors from crossing the border into Iraq without obtaining costly travel permits from the Iraqi Embassy in Ankara, a reliable Kurdish official told the Kurdistan Observer today.

These travel restrictions and associated costs will severely curtail trade with Iraqi Kurdistan. This can have a devastating economic impact on Iraqi Kurdistan whose revenues are largely dependent on cross border trading, and tourism from Turkey. Over the last numbers of years, cross border restrictions were almost non-existent, and thousands of Turkish citizens enjoyed touring the region and exchanging goods and services in Kurdish cities and towns of close proximity to the Turkish border.

This ruling also deals a blow to the Kurds and Iraqi opposition since it signals a warming in Turkish government's relationship with the Iraqi regime. This sign of warming was evident in a last week statement by the Turkish Foreign Minister Cem who said on Turkish state television that a new border crossing will be established between Iraq and Turkey within two years. The new border crossing will likely bypass areas under the control of Iraqi Kurds, and therefore make direct trade with the Iraqis possible for the first time.

Iraqi Kurdish officials believe Turkey is seeking to diminish their revenue from the lucrative fuel trade because of Turkish fears that the Iraqi Kurds are moving toward independence, a move that would heighten nationalistic aspirations among Turkey's 20 million Kurdish population.

Kurdish officials are convinced that Turkish attitude toward them has changed ever since the capture of PKK leader Abdullah Ocalan in February 1999, and Ocalan's decision to call off the rebels' 15-year-old insurgency. According to these officials, Turkey feels it no longer needs the Iraqi Kurds and is now urging them to make peace with the central government in Baghdad.



U.N. chief recommends extra cash for Iraq's oil industry

AP June 14, 2001

UNITED NATIONS (AP) _ Secretary-General Kofi Annan urged the Security Council to approve arrangements to transfer 600 million euros (dlrs 510 million) to Iraq every six months to help repair its decrepit oil industry.

In a letter sent to the council Thursday, Annan said the dlrs 1.2 billion Iraq is currently allowed each year to purchase spare parts and equipment for its oil industry isn't enough to prevent a drop in production and must be supplemented with extra cash to cover the cost of installing and maintaining new equipment.

Iraq's Ministry of Oil advised the United Nations that unless spare parts and equipment were put into operation, crude oil production would fall dramatically by December, U.N. experts said in a report.

Iraq halted its oil exports June 4 to protest a Security Council resolution to extend the oil-for-food program for one month instead of the usual six months to allow talks on a British proposal to overhaul U.N. sanctions on Baghdad to continue. Iraq has said it won't reopen the taps if the Security Council approves the resolution.

Under the oil-for-food program, Iraq is allowed to export unlimited amounts of oil provided revenues go into a U.N.-controlled escrow account and are spent on humanitarian goods, spare parts for the oil industry and war reparations. Last December, in response to an Iraqi request, the Security Council approved a proposal to give Baghdad access to cash it could spend locally on upkeep of its oil industry. At the request of the council, a team of U.N. experts visited Iraq from March 18 to April 1 and agreed with oil ministry officials on arrangements for the transfer of the money.

Annan recommended that the council approve the arrangements.



Saddam digs in for another showdown with US

Reuters June 13, 2001

AMMAN: Saddam Hussein is digging in for another showdown with the United Nations over Anglo-American plans to revamp the 11-year-old sanctions against Iraq.

Western diplomats in the Middle East say the Iraqi president appears determined to pursue his crusade to get sanctions lifted, even if it means a prolonged halt of Iraqi oil exports and an eventual military confrontation with the United States. After ordering a halt to most oil exports earlier this month, Saddam is closely watching the debate among the U.N. Security Council's permanent members over the proposed changes to sanctions imposed against Baghdad after its invasion of Kuwait in 1990.

The Security Council is set to vote before July 4 on the draft resolution supported by the United States and Britain that would lift restrictions on civilian goods, maintain a ban on military items and tighten border controls to check smuggling, the lifeline of the regime.

Diplomats said they have no doubts that if the proposal is passed, Iraq will maintain its oil export freeze to an edgy world market and cut exports to any neighbouring countries who back the plan.

"Iraq has been preparing for this move for sometime. So it doesn't look that if the new sanctions went through they would back down, at least not within a short period," one diplomat said.

He said Iraq had significantly cut imports other than food and medicine in the previous and ninth, six-month period of an oil-for-food programme with the United Nations, which has just ended.

"They have filled their warehouses with food and medicines and shunned material and spare parts for the infrastructure," the diplomat said. "Iraq might also use the nearly \$4 billion still in the U.N. escrow account from oil sales under the ninth phase to buy more food in coming months."

A good rainy season this year after recent droughts means the agriculture crops this year would be lush, easing some of the shortages. "So in theory, the government can maintain food rations to the people at basically the same levels for the next six to nine months," he said.

Saddam, who has described the so-called smart sanctions as the "kick of a dying mule" and more stupid than the current ones, said last week Iraq was set for showdown over the sanctions. "We are set for a new confrontation... We have to be prepared for it," he told a cabinet meeting on Saturday. "...and when the confrontation takes place, under any title, our people will prevail and Iraq will prevail."

Saddam said the objective of the "enemy scheme" was to prevent Iraq from economic development and to break its will. After meeting a Russian minister last week, Saddam urged Russia to use its veto power to block the proposal, saying: "We hope that Russia will make its efforts to ensure that such a resolution is not issued."

"The Iraqi government knows that if smart sanctions went through and were implemented vigorously, it could spell a serious shortage of income for the regime and a food shortage to the people, which could unsettle the regime," another diplomat said. "Iraq's plan seems to be to hold out for a few months in the hope that the new sanctions would then start to erode like the current ones," he said.

Russia and China have been balking at the Anglo-American proposals. Experts from these countries and France, the United States and Britain are discussing details of the proposal in Paris on Tuesday and Wednesday. All five nations are permanent Security Council members with veto power. Iraq halted oil sales last week in protest against a Security Council resolution extending the oil-for-food programme for one month instead of the usual six to discuss the proposals. The looming crisis follows moves by Saddam to put his house in order. He appears to be in full control at the helm despite several military confrontations with the US, the sanctions and a number of high-profile defections.

The elevation of his youngest son, Qusay, into leading political and military roles in the ruling Ba'ath Party has fuelled speculation he is being groomed to succeed his 64-year-old father. Diplomats expect Qusay, 35, to soon be appointed to the Revolutionary Command Council, the highest ruling body in Iraq. "This shows that Saddam is highly confident and in full control," a diplomat said. "He is also sending a message that his regime will outlast the sanctions, and several more US presidents."

Accompanied with the domestic political ease, the economic woes of citizens have also eased considerably, partly because of the oil-for-food deal in place since 1996 but also because of rampant smuggling. Iraqi shops are stocked with many essential and luxurious goods from modern cars to latest computers and video games. Prices, however, remain vastly beyond the means of ordinary Iraqis.



June 14, 2001

U.S. to Give Iraqi Opposition \$6 Million More

WASHINGTON (Reuters) - The United States has decided to give the opposition Iraqi National Congress (INC) \$6 million toward operating costs, even while auditors look at earlier grants, the State Department said on Thursday. The \$6 million, part of the \$18 million allocated to the opposition group in this year's U.S. budget, will maintain current INC programs, which include media and public diplomacy activities and gathering information on war crimes, State Department spokesman Philip Reeker told a daily briefing. The INC, an umbrella organization which includes Arab and Kurdish, Sunni and Shi'ite Muslim opponents of Iraqi President Saddam Hussein (news - web sites), has already received and spent \$4.3 million in prior-year grants from the U.S. government.

The State Department says the audit by the Office of the Inspector General is a routine procedure for organizations which have received their first U.S. government grants.

"No one has suggested wrongdoing. It's simply a review of implementation of this grant, and it includes all kinds of things, like accounting practices," Reeker said. Francis Brooke, Washington adviser to the INC, said this week that the audit began on June 4 and was expected to last several weeks. He and the State Department said then that further grant money was suspended in the meantime.



« LA PRESSE DE LA MANCHE », mercredi 13 juin 2001

Suayip Adlig, la voix des réfugiés aux Nations Unies

Parce qu'il considère que tous les hommes ont le droit d'exister, Suayip Adlig a connu les geôles turques où plusieurs membres de sa famille ont perdu la vie. Exilé en France depuis dix-sept ans, il n'a pas cessé de militer. Il a été sélectionné par le haut commissariat des Nations Unies pour représenter les réfugiés du monde. Il sera samedi à l'Assemblée nationale.

Suayip Adlig n'aime pas parler de sa vie. On connaît son engagement pour les Kurdes qui passe par une découverte de leur cuisine dans son petit restaurant Memuzine, rue de la Paix à Cherbourg, mais on ne sait pas grand chose d'autre de lui. Né à Batman en Turquie, il y a 46 ans, il s'est vite imprégné de l'esprit kurde. « J'ai aussi compris ce qu'est la répression. »

La présence militaire, là-bas, est considérable. L'adolescence à peine achevée, il décide de militer « contre l'injustice, tout simplement ».

Suayip a compris que « le peuple kurde a le droit d'exister même s'il est reparti dans quatre pays ».

« Quarante millions d'hommes et de femmes, cela compte, non ? » avoue celui qui connaît très jeune la prison. Deux séjours, avec tout ce que cela comporte, n'entament pas son engagement. Bien au contraire. Mais une ultime condamnation par un tribunal militaire à dix années de prison ont raison de ses derniers espoirs.

En 1984, il fuit la Turquie. Il arrive en France, pays dont il ne parle pas la langue. Pendant plusieurs années, il militie pour la cause kurde, monte des expositions, écrit des livres, organise des festivals et maintient les liens avec le cinéma. « En Turquie, j'ai été plusieurs fois assistant et acteur aux côtés de Yilmaz Güney. »

Il participe à l'aventure *Yo!* pour laquelle son réalisateur reçoit la Palme d'or à Cannes en 1982.

Vivre dans l'indifférence

Sa famille vit encore en Turquie. S'il téléphone toutes les semaines à sa mère, il sait qu'il n'y a que peu de chances pour qu'il la revoie un jour. « Ces dernières années, plusieurs proches ont été assassinés. Le dernier en date ? Mon cousin, au mois de décembre. »

Samedi, Suayip sera aux côtés de 576 autres réfugiés dans l'hémicycle du Palais Bourbon. Il a été retenu par le Haut commissaire des Na-



peuple qui n'a le choix qu'entre l'exode et la répression dans les quatre pays où il vit (Turquie, Iran, Irak et Syrie).

tions Unies. « C'est à la fois un honneur et la certitude que notre combat pour exister n'est pas vain ! », explique celui qui a également été sélectionné pour s'adresser aux médias du monde entier venus suivre cette manifestation au cours de laquelle il sera officiellement demandé aux autorités d'œuvrer au renforcement de la convention de Genève.

« Ils veulent faire de l'appel de Paris une date importante pour tous les réfugiés de la planète », ajoute Suayip qui a d'autres projets en tête.

Si son festival kurde a offert la possibilité à de nombreuses personnalités dont Danièle Mitterrand de découvrir Cherbourg, il a surtout permis de mettre en avant la nécessité à faire quelque chose au plus vite pour ce

Aujourd'hui, entre deux plats, Suayip mène plusieurs projets de front. Son dernier livre, un hommage aux martyrs kurdes, va sortir en librairie. Quant à son film, il est prêt à être tourné. « Je raconte la vie des réfugiés politiques. Vous savez, notre sol regorge de richesses et nous sommes réduits à la misère. Pourquoi ? Et pour combien de temps encore ? Tenter d'expliquer notre vie de réfugié, c'est finalement tenter d'expliquer l'inexpliquable... Comment peut-on en effet justifier notre impuissance face aux tracasseries quotidiennes, aux problèmes de loyer, à l'indifférence du monde... », complète Suayip qui espère maintenant obtenir le soutien de producteurs.

H. L.

Anniversaire de la convention de Genève : 577 réfugiés au Palais-Bourbon Un Cherbourgeois invité dans l'hémicycle

Samedi 16, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Convention de Genève relative au statut des réfugiés, 577 personnes en provenance des cinq continents, et résidant en France, sont invitées par le président de l'Assemblée nationale, Raymond Forni, au Palais-Bourbon. Parmi elles, Suayip Adlig, « un interprète de la culture Kurde » bien connu des Cherbourgeois.

« J'ai été contacté en début d'année pour approuver un appel demandant aux États de renforcer la Convention de Genève. Peut-être que j'ai été choisi parce que je bouge beaucoup », confie Suayip Adlig, Kurde arrivé à Cherbourg il y a maintenant quatre ans, exilé en France depuis une vingtaine d'années. 577 personnes réfugiées sont invitées au Palais-Bourbon samedi à cette occasion par Raymond Forni, président de l'Assemblée nationale et le Haut-commissariat des Nations unies

pour les réfugiés (HCR). L'Assemblée des réfugiés demande aux représentants de la communauté internationale qui se réuniront à Genève le 12 décembre 2001 de tenir compte de cet événement appelé « Appel de Paris ».

« C'est une très bonne chose que l'Assemblée nationale accueille cette initiative. Cela touche mon cœur car c'est mon pays d'accueil. Quand on regarde la situation de la planète dans laquelle nous vivons, ce n'est pas brillant. L'intolérance est terrible », assure avec force Suayip Adlig qui se qualifie de « paumé » à plusieurs reprises car « arraché de sa terre natale, de ses parents et mal accueilli. » Selon lui, cet « Appel de Paris » « est très important. » Et il en attend des actes concrets : « Un appel aux États, ce n'est pas rien. J'attends qu'ils appliquent la déclaration. Il ne s'agit pas d'une simple cérémonie. Je suis fier qu'elle se déroule dans mon pays d'accueil et j'attends de lui qu'il donne l'exemple concrètement,



Suayip Adlig, l'un des 577 invités au Palais-Bourbon attend de l'« Appel de Paris » des actes concrets envers les réfugiés.

qu'il nous donne la possibilité de faire quelque chose, qu'il soutienne nos projets. »

Malgré une situation difficile au quotidien, il dévoile : « Je regarde toujours l'avenir de façon positive. » Celui qui se définit comme « un interprète de la culture Kurde » vit ses créations comme des bonheurs. Organisateur de festivals, metteur en scène de spectacles, mais aussi auteur, journaliste et photographe, Suayip Adlig expose son pays par le biais de son regard. « Je viens de sortir un long métrage de près de deux heures pour rendre hommage aux exilés ainsi qu'un livre, travail de 17 années, consacré au peuple Kurde, agrémenté de 70 photos. » Ce qui importe avant tout, « l'ouverture et la solidarité internationale. Il faut faire des actes et cultiver les gens dans la solidarité. Pour attaquer le mal il faut commencer par la relation et avoir des idées positives. » Un acte dont les réfugiés ont fait preuve : « Nous n'avons pas supporté le malheur de notre entourage. Nous avons agi. Nous sommes là grâce à notre générosité. »

US sympathizes with Turkish position but gives
no support to its tactics

NEWS ANALYSIS

US distances itself from Turkey on ESDP policy ...

Lale Sariibrahimoglu

Just before starting his first tour of Europe on June 12, U.S. President George W. Bush, called on Europe to be transparent toward the non-EU NATO members. This statement from Bush was perceived by many in Turkey as if Washington has completely been supporting Ankara, one of the six non-EU NATO members, on its stance over the European Security and Defence Policy (ESDP).

But both the Turkish and the Western diplomatic sources said that on the contrary what President Bush meant with that statement was that he has shown his sympathy with the Turkish position but did not support the current Turkish tactics. Washington has increasingly been nervous about the Turkish stance on the ESDP as it fears that this has been encouraging countries like France to establish their own cell of operational planning within an EU force acting independently from NATO, thus leading to an eventual weakening of the alliance, thus transatlantic ties.

Diplomatic sources recall that what U.S. Secretary of Defence Donald Rumsfeld told the Turkish government and military officials during his visit to Ankara on June 4, is still a valid statement reflecting the U.S. position. During those talks Rumsfeld said Turkey should accept the current deal brokered by Great Britain at an Istanbul meeting last month. He further said that the deal was the best deal that could be achieved.

An EU candidate but not expected to become a full member to the EU for a long time, Turkey wants the European Union to give a guarantee of veto power at times when the EU does not seek NATO assets and capabilities in any possible military intervention in an area close to Turkey. Turkey in short fears an EU force meddling in the Turkish-Greek disputes as well as on divided Cyprus.

This has been one of the four conditions that the Turkish General Staff cited in an information note released on June 4, which it said should be met before Ankara lifts its veto of assured access to NATO's capabilities by the EU.

But this Turkish General Staff note came as a surprise to the United States, because it conflicted with a British brokered plan that the United States and Turkey had worked on. The General Staff note was an obvious reflection of the Turkish military's displeasure over the British paper, commented one military analyst.

Turkey also seeks the Committee of Contributors, established under the ESDP to which all the EU members plus 6 non-EU NATO members including Turkey would participate, should be empowered with more responsibilities in decision making on the pre and post planning of any operations to be staged by an EU-led force.

'If you do not like it, rewrite it'

Turkey has been urged by the British and Americans to rewrite a paper reflecting the precise Turkish demands on the parameters of participation in the ESDP and then submit it to Great Britain to find another compromise. Turkey has not yet responded to that proposal.

Western diplomats argue that Turkey should not let its rival Greece hide behind Turkey. "Instead Turkey should put them to the test by agreeing with the current formula thus forcing Greece to take a stance," says one Western diplomat. The Greek foreign minister said during an EU meeting in Luxembourg held on June 10, that Athens would not be afraid of opposing the Turkish demands on the ESDP, taking the risk of being isolated within the EU.

The EU argues that it has given six non-EU NATO members including Turkey enough transparency and influence in the decision-shaping of potential EU-led crisis operations and it cannot give further without violating its legal mandate to maintain the autonomy of decision making. Turkey has pledged 6,000 troops, aircraft and ships to the 60,000 EU force, planned to be operational by the year 2003.

Turkish military sees EU force with offensive nature

Though many Turks give their backing to the Turkish military's stance on the ESDP, there are some

voices disputing Ankara's hardline stance on the EU force. Surprisingly retired Gen. Atilla Kiyat, who served with NATO as the head of the Turkish delegation before retiring, voiced his surprise in a TV interview last week that Turkey has been fearful of a possible attack against Turkish interests in Greece and the Aegean.

Indeed the military views the EU force as turning into an offensive organization threatening its basic national security concerns.

War Academies Commander Gen. Halil Simsek, speaking at a symposium held in Istanbul in January described the EU force not only as a defensive organization but possibly it would become an offensive force.

Reflecting openly Turkish concerns, Simsek said: "In the case of Europe having a future population of 300 million, creating an independent army could easily lead to a warlike situation in the Balkans, Caucasus or in the Middle East. Thus it is a vital issue for Turkey to fully take part within the ESDP."

Turkish-Syrian Business Council to meet on June 19

Turkey, Syria to boost economic cooperation

The first examples of Turkish-Syrian economic cooperation are to be seen soon. The Turkish-Syrian Business Council, which was established within the Foreign Economic Relations Board, will have its first meeting on June 19 in Istanbul.

State Minister Recep Onal and Syrian Minister for economics and the foreign trade Muhammed al-Imadi will attend the meeting, the Anatolia news agency reported on Friday.

Representatives of Syrian companies, which are involved in the electrical-electronic machinery sector, will take part in the meeting, as well.

It is being commented that the meeting would contribute to accelerate not only economic relations, but also political ties.

The first meeting of the business council will constitute an important platform for the meeting of businessmen from the two countries.

State Minister Onal and the visiting minister will sign the accord for the formation of the business council.

Third warning from EC to Turkey over Loizidou case

The European Council (EC) warned Turkey once again on Friday to pay compensation to the Greek Cypriot citizen Titiana Loizidou.

The EC has previously warned Turkey twice on the matter. Turkey is refusing to pay since the case took place in the northern part of Cyprus and is therefore a matter for the Turkish Republic of Northern Cyprus (KKTC) to deal with.

According to the decision made by the Delegation Committee, Turkey has been urged to recognize the decision of the European Court of Human Rights without delay.

In 1998, the European Court fined Turkey \$500,000 in the case of Loizidou, who claimed that Turkish soldiers had tortured her during Turkey's military operations on the Island in 1974.

Ankara - Turkish Daily News

Civil Society Associations Continue to Press for Political Reform

Turkish Probe June 17, 2001

by Guzin Yildizcan

During the first months of Turkey's 3-year economic stabilization program at the beginning of 2000, backed by the International Monetary Fund (IMF), a large section of society had new hope for the future. Inflation started to fall and corruption cases went to court. This seemed to be a good start for the economy. Furthermore, Turkey became a candidate for EU membership and the union's call for democratization in Turkey became an issue for political discussion.

The expectation was that the corrupt triangle of the mafia-politicians-the state would be exposed and that Turkey would move toward a clean society as public conscience was eased. There was hope that the onerous tax burden and inequality in the distribution of income would end. A widespread belief was: "Turkey is at the bottom. Things cannot get worse, which means we will start to recover."

But this was not the case. Hopes were dashed with the subsequent crises in November 2000 and February 2001. The Turkish lira depreciated 40 percent overnight. It was clearly unveiled that this was a political rather than an economic crisis. It is no secret that Turkey is mismanaged. It seems that the system impedes democratization and welfare. At this point, civil society associations representing businesses have stressed that economic reform would be insufficient without a political change.

A new economic package was prepared when the 3-year stabilization program collapsed after the crises. The new economy tsar was former World Bank Deputy Chairman Kemal Dervis, who was appointed state minister responsible for the economy. Since the demand for economic and social reform receded somehow to the background in the latest program, civil society associations have started to call for reform. Even some deputies, who are generally known for defending the status quo, seem to have accepted that Turkey will not change without due amendments in the political parties and electoral laws, and that nothing will be gained before the undisputed supremacy of party leaders over their parties ends.

Issue will be kept on the agenda

From civil society associations representing businesses to workers' representatives, from the president to certain deputies and to the man on the street, a large part of Turkish society would like to end the leaders' hegemony over their political parties. Yet Parliament, which is authorized to bring about such change, is taking it slowly.

Although there are those who would like to see change among the deputies, there are also conservative groups. Those who benefit from the current system especially do not want change. In fact no one has the verve to explicitly say "we don't want the political parties and electoral laws to change," since no one can deny that Turkey is being mismanaged. But even if your argument is not corroborated by facts, you can "defend" it through ruses when you are in power. That is why the defenders of change also have to end the power of the those groups.

Civil society associations representing businesses have started to call for change from every direction. The reports and surveys of the Turkish Businessmen's and Industrialists' Association (TUSIAD), Turkish Union of Chambers and Commodities Exchanges (TOBB) and Turkish Young Businessmen's Association (TUGIAD) are intended to start a discussion about amendments in the political parties and electoral laws. These associations, which seem determined to continue their pressure on state authorities, make concrete proposals on how to bring about change with their expert reports. The preponderant view is that the leaders' supremacy in political parties should end, party closures should be made more difficult and parliamentary immunity should be lifted.

The first report called "The Democratization Report" was presented by TUSIAD on May 22. On June 9, the results of the "Economic Crisis Survey" by TOBB were unveiled. Ostensibly dealing with economic matters, the report in fact included demands for constitutional amendments, as well as the political parties and electoral laws. Another report which dealt with similar issues came from TUGIAD on June 12. The Turkish Economic and Social Studies Foundation (TESEV) has been preparing a new report on political reform. It seems that civil society associations are resolved to continue to act as pressure groups for political reform.

The warning by President Ahmet Necdet Sezer that the precondition for change was intra-party democracy coincided with the release of the TOBB report. Sezer said the political parties law should be amended so as to guarantee intra-party democracy. He stressed that parties lacking internal democracy cannot establish democracy in

the country. Justice Minister Hikmet Sami Turk recommended that amendments in the political parties and electoral laws should be made before election time. "The time is now right for amendments since elections don't appear on the horizon," he said.

Reports carry the same spirit

The most comprehensive report was prepared by TUSIAD, which asked for more than amendments in the political parties and electoral laws. The report made explicit TUSIAD's stance regarding Kurdish education, saying, "Turkish should not be the mother tongue, but the official language." As part of its 10-part change proposal, TUSIAD argued that capital punishment should be abolished barring times of war, and that the military wing of the National Security Council (MGK) should be represented only by the Chief of Staff.

While 95.5 percent of the 3,476 companies asked by TOBB said they wanted constitutional change, 97 percent asked for new political parties and electoral laws. On the economic front, 70 percent of businessmen said they would be worse off at the end of 2001 than they were at the end of 2000.

The political parties and electoral law report by TUGIAD, said to include the most suitable propositions to address current needs, asks that the number of deputies go up to 600 and closures of political parties be made more difficult.

A large part of society seems to defend the same view in all reports and surveys: "Democratization cannot be realized without intra-party democracy." Legal amendments can put an end to the supremacy of leaders. This means that society has to continue to press for political reform. To the attention of politicians...

TOBB Survey Reveals Demand for Political Reform

According to the "Economic Crisis Survey" which was conducted through 3,476 companies,

- 95 percent of the subjects stated that constitutional amendment was necessary.
- 97 percent of the subjects asked for amendment in the political parties and electoral laws.
- 98 percent supported restructuring in the state administration.
- 96 percent demanded municipal reform.
- 51 percent said they could not export at all this year.
- 24 percent believed exportation would increase.
- 19 percent said the main problem for Turkey would be "political factors."
- 33 percent said their companies would have a harder time in the near future.
- 40 percent said that they would cut the number of employees.
- 21 percent anticipated that the new economic program would affect their business adversely.

TUGIAD: Number of Deputies Should Increase 600

The views in TUGIAD's "Political Parties and Election Law" report, which are claimed to be in line with current needs, are as follows.

- The regime regulating bans on and closures of political parties should be more lenient; other sanctions such as suspending activity for a stipulated time, or cutting Treasury aid should be introduced.
- The uncontested power of the leadership should end, deputy candidates should be determined through preliminary elections where all party members vote.
- The financial structure of parties should be transparent, open and accountable, financial accounting should lie with the government's Office of Accounting.
- Treasury aid should be allocated equally between parties and should be given only at electoral time for related spending.
- The organization rules of political parties should be more liberal, organization extending to neighborhoods will help participatory democracy.

- Articles prohibiting party membership should be lifted, the political parties regime should be liberalized.
- The parliamentary immunity of deputies should be circumscribed, the authority to raise charges against ministers on issues pertaining to their duty should lie with the Court of Cassation Public Prosecutor; while the authority to conduct cross-examination should lie with a criminal section of the Court of Cassation.

Suggestions Regarding the Electoral Law

The "d'Hont" version of proportional representation, which considers both fairness and stability, should be adopted. The number of deputies should be brought up to 600 to ensure smooth functioning of the assembly. Around 150 should be elected from the "country-wide electoral area." The distribution of deputies over districts should be in proportion to district population. The size of electoral areas should be limited so that the widest electoral area can include 10 deputies. Deputies should be elected every four years. The section in the constitution regulating qualifications for deputies should be revised. The age limit for deputy candidates should go down to 25, compulsory education should be required, and the ban on political activities for individuals "convicted for political crimes" should be limited in time. The preferential voting system should be accepted. It should be possible for parties to participate in elections through a "common list [of deputies]." The general threshold of 10 percent for parliamentary representation should go down to 5 percent.

TUSIAD: Turkish should be the official language rather than the mother tongue

TUSIAD's Democratization Report probed a number of issues including cultural rights, capital punishment, electoral and political parties laws, and the structure of the MGK.

- The Political Parties Law should be changed and the hegemony of leaders should end. Articles 4 and 5 of the Political Parties Law should be changed as "political parties are an indispensable part of political life" and be considered according to the decisions of the European Court of Human Rights.
- The electoral law should be changed and an electoral system based on small electoral sections supported with a proportional system should be adapted. The existing system facilitates governmental instability and moreover furthers it.
- The constitutional clause that "Turkish is the mother tongue" should be changed and Turkish should be accepted as the official language. The state should organize Kurdish education courses; two important elements of cultural rights are education in the mother tongue and radio-TV broadcast.
- The structure of the MGK which includes the chief of staff and four military commanders should be changed. The military wing of the MGK should be represented only by the Chief of Staff, other commanders should participate in the meeting "if necessary."
- The European Human Rights Convention Supplementary Protocol No. 6 should be accepted by Turkey, the death sentence should be abolished barring war conditions. The Constitution should be changed so as to make impossible the reintroduction of capital punishment.
- European Court of Human Rights decisions should be accepted as criteria in legislation regarding the freedom of thought, state of law, the right of assembly and demonstration.



Saddam Rattles His Saber

by John K. Cooley ABCNEWS.com - June 18, 2001

Iraqi President Saddam Hussein and his two powerful sons have been rattling sabers at the United States as Baghdad ramps up the rhetoric. As the United Nations debates an overhaul of sanctions against his embattled country, Iraqi President Saddam Hussein's saber rattling against the United States appears to have reached a fever pitch.

While successfully dodging the U.N.-imposed sanctions against Iraqi oil exports, Saddam and his two sons and

heirs, Qusay and Uday, have been talking and acting as though Baghdad was actually preparing for a new armed confrontation with the West.

On Sunday, Iraq's ambassador to the United Nations told U.S. television that Baghdad was offering a reward to Iraqi military officials for shooting down allied aircraft patrolling Iraq's "no-fly zones."

The declaration came amid growing border tensions with Saudi Arabia — an important Arab ally of the United States — and Iraqi threats to reject the new British proposed "smart sanctions" currently being debated in the United Nations.

The new "smart sanctions" are a British-U.S. proposal to ease restrictions on civilian imports to Iraq but toughen a ban on military-related goods. The proposal, to be decided by the U.N. Security Council by July 3, also aims to put an end to smuggling and illegal trade between Iraq and its some of its neighbors.

Border Problems

Iraq's issues with Saudi Arabia — border incidents, oil and natural gas — are familiar to Middle East observers who remember the 1990 buildup to Saddam's invasion of Kuwait.

Although largely unreported in the Western media, Saudi Arabia recently seized a disused Iraqi-owned oil pipeline running through Saudi territory for its own use.

According to the Saudi government-controlled media, the Arab kingdom plans to use the seized pipeline to transport natural gas across the desert to export markets after repairs and technical alterations have been carried out.

In a statement issued by the official Iraqi News Agency (INA) today, an Iraqi Foreign Ministry official dismissed Saudi ownership claims of the pipeline, saying the pipeline "was built according to agreements signed between Iraq and Saudi Arabia in the 1980s." He also added that Iraq had paid more than \$2 billion for its construction.

Saudi Arabia recently concluded new deals for production, transport and processing of its natural gas with major U.S. and multinational firms, including Exxon-Mobil and Shell.

Much of the seized \$2.2 billion Iraqi pipeline, built in the 1980s to carry Iraqi crude oil from the Gulf westward to the Saudi Red Sea port of Yanbu, runs parallel to an earlier Saudi pipeline.

Saudi King Fahed ordered the Iraqi line disconnected after Iraq invaded Kuwait, whom Saddam accused of stealing Iraqi oil, in August 1990. It has not been used since.

Iraq has denied the reported border incursions against the Saudis and has told the United Nations it will demand compensation for the "hostile" act of seizing the pipeline.

A Price on a Head

Baghdad's recent diplomatic troubles with Riyadh came as Mohammed al-Douri, Iraq's ambassador to the United Nations, confirmed allied suspicions that Saddam was offering a reward to its soldiers for downing U.S. or British planes.

"This is a way to encourage people to do their jobs better than usual," he told NBC News on Sunday.

The declaration followed an Iraqi news agency report that Saddam had warned his uniformed Cabinet members that Baghdad was heading for "a major confrontation with the aggressors" and must prepare to fight a new "national independence battle" and win it.

But even as Baghdad has repeatedly said it would reject the new "smart" sanctions proposal by the U.S. and Britain, Saddam has been successfully defying international attempts to halt the so-called "smuggling" of oil to neighbors like Turkey, Syria and Jordan, most of it outside the U.N.-regulated oil-for-food program.

Profitable 'Unofficial' Trade

Although Iraq has halted its 2.2 million barrels per day oil exports under the oil-for-food program, according to the authoritative oil journal Middle East Economic Survey (MEES), Baghdad continues its profitable 300,000 barrels per day "unofficial" trade with its neighbors.

Iraqi officials have halted exports under the oil-for-food program ostensibly because the United Nations renewed the program for only one month — and not six months as Iraq demanded.

In the past few months, Iraq has signed a number of new oil transactions with countries such as Syria, Algeria and India, which are not regulated by the United Nations.

The increased oil trade, coupled with cross-border exports to Turkey and Jordan, come as Iraqi opposition sources in Europe warn that Saddam is beefing up Iraqi military forces near Kurdish-controlled areas of northern Iraq, as well as continuing to improve his anti-aircraft defenses against U.S. and British planes based in Turkey, Kuwait and Saudi Arabia.



Iraq calls 'smart sanctions' part of Zionist plot

Reuters By Tanya Goudsouzian June 17, 2001

The so-called "smart sanctions" proposed by the U.S. and Britain for Iraq are part of a wider Zionist plot to destabilise the Arab world, Iraqi Trade Minister Mohamed Mehdi Saleh claimed in Dubai yesterday. The goal of these sanctions is to "hurt the second largest oil producer in the world," while Israel builds up its own arsenal with the help of the United States, he said.

Saleh was in Dubai to meet General Sheikh Mohammed bin Rashid Al Maktoum, Crown Prince of Dubai and Defence Minister, to discuss a free trade agreement between Iraq and the UAE.

Implicit was the Iraqi administration's campaign to solicit opposition to the U.S.-British plan to revamp the UN sanctions, which have crippled the Iraqi economy - and its people - for the past 10 years.

"We are an independent state and we can say 'no' to the U.S.," he said, adding that Iraq will maintain the stoppage on oil exports "so long as the UN does not take a positive decision vis-a-vis Iraq," or more specifically "so long as Iraq faces restrictions to the memorandum of understanding reached with the UN."

"Our decision to stop oil exports is not aimed at destabilising the international oil market prices. We simply want our rights. The sanctions must be lifted," he said.

"Any project seeking to pressure Iraq is necessarily bad for other countries in the region," said Saleh, stressing the need for Arab countries to stick together. "The U.S. and Britain want to control the resources of Iraq so they have placed us under siege. They want to do the same with Jordan, whose economy is highly dependant on ours," said the minister. "And they want to stop the reactivation of our relations with Turkey."

He denounced Saudi Arabia's move to confiscate the Iraqi pipeline as "unacceptable and wrong", and questioned the timing. He also regretted Gulf countries' readiness to boost oil production in order to maintain balance in the market.

"Saudi Arabia's objective was to weaken our position. If the situation were reversed, Iraq would not have taken such a decision. We would have supported them in their quest for their national rights," he said.

Saleh pointed out that Iraq had treated differently other people's property located within its territory. "[The pipeline] is Iraqi property. There are many houses in Basra that are owned by Kuwaitis. We have not confiscated those homes. We have kept them intact," he said.

"The aim to destroy Iraq is in the interest of Zionism, which seeks to weaken Arab states and threaten our national security," he said, adding that Iraq has always been "the most powerful country in the eastern flank of the pan-Arab confrontation with Israel." "The West has stripped Iraq of its weapons, while Israel modernises its arsenal with the help of the US," he warned. Asked about the possibility of a reconciliation with Kuwait, Saleh said that Iraq had been ready and willing to go ahead with mediation attempts by the Yemeni and Syrian presidents during

the Arab Summit held in Amman last March. "We agreed to reconciliation, it was the Kuwaitis who refused," he said. "You can ask all the Arab presidents about this." Iraq is also willing to normalise its relations with Iran, said Saleh. Referring to Saudi Arabia's recent overtures towards Iran, he commented: "Any Arab country has the freedom to forge relations with other countries, so long as it does not negatively impact Arab national security and occupied Arab lands."

He rebutted U.S. and British charges that the Iraqi regime was squandering oil-for-food revenue by purchasing "whisky, cigarettes and other luxury commodities."

"It is not true. The contracts signed under the Oil-for-Food programme don't include such commodities. But there is free trade with our neighbours and we cannot control that," he said. Asked about the sale of illegal oil, which Western sources say make up the bulk of President Saddam Hussein's revenue, Saleh was indignant: "It is legal. What the US and are enforcing on Iraq is illegal."

"Many U.S. presidents have come and gone, but our leader is staying and our people are still going strong."



Iraq urges China, France, Russia to veto sanctions

AFP June 17, 2001

BAGHDAD: Iraq's top newspaper urged China, France and Russia on Saturday to use their veto power in the UN Security Council to block British and US efforts to impose "smart" sanctions.

"Has the veto become the prerogative of the United States (alone) and why do the other Security Council members not use it?" asked Babel, which is run by President Saddam Hussein's elder son, Uday.

It said the reactions of China, France and Russia had fallen short of the expectations of Iraq, which had granted trade privileges to the three countries.

"Despite all that they have obtained...and the enticing offers made to them by Iraq, the positions of Russia, France and China fall short of the required level," said Babel. "Will Russia leave behind its inertia, France its negative attitude and China its hesitation in order to foil the greatest imperialist-Zionist plot against Iraq?" the paper asked.

Britain, with US backing, has circulated a Security Council draft resolution that would abolish curbs on civilian trade with Iraq but tighten a weapons ban and controls on smuggling outside a UN oil-for-food deal.

Iraq on June 4 suspended more than 2 million barrels per day of oil exports under the UN humanitarian programme in protest at the plan, which the Security Council aims to put to the vote by early July.



The Washington Times June 18, 2001 Editorial

Accountants against Saddam?

The State Department's recent decision to launch an audit of U.S. aid to the Iraqi opposition is a trip down memory lane, a short one at that to the bad old days of Clintonesque delaying tactics. The Bush administration seems to be employing those now-familiar stonewalling techniques in order to avoid financially supporting the Iraqi opposition, as mandated by Congress in the 1998 Iraq Liberation Act, which requires the Pentagon to disburse nearly \$100 million in military aid and training to opposition groups.

Although the Bush administration has agreed to deliver \$4 million to the Iraqi opposition for humanitarian initiatives, that's not nearly enough. The State department audit has triggered a hold on any funds designated for use inside Iraq in the effort to oust Saddam, a worthy goal if ever there was one. This, despite agreements dating back to January with the administration. This is a serious mistake, since such efforts should be the cornerstone of U.S. policy towards Iraq. Critics have tried to cast such a strategy in an irresponsible light, with the direst possible repercussions. However, a methodical, conscientious support of opposition groups should be a long-term, carefully planned investment. If an auspicious moment presents itself for the opposition to strike, then a well-supported group will be

ready. If the administration continues to obstruct Congressional-mandated funding for this purpose, then the Iraqi people, and the rest of the world for that matter, could lose an opportunity of inestimable value.

Sen. Sam Brownback, a Republican from Kansas, made an excellent point earlier this year when he suggested that if the White House will be reducing sanctions on Iraq, it makes sense it should simultaneously increase its support for the Iraqi opposition. The Bush administration maintains it wants to increase pressure on Saddam Hussein, while limiting the humanitarian impact of sanctions. Well, here's a way to do it. If the suffering of the Iraqi people is genuinely a priority for the White House, it should substantiate its concern by helping the people liberate themselves from such a ruthless dictator.

In Congressional testimony in 1998, Paul Wolfowitz, Mr. Bush's deputy secretary of defense, gave an impassioned defense of the Iraqi opposition. "The heart of the problem is that the United States is unable or unwilling to pursue a serious policy in Iraq, one that would aim at liberating the Iraqi people from Saddam's tyrannical grasp and free Iraq's neighbors from Saddam's murderous threats," he said. Many who are now top White House officials, including Secretary of Defense Donald Rumsfeld, echoed that same sentiment in a January 1998 letter to Bill Clinton. The State Department's audit seems to imply that what White House officials believe in theory, they lack the fortitude to put it into action. Meanwhile, the Iraqi people wait.



Russia may not cooperate on Iraq, says U.S. official

Reuters June 20, 2001

Days after the U.S. and Russian presidents held their first summit and declared they would work with each other, a senior American official said yesterday he was not sure if the two sides could agree on a new approach to Iraq.

"We hope the Russians will work with us toward a solution (but) it's hard to predict how this will turn out," Assistant Secretary of State Robert Einhorn said. "So far, the Russians have been grudgingly supportive of the new (U.S.-British) approach in general but reluctant to break ranks with Iraq," he told a disarmament conference sponsored by the Carnegie Endowment for International Peace. U.S. President George W. Bush and Russian President Vladimir Putin discussed the U.S.-British proposal to reform UN sanctions on Iraq during their first summit, in Slovenia on Saturday. But there was no indication whether Russia might veto the proposal, which is due for a vote on July 3, Einhorn said.

"The (presidential) discussion didn't get around to the question as to how the various parties would vote (but) revolved around the philosophy behind the resolution and some of the particulars," he said.

Einhorn said the sanction reform package, if adopted by the UN Security Council, would buy "some time for the fundamental solution to the question of stability in that part of the world, and that's the removal of the current regime from Baghdad."

The Security Council is debating a British-drafted resolution that would ease sanctions on civilian imports to Iraq, continue to ban military materiel and draw up a list of "dual use" items for review. Britain intends to present a revised draft on Wednesday.

The resolution also seeks to stop oil smuggling, worth about \$1 billion a year, and ensure that all money earned from the sale of oil is paid into a separate protected account rather than to Baghdad directly.

But details were left open, including how Iraq's neighbours might be compensated, leaving it to UN Secretary General Kofi Annan to devise a system after consulting with Jordan, Turkey and Syria. The proposed new sanctions promise compensation for the three neighboring states - from the World Bank or through Iraq's UN-regulated oil-for-food program - if Baghdad cuts off fuel supplies to these countries.

Russia, a close ally of Iraq, called yesterday for a public UN debate on the new U.S.-British proposals to revamp Iraqi sanctions as Baghdad marshaled opposition to the plan in the Arab world and beyond.

In an attempt to gauge U.N. Security Council support among all 15 members, Moscow said the entire issue should be discussed openly next week rather than in near-daily private talks. No decision has been made on the Russian

request. The United States and Britain are working intensively to try to have the new sanctions program adopted by July 3. Their strong preference is to persuade the other three permanent members of the Security Council - France, China and Russia - to join them in voting for the resolution because this would re-establish a solid international bulwark against Iraq.

But several obstacles stand in the way of that goal, Einhorn said. These include Iraq itself, which has refused to cooperate with the proposed new approach, and the technical difficulties of agreeing on a list of dual use items with both military and civilian applications that would be subject to U.N. approval before they could be sold to Iraq, he said.

Another problem is the "nervousness" of neighbouring states Turkey, Jordan and Syria, whose cooperation is crucial to the new strategy but who "want to make sure that there really is a safety net and they won't be disadvantaged by cooperating" with the new approach, Einhorn said.

The "final potential obstacle" is the attitude of key governments like Russia, he added. On the fringes of the Slovenia summit, other U.S. and Russian officials discussed the issue of the dual use list, Einhorn said. He did not identify the other officials, but Secretary of State Colin Powell and Russian Foreign Minister Igor Ivanov held talks.

"The Russians made clear that while they agree with us that some change was necessary in the current (sanctions) regime, some of the particulars of this approach cause some problems for them and further work was required," he said.



Iraq mounts diplomatic blitz on U.S.-British plan

Reuters June 20, 2001

Baghdad is mounting a major diplomatic offensive to win support for its rejection of a UN Security Council draft resolution aimed at revamping 11-year-old sanctions on Iraq. President Saddam Hussein has sent senior officials to world capitals to make the case for rejecting the draft proposed by Britain and backed by the United States.

Deputy Prime Minister and Finance Minister Hikmat Mezban Ibrahim handed Jordanian Prime Minister Ali Abu Al Ragheb a message from Saddam to King Abdullah on Tuesday, the Jordanian state news agency Petra reported.

It said the message focused on the dangers of the Anglo-American proposal and its repercussions on Iraqi-Arab relations. Ibrahim handed a similar message from Saddam to Egyptian President Hosni Mubarak on Monday, the Iraqi news agency INA reported.

"We hope that there would be the usual brotherly support (to Iraq) from Jordan...to face these dangerous proposals," Petra quoted Ibrahim as saying after seeing Abu Al Ragheb in Amman. "We value Jordan's clear stand that is based on strong arguments in rejecting the smart sanctions," he added.

Jordan appealed on June 14 for the Security Council to drop plans to overhaul sanctions, saying its economy would be devastated if trade was halted. The British-drafted resolution would ease sanctions on civilian imports to Iraq, ban military materials and draw up a list of goods for review that could have both military and civilian uses.

The resolution also seeks to stop smuggling estimated at about \$1 billion a year and ensure that earnings from the trade which currently go directly to Baghdad are paid into a UN-controlled account.

Iraq fears the proposals would solidify rather than ease sanctions. It halted oil exports on June 4 in protest and threatened to stop supplying neighbouring Jordan, Syria and Turkey if they cooperated with the new plan.

Iraq supplies the three countries with oil outside the UN oil-for-food deal, earning funds directly for itself. Sales under the oil-for-food pact go to a U.N. escrow account to pay for food, medicine and other humanitarian needs.

Baghdad media said last week Ibrahim met Syrian Prime Minister Mohammed Mustafa Mero in Damascus and urged Syria not to cooperate with the resolution. The Iraqi press later reported that Syria had expressed its concern over the plan to U.N. Secretary-General Kofi Annan.

Iraq also told Turkey last week that Ankara would suffer severe consequences if it implemented the resolution. Iraqi Deputy Prime Minister Tareq Aziz wrote to Annan urging him not to link the draft resolution with the oil-for-food deal, Baghdad newspapers reported on Tuesday.

Aziz told Annan the new resolution would "impose an international mandate on Iraq for many years to come and deprive the country of its resources and aggravate the humanitarian situation".

The Security Council extended the oil-for-food pact on June 1 for one month instead of the usual six. Baghdad rejected the short extension and suspended oil sales. Trade Minister Mohammed Mehdi Saleh last week was received by Crown Prince Sheikh Mohammad bin Rashid Al Maktoum, Crown Prince of Dubai and Minister of Defence.

INA said deputy Foreign Minister Nizar Hamdoon met Belgian Foreign Minister Louis Michel in Brussels on Tuesday and briefed him on the U.S.-British proposal. Hamdoon, Iraq's former ambassador to the United Nations, has already discussed the plan with Danish officials, it said.

The Security Council is working towards a self-imposed deadline of July 3 to adopt the new resolution. Russia, Iraq's closest ally in the council, has signalled its objections.



Time for Realism On Handling Iraq

Washington Post By Shibley Telhami
June 20, 2001

Frustrated by the reluctance of Russia and other members of the U.N. Security Council to go along with a plan to modify sanctions on Iraq, the Bush administration has accepted delaying U.N. action on the issue for one month. But the central problem for Iraq policy is here at home, not abroad. There is no winning policy option for the United States, given the nature of the American discourse on Iraq and the persistent perception that the administration remains divided on this issue.

Here is the problem: Given the prevalent assumptions on Iraq, few people will be satisfied with any outcome short of removing Saddam Hussein, or at least visibly weakening him, and few are willing to pay the price of a ground war that might be required to ensure his removal.

While Saddam Hussein is portrayed here as one of the greatest threats to world peace, the rest of the world sees him as a ruthless dictator who is neither powerful enough to pose such a threat nor so suicidal as to be immune to military deterrence.

Even a successful restructuring of U.N. sanctions that will improve the lot of Iraq's people and limit Iraq's weapons will be read as a failure in the United States before long. Surely the increased funds that Iraq will receive, and the new opening it will have in trade and travel, will be claimed as a victory by its leaders, whose posture will become even more strident. Opponents of this policy will continue to claim that Iraq is secretly developing weapons of mass destruction – an allegation that can never be fully refuted. And with every blow to the prospects of Arab-Israeli peace, Saddam Hussein's popularity in the region will rise – if only as a form of defying the United States. Charges of appeasement will soon resonate all over Washington.

Those who are calling for a more aggressive policy on Iraq aimed at overthrowing Saddam Hussein stand to lose more by having their policy tested first than by awaiting the failure of revised sanctions to please the Washington mainstream. In reality, there is no military solution that can guarantee the removal of Saddam Hussein, short of a ground war. Sure, one can get lucky with less, but no president can commit to such an option unless the chance of success is high, and that means making a commitment to go to war if necessary.

But the lack of public support for this level of commitment at home is even surpassed by insurmountable opposition abroad – not to mention the consequences of war for oil markets, or the uncertainties that would follow the regime's removal. Either way, the White House stands to lose. There is a way out – and it's not in sending talented American diplomats around the world persuading people to see things our way, or in pretending that the problem is only with greedy Europeans anxious to do business with Iraq. It begins with the president unifying his

own advisers and then leveling with Congress and the American people. George W. Bush cannot afford a divided house on Iraq, since it means that neither option will be given a full chance to work.

The president can use the change of power in the Senate as an opportunity for a national consensus on Iraq. Conventionally, Iraq's threat is certainly containable by the presence of American forces in the region, even if Iraq's income increases. While the United States should work to limit Iraq's weapons of mass destruction, one should not be intimidated by the prospect that Iraq may end up acquiring them anyway. Iraq had chemical weapons during the 1991 Persian Gulf War, which failed to deter the United States from waging a full war against it. More important, Iraqi leaders didn't use them because they knew they would be committing suicide, since the United States would have marched to Baghdad. Their survival instinct has trumped their grand ambition every time.

Saddam Hussein will continue to pose a threat to U.S. interests, but his specter in Washington is much larger than the man himself. Inflating a third-rate power is self-defeating; it limits policy options and sets aside more important priorities. Removing the economic sanctions while containing Iraq militarily is the only workable policy short of waging a war. But the obstacles to this policy are greater here at home than they are abroad. It's time for an honest national debate.

The writer is Anwar Sadat professor of peace and development at the University of Maryland.



Constitutional Court bans Virtue Party

Turkish Daily News June 22, 2001

After conducting the closure case against the main opposition Virtue Party (FP) for more than a year, the Constitutional Court on Friday decided to ban the party on charges of being a center of Islamic fundamentalism.

There were two different charges -- that it is a center of Islamist militancy -- and a mere successor of the now defunct Welfare Party (RP).

The court ruled that the party was not a successor of the defunct Welfare Party (RP).

Two FP deputies, Istanbul deputy Nazli Ilicak and Tokat deputy Bekir Sobaci, will be toppled from Parliament under the ruling. Also the court decided to ban Nazli Ilicak, Merve Kavakci, Bekir Sobaci, Ramazan Yenidede and Mehmet Silay from political life for five years, on charges of causing the ban of the party with their announcements and moves.

According to the decision of the court, all the assets of the FP will be transferred to the treasury.

The court chose to announce the verdict after 5:00 p.m., soon after the markets had closed. The markets in European countries had been closely monitoring the case.

The decision of the court, which only toppled two of the 102 FP deputies, eliminated the possibility of early elections.

Erbakan-Erdogan argument set to hot up

It is expected that the dissolving of the Virtue Party (FP) will spur on movement within the political arena in general and within the FP in particular. If the FP is dissolved there will be over 100 independent deputies in Parliament. It is being said within the FP that three new parties could well emerge. During the process to found these new parties, the long-standing feud between politically banned Necmettin Erbakan, the former leader of the outlawed and Islamist party the Welfare Party (RP), and Recep Tayyip Erdogan, former RP Mayor of Istanbul and also banned for politics, is expected to flair up.

The first major split between the conservative wing of the FP, who follow Erbakan's line, and the reformists, who are led by Erdogan, was seen at the FP congress in May 2000. Reformist challenger for the party leadership Abdullah Gul was only just defeated by incumbent and conservative party leader Recai Kutan. Following the congress, the disputes between the two wings increased rapidly. Although the reformists had been considering breaking away from the party after the congress, they decided to await the outcome of the trial at the

Constitutional COurt to dissolve the FP. Even though both the conservative and the reformist wings of the FP have publicly opposed the FP being dissolved, they have behaved as if they actually do want it dissolved. Should the party be dissolved, it will be easier for both wings to go their separate ways and to explain their positions to the public. If the party survives the trial, the process of splitting up will be much more painful.

Among those personalities tipped to head the new party that will be formed by the pro-Erbakan conservatives are current FP Mayor of Istanbul Ali Mufit Gurtuna, FP Istanbul provincial chairman Numan Kurtulmus and FP deputy leader Teoman Riza Guneri. As Tayyip Erdogan is still banned by law from practicing politics, FP deputy for Kayseri Abdullah Gul is being tipped to be the leader of the party to be formed by the reformist wing. Stating that preparations for a new party are largely complete, Gul said the party would be good enough to embrace all of Turkey. For this reason it is being said that Erdogan will be able to take a limited number of FP deputies into the new party.

Another personality associated for a long time with the reformists is Mayor of Ankara I. Melih Gokcek. When he saw that his request to become the leader of the new party was not being accepted, he moved to form a party of his own. It is said that Gokcek could well form a new party with some members of the current FP.

There are also comments to the effect that other right wing parties, the Nationalist Movement Party (MHP), the Motherland Party (ANAP) or the True Path Party (DYP) could also take FP members into their ranks. This could reportedly change the critical balances in Parliament.



James Dorsey In Istanbul
22nd June 2001
The Scotsman

Kurds warn Turkey of new war

THE Kurdistan Workers Party (PKK) has warned two years after declaring a unilateral ceasefire that it may resume armed operations against Turkish security forces. The PKK said it was prepared to start striking back against Turkish forces, which were inflicting "constant blows" upon them with 33 rebels killed since April. Clashes between the PKK and the Turkish military have become intermittent since captured rebel leader Abdullah Ocalan ordered the unilateral ceasefire in April 1999.

Ocalan, who has been sentenced to death by a Turkish security court on charges of treason and is awaiting the outcome of his appeal to the European Human Rights Court, had hoped that the ceasefire would prompt the government to negotiate cultural rights for the country's estimated 12 million Kurds. Since Ocalan's capture in February 1999, some 5,000 PKK fighters have withdrawn into northern Iraq and Iran.

But the Turkish government has dismissed Ocalan's strategy as an attempt to save his own neck and has vowed to wipe out the PKK, which it denounces as a terrorist organization. The government has so far done little to rebuild the war-ravaged south-eastern Turkey and to restore political stability.

Some 30,000 people have died in 16 years of fighting between the PKK and security forces in south-eastern Turkey. "The constant blows aimed at destroying us are forcing our guerrilla forces towards retaliation," the PKK command was said in a statement on the website of Ozgur Politika, a pro-Kurdish publication. "We call on officials of the Turkish state once more to abandon these coercive attacks and the politics of denial and destruction," the command said.

The statement said 33 PKK rebels had been killed in the south-eastern provinces of Sirnak and Hakkari since April. The number of deaths tallies with statements made by security officials in April and May about clashes in the south-east of the country.

"Despite the Turkish army's cries of heroism, our guerrilla army is powerful and strong enough to rapidly become an even more superior force," the PKK said in its statement.

A farmer in Hakkari died this week and another was seriously wounded late on when a landmine exploded in the field where they were working, the governor's office said. Officials said the mine had been laid by the PKK.



Iraq: An issue in Which the Options and the Results Differ for Turkey

Turkish Probe June 17, 2001
by SAADET ORUC

"It is premature for a visit to be paid by the Iraqi Kurdish leaders," a senior Turkish official said in remarks to the Turkish Probe, when asked about the planned visit by Jalal Talabani and Massoud Barzani to Ankara.

"Yes, we want to have a joint meeting with the leaders of the two parties in northern Iraq, but no time has been set, yet," the Turkish official said. Representatives of the two Iraqi Kurdish parties in Ankara had denied any invitation conveyed by Ankara to their leaders through the Ankara offices, however the Turkish Foreign Ministry had later confirmed the plan of having a joint meeting with the Iraqi Kurdish leaders in Ankara.

Logoglu's visit

A recent visit by Faruk Logoglu, undersecretary of the Turkish Foreign Ministry, had been a step which had been followed closely by Turkey's Western allies. Despite the fact that the visit raised the eyebrows of officials of Western allies, the United States and Great Britain, Ankara managed to reveal its position on the smart sanctions on Iraq.

Of course, the timing of Logoglu's visit was not taken as a coincidence by the foreign observers; it was scheduled to take place in the midst of the intensive debate at the U.N. Security Council on the newly-proposed sanctions regime. But in the light of the concerns over the estimated reactions to be shown by the Iraqi administration after any approval to be given by the Security Council for the sanctions plan, the Western states did not hide their dissatisfaction on the timing of the visit to Baghdad.

Ankara peace process

Giving clear signals of a will to take further steps to revitalize the Ankara peace process, Turkey prepared to hold meetings with the main Iraqi Kurdish actors of the process, Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP).

No matter that the time has not been scheduled yet; Turkey tries to realize this plan with slow, cautious and silent steps. But, considering the fact that Barzani has paid a recent visit to Ankara and that he did not want to travel a lot, it can easily be commented that the KDP side is reluctant towards the realization of such a meeting in Ankara.

On the other hand, it can be estimated that the cosponsors of the Ankara peace process, the United States, expects an invitation to the scheduled talks in Ankara, if the debates are being planned for the revitalization of the Ankara peace process. Turkomans, in addition, are another member of the peace process, which wait to be invited or at least to be informed regarding the developments.

Turkish concerns regarding a Kurdish state

Doubts over the possibility of the formation of a Kurdish state were not possible to ease and the recent messages given from Ankara on northern Iraq were clearly given under the shadow of these concerns. According to foreign observers, impressions and facts are different for northern Iraq. "The situation in northern Iraq is fragile, yes, this is true, but there are no signs that the Kurds in Iraq are being prepared for the establishment of a state in northern Iraq," observers said. They do not rule out the fact that the Turkish concerns are being understood. "But at this stage, it is perfectly clear that they are not working towards a northern state in Iraq," they commented, refusing to speak about hypothetical questions, defining the questions on such a possibility as "hypothetical."

Recently, the Prime Ministry sent a circular to relevant state institutions, revealing the Turkish position that any attempt for the establishment of a state in northern Iraq would be considered as a reason of war, a casus belli.

Ankara continued to urge the Iraqi Kurdish groups to respect the territorial integrity and the political unity of Iraq. As the debate at the U.N. Security Council goes on over the smart sanctions, Ankara takes steps to clearly put forward its position on Iraq and it seems that the options and results would be different for Turkey when Iraqi affairs are considered.



Turkey Lobbies Bankers on Credit

June 12, 2001

FRANKFURT, Germany (AP) - Turkey's economy minister won tentative support from top global bankers Tuesday during a visit to Germany to stump for his country's economic recovery program. Kemal Dervis met in Frankfurt with more than 40 bankers, who scrutinized his plans to overhaul Turkey's tattered financial system.

"The banking community is optimistic regarding Turkey's new stringent economic and reform program," said Juergen Fitschen, a board member of Deutsche Bank, which organized the meeting.

Turkish officials had been pressing international banks to keep the country's credit lines stable at current levels through the end of the year and then gradually increase their lending. That would restore Turkey's access to loans at levels enjoyed before the December Turkish financial crisis spurred many banks to cut off credit.

"The financial institutions participating in the meeting welcomed the strengthening of the Turkish program and signaled their intention to maintain - on a voluntary basis - their current exposure with respect to interbank and trade credit lines to Turkish banks," Deutsche Bank said in a statement after the meeting. The international banks also pledged "to rebuild their lines as the program is implemented."

In December, Deutsche Bank led a consortium of 11 banks that gave Turkey a one-year \$1 billion loan. Turkey launched a new economic recovery program May 15. The International Monetary Fund (news - web sites) and the World Bank (news - web sites) have already bolstered the turnaround plan with \$18 billion in loans of their own. Dervis said he also plans similar meetings in New York with officials from the U.S. Federal Reserve and Citibank. "We aim to restore confidence," Dervis said.



Prevention of Torture Should Be Priority for EU-Turkey Meeting

Human Rights Watch June 20, 2001

(Brussels, June 20, 2001) The European Union should make the persistent problem of torture in Turkey a priority for high-level E.U.-Turkey meetings next week, Human Rights Watch said today.

In a letter sent to E.U. officials, Human Rights Watch said that to tackle the problem of torture, Turkey should be required to immediately stop holding detainees "incommunicado," or without access to a lawyer or other independent person. Human Rights Watch sent the letter as Turkey's minister for relations with the E.U., Mesut Yilmaz, arrived in Brussels to address the European Parliament in advance of next week's meetings.

As long as detainees can be held where no outsiders can see them, police can torture them without fear of detection, Human Rights Watch said.

The E.U. recently identified the fight against torture as a priority issue and adopted special torture policy guidelines designed "to support and strengthen on-going efforts to prevent and eradicate torture and ill-treatment in all parts of the world."

"This is an opportunity to put the E.U. guidelines to work," said Holly Cartner, executive director of Human Rights Watch's Europe and Central Asia division. "The fastest way to curb torture in Turkey would be to abolish incommunicado detention. Open up the jails to independent monitors, give detainees access to lawyers, and their torturers will no longer enjoy impunity."

The E.U. identified curbing torture as a priority in its Accession Partnership document for Turkey, the list of economic and political reforms that Turkey must undertake to join the E.U. In response, the Turkish government adopted a National Plan, intended to map out how it would meet the E.U.'s requirements.

The National Plan does not mention abolition of incommunicado detention. While the plan provides for eventual enactment of a new criminal procedure code, which could address the incommunicado detention issue, Human Rights Watch said that waiting for that reform would entail an unacceptable delay in tackling the torture problem.

"Every year, there are thousands of victims of torture in Turkey," Cartner said. "We cannot afford to wait around for the Turkish parliament to overhaul the whole criminal procedure code, when the simple act of abolishing incommunicado detention would make such a difference."

Human Rights Watch recommended that Turkey put elimination of incommunicado detention among the short-term objectives to be identified in its revised National Plan, expected in September. Human Rights Watch sent the E.U. a full critique of the Turkish National Plan in April.



Iraqi troops in position to invade Kurdistan

By Jessica Berry

LONDON SUNDAY TELEGRAPH-June 24, 2001

LONDON – Iraqi troops are massing near the northern no-fly zone for what military analysts suspect may be an attack inside Iraqi Kurdistan that could frustrate U.S. and British plans to revise international sanctions.

Military experts in Iraq said the buildup is centered just south of the town of Arbil, in the Western-protected enclave set up in April 1991 to protect the Kurds and to deter Iraqi attack. President Saddam Hussein, they said, has sent tanks, artillery and armored vehicles to the northern region of Kirkuk in what was described as "excessive military activity."

A smaller number of troops and armored units have been moved to Haditha, on Iraq's western border with Jordan, and the Iraqi president has also reopened the al-Baghdadi air base in the same area. "By invading Kurdistan, Saddam is going to try to goad Britain and America into retaliating with air strikes," an Iraqi military expert said.

"If they do, Russia and China, who both oppose the reformed sanctions, would demand further reviews before any new sanctions plan could be implemented. Any confrontation will also boost Saddam's popularity."

So-called "smart sanctions" are under negotiation at the United Nations with the goal of reducing smuggling by tightening inspections while allowing nonmilitary supplies to flow freely, thus denying Saddam the opportunity to claim his people are being starved by the West. Iraq, which said last week it would fight the sanctions plan, has a hidden oil trade worth \$3.1 billion a year on top of the \$16 billion it earns officially.

A British foreign ministry spokesman said over the weekend: "We are monitoring the situation in Iraq very closely. We remain determined to protect the Kurds by enforcing the northern no-fly zone. There is no weakening in our resolve to protect them." A defense ministry spokesman added: "We are aware of a troop concentration in the Arbil area and are keeping a close eye on it. What Saddam's intentions are we do not know yet."

There is other evidence that Saddam is preparing for some kind of confrontation with the Kurds.

In the past week, he has moved ministries and security units to secret locations close to schools and hospitals, making them problematic targets. The last time Iraq moved its ministries was in December 1998, just before the Operation Desert Fox air strikes on military targets. Iraq invaded Arbil in August 1996 when it destroyed the opposition headquarters of the Iraqi National Congress, killing hundreds of dissidents.

Saddam, who has put Qusay, his son and heir, in charge of security aspects of the current operation, has also brought in Field Marshal Ayad Alrawi, a former commander of the Republican Guard, and Field Marshal Salah Abood, both senior Ba'ath party members.

In recent television broadcasts, Saddam has called for a "final war" and has warned of imminent attack from the West and a threat from Iran. Last week, he claimed that Allied war planes fired at a playing field in the Kirkuk area, killing 23 persons. The United States and Britain denied the attack. One Iraqi dissident in the area said it was most likely that an Iraqi missile had exploded accidentally. "They are moving a lot of weapons around at the moment, and I'm pretty sure there was an accident," he said.



It's Time for the United States to Relax Sanctions Against Iran

By Lee H. Hamilton and James Schlesinger

NEW YORK — In the presidential election this month, Iranians voted overwhelmingly in favor of reform and democracy. The landslide victory of Mohammed Khatami, the candidate identified with reform, provides an opportunity for the United States to respond to the Iranian people's desire for change.

The current stalemate in American-Iranian relations does not serve overall American interests. The United States should relax its economic sanctions against Iran and take other steps to foster an improved relationship, without weakening efforts to advance Middle East peace and prevent terrorism and the proliferation of nuclear weapons.

Current U.S. policy is focused on important American security interests — combating terrorism and containing nuclear weapons — but largely neglects American geopolitical, energy and economic interests. The sanctions, driven by the de-

sire to isolate and punish Iran, have scant international support.

Major nations, including Russia and China, are cultivating Iran as they compete for influence in the Middle East and Central Asia. Unilateral sanctions are shutting the United States out of this competition while encouraging potential strategic alliances to develop among Russia, China and Iran. The sanctions are also a major source of friction in U.S. relations with Europe and Japan.

A less confrontational approach to Iran would make it easier for the United States to develop more effective and timely policies in the Middle East, since America and Iran share some common interests — for example, concern about Saddam Hussein in Iraq and the Taliban in Afghanistan.

Current U.S. policy also has substantial economic costs. American companies are missing opportunities to invest in Iran and develop its vast oil and gas resources.

Iran is not a likely exporter of oil to the United States, but easing the sanctions would allow American development to increase Iranian production, raising its exports to Asia and thus helping to stabilize oil supplies and prices worldwide.

It would be a strategic blunder to ignore the Iranian people's clear call for reform by simply maintaining and renewing existing unilateral sanctions. And an opening to Iran now would make it harder for those Iranian leaders who oppose reform to make the United States a scapegoat for Iran's problems.

How to move forward and get beyond the current stalemate? A recently completed three-year Atlantic Council study, which we helped lead, concludes that American engagement is best begun by allowing the private sector to invest in Iran and make American products and ideas available to Iranians. This would require that economic sanctions be relaxed, a step that need not be contingent upon the actions of

Iran or any other nation.

Additional steps should, however, depend on Iran's responses. The current political climate in Iran precludes direct government-to-government relations, so realistically no extraordinary short-term results should be expected. The relationship is likely to remain difficult for some time.

Nevertheless, if both nations are willing to compromise, what is impossible to envisage today could become a reality tomorrow: A relationship between the United States and Iran that permits the "dialogue of civilizations" that Mr. Khatami has called for and that meets their common interests.

Mr. Hamilton was chairman of the House Foreign Affairs Committee from 1993 to 1995. Mr. Schlesinger was energy secretary and defense secretary under Jimmy Carter. They contributed this comment to The New York Times.

La fin d'un islam politique en Iran

LA CAUSE EST ENTENDUE. Le réformateur Mohammad Khatami vient d'être reconduit dans ses fonctions de président de la République islamique. Ce n'est pas une première en Iran. L'ayatollah Ali Khamenei, aujourd'hui Guide suprême, c'est-à-dire numéro un du régime, et Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, actuellement à la tête du Conseil de discernement des intérêts de la République, avaient eux aussi été crédités dans le passé chacun de deux mandats présidentiels, le maximum autorisé par la Constitution. Alors, l'Iran tel qu'en lui-même ?

La réponse est non, et d'abord formellement : jamais les Iraniens ne s'étaient rendus aux urnes en aussi grand nombre que lors des deux dernières présidentielles, précisément parce que Mohammad Khatami était candidat. Jamais non plus auparavant un président réélu n'avait fait un meilleur score que le précédent, et ce alors même que son premier mandat est resté en quart de teinte. Ce ne sont pas là des détails secondaires. En renouvelant massivement leur soutien au président sortant, les Iraniens lancent un défi à l'ensemble du système politique, M. Khatami inclus, quoiqu'en dise le Guide de la

République pour qui chaque bulletin déposé dans l'urne est un acte de foi dans la République islamique.

Dans le passé, les Iraniens votaient d'abord parce que c'est un droit que leur accorde la Constitution, mais aussi parce que, pensaient certains, le tampon apposé sur la carte d'identité du votant pouvait faciliter la vie, et enfin parce que, pour d'autres, c'était là un moyen de faire acte d'allégeance à la République islamique. Deux à quatre candidats étaient alors en lice, mais un seul, choisi par les hautes sphères du pouvoir, était désigné d'avance, les trois autres faisant office de faire-valoir du jeu pseudo-démocratique. C'est en 1997, avec son discours novateur, que l'irruption du candidat Khatami a brouillé les cartes.

Pour la première fois, à leur propre étonnement, à celui de l'intéressé lui-même et au grand dam de l'establishment, les Iraniens ont réussi à hisser à la présidence l'homme qui leur paraissait le plus proche de leurs préoccupations et qui parlait leur langage. Son allure soignée, sa culture et son sourire, une campagne menée au contact des foules dans le pays profond, détonnaient dans la galerie des personnalités-

clés et des mœurs de la nomenclature que les Iraniens avaient coutume d'entendre et de voir. Mohammad Khatami fit mouche pour la première fois. Les Iraniens, habitués à subir, découvraient qu'il pouvait agir sur le cours des choses.

Sonnée, la « droite » ne mit pas longtemps à se remettre et à tenter, en vain, de déstabiliser le nouveau président. De guerre lasse et dans la dernière ligne droite du premier mandat de M. Khatami, elle opta pour le mimétisme. Les principaux concurrents de ce dernier multiplièrent en effet sourires et aménités et promirent des changements et des réformes, leurs paroles n'engageant bien sûr que ces seuls récipiendaires.

Du moins, est-ce ainsi que les Iraniens de tous bords semblent l'avoir perçu puisque les trois postulants supposés séduire des catégories sociales précises ont mordu la poussière. Ahmad Tavakoli, malgré ses promesses de réforme économique, n'a pas convaincu les couchés les plus défavorisés. Abdollah Jasbi, un universitaire, n'a pas séduit les étudiants ; et Ali Chamkhani, le ministre de la défense, n'a pas ratisé les voix de l'armée et de ses corps auxiliaires, les Gardiens de la révolu-

tion et les Bassidjs, sans parler de six autres candidats qui n'ont ramassé que des miettes.

Si donc les conservateurs font aujourd'hui leurs comptes, c'est à ce constat de déroute totale qu'ils doivent se livrer. Toutes leurs manœuvres visant à empêcher M. Khatami d'engager des réformes au cours de son premier mandat n'auront donc servi à rien. Il est probable, sinon certain, qu'une partie d'entre eux se soucient bien peu de popularité, l'essentiel à leurs yeux étant d'entretenir à contrôler les leviers du pouvoir — ce qui est encore le cas aujourd'hui — pour sauvegarder leurs intérêts et leurs rentes de situation. Mais il est également possible, du moins selon certains réformateurs, que le camp adverse se scinde et qu'émerge une « droite » dite « intelligente » qui comprendrait l'urgence de réformes culturelles, sociales et économiques dans l'intérêt même de la sauvegarde du système.

Car, ce qui est certain, c'est que la République islamique a changé de visage, à la base, comme diraient les marxistes. Les années qui ont suivi la période postrévolutionnaire et la guerre contre l'Irak ont montré aux Iraniens que les factions au pouvoir

n'étaient pas en mesure de répondre aux besoins du pays en voie de « normalisation ». Les bricolages dits « pragmatiques » des années 1990 en matière économique – début de libéralisation et de reconstruction, synonymes de surendettement et tentatives de privatisations ratées – ont fait long feu. Par ailleurs, la chappe de plomb politique et morale n'a presque pas été desserrée.

La République islamique est également devenue beaucoup plus jeune puisque près de la moitié de la population est née après la révolution. Ce

rajeunissement, accompagné d'une plus grande alphabétisation, aurait pu être un atout, mais, dans un système presque totalement bloqué, il a aggravé les problèmes. L'arrivée massive de jeunes sur un marché de l'emploi étroit et aux structures obsolètes et la soif de la jeunesse de vivre et de s'ouvrir au monde creusaient le fossé avec un pouvoir religieux qui se maintenait par la contrainte. L'islam politique a fait long feu.

L'un des mérites de M. Khatami est d'avoir compris ces mutations profondes et de tenter d'y adapter la République islamique. C'est une véri-

table gageure dont l'issue n'est pas certaine tant il est vrai que l'ambiguïté est aux fondements mêmes de la République, dont la Constitution prétend combiner la volonté du peuple, exprimée notamment par le suffrage universel, et des lois et règlements inspirés de la religion ou prétendument telle. La pression de la société civile, qui acquiert de plus en plus d'autonomie en s'empressant d'occuper les espaces de liberté, si petits soient-ils, qui lui ont été ouverts au cours des quatre dernières années, forcera-t-elle le changement ? Ou les Iraniens, qui raffolent de références littéraires, continue-

ront-ils de humer la démocratie de loin, à l'image de ce pauvre hère dont parlait l'un de leurs grands mystiques du dix-huitième siècle : l'homme assis au sommet d'une haute muraille et crevant de soif jetait des pierres dans une rivière coulant hors de sa portée. A l'eau qui lui demandait à quoi servait ce manège, il répondit : la chute de la pierre me permet d'entendre ta voix et de calmer un peu ma soif. Et chaque pierre que je décroche du mur réduit la distance qui me sépare de toi.

Mouna Naim

TURQUIE *Le président a mis son veto à une loi renforçant le contrôle sur les médias*

L'Internet turc menacé par la censure

Istanbul :
Éric Biegala

« Ça n'est pas encore la victoire : on a simplement remporté un round et il faut bien se rendre compte qu'en face de nous il y a Mike Tyson. » Nurdogan Sengüler, créateur et animateur de quatre sites Internet, est un homme prudent. Le président de la République Ahmet Necdet Sezer vient d'opposer son veto à la nouvelle loi sur l'audiovisuel, un texte qui soumettait l'Internet turc à une censure à peine déguisée en lui appliquant les règles de la presse écrite.

Dans l'argumentation utilisée pour rejeter le texte, le président turc, dont les prises de position libérales font le bonheur

des démocrates, estime que les « particularités de l'Internet font que sa régulation est incompatible avec les dispositions de la loi sur la presse ».

Le renvoi du texte devant le Parlement ne signifie pas pour autant qu'il sera abandonné. Si les députés choisissent de voter à nouveau la loi dans les mêmes termes, le président n'aura plus d'autre choix que de l'entériner.

Or, les parlementaires seront soumis à de fortes pressions : certains aspects de la loi servent en effet les intérêts des grands groupes de communication, particulièrement ceux du holding Dogan qui possède la plupart des journaux influents du pays. Le groupe Dogan, c'est ce fameux « Mike Tyson » qu'affrontent les créateurs de sites indépendants.

Cette loi sur l'audiovisuel avait de quoi faire peur aux responsables de quelque 25 000 sites Internet. Dans sa première mouture, le texte envisageait ainsi la fourniture quotidienne à un procureur de deux exemplaires du contenu de chaque site : une disposi-

Sengüler qui, par mesure de précaution, a préféré censurer cette prose potentiellement subversive. L'insulte à Atatürk est en effet passible de prison.

Selon la plupart des avocats, spécialisés ou non dans les nouveaux médias, le problème principal posé par ce texte de loi est qu'il reste très vague et permet toutes les interprétations possibles. Les craintes des internautes ne sont pas sans fondement. Il y a deux ans, un lycéen adepte des forums avait osé critiquer la violence d'une descente de

police à laquelle il avait assisté dans les rues d'Istanbul. Le ministère de l'Intérieur avait obtenu une condamnation de 18 mois de prison avec sursis à son encontre...

Lors du sommet de Göteborg, les Européens ont de nouveau appelé la Turquie à se démocratiser si elle veut un jour intégrer l'Union. Malgré les promesses du premier ministre turc, force est de constater que le pouvoir semble s'enfermer dans une idéologie largement répressive. Les poursuites contre les journalistes n'ont pas cessé, celles contre les tortionnaires sont toujours aussi inefficaces et sans le veto du président de la République, l'Internet turc n'aurait rien à envier à son homologue chinois ou iranien.

Force est de constater que le pouvoir semble s'enfermer dans une idéologie largement répressive

Un journaliste condamné

Le journaliste Zeynel Abidin Kizilyaprak vient de se voir signifier une peine de 16 mois de prison ferme. Son crime ? « En écrivant que de nombreux Kurdes ont été torturés et tués » durant le conflit entre le PKK et l'armée turque entre 1984 et 1991, « l'auteur estime qu'il existe une nation kurde dans l'est et le sud-est » du pays, explique la Cour de sûreté de l'État d'Istanbul dans les attendus de son jugement, confirmé en appel. Le tribunal n'étant pas tenu de convoquer le journaliste aux audiences, celles-ci se sont déroulées en l'absence de toute défense et sans même que l'intéressé ait été mis au courant. C'est par hasard qu'Abidin Kizilyaprak a appris sa condamnation.

E. B.

La Turquie doit mieux faire, déclarent les dirigeants européens à Göteborg

Les dirigeants des pays de l'Union européenne ont réaffirmé samedi, à l'issue du sommet de Göteborg dédié notamment à l'élargissement, que la Turquie devait améliorer son bilan en matière de droits de l'homme avant d'espérer pouvoir se rapprocher des Quinze. Les responsables européens ont précisé que la Turquie devait mettre en oeuvre les réformes que les Quinze exigeaient de tous les pays candidats. En d'autres termes, la Turquie, dont la candidature à l'Union européenne avait été finalement acceptée en décembre 1999, doit engager des négociations d'adhésion subordonnées aux progrès qu'on attend d'elle dans la sphère des droits de l'homme et de la démocratisation de ses institutions, mais aussi dans ses relations avec Chypre, autre pays candidat, dont les troupes turques occupent la partie nord depuis 1974. Le premier ministre turc Bulent Ecevit, qui participait, aux côtés des dirigeants de douze autres pays candidats, à un déjeuner offert par les chefs d'État et de gouvernement de l'UE, a pris acte de cette déclaration, en se félicitant de ce que les Quinze aient pris conscience de ses efforts en vue de l'adhésion. Mais les obstacles ne sont pas uniquement politiques. La déclaration de Göteborg appelle aussi la Turquie à mettre en oeuvre un programme vigoureux de réformes économiques, afin de sortir de la situation créée par la récente crise financière. Dans leur déclaration, les dirigeants européens ont aussi fait allusion au différend avec Ankara concernant la mise en place de la force européenne de réaction rapide, que la Turquie, en tant que membre influent de l'OTAN, persiste à bloquer, sous le prétexte qu'elle exige un droit de regard plus important sur les opérations européennes si elles doivent s'appuyer sur les infrastructures militaires atlantistes. Les responsables européens se sont contentés d'en appeler à un règlement rapide qui permette à l'UE d'avoir accès aux infrastructures de l'Otan. En marge du sommet de Göteborg, le ministre grec des affaires étrangères George Papandreou a exprimé l'espoir qu'Ankara manifesterait une volonté plus ferme de voir se régler le problème chypriote, Chypre étant prévue dans la première vague d'adhésions à l'Union européenne. L'entrée des Chypriotes grecs, mais aussi turcs, dans l'Union, contribuerait à la solution du conflit, a laissé entendre le chef de la diplomatie grecque. Par ailleurs, la République turque du nord de Chypre, reconnue par la seule Turquie, devrait être au centre des discussions lors de la séance du 24 juin de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, en raison de la controverse suscitée par les projets de conversion d'un monastère arménien dans la partie nord de l'île en hôtel. Le projet est en cours depuis l'acquisition en 1997 du monastère de Saint Macaire par un homme d'affaires chypriote turc, mais les travaux ont semble-t-il été stoppés en raison des efforts de la communauté arménienne, soutenue par Chypre, qui a saisi le Conseil de l'Europe à ce sujet.



20 JUIN 2001

L'Irak et l'illusion des sanctions « intelligentes »

LONGTEMPS, les Etats-Unis ont traîné comme un boulet la responsabilité des sanctions internationales contre l'Irak. Quand bien même celles-ci avaient été le produit de délibérations du Conseil de sécurité des Nations unies, l'acharnement manifesté par Washington à maintenir le régime de Saddam Hussein « dans sa boîte », son indifférence pour le prix humain et l'inefficacité manifeste du système, tout concourait à faire du cas irakien un dossier pourri pour la diplomatie américaine. Les sanctions dites « intelligentes » proposées par la Grande-Bretagne et discutées depuis quelques semaines aux Nations unies pourraient permettre de solder ce vieux compte.

L'objectif annoncé du nouveau régime de sanctions paraît généreux : il s'agit de supprimer les contraintes pour l'importation de biens de consommation et de première nécessité afin de soulager un tant soit peu le peuple irakien exténué

par une décennie de privations, partant du principe que tout ce qui ne serait pas explicitement interdit serait autorisé. Une règle inverse est actuellement en vigueur, symbolisée par un Comité des sanctions tatillon qui avait banni en son temps l'importation de mines de crayons sous prétexte qu'on pouvait utiliser le graphite pour le nucléaire militaire... Ce dispositif libéral se doublerait d'instruments de lutte contre l'exportation frauduleuse de produits pétroliers, qui assure aujourd'hui au régime de confortables revenus.

Certains responsables d'organisations humanitaires présents en Irak s'inquiètent pourtant de l'économie du nouveau régime et soulèvent deux questions majeures. Tout d'abord, ce régime ne modifie pas la contrainte majeure, qui est le contrôle par l'ONU des ressources de l'Irak via un compte séquestre. L'achat de biens de consommation ou d'équipements est une chose,

la réhabilitation d'un pays une autre. C'est pourquoi les agences des Nations unies présentes en Irak réclament depuis longtemps l'injection dans l'économie locale d'argent liquide provenant de la vente du pétrole (*cash component*), alors que la plupart des installations irakiennes, réalisées pendant le décollage du pays dans les années 1970, sont aujourd'hui à bout. A quoi bon importer du lait en poudre, des médicaments, voire du matériel hospitalier, si l'eau est impure et si les canalisations fuient de toutes parts. Aujourd'hui, estiment-elles, l'Irak n'a pas tant besoin de médicaments que d'un réseau de dispensaires salubres et surtout de personnels formés.

UNE LOGIQUE BANCALE

C'est d'ailleurs le deuxième reproche adressé aux Nations unies. La conception de l'aide permise par le programme dit Pétrole contre nourriture, lancé effectivement en 1997, s'inscrit à l'en-

contre de tout ce qui est désormais admis en matière d'aide. On sait que ce n'est surtout pas en distribuant une ration alimentaire journalière que l'on relève un pays : c'est pourtant ce qui se fait aujourd'hui en Irak, où l'aide tue la microéconomie et l'initiative, alors que dans le même temps les structures étatiques sont paralysées. A quoi bon s'instruire si la perspective est le chômage ou un « lumpen-fonctionariat » ? Paradoxalement, la volonté avouée de lutter contre la fraude ne serait pas sans effets pervers : la fraude a l'avantage de produire les rares liquidités redistribuées dans l'économie irakienne...

Plus gravement, les sanctions « intelligentes » s'inscrivent dans une logique bancale. Alarmées par l'effondrement du pays, dans les cinq ans consécutifs à la guerre du Golfe, les Nations unies avaient inventé une formule - « pétrole contre nourriture » - pour éviter le pire. A des sanctions pensées comme transitoires, alors qu'elles s'étaient pérennisées, il fallait donc apporter une soupape de sécurité. Le plafond d'exportation a ainsi été sans cesse relevé puis

supprimé. Mais, pendant la même période, l'opération « Renard du désert », fin 1998, signait le glas de la « coopération » de l'Irak avec l'agence des Nations unies chargée de vérifier le désarmement du pays. Or cette agence était la seule habilitée à donner un feu vert pour lever les sanctions.

Le nouveau régime en discussion est de la même inspiration. On perfectionne un système dans ses détails, mais la perspective de sortie du tunnel - le règlement de la question du désarmement - reste au point mort. Et personne ne se soucie de la mettre à l'ordre du jour. Sans doute l'Irak n'est-il pas sans responsabilités dans ce blocage. Loin de là. Bagdad n'a jamais rien fait pour renouer avec une nouvelle équipe d'experts en désarmement, surtout lorsqu'il s'est avéré que la précédente avait été un jouet dans les mains américaines.

Il s'agit là, sans doute, d'un autre aspect des dix années d'embargo : l'isolement dans lequel est confiné le régime irakien l'a renforcé dans

ses prédispositions à l'autisme politique et le rend incapable aujourd'hui d'apprécier les rapports de force. L'obstination irakienne a lassé les Français, aujourd'hui nettement plus proches des Etats-Unis, et fatigue sans doute aussi les Russes. La Ligue arabe est le lieu de coups de menton de Bagdad qui surestime son retour dans le concert des nations arabes amorcé en octobre 2000. Tout concourt au statu quo, au « containment » voulu par les Etats-Unis pour des raisons stratégiques évidentes, puisque la menace irakienne justifie la présence américaine dans une zone pétrolière de premier choix.

Un pays ruiné dans ses infrastructures qui ne produit plus d'élites ni de cadres ; un régime enfermé dans ses illusions : le bilan de l'embargo est déjà lourd. Les sanctions « intelligentes » ne le rendront-elles pas plus désespérant encore ?

Gilles Paris

Raid aérien controversé en Irak

Vingt-trois civils tués, selon Bagdad. Londres et Washington démentent.

Tragique bavure ou manœuvre d'intoxication ? Bagdad a accusé hier Américains et Britanniques d'avoir tué 23 civils dans un raid aérien au nord de l'Irak. Selon les Irakiens, le raid, immédiatement démenti par Washington et Londres, a eu lieu mardi matin et a visé un terrain de football dans le village de Tel Afr. Cette région agricole, située à 45 km à l'ouest de Mossoul, se trouve à l'intérieur de la zone d'exclusion aérienne décrétée par les alliés au nord de l'Irak. L'agence officielle irakienne INA fait état de 23 morts et de 11 blessés, âgés de 4 à 29 ans, dont

4 frères. Les victimes ont été enterrées hier en présence de responsables régionaux, dont un dirigeant du parti Baas. La télévision d'Etat a diffusé hier des images de Tel Afr, montrant des cratères de plusieurs mètres de profondeur, des pièces métalliques provenant apparemment de missiles et des vêtements tachés de sang. « **Invention.** » A Washington, le Pentagone a immédiatement démenti l'information. « *Toute allégation selon laquelle des morts auraient été causées par les forces [américaines et britanniques] dans le nord [du pays] est une invention* », a dé-

claré son porte-parole, Bryan Whitman. A Incirlik, la base turque d'où décollent les avions qui surveillent le nord de l'Irak, un porte-parole assure qu'aucune munition n'a été larguée lors des patrouilles effectuées mardi et mercredi. Le ministère britannique de la Défense a nié tout aussi catégoriquement, précisant : « *Nous pouvons confirmer que des avions de la coalition ont essuyé des tirs, mais ils n'ont pas répliqué.* »

Bras de fer. Au-delà des faits, qu'aucune source indépendante n'a pu vérifier, cette polémique intervient en plein

bras de fer entre Bagdad et Washington sur un projet de révision des sanctions imposées par l'ONU. Ce projet, qui propose d'alléger les sanctions pour la population et de les resserrer autour du régime du président Saddam Hussein, est vigoureusement rejeté par l'Irak qui a cessé début juin, pour un mois, ses exportations de brut sous contrôle de l'ONU. Hier, l'Irak a affirmé que ses livraisons de pétrole ne reprendraient pas tant que le programme « pétrole contre nourriture » ne sera pas rétabli dans sa forme antérieure ●

C.A. (avec AFP)

La Cour constitutionnelle turque interdit le Parti islamiste de la vertu

ISTANBUL

de notre correspondante

Vingt-cinq mois après l'ouverture du dossier par un procureur qui avait alors comparé les islamistes à des « vampires » suçant le sang de la démocratie, la Cour constitutionnelle de Turquie a finalement rendu, vendredi 22 juin, son verdict contre le Parti de la vertu (Fazilet), principal groupe d'opposition à l'Assemblée nationale, ordonnant la dissolution de cette formation islamiste, la confiscation de tous ses biens et l'expulsion du Parlement de deux de ses 102 députés, qui sont aussi exclus de toute activité politique pour une période de cinq ans. Trois autres membres du mouvement, non parlementaires, tombent sous le coup d'une interdiction similaire. « *Ce jugement est un coup porté à la quête pour la démocratie et la loi en Tur-*

que », a déclaré Recai Kutan, le dirigeant du parti. « *En l'état actuel des choses, il n'y a pas de démocratie en Turquie* », a-t-il ajouté.

Fondé en décembre 1997, soit quelques mois avant la dissolution par la Cour constitutionnelle de son prédécesseur, le Refah, Fazilet avait adopté une ligne plus modérée. Son chef, M. Kutan, bien qu'allié loyal de l'ancien premier ministre Necmettin Erbakan, avait évité les propos provocateurs. L'élection de la députée Merve Kavakçı, lors des législatives d'avril 1999, avait mis le feu aux poudres : l'arrivée au Parlement de cette

élue islamiste, la tête couverte d'un foulard, avait soulevé un tollé de protestations. M^{me} Kavakçı, empêchée de prêter serment, avait par la suite

été déchue de sa nationalité turque.

INSTABILITÉ POLITIQUE ET CRISE FINANCIÈRE

Affaibli par l'offensive sans relâche des institutions étatiques contre l'islam politique, le mouvement islamiste est aujourd'hui divisé, en proie à une querelle interne entre une faction réformiste et les traditionalistes, fidèles à Erbakan. Une séparation semble désormais inévitable. Les « modernistes » sont réunis autour de l'ancien maire d'Istanbul, Recep Tayyip Erdogan. Très populaire, celui-ci parle de fonder un nouveau parti conservateur, sans connotation religieuse, centré sur la lutte contre la corruption.

En fermant le Parti de la vertu, mais en n'expulsant du Parlement que deux de ses députés - ils

sont 102 sur 550 -, la Cour constitutionnelle a limité les dégâts. Le gouvernement craignait que des élections partielles soient nécessaires pour remplir les sièges vacants. La dissolution du parti risque néanmoins d'avoir des conséquences politiques et économiques, à moyen terme. L'Union européenne (UE) n'avait pas caché qu'elle voyait d'un très mauvais œil l'interdiction de ce parti, la neuvième formation politique à être dissoute depuis le coup d'Etat de 1980.

La Turquie, qui devrait introduire des réformes démocratiques pour satisfaire aux critères de Copenhague (respect des droits de l'homme et des minorités) en vue d'une adhésion à l'UE, sera une fois de plus la cible des critiques de la communauté internationale. Avant tout, l'élimi-

nation d'un des cinq partis de l'Assemblée va modifier les rapports de force. Les partis restants vont tenter de convaincre les cent députés désormais indépendants de rejoindre leurs rangs. Le Parti de l'action nationaliste (MHP, extrême droite), le plus réticent à appliquer les recettes du Fonds monétaire international et les réformes demandées par l'UE, n'a besoin que de sept sièges supplémentaires pour dépasser le Parti démocratique de gauche du premier ministre, Bülent Ecevit.

La Turquie se débat actuellement pour surmonter une crise financière grave. Malgré l'aide du FMI, qui a promis 15,7 milliards de dollars, et malgré l'adoption par le Parlement de plusieurs lois visant à une restructuration éco-

nomique et financière, la situation demeure précaire, notamment en raison du volume considérable de la dette turque. L'instabilité politique risque d'affecter les marchés financiers qui, depuis des semaines, suivent de très près les commentaires des politiciens et réagissent au moindre choc politique.

Nicole Pope

Le Monde DIMANCHE 24 - LUNDI 25 JUIN 2001

Qui est Bachar El Assad, hôte de la République ?

LA France reçoit le président syrien Bachar El Assad. Nous voulons dire très simplement qui est cet homme.

Il est un ennemi de la liberté. La République française s'apprête à accueillir un homme qui succéda à son père, porté au pouvoir par 97,27 % des suffrages. Elle accepte d'honorer un régime qui impose à son pays la loi martiale depuis 1963. Il y a en Syrie 1 700 prisonniers politiques. Une « loi d'urgence » interdit la diffusion d'« informations contraires au but de la révolution ». Des journalistes sont enfermés dans les prisons d'Assad.

Les Nations unies demandent régulièrement des explications, qu'elles n'obtiennent jamais, sur le massacre d'un millier de prisonniers à Palmyre ou sur la destruction de la ville de Hama, qui fut réduite en poussière, au prix d'au moins dix mille vies, parce qu'elle était le refuge d'un parti hostile au pouvoir. La torture est, en Syrie, « une routine » : c'est le terme employé par Amnesty International dans son rapport de l'année 2000.

Il est un ennemi de la tolérance. La Syrie est le pays de la brutalité lâche, de la violence infligée à ceux qui ne peuvent pas se défendre. Le comité de l'ONU pour les droits de l'enfant a exprimé « son inquiétude » sur la façon dont la dictature syrienne traite les mineurs. Bachar El Assad refuse de signer la convention internationale sur les droits

des femmes : la loi syrienne autorise les hommes à commettre contre les femmes adultères un « crime d'honneur ». Assad, qui n'aime pas les faibles, persécute les minorités. On se rappelle les neuf cents Kurdes, privés de tout, qui échouèrent sur les côtes de France il y a quelques mois. Ce ne sont que quelques-uns des trois cent mille Kurdes de Syrie déçus, sur des critères exclusivement racistes, de leur nationalité et de leurs droits.

Cette loi du plus fort frappe aussi les juifs, dont Bachar El Assad dit qu'« ils assassinent les principes de l'égalité ». Les juifs syriens n'ont pas le droit de quitter le pays, ils sont interdits d'université, ils ne peuvent pas accéder à la fonction publique. La République française, dont l'existence constitue l'une des plus belles revanches de la faiblesse sur la force, compromet son honneur en s'inclinant devant un régime aussi peu digne d'elle.

Il est un ennemi de la France. Le président de la République rappelle souvent la solidarité de la France avec le Liban. Or la Syrie occupe et exploite la totalité du territoire libanais. Elle a fait du Liban l'une de ses provinces. Dix-sept mille Libanais ont disparu pendant l'occupation de leur pays.

Les chrétiens du Liban comptent parmi les victimes les plus directes de la Syrie. Les évêques maronites, réunis en conseil le 5 septembre 2000, ont déclaré courageusement qu'ils n'allaient pas « se laisser, par

la peur, réduire au silence », et qu'ils ne voulaient plus de « l'hégémonie syrienne qui couvre toutes les institutions et toutes les administrations du Liban ». La Syrie n'humilie pas seulement les prétendus protégés de la France. Elle s'attaque à la France elle-même. Soixante-quinze soldats français, qui appartenaient à la force d'interposition des Nations unies au Liban, ont été tués par l'armée syrienne. L'ambassadeur de France à Beyrouth, Louis Delamare, a été assassiné par les services secrets syriens en 1981. Et nul n'a oublié les otages français capturés par la Syrie.

La Syrie a fait du mal à la France. Pourquoi la France lui rend-elle hommage ?

Il est un ennemi de la paix. Assad hait, avec toute la haine dont il est capable, et cela fait beaucoup, les Israéliens comme les Palestiniens. Il a dit d'Israël que c'était « une société raciste, pire que les nazis ». La Syrie exile, pourchasse, massacre les Palestiniens depuis longtemps. Elle a expulsé Yasser Arafat de Damas. Le jour de la signature des accords d'Oslo, Hafez El Assad adressa publiquement au président de l'OLP une menace de mort. Mustapha Tlass, qui est le ministre de la défense de Bachar El Assad après avoir été celui de son père, a déclaré : « Si je vois un juif, je le tue. Si tous les Arabes faisaient la même chose, nous serions débarrassés du problème. »

Tels sont les hommes qui sont à

la tête de la Syrie et à qui la France, avec une touchante ingénuité, demandera qu'ils soient des intermédiaires pour la paix entre Israël et l'Autorité palestinienne.

Si nous regrettons la visite en France de Bachar El Assad, ce n'est pas seulement parce qu'elle constitue une révérence humiliante et inutile devant le terrorisme d'Etat. Ce n'est pas seulement parce que nous trouvons naïfs ceux qui croient qu'inviter M. Assad à dîner au Quai d'Orsay contribuera à apporter la paix au Proche-Orient.

C'est parce que nous pensons que les représentants de la République française ne devraient pas dîner avec n'importe qui.

Malek Boutih (président de SOS-Racisme), **Gwenegon Bui** (président du Mouvement des jeunes socialistes-MJS), **Ygal El Harrar** (président de l'Union des étudiants juifs de France-UEJF), **Patrick Gaubert** (président de la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme-Licra), **Serge Klarsfeld** (président des Fils et filles des déportés juifs de France-FFDJF), **Jean-Christophe Lagarde** (président des Jeunes UDF), **Daniel Marcovitch** (député PS de Paris, conseiller de Paris), **Richard Prasquier** (président du Comité français pour Yad Vashem), **Rudy Salles** (député UDF des Alpes-Maritimes), **Paul Thibaud** (président de l'Amitié judéo-chrétienne de France-AJCF).

LA VISITE DU PRÉSIDENT SYRIEN À PARIS

Le «bleu» de Damas

Un an après la mort de son père, Bachar el-Assad tente de s'imposer au niveau international. Mais comment oublier ses propos scandaleux sur les juifs, lors du voyage du pape en Syrie ?

On appelait le père par son nom. Lui, on l'appelle par son prénom. Un an après la mort de Hafez el-Assad, Bachar el-Assad reste « le fils de ». Rien d'étonnant : c'est Hafez el-Assad qui a installé son fils sur le « trône » de cette étrange république héréditaire de Syrie. Or Bachar voudrait bien faire oublier cette image d'héritier. C'est pour cela que ce voyage à Paris est si important pour lui, et qu'il a beaucoup insisté pour que ce soit une visite d'Etat. Après avoir fait le tour des pays arabes, il a besoin de faire admettre sa stature de chef d'Etat au niveau international. A la manière du roi Abdallah II de Jordanie et de la reine Rania, Bachar arrivera d'ailleurs le 25 juin accompagné de sa jeune épouse, Assma, élégante, férue d'informatique et francophone.

Pourquoi Paris ? Parce que la diplomatie française a toujours choyé la Syrie. Jacques Chirac n'était-il pas le seul chef d'Etat occidental présent aux funérailles du père ? On parlera du Liban. On parlera d'Israël. Programmé depuis longtemps, le récent redéploiement – à ne pas confondre avec un retrait – des troupes

syriennes à l'intérieur du Liban a été salué par l'Elysée et le Quai-d'Orsay. C'était fait pour. Car Damas sait que cette visite suscite des remous : beaucoup vont rappeler à Bachar son impair sur les juifs, « assassins, traîtres à Jésus et au prophète Mahomet », lors de la venue de Jean-Paul II en Syrie, début mai. Serge Klarsfeld demande le report de la visite et la Licra a décidé de porter plainte. On dit que Bachar pourrait revenir indirectement sur le sujet. Pour rassurer.

Bachar a d'autant plus soif de reconnaissance internationale qu'il peine encore à consolider son pouvoir chez lui. Pourtant, les Syriens, dont les deux tiers n'ont pas atteint l'âge de leur président (35 ans), aiment bien ce jeune ophtalmologue, parrain d'internet dans son pays. Mais c'est avec l'appareil d'Etat que Bachar doit composer. Conscient de l'hostilité des barons du régime à son projet de succession dynastique, Hafez el-Assad avait commencé à les écarter. Mais il a man-

qué de temps. Aujourd'hui, les vieux compagnons du père freinent les réformes politiques et économiques proposées par le fils.

« Cela fait trente-huit ans qu'ils profitent de leur position pour acquérir des intérêts financiers, critique le député indépendant Riad Seif, ancien chef d'entreprise qui a brisé un tabou en novembre dernier en réclamant la fin du parti unique. Ils refusent le changement de peur de perdre leurs privilèges. » Mais Bachar a encore besoin d'eux. Abdel Halim Khaddam, le vice-président, par exemple, était tombé en disgrâce. Il songeait même à quitter la Syrie. La mort d'Assad lui a permis de revenir sur le devant de la scène. C'est lui qui a assuré l'intérim du pouvoir, lui qui a paraphé le décret



Le président syrien Bachar el-Assad

« Bachar » abaissant à 34 ans l'âge requis pour être élu président de la République. Il sera du voyage à Paris...

Pourtant, après les trente années de règne sans partage du sphinx implacable, l'image du fils Assad tranche. Avec sa silhouette dégingandée, son manque de charisme, ses bonnes manières et sa gentillesse, Bachar semble plus ouvert au compromis. « Mais un homme bien ne fait pas forcément un bon chef d'Etat », souligne un diplomate. Et une certaine déception commence à poindre à Damas. « On ne sait plus trop où on en est, avoue le philosophe Sadek Jalal el-Azem, qui a signé une pétition réclamant le retour des libertés fondamentales. Il y a un an, c'était l'optimisme, aujourd'hui on ne voit toujours pas de programme clair. Alors chacun se demande si Bachar est vraiment bloqué dans sa volonté de réforme, ou bien s'il ne se contenterait pas de procéder à un simple aménagement d'un régime dont il est lui-même le produit. » ■

Garance Le Caisne

Dissolution du Fazilet: une vingtaine de partis interdits en 39 ans



ANKARA, 22 juin (AFP) - Le parti de la Vertu (Fazilet), dissous vendredi, est la 23^{ème} formation politique interdite en Turquie par la Cour constitutionnelle depuis la fondation de cette dernière en 1962.

La plupart de ces partis étaient d'obédience communiste, pro-kurde ou islamiste.

Le Fazilet est le quatrième parti islamiste, dont la fondation est liée à l'ex-Premier ministre Necmettin Erbakan, le patron de l'islam politique turc, a être interdit depuis 1972 après ceux de l'Ordre national (MNP), du Salut national (MSP) et de la Prospérité (Refah).

Plus de dix partis de gauche, dont le Parti Communiste Uni de Turquie (TBKP) et le parti Socialiste (SP), ont été dissous depuis les années 60 sous l'accusation d'activités communistes, interdites en Turquie jusqu'en 1990.

La Cour constitutionnelle a également interdit une série de partis pro-kurdes. Le cas le plus célèbre est celui du Parti de la Démocratie (DEP) en juin 1994, accusé d'avoir servi de relais au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), qui a lutté pendant 15 ans en faveur de la création d'un Etat kurde dans le Sud-Est de la Turquie à majorité kurde.

Quatre membre du DEP, dont Mme Leyla Zana, lauréate en 1995 du prix Sakharov du parlement européen pour la liberté de pensée, purgent actuellement des peines de 15 ans de prison pour "appartenance" au PKK.

D'autres partis pro-kurdes, notamment le Parti du Travail du peuple (HEP) et le Parti de la Liberté et de la Démocratie (OZDEP) ont également été dissous pour séparatisme.

En février 1999, un parti pro-kurde modéré, le Parti démocratique des masses (DKP), dirigé par un ancien ministre, Serafettin Elci, a été interdit pour avoir porté atteinte à l'unité de la Turquie et prôné les différences régionales et ethniques dans son programme.

Le Parti pro-kurde de la Démocratie du peuple (HADEP), qui a succédé au DEP et qui plaide en faveur d'une solution pacifique à la question kurde, fait actuellement l'objet d'une procédure de dissolution devant la Cour pour ses liens présumés avec le PKK, une accusation qu'il rejette catégoriquement.

Ce parti a remporté une série de municipalités dans le Sud-Est lors des municipales de 1999, mais ne siège pas au parlement, n'ayant pas passé la barre des 10% des voix requises.

L'avocat d'Ocalan exhorte la Turquie à abolir la peine de mort



STRASBOURG (France), 22 juin (AFP) - 12h39 - L'avocat d'Abdullah Ocalan, chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) condamné à mort en 1999, a appelé le premier congrès mondial contre la peine de mort, réuni jusqu'à samedi à Strasbourg (est), à faire pression sur Ankara pour l'"abolition de la peine capitale en Turquie".

"Nous souhaitons que le congrès soit le point de départ de l'abolition de la peine de mort en Turquie", a indiqué Erbas Dogan, l'avocat du leader kurde lors d'un point de presse vendredi à Strasbourg.

"L'abolition de la peine de mort pour Ocalan va être le symbole de l'abolition de la peine de mort en Europe", a-t-il souligné.

Une telle abolition aurait des "résultats très positifs" pour la Turquie dans son souhait d'intégrer l'Union européenne, a poursuivi l'avocat.

La Turquie devrait signer en qualité de membre du Conseil de l'Europe le 6^{ème} protocole de la Convention européenne des droits de l'Homme qui interdit aux Etats adhérents de recourir à la peine de mort en temps de paix, a préconisé M. Dogan. La Turquie est le seul Etat du Conseil de l'Europe à ne pas avoir signé ce protocole.

Le 14 juin dernier, une commission du parlement turc s'est entendue sur un projet d'amendements constitutionnels qui prévoient l'abolition de la peine de mort, en excluant le chef rebelle kurde.

Le projet prévoit l'abolition de la peine capitale excepté en "temps de guerre" ou pour "crimes terroristes".

La Turquie, candidate à l'UE depuis 1999, doit remplir les critères de Copenhague sur le respect des droits de l'Homme et de la démocratie –abolition de la peine de mort, droit à un enseignement en kurde et réduction du rôle de l'armée dans la vie politique– pour pouvoir ouvrir des négociations d'adhésion.

L'interdiction du parti islamiste ouvre la voie à la division et l'incertitude



samedi 23 juin 2001

ISTANBUL, 23 juin (AFP) - Après l'interdiction du Parti de la Vertu, les observateurs prévoient que le bras de fer entre l'état turc et l'opposition islamiste est loin d'être fini, la mouvance islamiste étant déjà prête à se reconstituer en plusieurs partis.

"Il est certain que les modernistes (de l'ancien parti de la Vertu) vont fonder une nouvelle formation, cela fait longtemps qu'ils ont choisi une route différente (des conservateurs)", affirme le journaliste indépendant Rusen Cakir, spécialiste de l'islam politique en Turquie.

Dans une récente interview, l'un des principaux leaders de ces rénovateurs, Abdullah Gul, affirmait hier que "tout était prêt" pour la création d'un tel parti, qui ne devrait "pas tarder" à être connu, rapporte Milliyet.

La presse prête même à ce mouvement, qui pourrait être dirigé par l'ancien maire d'Istanbul Tayyip Erdogan, le nom de "parti des Vertueux" (Erdemliler), et croit savoir que le vieux leader Necmettin Erbakan planifierait lui la création d'un "parti du Bonheur" (Saadet).

M. Erbakan, qui fut Premier ministre entre 1996 et 1997, est soupçonné d'avoir continué à diriger en coulisse le parti de la Vertu, interdit vendredi par la Cour Constitutionnelle pour "activités anti-laïques", alors qu'il est banni de la politique après l'interdiction du précédent parti de la Prospérité.

"Un, deux, voire trois partis (islamistes) seront bientôt créés", prédit samedi le chroniqueur de Milliyet Fatih Altayli, "et dans deux ans, nous en serons au même point: à attendre le verdict de la Cour Constitutionnelle".

"Le risque d'une nouvelle interdiction demeure si le successeur du parti de la Vertu continue de prôner le port du voile", affirme Zaman dans son édition de samedi.

Pour Ali Bayramoglu, la décision de la plus haute cour de Turquie est porteuse d'effets pervers qui minent la stabilité politique du pays: refuge des députés bannis ou simplement déçus dans des formes marginales d'activisme politique, extrême mobilité des sièges de parlementaires entre partis différents au mépris des tendances politiques, atomisation des formations politiques, sans compter que chaque nouveau parti islamiste est plus radical que son prédécesseur, affirme-t-il dans Sabah.

Vendredi soir, les marchés avaient déjà fermé pour le week-end quand la Cour Constitutionnelle a rendu son verdict, mais les analystes financiers craignent des remous à venir, après une semaine tendue dans la crainte d'élections anticipées.

Pas étonnant donc que le Premier Ministre Bulent Ecevit, réagissant avec "tristesse" à l'interdiction du parti d'opposition, appelle les citoyens à "ne pas mélanger économie et politique".

Depuis une querelle entre le chef de gouvernement et le Président de la République, fin février, la Turquie traverse une profonde crise économique qui a nécessité l'intervention du Fonds Monétaire International.

"La tendance devrait rester à la nervosité la semaine prochaine", a dit à l'AFP Tayfun Oral, expert en gestion de portefeuille, car "l'horizon reste fait de problèmes".

Beaucoup pensent en effet que de nombreux parlementaires du parti de la Vertu devraient rejoindre le Parti de l'Action Nationaliste, membre de la coalition gouvernementale, ce qui "pourrait mener à un remaniement", selon M. Oral.

L'image de la Turquie, candidate à l'élargissement de l'Union Européenne depuis décembre 1999, risque enfin de souffrir de cette "entorse à la démocratie": "Cela va indubitablement créer des problèmes à la Turquie dans les rencontres internationales, particulièrement européennes", craint Ilnur Cevik du Turkish Daily News.

There are differences of opinion on security and border trade but no serious problems

KDP: We remain your trusted ally, however...

İnanır Cevik

The Mesoud Barzani administration which is running a major partion of Nothern Iraq is unhappy with the current rumors that there are serious problems in its relations with Ankara and stresses that the Kurdistan Democracy Party (KDP) "is and will remain a strong ally which Turkey can rely on."

In a satellite telephone interview with a highly placed KDP official in Selahaddin who asked not to be named said the Barzani administration does not claim northern Iraq belongs to the Kurds but also stressed that there are four million Kurds living in the region "and they are real people and lead an ordinary lifem it is Barzani's responsibility to maintain peace, stability and prosperity of the people."

He said "perhaps this can work better with some encouragement from KDP allies, be it Turkey or the West, and other neighbors for that matter, rather than promoting antagonism and false information to the public opinion."

The official stressed the KDP is highly concerned that from time to time "certain media circles" are fed disinformation by "certain cricles" who are clearly oppose good relations between the KDP and Turkey.

The official stressed that even the Iraqi constitution names nothern Iraq as the "Autonomous Region of Iraqi Kurdistan" and said "the situation in Iraqi Kurdistan is a reality and Turkey with others are dealing with this realiyt for the past ten years."

The official also stressed that no one is interested in setting up a Kurdish state in the region. "What we are doing here is to maintain public services and run the region in the best interests of the people and thus we have to provide all the services that a state normally gives with serious financial sacrifices."

The official said "Turkey suffering from economical crisis must look into other options to remedy the problem rather than depend on hand outs... She can develop the border area with the region and increase the volume of trade. Northern Iraq is a huge market for Turkish goodsnot to mention the benefits of transit trade with Iran and Iraq."

The official also said the Barzani administration is seriously concerned about reports that Turkey and Iraq are considering the opening of a new border gate near Habur that aims to bypass the authority of the KDP.

"The second border gate under present circumstances cannot materialize, considering the reality opf the situation on the ground and the reality is the existance of KDP authority along the proposed 12 kilometers route." The official said the proposed route goes through KDP territory.

Sources close to the Turkish military said they too do not see how such a route can be built and operated without KDP cooperation.

The Turkish Daily News learnt that this plan was cooked up by Prime Minister Bulent Ecevit to appease the Iraqis but that the military is not happy with it.

The KDP official told the TDN that even without any new route or the existing facilities in Habur the border trade in the pre-Gulf period was over 2000 trucks per day, wheras it has dropped to under 20 percent presently especially in the last six months.

The KDP official also said Ankara has to remember a crucial point about what happens "the day after if and when changes do take place in Baghdad and certain regional powers interfere in the internal affairs of Iraq to promote their extended arms to power, where does Turkey stand and who can she rely on... The Turkoman Front? ... KDP is still the only strong ally and that Turkey can rely on for now and in the future."

The official said there are no serious problems between Turkey and the KDP but agreed that there are some differences of opinion on certain matters such as security and borfdter trade. "There is a atmposphere of goodwill betwene us and sides try to accomodate the needs of each other," he concluded.

MONDE

IRAN KHATAMI FERA-T-IL TOMBER LES MOLLAHS ?

Réélu à une majorité écrasante, le président iranien mise sur les métamorphoses de la société iranienne pour briser les barrages conservateurs. Mais le guide de la Révolution garde tous les pouvoirs. Jusqu'où pourront cohabiter l'intégrisme et la démocratie ?

Par Martine Gozlan

L'Iran est un cas de figure unique au monde. La démocratie y triomphe tout en étant réduite à l'impuissance. L'intégrisme est sanctionné par le suffrage universel tout en continuant à régner. La réforme de l'Islam se proclame, avec une véhémence qu'aucun pays musulman n'a jamais osé envisager, en même temps que flambe la barbarie la plus sombre. Des femmes sont lapidées dans la prison de Téhéran et d'autres femmes plébiscitées lors des élections partielles. L'Inquisition et la Renaissance s'observent. La tyrannie et la résistance se font face. Or, en vertu de la constitution iranienne, toutes deux ont droit de cité! Aucun pays n'a jamais connu plus incroyable cohabitation. Quelle sera l'issue de ce conte persan dont le héros est aujourd'hui Mohamed Khatami, le président réformateur – le chantre de la Renaissance – triomphalement réélu avec 77% des suffrages? Légitimé par une écrasante majorité du pays, comment va-t-il gérer son impuissance face à la minorité de mollahs discrédités – les turbans de

l'Inquisition – qui détiennent tous les rouages du pouvoir? Les Iraniens ont clamé leur allergie pour ces religieux corrompus lors d'un scrutin exemplaire, à des années-lumière de ces mascarades électorales qui font la honte des régimes arabo-musulmans. Assad, Saddam, Moubarak peuvent se cacher la tête dans le

Des femmes sont lapidées pendant que d'autres de leurs sœurs sont plébiscitées aux élections.

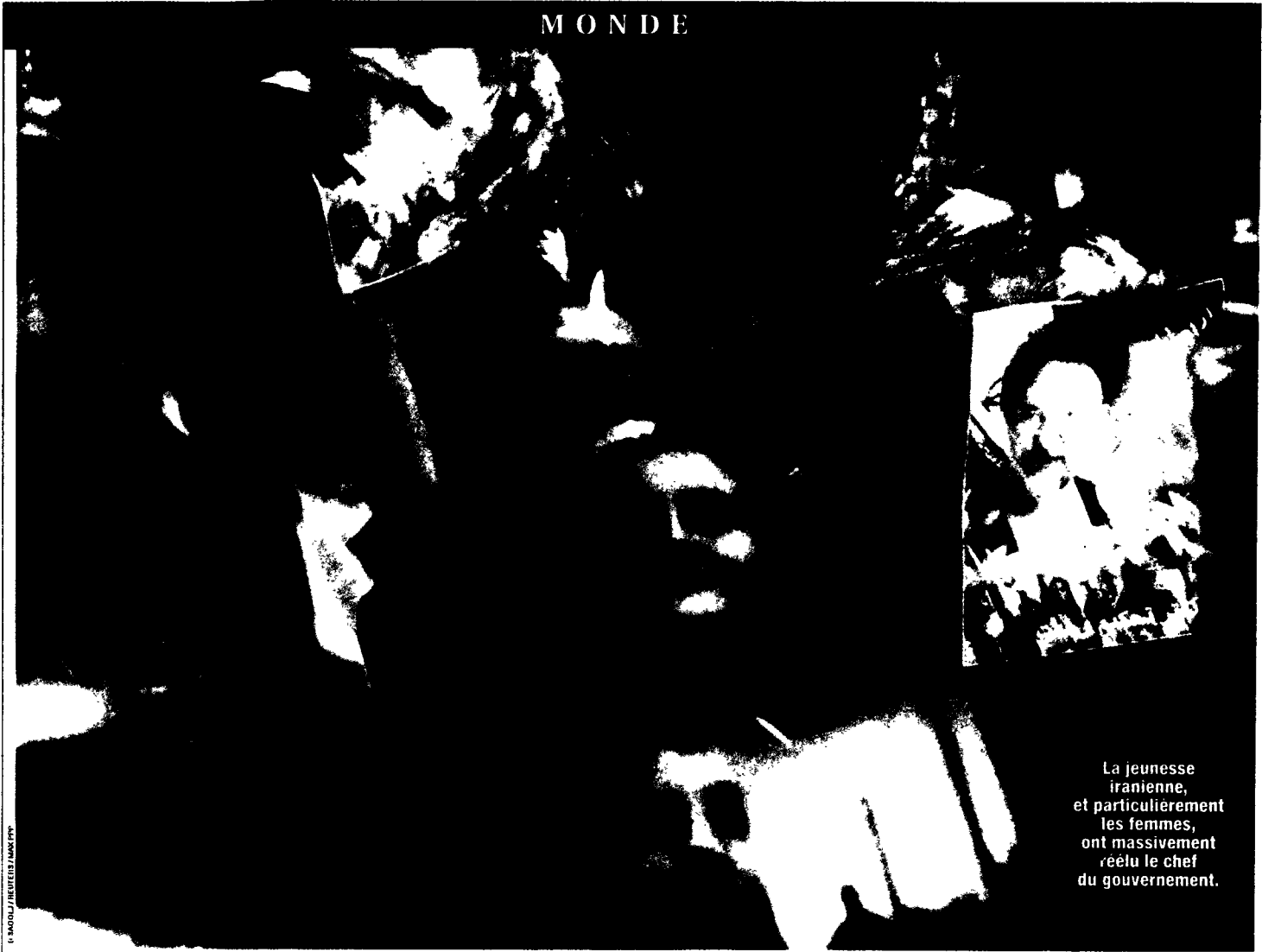
sable! Mais comment un peuple va-t-il accepter que cette victoire de la démocratie reste lettre morte? Qu'Ali Khamenei, le guide de la Révolution, surnommé dans un éloquent flash-back historique « Ali Shah », garde, depuis son palais au luxe insolent, la haute main sur la justice et l'ar-

mée? Si rien ne bouge, verra-t-on les Iraniens se lancer dans ces insurrections qui peuvent aussi bien abattre un régime honni que le consolider? L'intégrisme sera-t-il soluble dans la réforme ou bien faudra-t-il une nouvelle révolution pour jeter à bas la première, celle qui, voici vingt et un ans, donna à l'islamisme politique sa capitale charismatique?

Rien ne change, tout change

Doucement. Patience. C'est le maître mot de Khatami. Et celui de ses électeurs. Avec lui, depuis quatre ans, rien n'a changé et tout a changé. Des dizaines de journaux ont été suspendus? Mais des dizaines d'autres ont fleuri. Des centaines de journalistes ont été jetés en prison? Mais, du fond de leur cachot, ils ont pu appeler à voter pour Khatami, voire transmettre leurs articles. Des milliers de religieux, partisans de la séparation du politique et du sacré, ont été défroqués et incarcérés? Mais le débat sur un Islam captif du pouvoir temporel fait rage dans tout le pays. On peut encore marier sa fille à 9 ans, en

MONDE



La jeunesse iranienne, et particulièrement les femmes, ont massivement réélu le chef du gouvernement.

s'appuyant sur l'exemple du Prophète qui épousa Aïcha alors qu'elle n'était même pas nubile? Mais une loi vient de relever l'âge du mariage à 14 ans. Elle n'annule pas le décret d'essence divine. Seulement, elle bouleverse la société. La voix d'une femme compte pour moitié de celle d'un homme au tribunal islamique? Mais le bulletin de vote avec lequel on élit une candidate n'est pas divisible. Le tchador masque la beauté comme un linceul? Mais le linceul se fait étendard d'une culture et d'un cinéma où les femmes sont scénaristes et réalisatrices. Primées à Cannes. Vedettes d'une *movida* iranienne qui fait vibrer la Croisette, elles inspirent des cris d'amour et des chants de respect aux critiques occidentaux les plus libertaires. Les mollahs et leur garde rapprochée interdisent, au soir même de la victoire du président, que la rue fête l'événement? Mais être mollah ne suscite plus, au pays qu'ils séduisirent, qu'un dégoût intégral. Un turban hèle-t-il un taxi dans une avenue de Téhéran? Le chauffeur accélère. Enfer et damnation pour les

clercs! Ceux qui se firent une gloire d'incarner, par tradition chiite, l'opposition intellectuelle aux petites princesses, symbolisent désormais la bestialité matérialiste: le fric et la force. La captation de la manne pétrolière. La répression qui sévit contre l'esprit et la grâce. Le chiisme, religion messianique hantée par l'édifica-

« Une nouvelle révolution islamique a pris son envol. Elle veut libérer le politique du religieux. »

tion d'une sagesse capable de hâter les résurrections de la vérité, dégringole de ses limbes. Cadre d'une contre-société avant le renversement du Shah, le clergé, en calquant ses méthodes sur celles de la défunte monarchie, s'est moralement suicidé. D'où la défection d'une nuée de

religieux dissidents. « Une nouvelle révolution islamique a pris son envol, souligne l'écrivain Farad Khosrokawar, elle veut libérer le politique du religieux. Si ce réformisme théologique aboutit, il sera exporté dans tout le monde musulman. Lorsque je l'évoque dans mes conférences, mon jeune public maghrébin se fige de stupeur: il va donc falloir rompre avec la *doxa* de l'islamisme politique! »

Dans le concert des nations

Rien n'a changé mais les images ont glissé. A celles des foules fanatiques vomissant leur haine de l'Occident ont succédé celles des rassemblements de jeunes réclamant le droit et la liberté. Ce renversement médiatique qui redonne sa place à l'Iran dans le concert des nations, c'est Khatami. Mais ce qui empêche encore une civilisation fière d'elle-même d'être à nouveau au monde, ce sont ses adversaires, lapidateurs, flagellateurs et profiteurs. Gros bonnets du Bazar et turbans noirs de l'imprécation assassine. D'où cette culture de résistance devenue phénomène national

MONDE

et pratiquement nationaliste : « Les mollahs se comportent comme des colonialistes et les Iraniens comme des occupés », note le journaliste Safa Haeri. Alors ? Vers une guerre de libération ?

Métamorphose de la société

Doucement. Les provocations n'ont pas manqué pendant ces quatre années. Khatami a temporisé. « Les Iraniens ont voté pour lui aussi parce qu'ils le jugent le plus capable de négocier avec l'adversaire », analyse Ahmed Salamatian, ancien chef de cabinet de Bani Sadr, ce premier président de la République islamique qui s'exila

en opposant non armé et l'opposant non armé en opposant critique. » Un credo qui vise à intégrer l'adversaire dans la dialectique du débat, et non à le figer dans la posture du traître. Ces simples mots, alliés à la reconnaissance de toutes les entités religieuses et ethniques iraniennes – Baloutches, zoroastriens, sunnites – lui permettent de rafler 15 % de suffrages supplémentaires. Khatami rassemble. Lentement, sûrement. Sa métaphore préférée ? « Je ne suis qu'une goutte dans l'océan de vos votes. » L'humilité personnelle pour assurer la victoire collective... Ses accents ? Ceux des religieux de naguère : « Je ne vous

parlerai pas sur un-ton hautain et avec arrogance ; je ne vous mentirai pas. » Par contraste se dessinent l'amoralité des conservateurs, leur mépris, leurs privilèges. Khatami est ce que les autres ne sont pas. Ce qu'ils ont trahi. L'éthique de la réforme précède sa mise en œuvre. Pas d'actes – puisque Khatami est otage des mollahs décideurs – mais un idéal. S'absoudre de l'impuissance matérielle en valorisant la puissance morale. Le règne d'« Ali Shah » est fictif, comme l'atteste le suffrage universel. Mais le suffrage universel se fait l'instrument d'une vérité plus haute. Khatami ne parle pas au nom de Dieu – qui se salit en gouvernant –, mais au nom d'une culture iranienne dont la religion constitue une des sources de réflexion. Autrement dit, il réconcilie à la fois l'Iran des jeunes, pro-occidental et assoiffé de toutes les libertés qu'on leur refuse, et celui des mollahs éclairés. Et si la laïcité est évidemment absente de son discours elle est en gestation dans toute la société. Par dégoût de la religion pour les uns comme par idéalisation de son rôle pour les autres.

Que feront les ayatollahs face à cette déferlante ? « Soit ils suspendent la Constitution et instaurent un gouvernement à l'afghane, soit ils acceptent de lâcher du lest, usés par la persévérance de la démocratie », prophétise Ahmed Salamatian. Résultat à long terme ? « L'Iran pourrait montrer la voie d'une sortie des systèmes autoritaires à l'ensemble du monde musulman. » Ce serait la plus belle victoire du Gorbatchev persan. *Inch Allah!* ■ **Martine Gozian**



D. BAGOLI / REUTERS / MAX IRR

Khatami ne parle pas au nom de Dieu. Il réconcilie à la fois l'Iran des jeunes et celui des mollahs éclairés.

en France après sa destitution par Khomeyni en 1981. D'après Salamatian, Khatami n'ira pas à l'insurrection. Homme-miroir d'un Iran traumatisé par tous les bains de sang antérieurs, il parie sur la métamorphose irréversible de la société, et non sur les manifestations de rue. Il mise sur une démocratie-réflexe contre laquelle viendront se briser les barrages conservateurs. Lors de l'ultime débat télévisé qui a clôturé la campagne, Khatami martèle son refus des anathèmes : « Je ne traiterai jamais celui qui est contre moi en ennemi de la sécurité de l'Iran et en ennemi de l'Islam ; je cherche à transformer l'opposant armé

Justice Les ayatollahs bientôt inculpés pour leurs crimes ?

Il n'y a pas que Khatami pour donner des cauchemars aux ayatollahs. Ils sont aussi hantés par la perspective de se voir un jour traduits devant la Cour de Justice internationale de La Haye. Le syndrome Pinochet et la chute de Milosevic les taraudent. Il faut dire que des milliers de documents et de témoignages effrayants sont déjà réunis. Experts iraniens et juristes internationaux travaillent nuit et jour à la préparation d'une procédure. C'est même devenu le premier objectif de la Diaspora iranienne, riche,

puissante, forte de 3 millions d'âmes. Le président de la Ligue Iranienne des droits de l'homme, le Dr Karim Lahidji, exilé à Paris, est aussi le vice-président de la FIDH (Fédération internationale des droits de l'homme). Pour étayer l'accusation, il s'appuie notamment sur les mémoires (interdites en Iran mais disponibles sur Internet) de l'ayatollah Montazeri, l'ex-dauphin de Khomeyni. Montazeri, déchu pour avoir condamné la dérive tyrannique du régime, remet radicalement en cause le caractère théocratique du pouvoir. Ennemi juré

de l'actuel guide de la Révolution, Ali Khamenei, Montazeri révèle notamment qu'en 1987 3500 prisonniers politiques avaient été exécutés en quarante-huit heures. Récits de prison, photos et même vidéos viennent grossir chaque jour le dossier. A Berlin, le comité préparatoire du Tribunal des crimes contre l'humanité auditionne en ce moment des dizaines de témoins directs des exactions commises non seulement contre les prisonniers politiques, mais aussi contre les minorités religieuses et ethniques ■ **Safa Haeri**

La visite en France du président Assad contestée

Bachar défend sa Syrie à Paris

Il espère trouver des appuis tant pour la crise israélo-arabe que pour l'économie de son pays.

Pour Damas, c'est une visite de la plus haute importance, comme le montre bien l'imposante délégation syrienne. Pour Paris, elle ne l'est pas moins, à preuve qu'elle a le statut de visite d'Etat et durera trois jours. Attendu aujourd'hui dans la capitale française, le président syrien Bachar el-Assad, au pouvoir depuis un an, entend bien profiter de son voyage pour réaffirmer l'injustice qui est faite à son pays avec l'occupation israélienne du Golan, plaider pour un rôle accru de la France et de l'Union européenne dans le règlement des conflits au Proche-Orient, solliciter une aide à la modernisation de la Syrie et, enfin, essayer de montrer que l'image de celle-ci va profondément changer. Pour ses hôtes, la venue du jeune chef d'Etat – il est âgé de 35 ans – est aussi très attendue. A cause de la crise israélo-arabe, bien sûr, et le Quai d'Orsay a réaffirmé hier que la paix «pour être juste et durable, doit être globale et qu'elle ne se fera pas sans la Syrie». Mais aussi, parce que Paris déclare vouloir accompagner les réformes en cours. «La France rappellera l'attention qu'elle porte aux réformes que le président Bachar el-Assad a annoncées depuis son investiture» il y a un an, a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères. «Ces réformes sont importantes dans la perspective de la signature de l'accord d'association entre la Syrie et l'Union européenne que la France appelle de ses vœux», a-t-il ajouté.



JACK DABAGHIAN, REUTERS
Bachar el-Assad et Jacques Chirac, à Paris en novembre 1999.

Gages. Bien avant le décès de son père, Paris misait déjà sur Bachar pour sortir la Syrie de sa situation de pays pétrifié par les trente ans de règne de Hafez el-Assad. En novembre 1999, alors que le futur chef d'Etat était encore un quasi-inconnu et ne disposait encore d'aucune fonction officielle, il avait été reçu à déjeuner à l'Élysée par Jacques Chirac. Lors de la mort de son père, le président français avait été le seul dirigeant d'un grand pays occidental à se rendre aux obsèques. Pourtant, la diplomatie française ne se fait aujourd'hui pas beaucoup d'illusions sur les capacités du jeune président à faire évoluer son pays vers la modernité et la démocratie. On le crédite d'une «certaine volonté de moderniser l'économie syrienne», mais on ne décèle encore «aucun signe de faire bouger les choses dans la région, sur le Liban» et on suppose déjà qu'il campera les mêmes postures

que son père. Néanmoins, Paris entend bien jouer le jeu avec Damas au nom du pragmatisme, sans lequel, en diplomatie, «on ne fait rien». Du côté syrien, même si le jeune président a pu embarrasser ses hôtes par ses déclarations lors de la visite du pape, on a donné quelques gages à Paris. Le plus significatif a été la libération, il y a un mois et demi, du journaliste et opposant Nizar Nayyuf, emprisonné depuis neuf ans et dont l'état de santé était des plus critiques. «C'était un geste conforme aux vœux de la France. La France se concentre sur les droits de l'homme et le président Bachar a ainsi montré qu'il n'était pas hostile à cette question», nous expliquait alors à Damas le député Yasser Nehlawi, rapporteur de la Commission de la sécurité nationale. A la veille de la visite à Paris, le dissident a néanmoins été enlevé pendant près de quarante-huit heures

par des agents des services de renseignement sans que l'on sache encore si les raisons de cette subite disparition s'expliquent par des conflits internes au régime et visent à embarrasser le président syrien. Un autre signe est le récent allègement de la présence militaire syrienne au Liban, la Syrie étant bien consciente que les dirigeants français sont sensibles à cette question.

Négociations. Damas, encore très isolé sur la scène internationale et toujours tenu en suspicion par Washington, compte aussi sur Paris pour l'aider à moderniser une économie complètement bloquée – avec un taux de chômage estimé à plus de 20 % de la population active – et à former des responsables administratifs de haut niveau. Elle souhaite aussi que la France soit son interlocuteur privilégié dans les négociations difficiles qu'elle a engagées depuis 1998 sur un accord d'association avec l'UE, visant à ouvrir son marché très fermé aux produits et aux investissements européens. Plusieurs accords de coopération, ayant trait notamment à l'enseignement et à l'économie, doivent d'ailleurs être signés durant la visite de Bachar el-Assad ●

J.-P.P.

25 JUIN 2001



Saddam tests U.S. no-fly zone policy

26 June 2001 By ELI J. LAKE

WASHINGTON, June 26 (UPI) -- As Pentagon officials and senior military officers squabble over a proposal to tighten the no-fly zone over Northern Iraq, Kurdish sources confirmed to United Press International Tuesday that 9,000 troops from the elite Iraqi Republican Guard have been sent to the region. Kurdish officials in Washington say the deployment poses a threat, but not a "significant or imminent" one.

State Department spokesman Richard Boucher told reporters Tuesday, "We have seen reports that Iraq is moving troops towards the Kurdish areas. We are trying to establish the facts on the ground. We are watching the situation closely."

Another State Department official confirmed to UPI that a diplomatic delegation had been sent to Kurdish Northern Iraq to meet Kurdish leaders this week. In an interview Tuesday evening, Farhad Barzani, the Washington representative for Kurdistan Democratic Party said, "This is a little bit more than a routine exercise, I still cannot say the threat is significant and imminent."

Qubad Talabani, a Washington representative for the Patriotic Union of Kurdistan, the other main Kurdish political party inside Iraq, told UPI in an interview that the PUK is confident British and American jet fighters would attack Iraqi troops in the case of an offensive.

"We are seeing movement, movement that is beneath the KDP territory. The response of Operation Northern Watch (the patrolling of the no-fly zone over Northern Iraq by U.S. and British planes) to a similar movement in December was very effective, it reassured the Kurdish people and sent a message to Saddam Hussein."

Barzani told UPI that KDP sources inside Iraq estimate that close to 9,000 members of Saddam Hussein's Republican Guard have amassed northwest of the Northern Iraqi city of Mosul. Other sources in the region estimate Iraq has concentrated troops in an arc between Ba'adra near Shakhan.

The Iraqi troop movements come as the Pentagon hashes out the Bush administration's policy on U.S. planes patrolling northern and southern Iraq. Secretary of Defense Donald Rumsfeld and his deputy Paul Wolfowitz have proposed changing the rules of engagement for U.S. planes so they may strike Iraqi targets preemptively, and prevent Iraqi attacks on civilian targets, according to administration officials.

However, the joint chiefs of staff have opposed this tack in policy meetings, arguing instead for less frequent flights, these sources tell UPI.

The no-fly zone policy is bound to come up this week in the Kurdish Iraqi cities of Sulemani and Irbil where the State Department has dispatched a two-person delegation to meet with the PUK leader Jalal Talabani and his KDP counterpart, Masoud Barzani. A State Department official told UPI Tuesday, "This is one of those periodic things to get a possibility on what is and what is not possible in northern Iraq -- what can we move forward on." This official added, "There will be some discussions on how important the no fly zone is to the north."

In March, a KDP and PUK delegation pressed this issue with U.S. officials at the Pentagon, the National Security Council, the State Department and the office of the vice president. Barzani said, "Everyone reassured us the no fly zone would continue. People assured us there would be technical changes on the rules of engagement but the mandate would remain for the north." Other sources in these meetings however say that the Kurds were not given a direct assurance that Iraqi strikes against Kurdish civilian targets would be fought back with American air power.

On Tuesday, Boucher said, "Our longstanding policy has been that if Iraq reconstitutes its weapons of mass destruction, threatens its neighbors or U.S. forces, or moves against the Kurds, we do maintain a credible force in the region. We are prepared to act at an appropriate time and place of our choosing." Qubad Talabani said in an interview Tuesday, "We would like to have our security guaranteed. That is the minimum for our needs to be met. This is the main concern for us at the moment."



KDP officials say northern Iraq does not belong to Barzani but belongs to 4 million Kurds

Turkey should back democracy in north Iraq

ILNUR CEVIK

Turkey is caught between the demands of the northern Iraqi Kurds, Baghdad and Washington, and has to play a tight rope act as it tries to safeguard its security and economic interests. But both diplomatic observers and experts who are close to the region feel Turkey has to contribute more to the enhancement of democratic values in Iraq in general and in northern Iraq in particular.

Diplomatic observers say they understand Turkey's concerns that the de facto situation in northern Iraq may lead to unwanted developments like the creation of a Kurdish state. But, they stress this is impossible under current circumstances and that Turkey should not be concerned about democratic developments in northern Iraq which is healthy not only for the Kurds but also for the whole of Iraq.

The Turkish Daily News last week quoted Turkish official sources who said, "We don't consider the northern parts of Iraq as the lands of Massoud Barzani." Officials of the Kurdistan Democratic Front later told the TDN that it is true that Barzani does not regard the region as his property. They stressed that the region belongs to the 4 million Kurds living there and "that it is Barzani's responsibility to maintain the peace, stability and prosperity of the people."

Experts say Kurds are experimenting with new democratic moves which should be encouraged. They say what the Kurdish practice in the northern part of Iraq is a unique experiment in democracy in a volatile and unstable region. Foreign diplomats who have visited the region say all ethnic and religious groups in northern Iraq live side by side. TV and radio stations, magazines, newspapers schools, political parties and cultural centers of various ethnic groups are active and operate freely.

They say it is ironic to see one part of Iraq and its 4 million people in the north enjoy all these rights and have democratic institutions whereas the center and south of the country still live under an iron rule.

Observers say democracy in the "Autonomous Region of Iraqi Kurdistan," which is defined by the Iraqi Constitution and approved by Saddam Hussein, should be encouraged by the free world and especially by Turkey so that this trend could set a positive pace that could spread to the whole of Iraq.

Both diplomats and foreign experts say Barzani, as a main political figure not only among Kurds but also for the future of the stability of Iraq and the region, should be assisted to develop his local administration and democratic institutions further.

Recent municipal elections in the KDP controlled areas with the participation of communists, Islamists, nationalists, Turkomans and Assyrians was a success with an almost 85 percent turnout in both provinces of Arbil and Dohuk. Observers stress this is the first example of free municipal elections in the region in the past 45 years.

They also say there are efforts between the KDP and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) which runs a portion of northern Iraq to convene a joint parliament in Arbil with the aim of holding new elections to settle internal conflict through the ballot box and bring stability to the area which would be to the benefit of Turkey.

However, observers say there are negative developments in recent months which suggest that while Turkey is encouraging its businessmen to get more involved in northern Iraq, it is also creating obstacles. Turkish companies have opened offices in Arbil and Suleimaniyeh and are bidding for U.N. controlled infrastructure projects worth tens of millions of dollars. They say Iran has also increased its activities in the region both in trade and in culture.

However, KDP regional officials tell the TDN that recent restrictions introduced on the Habur border gate to cut down individual crossings, a decrease in the volume of trade and a reduction of diesel imported by truck has hurt the local economy in northern Iraq as well as in Southeastern Turkey. They say contrary to this Iran and Syria have encouraged crossings of individuals such as nongovernmental organizations (NGOs), media people, businessmen, diplomats, politicians and academicians. Turkey has also introduced Iraq visa requirements for Turks even if they are only crossing into northern Iraq.

Ankara - Turkish Daily News

Assad, un fauteuil pas si damassé

L'état de grâce du jeune raïs syrien s'est dissous dans les luttes de clans.



THIERRY DUPONT

Assad à Matignon, mardi. Après un séjour en France positif pour lui, il va retrouver à Damas les tirages entre factions.

Damas, envoyé spécial

La «vieille garde». C'est une expression que l'on entend chez tous les intellectuels de Damas, mais aussi chez certains proches du pouvoir. En général, on la mentionne pour évoquer ou exagérer son rôle dans le ralentissement, voire la mise en sommeil, du processus de réformes initié par le président Bachar el-Assad dès son accession au pouvoir, l'an dernier. Avant sa mort, Hafez el-Assad avait essayé de réduire le poids de ce clan. Tour à tour, il avait obtenu la mise à la retraite d'Ali Douba, le chef de la puissante Sécurité militaire, puis la marginalisation

de Abdel Halim Khaddam, l'un des vice-présidents de la République.

Des revenants. Aujourd'hui, la «vieille garde» est effectivement de retour sur le devant de la scène. Ali Douba est devenu l'un des principaux conseillers du jeune chef de l'Etat. Abdel Halim Khaddam a retrouvé toutes ses prérogatives - d'ailleurs, il accompagnait le président syrien à Paris. Il y a aussi un troisième homme: Moustapha Tlass, le ministre de la Défense, qui fut l'un des plus proches compagnons de Hafez el-As-

sad et exerce la même fonction depuis une trentaine d'années. Comment sont-ils revenus? «Bachar n'a pas la poigne de son père pour les maintenir

*«La situation peut durer pendant des années sans dégénérer. Sauf si les intérêts vitaux d'un des clans sont menacés.»
Un éditorialiste syrien*

à distance», explique un éditorialiste syrien proche d'un courant réformiste. «Et puis, peut-être a-t-il besoin d'eux.»

Pour un chercheur syrien, qui a requis l'anonymat, «aucun des clans qui se partagent et se disputent actuellement le pouvoir n'est capable aujourd'hui de diriger seul la Syrie». D'où un jeu perpétuel d'alliances et de contre-alliances.

Quatre courants. Le même spécialiste a dénombré quatre courants au faite du pouvoir. Deux sont conservateurs, deux autres réformistes. Dans le premier camp, on retrouve évidemment celui de la «vieille garde», qui «a mis la main sur l'économie et dont le seul souci, aujourd'hui, est de ne pas être dérangé dans ses affaires». Avec lui, il y a le courant des «jeunes loups», qui estime que son tour est venu de s'emparer des privilèges économiques détenus par les premiers. Dans l'autre camp, il y a «les loups gentils» et le propre courant du Président. Les premiers, formés aussi au pouvoir par Hafez el-Assad, ont conscience

que «la Syrie est devant des échéances nationales et internationales graves et qu'elle doit réagir en se réformant». Ils rêvent d'un régime semi-autoritaire qui permettrait cependant l'émergence d'une société civile, avec une presse et des élections libres, à l'image de l'Égypte. Le dernier courant est celui du Président. «Il s'est constitué autour de la Société syrienne d'ordinateurs (créée et dirigée par Bachar, ndr) dont on retrouve les membres dans l'entourage du raïs. A présent, celui-ci regroupe autour de lui une partie de la société civile mais est très isolé au niveau de l'appareil d'Etat», résume le même chercheur. «En fait, il y a trois types de réformistes, rênchérit l'éditorialiste. Il y a ceux qui trouvent les réformes nécessaires pour que le régime survive et qu'ils puissent rester au pouvoir. Puis, ceux qui veulent s'en servir pour déloger la "vieille garde" et la remplacer. Enfin, ceux qui sont réellement convaincus que les réformes sont nécessaires pour que la Syrie puisse se hisser au niveau de l'Europe.»

Paralyse. Jusqu'au mois de février, c'est le courant réformiste qui avait plutôt l'avantage. L'homme qui incarnait les réformes était alors Bajjat So-

leiman, qui dirige la puissante Amn al-Daoulat (la Sécurité d'Etat). Aujourd'hui, il apparaît marginalisé, voire sur la défensive. Conséquence: «le printemps de Damas», cet extraordinaire souffle de liberté qu'a connu la Syrie de juillet 2000 à février 2001 (*Libération* du 25 juin), s'est aussitôt étioilé. Depuis, les différents courants semblent se paralyser mutuellement. «L'actuelle situation peut durer pendant des années sans dégénérer. A moins que les intérêts vitaux d'un des clans soient vraiment menacés», conclut l'éditorialiste ●

JEAN-PIERRE PERRIN

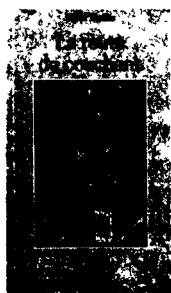
Bachar gagne ses galons de leader régional

Mission accomplie. Pour sa première visite dans un grand pays occidental, membre du Conseil de sécurité des Nations Unies, le président Bachar el-Assad peut se prévaloir d'avoir réussi sa prestation. Certes, le bilan du voyage, qui s'est achevé hier, est mince sur le plan économique – premier but ouvertement déclaré de la visite. Sur le plan diplomatique, il n'a pas non plus permis de grande avancée. Mais pour le jeune chef de l'Etat, le principal enjeu était la scène intérieure syrienne et, surtout, régionale, où il a de grandes ambitions. En réagissant avec un grand flegme aux attaques dont il a fait l'objet, notamment à la Mairie de Paris, en acceptant de s'expliquer sans s'énerver sur les propos antijuifs qu'il a tenus lors de la visite du pape dans son pays sans jamais pour autant les regretter, en répondant de

façon décontractée et souriante aux questions de journalistes, il a montré une image en rupture avec celle, comme taillée dans le bronze, de son père. Hier, lors d'une conférence de presse, il a annoncé que le journaliste et opposant Nizar Nayyuf, libéré le 6 mai dernier après avoir été emprisonné neuf ans, était autorisé à gagner l'étranger. Il a aussi reconnu que des forces opposées aux réformes en cours existaient aussi bien dans la jeune que la vieille génération de dirigeants. Dans un pays aussi pétrifié que la Syrie, c'est presque une révolution. En même temps, les manifestations contre sa visite, loin de le desservir, l'ont renforcé dans le monde arabe. «Désormais, on le prend pour quelqu'un qui est dur, qui fait peur. Il a gagné son pari: il peut se hisser au rang des leaders nationalistes. Comme son pays n'est pas en état de déclencher une guerre, il doit compenser en se montrant un chef nationaliste de premier plan», souligne un spécialiste de la politique syrienne. J.-P.P.

La route du couchant

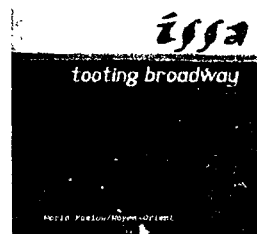
de Yusuf Yesilöz
Ed. d'En Bas (CH-Lausanne)
2000 - 158 p.



Un récit vaut souvent plus qu'un long discours. Voici une excellente introduction à la question kurde. Dans un village de montagne, le chef du village arrive à envoyer son fils à l'université, à Istanbul. Celui-ci s'engage politiquement et se retrouve en prison. Une gendarmerie est construite dans le village. La suspicion s'installe. Les jeunes fuient dans les montagnes. Pour la femme de l'un d'entre eux, suspecté de les alimenter, il ne reste qu'une solution l'exil. Un livre qui prend aux tripes. MB.

ISSA TOOTING BROADWAY

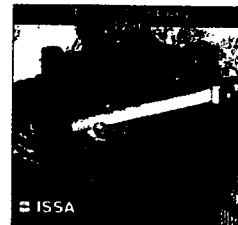
Arion ARN 64512
Dist. Night and Day - Durée : 55'46



Trad Mag N° 77 - Mai/Juin 2001

Ce disque est une rencontre entre deux extraordinaires musiciens. Issa, dont les origines sont à chercher entre la Turquie et le Liban, kurde, et dévoué au bouzouk, ce magnifique luth au son léger. Et Elie Maalouf, pianiste originaire de Zakhle, au Liban. C'est à Paris, à l'Institut Kurde, qu'ils se rencontrent. Pour compléter ce duo, le ney de Haroun Teboul, la contrebasse d'Emek Evci et les percussions de (Cheikh) Adel Shams-El-Din. À l'exception d'une longue improvisation sur un thème traditionnel, toutes les pièces sont des compositions du duo. Une combinaison originale qui donne au bouzouk des accords de jazz, le timbre d'un piano-rien-tal (pour reprendre l'expression de Maurice El Medioni) très complexe.

Pascal Jaussaud ▲



ISSA L'Art du bouzouk

Arion Night and Day ARN 60513 - Nouv

1 2 3 4 5

Utilisé par les gitans du Moyen-Orient et les Kurdes, le bouzouk est un luth à long manche et petite caisse piriforme que l'on joue avec un petit plectre (sorte de médiateur). Descendant d'une famille kurde de musiciens, Issa est aujourd'hui l'un des représentants les plus prometteurs de l'instrument, dans son idiome kurde. D'une virtuosité impressionnante, sa musique commence, classiquement, par de belles introductions en solo, développant très progressivement un court motif sur un maqam (sorte de mode musical). Le bouzouk tenant très peu le son, le jeu

du musicien est assez dense et donne une grande importance au rythme – en recourant énormément aux notes répétées (on n'est parfois pas très éloigné de la guitare flamenco). Sans doute ces introductions font-elles la part plus belle au silence, à l'évanouissement des phrases, que les développements, plus rythmiques, plus répétitifs, correspondant à l'entrée des percussions (*bendir*, *req* ou *darbouka*) et à la recherche d'un climax par le truchement de l'*ostinato*. Une fois encore, du point de vue de l'esprit comme de la forme (mais certes pas de l'idiome musical lui-même), il est intéressant de noter les points communs avec la musique indienne – nous faisant regretter l'inexistence (à notre connaissance) d'un grand livre retraçant les influences réciproques et échanges musicaux entre les traditions musicales de l'Inde et du Moyen-Orient. Le contenu du livret n'est pas très disert, sur ce point comme sur le reste, mais la musique est belle.

Adji Saverda

Président antisémite d'un Etat despote et sans poids sur la scène internationale... La France n'avait rien à gagner avec cette visite.

Assad à Paris: une faute morale, une erreur géopolitique

par FRÉDÉRIC ENCEL

Il est reparti comme il est venu, le jeune président syrien; despote arc-bouté sur des discours et des convictions incompatibles avec la démocratie. Or, on aura beau faire les vierges effarouchées, la visite officielle à Paris de Bachar el-Assad n'est pas une première dans les annales diplomatiques de notre belle République des droits de l'homme: en recevant le dictateur alaouite en grandes pompes, les plus hautes autorités de l'Etat n'ont hélas rien inauguré de bien nouveau. Beaucoup ont protesté – en particulier à l'Hôtel de Ville mardi dernier – que «l'invité» avait tout de même récemment tenu des propos d'un antisémitisme qui eussent été passibles des tribunaux en France, manipulant par la même occasion un chef suprême de l'Eglise catholique sans doute humilié et meurtri par le piège, mais tenu au silence protocolaire en vigueur dans ce type de visites.

Il est vrai qu'en disant devant le pape des juifs qu'«ils tentent de tuer tous les principes de toutes les religions, de la même mentalité par laquelle fut lâché, puis torturé le Christ», propos jamais démentis à ce jour, Bachar el-Assad a emboîté le pas martial non seulement à feu son père Hafez, grand amateur de l'infâme équation sionisme = nazisme, mais aussi à l'indéfectible ministre syrien de la Défense Moustafa Tlass, grossier personnage ayant publiquement traité Yasser Arafat de «fils de 60000 putes» et rédigé un pamphlet moyenâgeux dans lequel on trouve entre autres perles: «Le juif peut vous tuer et prendre votre sang, afin de confectionner du pain azy-me. (Libération du 26/8/99)». Au sommet de la hiérarchie syrienne, on n'a guère la haine délicate!

D'autres encore – notamment Beate Klarsfeld – ont rappelé avec force l'asile offert au dernier grand criminel nazi contre l'humanité, Aloïs Brunner, condamné à mort en France et en Allemagne (et, récemment encore, à perpétuité par contumace à Paris), ou les massacres de Hama – entre 20000 et 30000 morts civils – au printemps 1982, officiellement la simple répression d'un complot islamiste. Des patriotes français ont évoqué pour leur part le rôle joué par Damas dans l'assassinat de notre ambassadeur à Beyrouth en 1983, Louis Delamare, et dans la mort de plusieurs dizaines de soldats au Drakkar, QG du contingent français pour le maintien de la paix. Quant aux Libanais, il faudra à présent leur expliquer que la France, signataire d'accords de protection en bonne et due forme avec leur pays, a reçu chaleureusement le chef de l'Etat qui dispose de leur sort et de celui de milliers de leurs concitoyens disparus au fond des gèbles syriennes ces vingt-cinq dernières années; celui qui pille l'économie libanaise par le truchement d'un million de travailleurs syriens envoyés gagner leur pain (en dollars) au pays du Cèdre.

Tout cela est connu. Et déplorable. Mais avoir poussé des cris d'orfraie, si justifiés soient-ils, n'aura ni intimidé la présidence de la République, ni convaincu

Matignon, ni abattu la sempiternelle raison d'Etat. En revanche, pourquoi ne pas contester la visite d'Assad, dont le bilan est du reste bien maigre, en raisonnant dans le même registre de la Realpolitik? Et de s'interroger sur cet acharnement à nouer et renforcer des relations avec un Etat paria devenu indigent au plan géopolitique? Au Quai d'Orsay, on répète *ad nauseam* qu'il ne peut y avoir de paix réelle au Proche-Orient sans la Syrie. Qu'en est-il réellement? En septembre 1993, Yasser Arafat prend le difficile pari de reconnaître Israël et d'entamer un processus de paix direct avec «l'entité sioniste». Damas fulmine et crie à la trahison, en vain. Un an plus tard, Hussein de Jordanie s'engouffre dans la brèche, au grand dam de son turbulent voisin septentrional. Damas menace, sans résultat. Par la suite, Oman, le Qatar, la Tunisie, le Maroc ouvriront des bureaux d'intérêt avec Israël (et même une ambassade pour la Mauritanie) à la consternation d'Assad père. Le «lion de Damas» rugit encore, et puis? Rien, ou presque. Manifestement, la baudruche se dégonfle.

Deux autres faits, militaires cette fois, illustrent davantage encore la faiblesse endémique du régime syrien. En octobre 1998, excédé par l'asile et le soutien actif de la Syrie procurés à Abdullah Öcalan, le gouvernement turc dépêche 60000 soldats à la frontière syrienne en exigeant l'expulsion du leader kurde du PKK. Le bras de fer aura-t-il lieu? En effet, et ne durera pas 48 heures; Damas capitule en rase campagne et expulse immédiatement – autant dire livre pieds et poings liés – son protégé!

Plus récemment, en avril 2001, l'armée israélienne bombarde une base radar syrienne stationnée dans la Bekaa en représailles à un attentat du Hezbollah soutenu par Damas. Le camouflet est sans précédent depuis vingt ans. L'armée syrienne riposte-t-elle ou fait-elle semblant? Mobilise-t-elle, même partiellement? Se redéploie-t-elle? Point du tout. A peine si une protestation de pure forme est lancée en direction des agences de presse et des chancelleries.

Il faut dire que dans le cas du conflit avec la Turquie, le pouvoir damascène n'aurait eu à opposer, militairement, que de vieux chars soviétiques périmés dépourvus de pièces détachées, et, politiquement, que le soutien rhétorique de la Ligue arabe. En face, dans les deux cas: des armées modernes, et le tout-puissant appui américain...

Pourtant, le coup de boutoir au fond le plus décisif et le plus humiliant donné à l'épouvantail syrien, c'est encore, paradoxalement, le retrait unilatéral d'Israël du Sud-Liban, en mai 2000. Jusqu'alors, Damas arguait de l'occupation de cette région par Tshahal pour soutenir les actions armées du Hezbollah chiite iranien, et occuper avec 40000 soldats environ 70 %

du territoire libanais. Or, sans le précieux justificatif israélien, l'argument ne tient plus. Chrétiens et druzes courent déjà fortement la chape de plomb syrienne, illégale non seulement au regard du droit international mais en vertu des accords interarabes de Taëf (1989). D'où un timide début de redéploiement (demandé par l'Elysée avant la visite d'Assad?) autour de Beyrouth.

En vérité, c'est donc d'un régime aux attraits bien contestables que Paris se fait l'ami depuis plusieurs années déjà, avec vraisemblablement pour unique motif qu'il est le seul au Proche-Orient (l'ex-ami irakien excepté!) à ne pas être allié à Washington. Détestée à l'intérieur, la minorité alaouite aux commandes (environ 9 % de la population) ne doit sa survie politique qu'à un népotisme et une répression parmi les plus flagrants au monde. Un pouvoir fort pour des résultats faibles: échec à incarner une puissance régionale, échec à recouvrer les terres perdues (Alexandrette, Golan), échec à sortir la population d'une misère endémique, échec à rompre avec le stalinisme économique et à faire fructifier les réelles richesses naturelles du pays, échec à présent à ingérer le Liban... A la limite, le principal succès du régime alaouite tiendrait presque à l'amitié gagnée de la France!

La France, au-delà de toute considération de nature morale ou humanitaire, avait décidément peu à gagner en nourrissant une idylle avec la Syrie de Hafez el-Assad. Mais quid de son fils? Jeune ophtalmologue éduqué à Londres et fêru d'informatique, Bachar el-Assad avait *a priori* tout pour plaire, et pour réussir là où son père avait failli. Las. A ce jour et après une année de pouvoir, il n'a réussi qu'une seule chose: démontrer que la pomme tombe rarement très loin de l'arbre! ●

Frédéric Encel est docteur en géopolitique, professeur de relations internationales à Paris.

Bachar el-Assad avait a priori tout pour plaire et pour réussir là où son père, Hafez, avait failli. Las. A ce jour et après une année de pouvoir, il n'a réussi qu'une seule chose: démontrer que la pomme tombe rarement très loin de l'arbre!

Une membre présumée du PKK en Allemagne renvoyée devant le tribunal



KARLSRUHE (Allemagne), 27 juin (AFP) - 12h42 - Le parquet général fédéral allemand a annoncé mercredi le renvoi devant le tribunal d'une membre présumée du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste et interdit en Allemagne).

Fethiye K., âgée de 50 ans et de nationalité turque, est soupçonnée d'appartenir à une organisation terroriste formée au sein du PKK et dont les membres ont tué plusieurs "traîtres" et commis jusqu'en 1996 plusieurs incidents criminels contre des établissements turcs et allemands.

Elle est également accusée d'avoir, entre fin avril et début mai 1994, aidé un membre du PKK du nom de "Hamza" dans la préparation de l'assassinat d'un ancien dirigeant du PKK, Adil A., commandité par l'organisation terroriste.

Après avoir menacé en vain le fonctionnaire de le tuer s'il refusait de réintégrer l'organisation qu'il avait quittée en 1989, "Hamza" avait finalement tiré sur lui sans parvenir à le tuer.

Fethiye K. est en détention provisoire depuis le 15 février 2001.

Le PKK est interdit depuis 1993 en Allemagne, à la suite d'une vague d'attentats terroristes contre des intérêts turcs et allemands dans le pays. Depuis août 1996 toutefois, les autorités le considèrent comme une organisation criminelle et non plus comme une organisation terroriste.

Trois rebelles kurdes tués dans le sud-est, 2 soldats blessés par une mine



DIYARBAKIR (Turquie), 27 juin (AFP) - 10h13 - Trois rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués par l'armée turque lors d'affrontements dans la province de Diyarbakir, chef-lieu du sud-est à majorité kurde, a-t-on indiqué mercredi de source officielle.

Un des rebelles tués dans les combats qui se sont produits dans une zone rurale lors d'une patrouille de l'armée est de nationalité irakienne, précise un communiqué des autorités responsables de l'état d'urgence à Diyarbakir.

Deux soldats ont par ailleurs été blessés par l'explosion d'une mine posée par le PKK dans la province de Sirnak, frontalière avec l'Irak, ajoute le communiqué.

Le PKK a mené pendant quinze ans une lutte armée contre l'Etat turc pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie.

Mais il a annoncé l'arrêt des combats et son retrait de Turquie à partir de septembre 1999, à l'appel de son chef Abdullah Ocalan, jugé en Turquie et condamné à mort pour trahison et séparatisme.

Depuis, les affrontements dans la région, qui ont fait quelque 36.500 morts, selon un bilan officiel, ont considérablement diminué.

Mais l'armée turque a rejeté les appels à la paix du PKK et a juré de poursuivre les rebelles jusqu'au dernier.

La plupart se sont réfugiés dans le nord de l'Irak contrôlé par deux factions kurdes irakiennes.

La Turquie reste sous "surveillance démocratique" au Conseil de l'Europe



STRASBOURG, 28 juin (AFP) - L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a décidé jeudi à Strasbourg de maintenir la Turquie sous "surveillance démocratique", malgré d'importants progrès constatés.

Au chapitre des satisfactions, les parlementaires ont relevé le "Programme national pour l'adoption de l'acquis communautaire", vaste programme de réformes en vue de l'adhésion à l'Union européenne, le cessez-le-feu annoncé du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), des réformes constitutionnelles (comme la suppression du juge militaire dans les cours de sûreté de l'Etat) et judiciaires notamment.

Mais de nombreux progrès restent à accomplir: éradiquer la torture, améliorer les conditions de garde à vue, abolir la peine de mort, modifier la loi sur le terrorisme qui ouvre la voie à l'arbitraire sur les "délits d'opinion", lever l'état d'urgence dans les quatre provinces du Sud-Est, briser l'isolement des détenus des prisons dites de type F qui font la grève de la faim depuis plusieurs mois.

Le rapporteur, Andras Barsony (Hongrie, socialiste), a pourtant souligné au cours du débat que les conditions de détention dans les prisons turques étaient de bien meilleure qualité que dans beaucoup d'autres prisons européennes.

Mais l'Assemblée a aussi condamné l'interdiction du Parti de la Vertu (islamiste), principal parti d'opposition du pays, en adoptant un amendement qui avait été rédigé avec l'accord de ses cinq groupes politiques.

La décision de la Cour constitutionnelle turque d'interdire ce parti est "contraire aux principes de la démocratie pluraliste" et "de nature à contribuer à l'instabilité politique au moment où la Turquie entreprend d'importantes réformes", selon les parlementaires.

Selon Andras Barsony, "il faut changer la constitution pour que de tels faits (l'interdiction d'un parti) ne se reproduisent pas".

En outre, l'Assemblée reproche au gouvernement turc de refuser d'exécuter certains arrêts de la Cour européenne, notamment l'arrêt Loizidou, du nom d'une Chypriote grecque dépossédée de ses biens dans la partie nord de l'île, au moment de l'intervention de l'armée turque en 1974.

Il s'est pourtant trouvé quelques défenseurs de la Turquie dans l'Assemblée, tels le conservateur britannique John Taylor qui a affirmé qu'il ne se trouvait pas dans le camp des "casseurs de sucre" sur le dos de ce pays.

Toutefois, l'Assemblée a rejeté la plupart des amendements turcs qui tentaient d'affaiblir ses critiques et notamment un amendement demandant la fin de la "procédure de suivi" (monitoring), le système de "surveillance démocratique" mis en place dans les pays jugés les plus fragiles.

Le parlement turc reconduit l'état d'urgence dans quatre provinces



ANKARA, 29 juin (AFP) - 14h28 - Le parlement turc a reconduit vendredi l'état d'urgence en vigueur depuis 14 ans dans quatre provinces de l'est et du sud-est à majorité kurde, a constaté l'AFP.

Ces provinces sont Tunceli (est), Diyarbakir (sud-est), Hakkari (extrême sud-est) et Sirnak (sud-est), théâtre pendant 15 ans de la rébellion séparatiste du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK). La mesure s'applique pour quatre mois à partir du 30 juillet.

Le parlement se prononce tous les quatre mois sur le maintien de ce régime d'exception.

Sa levée fait partie des mesures politiques réclamées à "moyen terme" à la Turquie par l'Union européenne si elle veut ouvrir des négociations d'adhésion.

Le gouvernement turc s'est engagé à le lever, mais sans donner de date.

Le PKK a mis fin officiellement en septembre 1999 à sa rébellion armée, lancée en 1984 pour la création d'un Etat kurde indépendant dans le sud-est, à la demande de son chef Abdullah Ocalan, condamné à mort en juin 1999 pour trahison et séparatisme.

Depuis, les combats ont quasiment cessé dans la région.

Mais l'armée turque s'est déclarée déterminée à pourchasser jusqu'au bout les rebelles à moins qu'ils ne se rendent et poursuit des opérations dans le nord de l'Irak, sous contrôle de deux factions kurdes irakiennes, où la plupart des combattants du PKK se sont repliés.

Un dirigeant mal vu et malvenu dans la capitale

Associations juives et personnalités de gauche dénoncent sa visite.

Bachar el-Assad n'est pas attendu qu'avec des fleurs à Paris. S'il vise une rupture avec l'héritage paternel, le président syrien aura fort à faire durant ses trois jours de visite. Car celle-ci suscite une large réprobation.

Il faut dire que Bachar el-Assad a multiplié les déclarations douteuses. Ainsi, selon lui, « le racisme des Israéliens a dépassé le nazisme ». Et Israël veut « assassiner tous les principes de toutes les religions, de la même manière qu'il [les juifs] avaient trahi Jésus et essayé de tuer le prophète Mahomet... » Bref, la parole du fils rappelle l'hospitalité généreusement accordée par Assad père au criminel nazi Aloïs Brunner.

Rassemblement. Dans ce contexte, les associations juives, Crif et UEJF en tête, appellent à un rassemblement ce soir à 18 heures, place des Martyrs-Juifs-du-Vélodrome-d'Hiver, pour refuser « que les institutions de la République se compromettent en recevant le dictateur raciste et antisémite syrien ». Des représentants de l'Eglise catholique se joindront à la manifestation. Parallèlement, la Licra a annoncé qu'elle portait plainte auprès du procureur de la République contre le président syrien pour « diffamation et incitation à la haine raciale ».

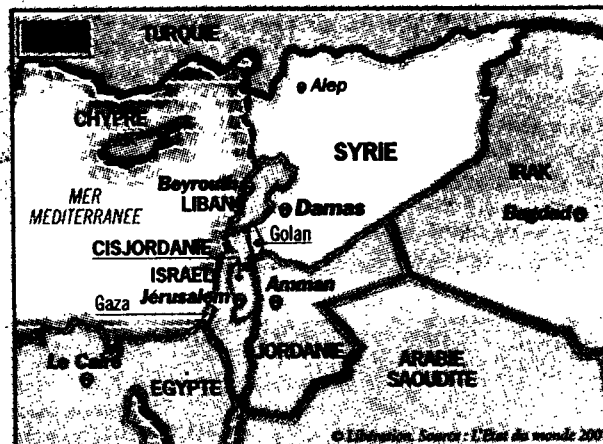
Des Kurdes de Syrie manifesteront mardi pour rappeler que Damas a retiré dans les années 60 la nationalité syrienne à plusieurs dizaines de milliers de Kurdes et refuse toujours de reconnaître les droits culturels d'une commu-

nauté d'environ un million de personnes. Les 910 réfugiés kurdes de l'East Sea, échoués à Saint-Raphaël en février, venaient de Syrie.

Le monde politique, lui aussi, réagit. Avec parcimonie. Le Parti radical, composante de l'UDF, a interpellé Jacques Chirac pour qu'il dise sa « réprobation de l'inacceptable » en recevant aujourd'hui Bachar el-Assad à l'Elysée: « Notre inquiétude, c'est que cette réception apparaisse comme une caution. » Six maires d'arrondissements parisiens de gauche, un Vert et cinq socialistes, ont publié samedi un appel pour souligner que « les représentants de la République française ne devraient pas dîner avec n'importe qui », qualifiant le président syrien d'« ennemi de la liberté », d'« ennemi de la tolérance » et d'« ennemi de la France et de la paix ». Ce texte a également recueilli les signatures de Malek Boutih, président de SOS Racisme, et de divers élus dont deux membres de l'UDF.

Convictions. Comme Chirac et Jospin, Bertrand Delanoë recevra Bachar, conformément à la tradition qui veut que tout chef d'Etat en visite officielle en France fasse un détour par l'hôtel de ville de Paris. « Je n'ai pas reçu de mandat des Parisiens pour m'exprimer sur la politique étrangère de la France », souligne-t-il. Mais le maire de la capitale a prévenu qu'il « rendrait conciliable sans concessions son devoir et ses convictions » ●

JEAN-MICHEL AMITRANO



- Chef de l'Etat syrien: Bachar el-Assad depuis le 17 juillet 2000.
- ★ ★ Régime: présidentiel autoritaire appuyé sur le parti Baas.
- Population: 16 millions d'habitants (dont 88% d'Arabes, 6,8% de Kurdes, 2,8% d'Arméniens...).
- Superficie: 185180 km² en incluant le plateau du Golan (soit un tiers de la superficie de la France).
- La Syrie est indépendante depuis l'évacuation des troupes françaises en 1946.



25 JUIN 2001

Délicates relations avec Damas

Claude Lorieux

6 000 manifestants à Paris à l'appel du Crif, 3 000 à Marseille, Philippe de Villiers et les députés Droite libérale en colère, François Hollande taçant Jacques Chirac, les conseillers de Paris protestant sous le nez de Bachar el-Assad: il y a longtemps que la visite d'un chef d'Etat en France n'avait été aussi chahutée.

Paradoxalement, celle de son père, Hafez el-Assad, s'était déroulée sans vague. Le choix de la date - les 16 et 17 juillet 1998 - y était pour quelque chose. Le vieux président, auquel les conseillers de Paris auraient pu, plus opportunément qu'à son

fil, rappeler « le sang de notre ambassadeur » Louis Delamarre, assassiné au Liban en 1981, n'avait pas fait de « déclaration antifilive » dans les semaines précédant son voyage.

Les incidents de ces deux derniers jours ont indigné la plupart des membres de la délégation syrienne, peu habitués dans leur pays à voir les mécontents s'exprimer publiquement. En revanche, ils n'ont guère surpris ceux qui connaissent la France. « Les Français sont entrés en campagne électorale. Chaque politicien veut se placer », rappelle un journaliste syrien, en relevant toutefois que le discours du maire de Paris « visait à contrebaler l'invitation du président syrien à l'Hôtel de

Ville », estime un ambassadeur arabe. Un universitaire français explique les réactions françaises « par l'accélération des tendances communautaires dans la société française depuis l'effondrement du processus de paix, et en particulier par la radicalisation de la communauté juive ».

Les relations franco-syriennes ne devraient pourtant pas trop souffrir de ces turbulences. Paris et Damas ont besoin l'un de l'autre tant sur le plan économique que sur le plan diplomatique. La coopération dans le tourisme, l'enseignement supérieur et l'administration se concrétise par la conclusion d'accords bilatéraux. Un Conseil des affaires franco-syrien a vu le jour hier. « Le réalisme prime », note

un journaliste syrien. Un diplomate arabe ajoute: « En soulignant que pour être durable la paix doit englober les volets syrien et libanais, la France rassure la Syrie, qui compte sur elle pour interpréter ses positions », explique un diplomate arabe. Les déclarations de Bachar el-Assad sur ceux « qui ont trahi le Christ et tenté de tuer Mahomet » étaient destinées à l'opinion arabe. « Elle a réagi positivement. Les gens voient les arbres abattus et les maisons détruites par l'armée israélienne. Ils admirent ce jeune dirigeant qui appelle les choses par leur nom », concède l'ancien premier ministre jordanien Taher el-Masri, qui regrette personnellement la phrase prononcée de-

vant le Pape. Un prélat arabe chrétien confirme l'analyse : « Le président parle de ce qu'il voit et de ce que nous sentons. »

Bachar el-Assad est bien forcé

de constater que la Syrie « n'a pas beaucoup d'amis en France au niveau populaire », relève le diplomate arabe, « il doit se demander pourquoi ? ». Un intellectuel damascène, qui considère

ce président de 35 ans comme « un homme ouvert », pense « qu'il a été mal conseillé ».

Pour l'universitaire Alain Chénal, « si cette visite pouvait ouvrir les yeux du Dr Bachar sur

les manœuvres de son entourage ? Si quelqu'un osait lui dire : « Il faut évoluer, il faut s'ouvrir vers l'Europe », ce serait un résultat positif. »

LE MONDE / JEUDI 28 JUIN 2001

Bachar El Assad réclame l'examen des raisons de l'échec du processus de paix israélo-arabe

Le président syrien, en visite d'Etat à Paris, se défend de tout antisémitisme

Le président syrien, Bachar El Assad, a terminé, mercredi 27 juin, une visite d'Etat de trois jours en France, au cours de laquelle il a fait un effort

de communication sur des questions difficiles. Mardi, il a notamment été reçu par le premier ministre, Lionel Jospin, et été auditionné par la

commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Sa réception à l'Hôtel de Ville a été pour le moins agitée.

LE CHEF DE L'ÉTAT syrien, Bachar El Assad, a tenté, mardi 26 juin, de trouver le ton juste pour répondre aux questions des membres de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale sur la paix avec Israël, la présence syrienne au Liban, l'avenir de l'Irak. Reste à savoir si, sur le fond, ses réponses sont convaincantes. Mais lorsqu'on se souvient de la distance et de l'imperméabilité de son père et prédécesseur, Hafez El Assad, le seul fait que le président syrien ait accepté l'invitation de la commission et fait preuve de disponibilité traduit un souci de se faire comprendre.

Son pays est tenu pour le plus intraitable des voisins d'Israël. Pis. M. El Assad est lui-même accusé d'antisémitisme, après avoir, lors de la visite du pape Jean Paul II en Syrie début mai, accusé sans le nommer l'Etat juif de « tenter de tuer tous les principes des religions célestes, de la manière qu'ils [les juifs] ont trahi Jésus et essayé de tuer le prophète Mahomet ». Il l'a suffisamment entendu sur tous les tons au cours de son séjour en France, pour prendre « la mesure du malentendu » qui, selon lui, s'est installé à ce sujet. Outre les manifestations de lundi et les critiques d'hommes politiques de tous bords dont il a certainement été informé, il s'est encore vu indirectement interpellé à ce sujet dans la matinée.

Le maire de Paris, Bertrand Delanoë, qui le recevait à l'Hôtel de Ville, a de fait « condamné sans répit, sans silence, tout ce qui

atteint » la dignité humaine « quelle que soit la forme choisie et d'où que cela vienne : le racisme, l'antisémitisme, l'exclusion et la négation de l'Histoire ». Il y a également eu l'intervention de trois élus d'arrondissement en pleine cérémonie (lire ci-contre). Quelques heures plus tard, en termes plus diplomatiques, le premier ministre Lionel Jospin, qui l'a reçu pendant une

« juifs », a-t-il indiqué, assurant qu'il parlait des Israéliens – et surtout, à la difficulté pour les Français de comprendre la conjoncture proche-orientale et le vécu au quotidien des répercussions des violences pratiquées par l'Etat juif contre les Palestiniens. Son seul et unique objectif, a-t-il assuré, était d'établir une « analogie entre les souffrances des Palestiniens et cel-

soient respectés. « Dix années d'échecs [depuis le lancement du processus de paix de Madrid] prouvent que la manière de conduire le processus de paix était erronée, a-t-il néanmoins enchaîné. Il est donc indispensable que les Etats-Unis, l'Union européenne et des Etats européens, comme la France, s'emploient à trouver d'autres moyens. Il faut que les raisons de l'échec soient identifiées », a ajouté M. El Assad, étant entendu que pour lui, les références de base de la paix demeurent les résolutions des Nations unies et que sans un rôle « actif » de l'Europe, « il sera difficile » de parvenir à des résultats.

Bachar El Assad affirme partager l'avis, selon lequel un retrait total des troupes syriennes du Liban apporterait une crédibilité plus grande au désir de paix de Damas. Et c'est pour cela, a-t-il dit, qu'entre avril 2000 et juin 2001, la Syrie a procédé à trois redéploiements et un retrait partiel de ses forces. « Le choix du moment et la manière de procéder sont coordonnés par les militaires des deux pays », a-t-il dit, sans toutefois donner d'indications sur le calendrier du retrait définitif. Et, alors que selon plusieurs organisations non gouvernementales, des dizaines de Libanais croupiraient encore dans les geôles syriennes, M. El Assad a assuré qu'il n'en était rien et que son pays se voyait imputer, à tort, les « disparitions » de Libanais.

Violences à l'Hôtel de Ville

Lucien Taleb, conseiller Vert du 20^e arrondissement de Paris, assure avoir été violemment frappé lors de la réception mardi 26 juin du président syrien à l'Hôtel de Ville. Il tentait de remettre à celui-ci une lettre exprimant le « dégoût » que lui inspirait sa présence à Paris, lorsque des membres du service d'ordre l'ont entraîné vers une remise – des policiers français, selon un conseiller du maire de Paris, des agents syriens selon le conseiller Vert. « Dans le réduit, ils m'ont frappé, à la figure, dans le ventre, dans les testicules, assure M. Taleb, ils ont déchiré ma chemise, j'ai perdu mon pantalon et ils ont essayé de prendre ma lettre. » Un conseiller de M. Delanoë, Patrick Maisonnave, est alors intervenu et a transmis la lettre au président syrien. L'élu Vert, qui a été reconduit au métro par un agent de la mairie, entendait porter plainte.

heure en tête à tête, a, selon son porte-parole, souligné la nécessité absolue d'un « esprit de concorde, de tolérance et de compréhension mutuelle », afin de « renouer les fils du dialogue de paix ».

Aussi, lorsque le député PS Pierre Brana lui a demandé s'il « confirmait » avoir tenu devant le pape ces propos « qui ont beaucoup heurté les Français en général et les députés en particulier », M. El Assad a parlé de « malentendu ». Il l'a imputé à la presse – « Je n'ai pas prononcé une seule fois le mot

les du Christ ». Il a même souhaité que s'instaure un « dialogue » à ce sujet avec les parlementaires en lieu et place du simple rituel des questions-réponses.

La Syrie, a-t-il par ailleurs affirmé, est « toujours désireuse d'une paix juste et globale qui restitue tous ses droits et ceux des autres pays arabes ». Damas, a-t-il dit, ne pose pas de « conditions » à la paix, mais revendique des « droits ». Et peu lui importe l'identité du premier ministre israélien pour peu que ces droits

Mouna Naim

La visite du Vice Premier Ministre du Gouvernement régional du Kurdistan

Le Vice Premier Ministre du Gouvernement Régional du Kurdistan GRK, Monsieur Adnan Mufti, a entamé au mois de juin une visite dans plusieurs pays européens : l'Angleterre, la Hollande, et la France. Pendant son séjour en France, le Vice Premier Ministre a eu une série de rencontres avec les responsables français. Monsieur Mufti a rencontré au Quai d'Orsay le sous directeur du Proche-Orient et d'Afrique du Nord Monsieur Régis Koudché ainsi que le responsable de la section d'Irak, Monsieur Jean-Baptiste Faivre. Pendant cette rencontre qui a duré plus d'une heure, M. Mufti, qui était accompagné par M. Ahmad Bamami, représentant de l'Union Patriotique du Kurdistan en France, a expliqué à ses interlocuteurs les dernières développements au Kurdistan d'Irak et notamment concernant les progrès réalisés depuis l'application de la résolution des Nations Unies " pétrole contre nourriture". Le vice Premier ministre a également discuté de la nécessité de la protection du Kurdistan d'Irak notamment par la France, pays dépositaire du projet de la résolution 688. Monsieur Mufti a également fait un exposé sur le processus de paix entre l'Union Patriotique du Kurdistan et Le Parti Démocratique du Kurdistan. Le Vice Premier Ministre a expliqué à ces interlocuteurs que la nature du régime irakien n'a aucunement changé et le gouvernement de Bagdad continue sa politique d'épuration ethnique contre la population kurde sous son contrôle. Monsieur Mufti a ajouté que l'UPK n'a pas de contacts ni dialogue politique avec Bagdad mais qu'il existe plusieurs problèmes concernant le peuple kurde et arabe comme par exemple l'eau ou l'électricité que nous traitons avec les autorités de Bagdad.

D'autre part le Forum irakien en France en collaboration avec le bureau de l'UPK à Paris ont organisé le 22 juin à l'Assemblée Nationale un débat sur le thème suivant " la situation au Kurdistan et en Irak en générale ". Un grand nombre de représentants des formations politiques françaises, des journalistes, des associations et des spécialistes de la question kurde et irakienne y ont participé. Ainsi que de nombreux ressortissants irakiens et d'autres pays arabes vivant en France. En introduction, Monsieur Mufti a exposé la situation actuelle au Kurdistan puis il a ajouté malgré le conflit inter-kurde, le gouvernement régional du Kurdistan a pu jusqu'à présent avec l'aide internationale, obtenir une nette amélioration dans plusieurs domaines notamment dans ceux de la santé, l'éducation, l'enseignement dans les universités et la construction des villages. Il a également exposé les rapports du Kurdistan d'Irak avec le reste de l'Irak. Il a noté qu'il n'existe pas de dialogue politique et que le gouvernement irakien n'a rien changé de sa politique concernant les points de divergence, qu'il s'agissent de la démocratie et des libertés en Irak, la solution et du statut du Kurdistan d'Irak que nous demandons une solution dans un état fédéral, ou de la délimitation de la région kurde et notamment concernant la ville de

Kirkuk. Monsieur Mufti a ajouté que le gouvernement régional du Kurdistan a établi un système démocratique, pluraliste et dans lequel tous les partis politiques sont libres et possèdent des journaux, des stations de radios et de télévisions. Il a insisté sur le fait que la région kurde fait toujours partie de l'Irak et que les lois de l'état irakien sont toujours en vigueur sauf les lois discriminatoires ou des lois prises contre le peuple kurde. Ces lois ont été abolies et remplacées d'autres plus tolérances et qui renforce l'amitié entre les peuples. Le Vice Premier Ministre a insisté le fait qu'un effort particulière a été fait ces dernières années concernant la situation des femmes. Ainsi la loi irakienne tolérant le meurtre des femmes pour ce qu'elle appelait " les crimes d'honneur " a été abolie et les auteurs de ces crimes seront désormais jugé comme tels. L'autre loi en faveur des femmes qui a été abolie celle relative à la polygamie. Il est désormais interdit d'avoir deux femmes sauf dans des cas très limités.

L'Institut kurde de Paris, a également organisé, dans son siège, le 23 juin, une rencontre pour la communauté kurde vivant à Paris ainsi que pour les amis du peuple kurde. Le Vice Premier Ministre a insisté sur le fait que depuis plus de trois ans la guerre entre l'UPK et le PDK a cessé et que des avancées certaines ont été réalisées dans le processus de paix, jusqu'à maintenant, plusieurs rencontres ont eu lieu et espérant que dans un délai proche il y aura une véritable réconciliation entre les deux formations principales et dont des élections législatives au Kurdistan.

Le 25 juin le Vice Premier Ministre du Gouvernement régional du Kurdistan a rencontré Madame Danielle Mitterrand, pendant plus d'une heure au siège de la Fondation France Liberté. Monsieur Mufti a remercié, au nom de Monsieur Talabani et de l'UPK, Mme Mitterrand pour son soutien sans faille et continu à l'égard du peuple kurde. Il a également évoqué la situation au Kurdistan, la nécessité de la poursuite de la mesure concernant les 13% des revenus pétroliers alloués à la population kurde dans le cadre de la résolution 986 ; ainsi que la protection de la population kurde d'une éventuelle attaque de l'armée irakienne. Le 27 juin, Monsieur Mufti a rencontré, au siège du Parti Communiste Français, MM. Daniel Cirera membre du collège collectif et Jacques Fath, Secrétaire de la commission des relations internationales. Les discussions ont apporté sur la situation politiques générale en Irak et la levée des sanctions contre ce pays. A ce propos, Mufti a affirmé à ses interlocuteurs que l'UPK est favorable à toutes les mesures susceptible d'alléger la souffrance de la population irakienne car le peuple kurde lui même subi un double embargo mais il a insisté sur le fait que ces mesures ne doivent pas renforcer la dictature en Irak.

L'application de la résolution « Pétrole contre nourriture » au Kurdistan d'Irak

La résolution 986 « Pétrole contre nourriture », selon laquelle 13% des revenus pétroliers ont été alloués à la région kurde non contrôlée par le gouvernement irakien a été votée fin 1996 par le Conseil de Sécurité des Nations Unies. Depuis son application, une nette amélioration est intervenue dans tous les domaines : la santé, l'éducation, la réhabilitation et la reconstruction de la campagne kurde, l'amélioration des conditions de vies... Cette page est consacrée aux quelques projets réalisés ou en voie de réalisation par les fonds de cette résolution.

Chiwan :

Le régime irakien continue sa politique d'épuration ethnique concernant les familles kurdes vivant dans les régions sous son contrôle et ainsi chaque semaine, plusieurs familles sont expulsées. Pour faire face à cette tragédie humaine le gouvernement régional du Kurdistan d'Irak en coopération avec l'agence des Nations Unies, Habitat, ont achevé un projet de construction de 50 maisons dans la région de Chiwan près de Chamchamal. La population de ces foyers bénéficiera de tous les services sanitaires, écoles, électricités et surtout l'eau potable.

Rania

Dans le cadre de la résolution " Pétrole contre nourriture " l'agence des Nations Unies, Habitat, en coopération avec le gouvernement régional du Kurdistan, ont jeté les bases de la construction d'un centre de loisir pour les jeunes sur un terrain de 8855m². Ce centre d'activités comprendrait huit salles pour les activités artistiques, une cafétéria, un espace pour des activités sportives. D'autre part, l'agence, Habitat, a également entamé la construction de 150 maisons comprendra chacune trois chambres de 20 m², une cave pour l'approvisionnement, une cuisine, des toilettes ainsi qu' un petit jardin.

Kalar

Ses deux dernières années, la sécheresse a effectué la partie sud du Kurdistan d'Irak, et un effort particulier a été fait à la fois par le gouvernement régional du Kurdistan et les agences des Nations Unies concernées pour aider la population de ses régions. Dans ce cadre plusieurs projets ont été réalisés : le creusage des puits dans les villages : Zerdi Khadir, Teymane, Rizgari. Les moteurs installés sur ses puits permettent de produire 27 m³ d'eau par heure, un bassin qui capable de contenir 30 000 litres d'eau a été construit ainsi que les canalisations. D'autre part, l'agence UNICEF a réalisé deux projets d'eau potable dans les villages Khordata et Jeguila et a réalisé également deux bassins d'une capacité de 30 m³ et de 18 m³.

Hèro

Le Ministère de la construction avec la participation de l'agence Habitat des Nations Unies a entamé la construction sur un terrain des 360 m², d'un établissement scolaire de deux étages qui

comprendra 6 classes, un bureau d'administration, un bureau pour le directeur et un autre pour les instituteurs, un espace d'activités sportives et une bibliothèque.

Sulaimania

Dans le cadre de la résolution 986 le Ministère de la Santé a reçu l'appareil MRI de la part de l'Organisation Mondiale de la santé (OMS). Docteur Majid Amin a déclaré que le MIR est un appareil très développé inexistant auparavant au Kurdistan d'Irak. C'est un appareil neurochirurgical qui montre tout le système nerveux du corps. Grâce à cet appareil nous pouvons traiter plusieurs cas ici au Kurdistan au lieu de n'envoyer nos patients à l'étranger

Kifri

Dans le cadre de la résolution "pétrole contre nourriture" Le gouvernement régional du Kurdistan en collaboration avec les agences des Nations Unies concernées ont publié une offre publique de construction de 450 maisons dans le quartier Imam Mohamed à Kifri. La construction des ses maisons doit être achevée dans un délai de 270 jours.

Arbil

Le gouverneur d'Arbil Monsieur Baker Mustafa a déclaré à la presse que le gouvernement régional du Kurdistan, et l'agence Habitat, ont entamé la construction d'une école de six classes ainsi que des maisons pour les instituteurs dans le village de Timarok. Dans le même cadre, les travaux de la construction d'un pensionnat à Tak-Tak ont commencé. Les travaux de ces deux projets devraient être terminés dans dix mois.

Sengaser

Le Ministère de l'Agriculture, en coopération avec l'agence FAO des Nations Unies ont distribué aux agriculteurs de la région de Sengaser des produits pour lutter contre les maladies touchant l'agriculture notamment les céréales. Ils ont également fourni aux paysans des produits pour éliminer les mauvaises herbes, ainsi que plus de 500 tonnes de foin pour les brebis, les chèvres et les moutons.

Said-Sadik

Le Ministère de la Santé et l'agence des Nations Unies, Habitat, ont jeté les bases de la construction d'un hôpital moderne au centre de la ville. Une population de plus de 50 000 personnes pourra bénéficier les services de cet hôpital.



Le régime des sanctions a au moins l'avantage de consacrer une grande partie des ressources pétrolières aux populations civiles.

Du bien-fondé des sanctions contre l'Irak

par KENDAL NEZAN

Les sanctions ne sont guère populaires dans l'opinion publique car bien souvent elles pénalisent davantage les populations que les régimes qu'elles sont supposées punir.

Cela reste assez largement vrai dans le cas de l'Irak aussi. Dix ans après la guerre du Golfe, la dictature irakienne est toujours en place. Même si, contrairement à ce qu'on écrit çà et là, elle est de plus en plus discréditée et rejetée par la population. Cependant, en l'absence d'une opposition structurée et crédible, elle parvient, grâce à sa redoutable machine de répression, et à son contrôle des médias, à se maintenir au pouvoir.

Le régime dispose encore de ressources financières considérables qu'il dépense à sa guise. Le trafic illicite de pétrole avec les pays voisins, notamment la Turquie et la Jordanie mais aussi l'Iran, lui rapporte bon an mal an 2 milliards de dollars. Sans compter les «réserves stratégiques» constituées depuis l'accession à la présidence de Saddam Hussein, en 1979, par prélèvement d'office de 5 % des revenus du pétrole irakien pour «assurer l'avenir du parti Baas», c'est-à-dire celui de Saddam et de son entourage. Cette manne évaluée à 30 milliards de dollars est en partie investie dans des sociétés occidentales. Le reste est géré par des hommes de paille et des intermédiaires.

Rien d'étonnant donc à ce que, malgré l'embargo, le dictateur irakien ait pu trouver les moyens de construire, pour lui, quarante-huit nouveaux palais et, pour sa nomenclature, une impressionnante cité de vacances, nommée Saddammiat al-Tharthar, située à 150 km de Bagdad, au bord d'un lac avec un parc de divertissements digne de Disneyland.

Les sanctions n'ont manifestement guère d'impact sur le train de vie des dirigeants irakiens. En revanche, en exerçant un contrôle rigoureux sur l'utilisation des revenus des exportations du pétrole irakien, l'ONU empêche la dictature irakienne d'en disposer à sa guise, notamment pour se réarmer dans une perspective de revanche. Elle assure également qu'une bonne partie de ces revenus soit effectivement affectée aux besoins alimentaires et sanitaires de la population, tandis que 25 % sont alloués aux réparations de guerre.

La levée des sanctions donnerait les moyens à la dictature irakienne de se réarmer dans une perspective de revanche.

Sous prétexte de souveraineté, Bagdad n'a consenti que fin 1996 à la vente de son pétrole, sous le contrôle de l'ONU, pour l'achat de médicaments et de produits alimentaires alors qu'une telle possibilité avait été prévue dès août 1991 par la résolution 706 du Conseil de sécurité. Depuis 1997, dans le cadre d'une nouvelle résolution (986) dite «pétrole contre nourriture», l'Irak a ainsi pu vendre pour 38 milliards de dollars de pétrole. Avec 13 % de cette somme attribués aux 3,5 millions d'habitants de la zone de protection kurde et utilisés par les agences onusiennes présentes sur le terrain, les Kurdes ont pu rebâtir 70 % de leurs 4500 villages détruits, construire des routes, des écoles, des hôpitaux, relancer leur économie et assurer une relative prospérité de leur région. Tandis que les provinces sous administration irakienne végètent toujours dans la misère. Cela alors que Bagdad dispose encore de la somme de 12 milliards de dollars sur son compte BNP de New York et qu'il n'y a aucun obstacle à l'utilisation de cette manne pour des besoins alimentaires et civils de la population.

Cependant, dans sa perversité, le régime préfère, à des fins de propagande, maintenir sa population dans le dénuement et proposer des projets qui, en raison de ses antécédents, sont rejetés par le comité des sanctions. Les critiques, en partie fondées, sur le fonctionnement de ce comité et les lenteurs de la bureaucratie de l'ONU ont conduit à l'élaboration d'une approche plus simple des sanctions. Le projet britannique, soutenu par Washington, maintient le nécessaire contrôle de l'ONU sur l'utilisation des revenus du pétrole, tout en supprimant la surveillance des contrats civils. Les exportations du pétrole ne seraient plafonnées que par le quota réservé par l'Opep; la zone de protection kurde continuerait à bénéficier de sa part de 13 % des revenus, indispensables pour sa survie, tandis qu'un contrôle plus strict devrait réduire les ventes illicites du pétrole irakien aux pays voisins au seul profit du régime de Bagdad.

Dans le contexte actuel, et tant que Saddam Hussein restera au pouvoir, le projet britannique de «sanctions intelligentes» reste la meilleure des politiques possibles envers l'Irak.

Il ne faudrait pas oublier que le dictateur irakien, dans sa folie nationaliste de domination régionale, a ruiné les ressources de son pays dans les guerres contre les Kurdes, contre l'Iran et contre le Koweït, qui ont, au total, fait près de deux millions de morts. Il a dépensé plus de 100 mil-

liards de dollars dans des achats d'armes, dont 16 milliards de dollars à la France. Il s'accroche aux secrets de ses armes de destruction massive et refuse depuis plus de deux ans toute visite de mission de désarmement. Cette politique insensée laisse exsangue un pays richement doté, qui, s'il était mieux géré, aurait pu être prospère et paisible.

Aujourd'hui, l'Irak doit près de 340 milliards de dollars de réparations consécutives à la guerre du Golfe, 95 milliards de dollars à l'Iran. Sa dette extérieure se chiffre à plus de 135 milliards de dollars, dont 6 milliards (estimation 1989) à Paris. Le régime ayant détruit l'agriculture jadis autosuffisante du pays, celui-ci n'a plus pour ressource économique que le pétrole.

A supposer que l'Opep veuille accorder à l'Irak son quota de 3,3 millions de barils par jour, d'avant l'embargo, cela ne lui rapporterait qu'environ 20 milliards de dollars par an.

C'est dire qu'avec ou sans les sanctions, l'avenir de ce pays surendetté est hypothéqué pour plusieurs décennies. Le régime de sanctions a au moins l'avantage de consacrer la grande partie (73 %) des ressources aux besoins de la population civile et d'interdire à un régime qui a ruiné le pays leur utilisation à des fins militaires ou personnelles.

En revanche, la levée des sanctions donnerait les moyens à un régime dangereux, avide de revanche, de se lancer dans de nouvelles aventures, de réoccuper le Kurdistan qui, depuis dix ans, échappe à son contrôle, et provoquerait ainsi une catastrophe humanitaire majeure.

La France, qui a un lourd passé de compromissions avec le régime de Bagdad et qui, à tort ou à raison, passe encore pour l'alliée occidentale de Saddam Hussein, doit adopter une politique claire, compatible avec ses principes proclamés et les sentiments de la population française, qui, dans son immense majorité, abhorre le régime irakien ●

Kendal Nezan est président de l'Institut kurde de Paris.

politique étrangère



Actualités Europe-États-Unis : vers un vrai découplage ?
Dominique Moïse

L'Union après Nice Le traité de Nice : déconstruction ou refondation de l'Union ?
Françoise de La Serre

Après Nice : vers un gouvernement fédéral ?
Philippe Moresau Defarges
France-Allemagne : quel après-Nice ?
Hans Stark
L'élargissement communautaire après le sommet de Nice
Günter Verheugen
Une Constitution européenne, si et seulement si...
Sylvie Goulard et Christian Lequesne
Une nouvelle Constitution pour le Vieux continent ?
Ulrike Quérot
La défense européenne, de l'autonomie à l'intégration
Jacques Welch

Repères

La difficile réconciliation tchéco-allemande
Jacques Rupnik et Anne Basin
La candidature de la Turquie à l'Union européenne
Hamit Bozarşlan
Scission et permanence au sein de l'Union européenne
André Ortega et José M. de Arellano
Les dimensions politiques de l'OPEP
Robert Mabro
Réchauffement de la planète et décarbonisation de l'énergie
Bob van der Zwaan

Homage

Le système mondial de Susan Strange
Jonathan Story

Passé-présent

Une invasion sans précédent de Jack London
Texte édité par Bernard Cezze

Lectures

Jihad, Expansion et déclin de l'Islamisme,
de Gilles Kepel
Frédéric Chantoin



POL

Polit
étran

B21



institut français
des relations
internationales

Quelles que soient les raisons qui l'ont rendu possible, la décision d'Helsinki constitue un revirement majeur dans les relations de l'Europe avec la Turquie, mais aussi avec le Sud de la Méditerranée en général. Pour la première fois-en effet, l'Union abandonne clairement un argument jusqu'alors implicitement avancé contre l'intégration d'un pays musulman : le critère religieux. De même, elle accepte, désormais officiellement, qu'un pays aux structures économiques archaïques puisse obtenir le statut de candidat, balayant ainsi la thèse de l'inégalité économique entre le Nord et le Sud comme obstacle insurmontable à l'intégration. Enfin, en ajoutant la Turquie à la liste des pays candidats, elle en finit avec un dernier argument-alibi, jamais formulé comme tel mais constamment souligné en privé : la lutte hégémonique entre Berlin (désireuse de reconstituer son hinterland en Europe de l'Est) et Paris (visant à faire du Sud de la Méditerranée son « jardin privé »), lutte qui bloquerait toute perspective d'élargissement communautaire. Est-il nécessaire de souligner que ce raisonnement était naguère considéré, par nombre de pays du Sud, comme néo-colonialiste ?

À l'encontre de ces alibis, le sommet d'Helsinki pose clairement la question de l'intégration européenne en termes politiques, faisant des critères dits « de Copenhague », « relatifs aux droits de l'homme, à la démocratie, au respect des minorités et à l'économie de marché », le socle de la construction et de l'élargissement de l'Europe. Comme les autres pays « admissibles », c'est désormais à la seule Turquie qu'incombe la tâche de se conformer à ces critères¹, les négociations avec Bruxelles ne pouvant commencer qu'une fois ceux-ci satisfaits.

À ma connaissance, pourtant, cette décision tant attendue en Turquie n'a pas suscité de débats dans les milieux de la recherche², qui ont généralement laissé aux journalistes la tâche de réfléchir aux aspects

La candidature de la Turquie à l'Union européenne : enjeux politiques internes et immigration

Hamit BOZARSLAN

La décision prise au sommet européen d'Helsinki, en décembre 1999, de reconnaître à la Turquie le statut de candidat à l'entrée dans l'Union européenne a marqué un tournant dans l'histoire, parfois difficile, des relations entre Bruxelles et Ankara. Les principaux arguments qui avaient empêché la candidature turque d'être prise en considération – la religion musulmane et le niveau de développement – ont cédé la place aux critères de Copenhague relatifs aux droits de l'homme, à la démocratie, au respect des minorités et à l'économie de marché. Il appartient désormais au gouvernement turc et à lui seul d'entamer une évolution qui permette à la Turquie de satisfaire à ces critères éminemment politiques et dont le respect implique, cela va sans dire, un transfert des pouvoirs à Ankara des militaires vers les civils, et le respect des droits des groupes d'opposition et des minorités, qu'ils soient islamistes ou kurdes. Face à cet enjeu crucial pour le pouvoir néo-kémaliste, la diaspora présente en Europe est appelée à jouer un rôle qui pourrait s'avérer décisif.

Politique étrangère

Lors du sommet d'Helsinki, en décembre 1999, l'Union européenne (UE) a accordé le statut de candidat à la Turquie, marquant ainsi un changement politique à l'égard d'un pays qui était « membre associé » depuis 1963. Cette décision, deux ans seulement après la fin de non-recevoir opposée au sommet de Luxembourg à la demande turque, prenait acte, entre autres, de la timide normalisation entre Athènes et Ankara, du changement de gouvernement à Berlin et des pressions de Washington sur Bruxelles.

politiques de cette candidature et à ses obstacles éventuels. Il va cependant de soi que l'enjeu est immense, ne serait-ce que parce qu'il ouvre deux nouveaux champs de réflexion aux spécialistes du Sud de la Méditerranée et à ceux de l'immigration émanant de ces pays en Europe : la perspective d'intégration européenne comme facteur de transformations internes, et l'immigration comme facteur de mobilisation et d'intégration dans l'Union.

Le prix de l'adhésion turque

Avant d'analyser l'impact de cette décision sur la Turquie et sur l'immigration turque, il me paraît important de souligner qu'elle crée une situation quelque peu surréaliste. Pour le dire abruptement, rien dans ses structures de pouvoir ne prédispose la Turquie à entrer dans l'UE. Rappelons quelques faits de base : en 1997, un coup d'État à peine déguisé a contraint le gouvernement Erbakan à démissionner, et son parti islamiste (le Parti de la « Prospérité »), légalement constitué³, a été interdit. La politique répressive contre les nationalistes kurdes s'est intensifiée tout au long des années 1990 – la guérilla a fait près de 40 000 morts – et s'est poursuivie après l'arrêt de la lutte armée par le PKK, en août 1999. Le bilan des droits de l'homme reste désastreux, aucun changement majeur n'étant prévu dans le domaine juridique.

1. Ainsi, Daniel Cohn-Bendit, président de la commission mixte UE-Turquie au Parlement européen, précise que « la Turquie doit réfléchir à ce que veut dire se mettre au diapason de l'Europe. Il s'agit pour elle de changer sa Constitution, le rôle de son armée dans la vie politique, le fonctionnement de la démocratie. Dans le même temps, l'Europe peut se poser réellement le problème de ses frontières. Les frontières de l'Europe, pour moi, ce sont celles du fonctionnement communautaire. Il ne sert à rien de faire sur le vieux continent une ONU bis ou une OSCE bis, c'est-à-dire une organisation internationale de débats représentée par des gouvernements. L'Union européenne est caractérisée par des institutions démocratiques intrinsèques. Elle doit veiller à ce que l'élargissement ne leur pose pas de problèmes insolubles. Elle n'a pas le droit de réduire nos idéaux pour obligatoirement faire entrer tel ou tel pays. Il doit être clair qu'un pays candidat ne sera pas nécessairement accepté en fin de parcours ». Entretien avec D. Cohn-Bendit, « Ankara au seuil de l'Europe » (conduite par J.-C. Floquin), *Confluences Méditerranée*, n° 34, 2000, p. 123.

2. Voir cependant les débats en cours dans la revue de gauche *Birikim* en Turquie (notamment, les numéros 128 à 131, de 2000) ainsi que M. Ugur, *The European Union and Turkey: An Anchor/Credibility Dilemma*, Aldershot, Ashgate, 1999.

En outre, les scandales qui ont éclaté depuis 1996 ont amplement prouvé l'implication de l'État et de ses « escadrons de la mort » dans le trafic de drogue⁴.

Par ailleurs, le Conseil national de Sécurité (CNS), dominé par les militaires, reste le pilier incontesté du système politique, « vassalisant » aussi bien la présidence de la République que le gouvernement civil, et imposant ses volontés par des réunions régulières ou des « briefings » administrés aux grands commis de l'État et à la presse. Pour assombrir encore ce tableau, les élections de 1999 ont amené au pouvoir une coalition nationaliste, regroupant un parti de droite radicale au passé sinistre – 17 de ses députés ont été condamnés par le passé pour complicité dans des homicides politiques – et un parti nationaliste de gauche, l'un et l'autre longtemps hostiles à toute intégration européenne. La première de ces formations, qui a les yeux tournés vers un territoire mythique de « 11 millions de km², peuplé de 250 millions de personnes d'origine turque⁵ », reste largement euto-phobe⁶. Quant aux voix qui s'élèvent au sein de l'opinion publique⁷, de la société civile, voire de l'establishment, pour obtenir des réformes politiques radicales, force est de constater qu'elles restent marginales en termes politiques.

On peut s'étonner dans ces conditions que les autorités turques aient accepté de mener à terme les réformes économiques et politiques, condition préalable à l'intégration de leur pays⁸ dans l'Union, et de procéder à un transfert de souveraineté vers Bruxelles⁹. Tout indique cependant qu'elles n'ont saisi le sens et le prix de leur engagement qu'au lendemain de la signature apposée aux exigences européennes. Depuis, si plusieurs commissions techniques se sont formées pour mettre l'économie turque aux normes européennes – privatisations, fiscalité... –, aucune mesure visant à satisfaire les critères politiques de Copenhague n'a vu le jour. Au contraire, une politique d'ajournement, interdisant aux acteurs politiques une prise de position tranchée sur la question européenne, s'est mise en place.

Trois stratégies en compétition

En dépit de cette inertie apparente, et sans aboutir à une quelconque mobilisation ou polarisation, trois stratégies commencent pourtant à se dessiner, qui reflètent chacune une certaine rationalité politique. Deux d'entre elles poussent à l'intégration européenne et aux réformes qu'elle exige ; la troisième, au contraire, s'affirme, de plus en plus, comme une stratégie délibérée de blocage.

Les défenseurs de la première stratégie prennent acte du lourd bilan du blocage du système politique turc et soulignent la nécessité d'aban-

donner la vision centralisatrice et unificatrice de l'État. De même, ils prônent l'abandon du kémalisme qui, selon les termes de la Constitution, est le fondement de la citoyenneté. Selon eux, pour un pays où le PNB par habitant avoisine les 3 000 dollars, l'intégration dans l'Europe ne peut être que payante, ne serait-ce que pour bénéficier des subventions européennes, développer les infrastructures, diminuer le poids du secteur public – source de clientélisme qui affaiblit la démocratie¹⁰ – et moderniser l'économie. Mais les avantages ne se limitent pas au domaine économique, ils sont aussi symboliques : l'intégration permettrait de résoudre en douceur les questions épineuses (droits de l'homme, questions kurde, arménienne, chypriote...) qui dégradent l'image du pays en Europe.

Toujours en termes symboliques, ce camp conçoit l'adhésion européenne comme la finalité du processus d'occidentalisation entamé il y a plus d'un siècle et demi : il s'agit d'imposer la Turquie à l'Occident comme un Oriental occidentalisé, « moderne » et « civilisé ». Mais ceci ne peut être possible qu'à condition de « corriger » l'« occidentalité unionisto-kémaliste » par la démocratisation. Selon les tenants de cette ligne, l'intégration européenne renforcerait la démocratie en Turquie, comme elle l'a fait en Grèce, en Espagne et au Portugal. Ce n'est pas un hasard si la TUSIAD, l'association des hommes d'affaires les plus ouverts sur l'Occident¹¹, et nombre de diplomates sont sensibles à cette rationalité¹².

Les mots utilisés pour définir cette première stratégie peuvent paraître caricaturaux. Ils ne font cependant que fidèlement résumer les positions des pro-européens. On peut remarquer que leur vision intégrationniste établit, sans doute naïvement pour un chercheur, un trait d'égalité entre économie et démocratisation, dont elle sous-estime largement les dynamiques et les obstacles internes. Si elle saisit clairement les blocages du système politique, elle ne prend pas en considération le fait que ceux-ci apportent une rente politique à plusieurs acteurs qui trouvent des soutiens réels dans certaines couches de la société (certaines provinces sunnites de l'Anatolie, mais aussi, comme on le verra plus loin, une partie de l'intelligentsia). On peut dès lors comprendre les raisons pour lesquelles cette ligne a du mal à briser son statut marginal en Turquie, pour devenir le moteur de changement nécessaire à l'adhésion.

La deuxième stratégie pousse également dans le sens de l'intégration. Elle ne s'explique cependant ni par des soucis économiques, ni par une volonté de démocratisation comme enjeu symbolique. Elle s'avère plutôt être une stratégie de survie des acteurs « exclus » qui, pendant plusieurs décennies, se sont résolument opposés à toute perspective d'intégration : les nationalistes kurdes et les islamistes.

Pour les premiers, qui font partie d'une entité « macro-ethnique » au Proche-Orient, l'adhésion de la Turquie à l'UE créerait sans doute une nouvelle ligne de fracture entre eux et les Kurdes irakiens, syriens et iraniens. En contrepartie, elle leur permettrait d'envisager une solution pacifique à la question kurde, ne serait-ce que parce qu'elle offrirait un champ d'action légal à la mouvance kurde et garantirait l'immunité des pouvoirs municipaux au Kurdistan. Elle apporterait aux Kurdes la protection des instances juridiques et des chartes européennes. Elle aboutirait enfin, à terme du moins, à l'accès aux ressources économiques et techniques – programmes d'études, commissions techniques, organismes inter-municipaux et régionaux...

Quant aux islamistes, qui sont désignés comme l'« autre ennemi inté-

3. Il s'agit de l'ultimatum du 28 février 1997.

4. Voir M. Jégo, « Les beaux jours de la mafia turque », *Le Monde*, 01.10.1998 ; K. Nezan, « La Turquie : plaque tournante du trafic de drogue », *Le Monde diplomatique*, juillet 1998.

5. « MHP : Tek Yol AB Degil », *Milliyet*, 25.07.2000.

6. Sans oublier les épineux dossiers « extérieurs », comme l'occupation de la partie Nord de Chypre depuis 1974.

7. Ce qui ne signifie cependant pas qu'elles ne trouvent pas d'échos. Ainsi, selon une enquête d'opinion réalisée par le quotidien *Turkish Daily News* (Istanbul), 74,5 % de la population désirent l'adhésion de la Turquie à l'UE (contre 13,3 %). 30,2 % des personnes interrogées citent le problème « des droits de l'homme et de la démocratisation » comme un obstacle majeur à l'intégration (17,1 % avancent l'« islamité » de la Turquie, 9,5 %, le « problème chypriote »). Quant au problème des droits de l'homme, pour 44,3 % des sondés, il signifie le maintien des « délits d'opinion » en Turquie, pour 23,9 % la « torture », pour 18,9 % les « assassinats commis par des auteurs inconnus », pour 9,8 % les « droits des minorités » et pour 3,1 % la situation dans les « prisons ».

8. À titre d'exemple, dans une lettre adressée avant le sommet d'Helsinki au chancelier allemand, Gerhard Schröder, le Premier ministre turc Bülent Ecevit engageait son pays « comme tous les autres pays candidats », à satisfaire aux critères de Copenhague et ce « avant de commencer les négociations sur l'adhésion » (pour la lettre *in extenso*, cf. « Ecevit'in Almanya Başbakanı'na Yazdığı Mektup », *Özgür Politika*, 15.10.1999). À peine deux mois après le Sommet, cependant, il expliquait que la garde à vue des maires kurdes était « notre affaire intérieure » (« Gözaltılar İç Sorunumuz », *Cumhuriyet*, 22.02.2000).

9. Ainsi, commentant une réunion informelle tenue en Allemagne avant le sommet d'Helsinki, un journaliste turc écrivait : « Une partie de ceux qui dirigent la Turquie ne semble pas être consciente de ce qu'implique le fait de devenir membre de l'UE. Ils défendent l'idée de l'intégration européenne mais ignorent que cela signifie un large transfert de souveraineté d'Ankara vers Bruxelles. Une deuxième catégorie de ces dirigeants pense que le pays peut devenir membre de l'UE sans qu'il change. Ils se trompent lourdement. L'UE n'est pas un club chrétien mais une union basée sur les droits de l'homme, la démocratie libérale et l'économie de marché. Enfin, d'autres (ce sont des dirigeants) savent très bien que, si la Turquie satisfait à ces conditions, ils perdront leur pouvoir ». S. Apay, « Sovi' Bahanesi », *Milliyet*, 10 décembre 1998.

10. Voir sur ce rôle, Ü. Cizre, *Muktedirlerin Siyaseti, Merkez Sağ, Ordu, İslamcılık, İktisim*, Istanbul, 1999.

11. Voir le rapport de la TUSIAD, préparé par le Professeur B. Tanör, « Türkiye'de Demokratik Standartların Yükseltmesi », TUSIAD, Istanbul, 1999 (<http://www.tusiad.org>).

12. S. Elekçig, ancien ambassadeur, et I. Türkmen, ancien ministre des Affaires étrangères, se font ainsi depuis plusieurs années les chantres d'une intégration sur la base des critères de Copenhague.

rieur » par l'armée, ils étaient violemment opposés, jusqu'à la fin de la décennie 1990, à toute perspective d'intégration, privilégiant le contre-projet de marché unique des pays musulmans, appelé à se transformer en une entité politique.

Aujourd'hui pas plus qu'hier, les islamistes ne voient l'Europe comme faisant partie du *dar'ul-islam*. Mais ils la considèrent désormais comme *dar'ul-adalat* ou « terre de justice ». L'ultimatum militaire du 28 février 1997, qui a contraint le gouvernement Erbakan à démissionner, leur a appris en effet l'importance de la démocratie et de l'État de droit. Il les a obligés à chercher ailleurs une protection juridique qu'ils ne pouvaient trouver dans le régime légal turc¹³. *Last but not least*, depuis « la forteresse de l'islam » qu'est la Turquie, ils regardent désormais avec envie le sort des croyants musulmans qui habitent le « club chrétien » qu'est l'Europe. Ceux-ci jouissent en effet d'une plus grande liberté de croyance sans redouter l'épée d'un Damoclès militaire. Autant de facteurs qui expliquent la transformation de la mouvance la plus anti-européenne de Turquie en mouvance europhile.

On peut certes remarquer que l'engagement pro-européen des nationalistes kurdes et des islamistes découle d'une stratégie de survie et non de l'adhésion à un projet de société. Ainsi, nombre d'islamistes, indignés par la peine de prison de trois mois prononcée contre Erbakan, exigent l'exécution de la peine capitale prononcée contre Öcalan, chef du PKK¹⁴. Öcalan lui-même salue l'ultimatum militaire du 28 février 1997 contre les islamistes comme une page démocratique dans l'histoire turque¹⁵. Leur pro-européanisme ne va donc pas sans ironie.

Mais pour comble, c'est le néo-kémalisme, par ailleurs pourfendeur de ces mêmes « ennemis » au nom de l'État-nation et de la civilisation occidentale, qui s'érige en principal obstacle à l'intégration européenne. Il représente en effet la doctrine de la troisième stratégie, qui est opposée à toute perspective d'adhésion impliquant des réformes politiques ou un transfert de souveraineté au profit de Bruxelles.

Il s'agit là d'une stratégie qui vise la durabilité du pouvoir exercé par l'armée. Ses défenseurs entretiennent une vision sécuritaire du politique, fondée sur une mobilisation constante contre les « ennemis » intérieurs et extérieurs. Dans cette optique, la société est conçue comme une forteresse « nationale », et l'histoire comme une succession de complots destinés à diviser et anéantir la patrie turque. Pour y faire face, la « nation » doit être constamment sur le pied de guerre. Tout en reconnaissant les apports économiques et symboliques de l'intégration européenne, ses partisans prônent l'adhésion de la Turquie comme telle, autrement dit, sans aucune réforme si ce n'est d'ordre cosmétique – comme l'augmentation du nombre de civils au Conseil national de Sécurité. Le rapport de ce Conseil – cinglante réponse à un rapport des Affaires étrangères – dresse ainsi un réquisitoire sévère contre les « critères de Copenhague¹⁶ ». L'armée affirme la même fermeté concernant les dossiers « extérieurs », notamment chypriote¹⁷.

Il va de soi qu'une adhésion à l'Union ébranlerait sérieusement le statut des militaires dans le système politique turc. On peut certes estimer qu'elle entraînerait une amélioration de leur situation économique et professionnelle. Mais les ambitions de l'armée semblent la porter vers d'autres horizons : plutôt que de figurer comme une armée professionnelle de l'UE, elle vise, selon les termes de Hüseyin Kivrikoglu, son chef d'État-major, à devenir « une force armée à l'échelle mondiale », digne de l'État turc, lui-même « État à l'échelle mondiale » : « *Nous ne pourrions avoir droit à la parole dans*

cette région (le Proche-Orient) que si nous sommes forts aussi bien politiquement et économiquement que militairement », poursuit-il¹⁸. De telles perspectives « géopolitiques », assises sur la force militaire comme seul critère de puissance régionale, ne pourraient être envisagées dans le cadre d'une construction supranationale.

En outre, les subventions de l'OTAN et des États-Unis¹⁹, les rentes dégagées par l'état de guerre dans la région kurde – qui continue malgré la cessation de la guérilla du PKK – et son implication dans l'économie souterraine permettent à l'armée de disposer d'importantes ressources économiques propres. L'OYAK (la mutuelle des militaires), cinquième grande holding turc, assure des conditions économiques très favorables aux officiers. Ce statut privilégié rend l'armée peu vulnérable aux attrait financiers d'une adhésion européenne.

Enfin, pour le « parti militaire » qui dispose de nombreux *think-tanks* et d'un appareil administratif et exécutif de 5 000 experts (CNS), le pouvoir se conçoit surtout en termes politiques et symboliques. Les militaires ne constituent certes pas un bloc unifié, d'autant que certains d'entre eux savent que la gestion sécuritaire du social, qui est à la base de leur légitimité, est une gestion sur le fil du rasoir²⁰. Mais l'armée dans sa totalité n'en fonctionne pas moins comme un corps « supra-social », fondé sur des mécanismes internes de cohésion – y compris de lourdes sanctions à l'encontre des « dissidents » –, et fort d'une *da'wa* néo-kémaliste, en tout point comparable aux militantismes religieux. Sa mission de préserver l'héritage du kémalisme et d'assurer la survie de la nation lui assurent une légitimité symbolique considérable.

Par ailleurs, l'armée dispose, dans l'accomplissement de cette mission, de nombreux atouts : la fragmentation et la paralysie du système partisan turc depuis le coup d'État du 12 septembre 1980 en font le seul organe stable. De même, par son appel à la défense de l'unité nationale ou de la laïcité, elle est capable de mobiliser certaines sections de l'opinion publique. L'appui des nationalistes turcs et des « kémalistes laïcs » lui permet de s'ériger en pièce maîtresse d'un bloc hégémonique. De la même manière, sa « conversion » à un langage « révolutionnaire²¹ » lui assure un certain soutien au sein de la gauche turque, dont la sensibilité est à fleur de peau dès qu'il s'agit de l'« impérialisme » européen. Elle pourrait ainsi légitimer aisément son opposition aux réformes par « *la défense de la patrie contre les nouveaux traités de Sèvres* » que voudraient imposer les « revanchards européens ».

De l'évolution des rapports de force entre ces trois stratégies dépendra l'avenir des relations entre Ankara et Bruxelles. Il faut bien admettre que le pendule penche, pour l'heure, nettement du côté du blocage. Cette tendance ne peut se renverser que si l'opinion publique intervient massivement en faveur de l'adhésion ou si les défenseurs des deux premières stratégies acceptent de nouer une alliance d'intérêt et

16. « Nous savons que les rapports de l'Union européenne qui [révèlent] les lacunes en Turquie en matière de démocratie, de suprématie du droit et de droits de l'homme sont, pour une grande part, réalisés par des organes parliaux, [disposant] des préjugés à l'égard de notre pays et [qui émettent] des opinions subjectives. C'est pourquoi, [on recommande] de ne pas se conformer aux exigences excessives et injustes de l'Union européenne portant atteinte à l'intégrité nationale de la Turquie, à sa forme d'État unitaire, et à ses réalités propres. Il est préférable d'œuvrer pour que les demandes inconvenantes ne soient plus mentionnées dans les rapports de l'UE... » « Des recommandations conduisant au séparatisme et portant atteinte à notre intégrité territoriale, telles que la reconnaissance de l'identité kurde, sont considérées comme impertinentes. La meilleure [attitude] contre cela est de faire prévaloir le « nationalisme d'Atatürk » établi dans la Constitution. » Le Rapport publié dans le quotidien *Radikal* (14 juin 2000), traduit par Info-Türk, n° 282, juin-juillet 2000. Voir aussi, Z. Alibek, « MGK'nin Avrupa Raporu », *Hürriyet*, 18.06.2000.

17. Selon le quotidien *Hürriyet*, « l'armée insiste sur le fait que le statut du Chypre ne peut être négocié dans le processus d'adhésion à l'Union européenne », *Hürriyet*, 31.07.2000.

18. « TSK Dünya Kuweti », *Hürriyet*, 08.07.1999.

19. Ainsi, selon le quotidien *Cumhuriyet*, la Turquie compte engager 20 milliards de dollars au cours de la décennie 2000 pour son armement, *Cumhuriyet*, 20.03.2000.

20. À titre d'exemple, Selim Dervisoglu, ancien chef d'état-major de la marine, souligne la nécessité d'une « démocratie consensuelle » pour la Turquie. S. Ergin, « Bize Uzlaşmacı Demokrasi Lazım », *Hürriyet*, 01.10.1999.

21. L'armée met désormais l'accent sur le « délénsé de la révolution contre la réaction », *Aydinlik*, 14.6.1998, *Hürriyet*, 6.7.1998. Ainsi, dans le langage de l'armée, à l'*inkılâp* s'est substitué le terme *devrim*, et à l'*irika* celui de *gerçeklik* (réaction, dans le sens politique). Ces deux vocables sont communs aux intellectuels néo-kémalistes et aux courants marxistes des années 1960 et 1970.

13. Le leader islamiste N. Erbakan a ainsi décidé de saisir la Cour européenne de justice. Voir E. Atar, « Kurtar Beni Avrupa », *Milliyet*, 26.07.2000.

14. Voir *Cumhuriyet*, 19.01.2000.

15. Voir ses messages dans l'organe du PKK, *Saxwebun*, n° 222 et 223, juin et juillet 2000.

trouvent des soutiens forts au sein de l'establishment militaire. En l'état actuel des choses, ces scénarios semblent toutefois peu probables. L'opinion publique qui, par le passé, n'a pas manqué de manifester son mécontentement, notamment contre la collusion entre l'État, les escadrons de la mort et les narcotrafiquants, n'est pas moins sensible aux thèmes de la « menace » et des « ennemis aux visages multiples » et, par conséquent, à l'appel à l'« unité²² ». Quant à l'alliance des deux premiers camps, elle semble, à court terme, politiquement risquée pour chacun des acteurs, qui pourraient facilement être accusés de « trahison » (à la patrie, à la nation, à la cause...).

La dimension « immigration »

L'évolution de l'immigration turque *lato sensu* face aux scénarios d'intégration constitue un deuxième champ de réflexion. De toute évidence, une éventuelle adhésion changerait profondément la situation des trois millions et demi de ressortissants de Turquie en Europe (naturalisés ou non). Or, hormis quelques initiatives, la candidature d'Ankara ne suscite guère de débats dans la diaspora. Comme si l'intégration représentait un horizon trop utopique pour donner naissance à une mobilisation. Cette absence de réaction ne signifie naturellement pas que, politiquement parlant, la diaspora soit silencieuse. Au contraire, au cours des décennies passées, elle a donné naissance à trois types d'action qui expliquent en partie le mauve actuel de mobilisation.

Le premier type d'action consiste à investir l'espace immigré comme miroir des conflits internes de Turquie. Ainsi, les affrontements « gauche-droite » des années 1970, le conflit kurde ou la tension entre les islamistes et les « laïcs » des décennies suivantes ont été durement vécus dans l'immigration, donnant lieu, parfois, à des violences. La domination qu'exercent encore aujourd'hui les grandes « fédérations » politiques liées aux « organisations mères » en Turquie traduit clairement cette fonction de caisse de résonance, de ressourcement et d'encadrement. Nombre d'acteurs trouvent, en effet, dans la diaspora un espace de souveraineté non étatique qui ne manque pas de financer leur mobilisation politique en Turquie²³.

Depuis les années 1980 cependant, un deuxième type d'action, visant à l'intégration institutionnelle dans le cadre européen, voit le jour. En Allemagne notamment, certains acteurs obtiennent le statut d'interlocuteurs favorisés auprès des autorités locales ou nationales et utilisent l'espace immigré comme terrain d'autonomisation par rapport à l'État turc. Cet affranchissement s'observe par exemple dans la constitution des *Ausländerbeiräte*, organes élus selon les lois allemandes et qui apportent une légitimité incontestée vis-à-vis des représentants consulaires. Mais l'émancipation s'observe également à travers la mise en place d'institutions « favorisées » en rupture de ban avec Ankara. À titre d'exemple, le Sénat de Berlin a accordé le droit de dispenser un enseignement religieux aux enfants turcs à une association contrôlée par les islamistes, au risque de mécontenter la Turquie²⁴. Dans la suite

logique de cette démarche, il a également été obligé d'accorder le même droit aux acteurs alévis, faisant de l'alévisme – au grand dam d'Ankara, des sunnites mais aussi des militants de gauche – une confession allemande²⁵.

Enfin, le troisième type d'action consiste à quitter la « communauté » pour s'engager dans l'espace politique du pays d'accueil. Ainsi la RFA, la Suède, les Pays-Bas et la Belgique comptent-ils des élus parlementaires kurdes ou turcs. Il en va de même du Parlement européen.

Dans l'hypothèse de l'intégration d'Ankara, ces trois types d'acteurs seront en position de jouer le rôle de relais. On peut en effet estimer que les acteurs « associatifs » obéiront aux décisions prises par leurs organisations-mères en Turquie. Ainsi, au grand étonnement des journalistes européens, les militants du PKK ont manifesté lors du sommet d'Helsinki en faveur de l'adhésion d'Ankara. Les acteurs islamistes évoluent dans ce sens. Cette attitude répond aux nouvelles stratégies adoptées dans le pays d'origine (cessation de la guérilla du PKK, profil bas des islamistes). Le choix fait au début de 1999 d'utiliser l'espace de la diaspora uniquement comme un terrain d'actions diplomatiques et juridiques contraignent aussi bien le PKK que les islamistes à éviter tout affrontement avec les autorités européennes; mais aussi turques, qui sont simplement « contournées » ou ignorées.

Les institutions « favorisées » auraient également tendance à soutenir le processus d'intégration, ce qui leur permettrait de jouir du statut d'« acteurs issus d'une immigration européenne ». Un tel changement de statut apporterait des avantages considérables. Pour les islamistes et les alévis, il permettrait d'imposer leurs confessions comme pleinement européennes, avec les mêmes libertés de croyance, d'expression et d'organisation que le christianisme ou le judaïsme. Les « élites capables d'acquiescer une légitimité reconnue aussi bien en Europe que dans les pays musulmans²⁶ » pourraient ainsi plus facilement négocier ce « statut » dans une Turquie devenue membre de l'Union – ou contre elle. De même, les acteurs non confessionnels pourraient disposer d'une protection juridique européenne. À titre d'exemple, la reconnaissance du droit d'éducation en langue kurde, reconnu en Scandinavie et dans certains *Länder* de la RFA, apporte aux Kurdes un statut de fait de minorité européenne, qui pourrait aisément être utilisé comme un instrument de négociation avec Ankara ou, le cas échéant, de pression contre lui.

Enfin, les acteurs du troisième type – les « élus », qui soutiennent pleinement la candidature d'Ankara, exercent une pression en vue de la satisfaction complète des critères de Copenhague –, n'oublions pas qu'ils sont, dans leur totalité, issus des partis écologistes ou des partis

de gauche. Ces élus aux appartenances multiples (Turcs et Allemands, Kurdes de Turquie et allemands, Suédois, Néerlandais...) sont confrontés à une double exigence : s'imposer comme élus « nationaux » et, en même temps, ne pas trahir leur « communauté ». L'adhésion de la Turquie leur permettrait sans doute de satisfaire plus confortablement ce double impératif. Enfin, dans l'hypothèse de l'intégration d'Ankara, ces « politiciens » des deuxième et troisième générations pourraient se présenter aux élections municipales en Turquie, ou aux élections européennes sur des listes turques.

La question est alors de savoir pourquoi, malgré ces intérêts évidents, la diaspora reste silencieuse et ne devient pas un facteur de pression politique sur Ankara. En l'absence de recherches sur le sujet, on peut

22. Ainsi, après l'enlèvement d'Osman, le Premier ministre B. Ecevit mettait en garde ses compatriotes : « La puissance de la Turquie est désormais manifeste. Cela n'inquiète pas uniquement les pays de la région, mais aussi nos alliés occidentaux. Ces derniers veulent garder la Turquie sous leur contrôle. C'est pourquoi nous affronterons toujours les problèmes émanant de la région ou des pays extérieurs à la région. Nous en finirons avec le PKK. Mais ils trouveront d'autres instruments, d'autres prétextes. Nous devons y être prêts. Tel est le prix de la grandeur et de la puissance de la Turquie. », dans « Ecevit : PKK biter basla erac bulur lar », *Hürriyet*, 29.3.1999.

23. Voir E. Oestergerd-Nielsen, « Trans-State Loyalties and Politics of Turks and Kurds in Western Europe », *SARS Review*, vol. XX, n° 1, 2000, p. 23-36 ; V. Arincaux, « Les limites du transnational comme espace de mobilisation », *Cultures et Conflits*, n° 34-35, 1999, p. 25-50.

24. Cela a été d'autant plus mal accueilli par Ankara qu'il venait de fermer le niveau « collège » des écoles de formation des prédicateurs. Pour les réactions en Turquie et dans l'immigration, voir « Almanya baskentinde Islam Dersi Soku », *Cumhuriyet*, 25.02.2000.

25. Voir D. Perinçek, « Almanca Karabela », *Aydinlik*, 09.07.2000. On évaluera facilement l'impact de cette évolution si l'on prend en considération que, malgré une politique répressive à l'encontre de l'islamisme, le sunnisme constitue la confession par défaut de l'État turc.

26. R. Laveau, « Islam en Europe », dans R. Laveau, *Islam(s) en Europe. Approches d'un nouveau paradigme culturel européen*, Centre Marc Bloch, Berlin, 1998, p. 8.

émettre l'hypothèse que l'éclatement de la communauté la condamne à une inertie de fait. Durant plusieurs décennies, en effet, la diaspora s'est divisée selon les lignes de fracture du pays d'origine, pour lesquelles elle a servi de caisse de résonance. Cette fragmentation empêche aujourd'hui la constitution d'une plate-forme autonome pro-européenne.

À cette absence d'instance commune, s'ajoute le poids des réticences – pour ne pas dire, des résistances – qui se manifestent également en son sein : ainsi, si les organisations kurdes et islamistes penchent désormais vers l'Europe, tel n'est pas le cas de la droite radicale, l'une des forces majeures dans l'immigration, qui s'oppose à toute réforme politique en Turquie. La gauche radicale et une partie de l'intelligentsia kémaliste continuent également à s'opposer à l'adhésion de leur pays d'origine à un « bloc impérialiste ». Enfin, d'autres acteurs, comme les communautés religieuses – Süleymanci, Isikçi... –, craignant trop les incertitudes de l'avenir, se sont confinées à une ligne apolitique qui leur permet de survivre à tous les scénarios.

On comprend donc que l'inertie de l'immigration reproduit largement la politique d'ajournement qui règne dans le pays d'origine. Seule une

mobilisation en faveur de l'adhésion des pro-européens en Turquie – qui suppose l'acceptation des critères de Copenhague – est susceptible de modifier la donne dans l'immigration et de permettre aux trois types d'acteurs de peser dans le débat.

En guise de conclusion

Ainsi, paradoxalement, la décision du sommet d'Helsinki n'a pas eu d'impact, en tout cas immédiat, en Turquie ou dans la diaspora. Elle n'en a pas moins une grande valeur historique : elle a brisé le mythe de la non-intégration d'un pays musulman, laïcisant ainsi la notion d'appartenance à l'Europe. De même, indépendamment de l'adhésion ou non d'Ankara, elle a changé la définition de l'immigration turque en une immigration potentiellement intra-européenne. Cela signifie que les appartenances et les loyautés multiples peuvent désormais être considérées et acceptées comme une réalité européenne. Cette évolution, qui va de pair avec l'autonomie élargie reconnue aux régions en Europe et avec la Charte des langues minoritaires, annonce tout simplement l'invention d'une nouvelle Europe, moins crispée sur le monopole des symboles de la souveraineté. Toute la question est de savoir si cette évolution permettra l'invention d'une nouvelle Turquie, également moins crispée quant au monopole de ces mêmes symboles.